

L'aide sociale en Suisse 2000 – 2022

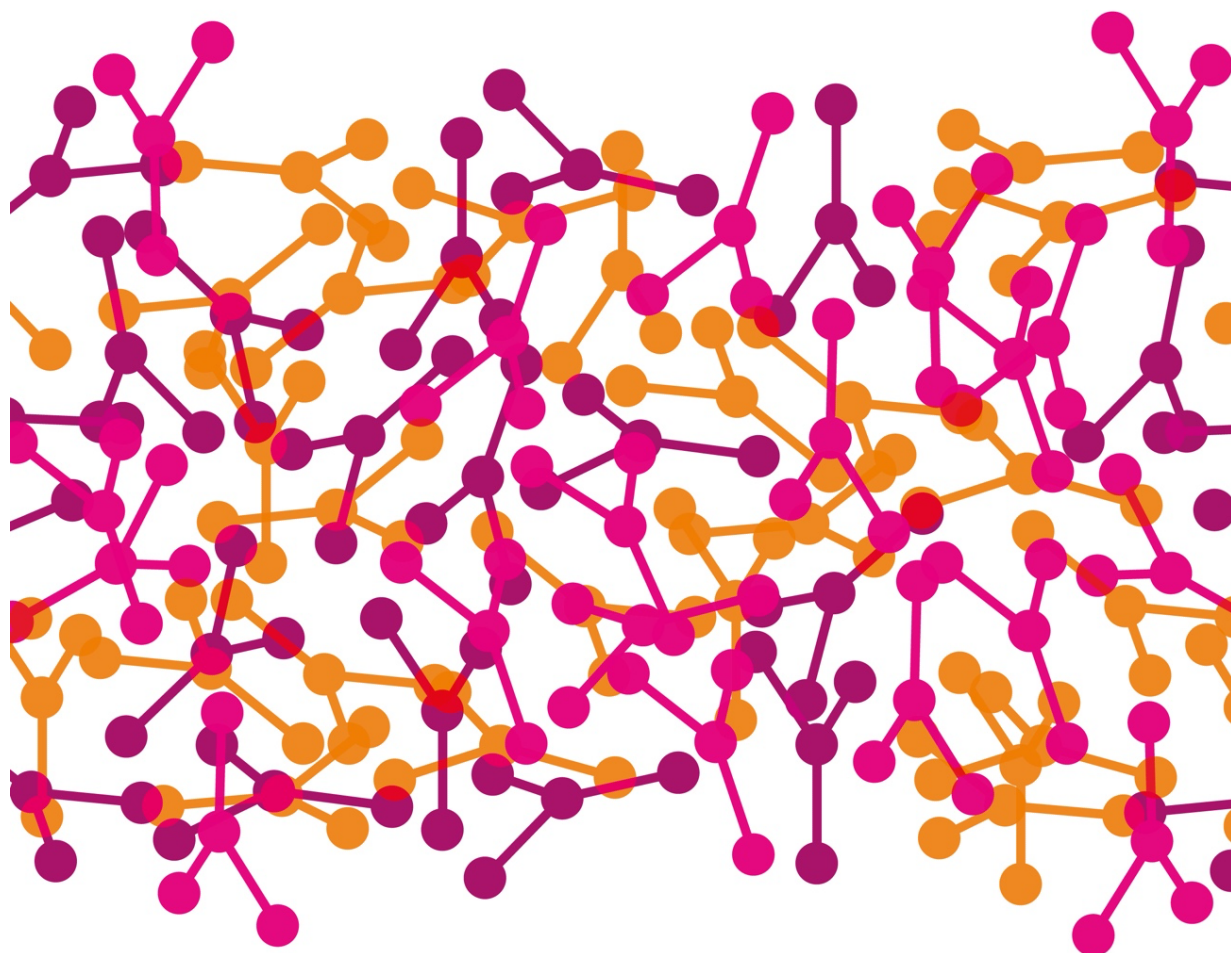
Chronologie des transformations

Interventions et décisions aux niveaux fédéral,
cantonal et communal

Nouvelle édition élargie 2023

Véréna Keller

6 février 2023



Préface de la Conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider	4
1 Introduction	5
2 Compétence fédérale, loi-cadre fédérale et statistique nationale	10
Niveau national	10
La statistique nationale de l'aide sociale	14
Données actuelles sur les bénéficiaires (Office fédéral de la statistique OFS 2021)	15
3 Les normes de la CSIAS, projets de la CSIAS	17
Évolution des normes de la CSIAS	17
Le forfait pour l'entretien 1963 à 2023	20
Remboursement des prestations d'aide social (dette d'assistance)	21
Projets de la CSIAS	22
4 Droits fondamentaux, protection des données	24
Niveau national	24
Niveau cantonal	28
5 Personnes sans passeport suisse (étrangers, étrangères)	33
Niveau national	33
Niveau cantonal	39
6 Personnes réfugiées – l'aide sociale dans le domaine de l'asile et des réfugié:es	45
Les principaux permis (status), 2022	45
Niveau national	46
Niveau cantonal	49
7 Revenu de base et Assurance générale de revenu	52
Niveau national	52
Niveau cantonal et communal	54
8 Salaire minimum	58
Niveau national	58
Niveau cantonal et communal	59
9 Prestations complémentaires (PC) pour familles	63
Niveau national	63
Niveau cantonal	64
10 Chômeurs et chômeuses agé:es, rente-pont	70
Niveau national	70
Niveau cantonal	71
11 Crise de covid-19	73
Niveau national	74
Recommandations et démarches de la CSIAS	75
Niveaux cantonal et communal	79
12 Traitements dentaires	90
Niveau national	90
Niveau cantonal	91
13 Positions, campagnes, alliances	93

14	L'aide sociale dans les cantons et les communes	95
	Kanton Aargau, AG.....	96
	Kanton Basel-Land, BL.....	99
	Kanton Basel-Stadt, BS.....	102
	Kanton Bern, BE.....	103
	Canton de Fribourg, FR.....	108
	Canton de Genève, GE.....	109
	Kanton Graubünden, GR.....	114
	Canton du Jura, JU.....	115
	Kanton Luzern, LU.....	116
	Canton de Neuchâtel, NE.....	117
	Kanton Schaffhausen, SH.....	119
	Kanton Schwyz, SZ.....	119
	Kanton Solothurn, SO.....	120
	Kanton St.Gallen, SG.....	121
	Kanton Thurgau, TG.....	123
	Canton du Tessin, TI.....	123
	Canton du Valais, VS.....	124
	Canton de Vaud, VD.....	125
	Kanton Zug, ZG.....	129
	Kanton Zürich, ZH.....	129
15	Références	134

PRÉFACE DE LA CONSEILLÈRE FÉDÉRALE ELISABETH BAUME-SCHNEIDER

Grâce à son économie prospère, la Suisse est l'un des pays les plus riches au monde. Ce constat ne saurait passer sous silence le fait que de nombreuses personnes sont confrontées de manière temporaire ou à plus long terme à une situation de précarité ou de pauvreté en termes de revenu. L'Office fédéral de la statistique mentionne un taux de pauvreté de 8,5 % ; les femmes élevant seules leurs enfants, les travailleurs et les travailleuses sans formation postobligatoire et/ou avec des bas salaires, ou encore des personnes sans droits de séjour sûrs sont particulièrement exposées. Un grand nombre d'enfants sont également touchés par la pauvreté, avec un risque de stigmatisation et des conséquences négatives pour leur avenir. Alors que les assurances sociales ne protègent les personnes concernées que de manière insuffisante, l'aide sociale, le dernier filet de protection, est conçu pour assurer leur minimum vital. Il s'agit d'un droit et pourtant de trop nombreuses personnes renoncent encore à formuler une demande, ressentant un sentiment de honte ou redoutant la remise en question de leur autorisation de séjour. Souvent critiquée, l'institution « aide sociale » est un véritable sismographe des problèmes sociaux et met en relief la nécessité pour la société d'apporter des réponses adaptées aux différentes réalités vécues. C'est l'objet de cette Chronologie, publiée sous l'égide de l'Association professionnelle suisse du travail social, AvenirSocial. Elle documente l'énorme travail accompli au sein et en dehors des institutions politiques que sont les législatifs et exécutifs sur le plan communal, cantonal et fédéral. Elle montre des lacunes et des discriminations, mais aussi des pistes pour des projets de réformes. Cette Chronologie a le mérite de mettre au jour différentes orientations dans la lutte contre la pauvreté, qui est un véritable enjeu de société.

Fidèle aux valeurs fondamentales de la Constitution qui mentionne dans son préambule « la force de la communauté se mesure au bien-être du plus faible de ses membres », je salue le travail d'AvenirSocial et exprime ma vive gratitude aux professionnel-le-s qui travaillent dans le domaine de l'action sociale.



Conseillère fédérale

1 INTRODUCTION

Buts

Qui a droit à de l'aide ? Comment faut-il aider ? A quelles conditions faut-il lier l'aide ? Les personnes soutenues doivent-elles disposer des mêmes droits et libertés que la population non soutenue ? Faut-il les obliger à accepter un emploi ? Et si elles en ont déjà un, ou si aucun emploi n'est disponible ? Comment concevoir l'aide sociale sans bouleverser la norme dominante de la responsabilité individuelle ou les rapports de genre ? L'aide sociale relève-t-elle d'un devoir d'humanité, ou s'agit-il plutôt de discipliner les classes sociales pauvres ? Plus fondamentalement : comment définir la pauvreté ? Veut-on, doit-on, peut-on supprimer la pauvreté ? Est-elle, au contraire, utile - comme un moyen de dissuasion et de pression en direction des classes sociales non pauvres ?

L'aide sociale englobe toutes ces dimensions. C'est ce qui la rend si intéressante. Les collectivités doivent sans cesse débattre de ces questions et négocier des accords provisoires. Les positions sont controversées et en mouvement.

Jusqu'au tournant du siècle, l'aide sociale en Suisse se transforme peu à peu en un droit à une vie digne pour toutes et tous. Ensuite, le vent tourne. La logique de l'État social actif contribue à focaliser le débat public sur les « abus ». La droite politique attaque fortement l'aide sociale, voire le système de protection sociale dans son ensemble. Dès la fin des années 1990, l'Union démocratique du centre (UDC) lance une campagne orchestrée contre l'aide sociale. Elle se matérialise en des initiatives populaires et d'innombrables interventions dans les cantons et les communes. En se focalisant sur l'aide sociale, ce parti politique s'attaque simultanément aux personnes sans passeport suisse, aux groupes sociaux pauvres, aux droits fondamentaux ainsi qu'aux institutions et procédures démocratiques. Il parvient à mobiliser bien au-delà du cercle de ses membres et sympathisant:es. Il présente les bénéficiaires de l'aide sociale comme des criminels, des étrangers indésirables, des paresseux choyés, confortablement installés dans un « hamac social » et menant par le bout du nez des travailleurs sociaux naïfs et bien-pensants. Les faits et les connaissances d'expert:es semblent ne plus avoir de prise. La justice et la solidarité, la démocratie et les droits de l'homme, voire l'humanisme et la décence apparaissent comme des valeurs perdues d'une autre époque.

Dans ce contexte, la politique migratoire et la politique sociale s'entremêlent. La politique sociale est instrumentalisée en tant que politique migratoire. Le recours à l'aide sociale devient un motif central pour refuser le droit de rester en Suisse. Après l'acceptation de deux initiatives populaires de l'UDC en 2012 et 2014, les durcissements s'accroissent : la perception indue de l'aide sociale est assimilée à un crime grave (2016), la naturalisation peut être refusée après la perception (réglementaire) de l'aide sociale (2018) et la perception (réglementaire) peut conduire à l'expulsion (2019).

Plus récemment, certains signes indiquent que la situation s'apaise un peu. On observe un peu moins d'interventions visant la restriction des prestations et celles-ci sont parfois rejetées. Depuis peu, on note quelques (rares) interventions visant à développer l'aide sociale ou les systèmes de protection sociale en amont, voire à les réformer fondamentalement. L'idée de garantir le minimum vital fait l'objet d'un respect accru.

Elle apparaît plus souvent comme une tâche publique nécessaire et légitime ; la solidarité n'est plus un gros mot jeté à la tête de doux rêveurs gauchistes.

Quelques pertes électorales de l'UDC pourraient en être la cause. Mais c'est surtout la pandémie de Covid-19 qui a rendu plus visibles des problèmes et inégalités sociaux et favorisé une nouvelle prise de conscience des lacunes de la protection sociale, en particulier le non-recours aux prestations sociales. Cependant, durant la pandémie, l'accent est souvent mis sur la charité privée en tant qu'aide humanitaire à la survie plutôt que sur le développement de droits à la protection sociale. De même, on reste volontiers à des déclarations d'intention plutôt que de mettre en œuvre des améliorations tangibles. Nous sommes par ailleurs préoccupés par le fait que le nombre de personnes recourant à l'aide sociale a constamment baissé pendant et après la pandémie. Cela s'explique, à notre avis, par de multiples inadéquations dans la conception du système de l'aide sociale. Il est d'autant plus remarquable que, pendant la pandémie, six cantons et deux villes créent de nouveaux dispositifs de garantie d'un minimum vital pour des groupes de personnes précédemment exclus des systèmes de protection sociale : les personnes sans droit de séjour (les sans-papiers) et celles soumises à des conditions de travail précaires.

De très nombreuses modifications réglementaires sont intervenues ces dernières décennies, qu'il s'agisse des normes de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS), des lois cantonales sur l'aide sociale, de règlements communaux ou de lois fédérales touchant directement et explicitement les destinataires de l'aide sociale. La plupart du temps, mais pas toujours, ces modifications durcissent les conditions d'accès, augmentent les devoirs des bénéficiaires et restreignent les prestations.

Ce texte a pour ambition de documenter ces changements de manière fiable. Il retrace l'historique des décisions dans leur contexte temporel, géographique et politique et cherche à dégager les tendances à l'œuvre afin de mettre en évidence les actrices et acteurs impliqués, leurs intentions et leurs représentations. Il ne prétend pas à une analyse détaillée mais se limite à de brèves introductions aux chapitres permettant de replacer les faits recueillis dans leur contexte.

Cette chronologie s'adresse à des personnes qui connaissent l'organisation et les principes de l'aide sociale. Il n'a pas d'ambition d'exhaustivité ni de systématique rigoureuse, car nos moyens limités ne nous permettent pas de recenser l'ensemble des propositions et décisions au niveau de la Confédération, des 26 cantons et des 2200 communes suisses. Toutefois, les informations relevées sont contrôlées et censées être exactes¹. Vous voudrez bien nous faire part d'éventuels erreurs ou manquements que vous constaterez (info@avenirsocial.ch).

¹ L'auteure remercie les collègues qui ont relu, complété et amélioré cette nouvelle édition : Stéphane Beuchat et Annina Grob, co-secrétaires AvenirSocial, Berne ; Markus Kaufmann, secrétaire générale, CSIAS, Berne. Les appréciations et commentaires relèvent de la seule responsabilité de l'auteure. Les éventuelles erreurs lui incombent.

A propos de la nouvelle édition élargie 2023 et de sa publication en français

Une première Chronologie a paru en mai 2019, en français et en allemand, une deuxième début 2021 en allemand uniquement et voici la troisième édition à nouveau revue et augmentée, partiellement traduite en français. Elle contient toutes les informations figurant dans les deux éditions précédentes. Nous les avons mises à jour, corrigées et complétées, et avons quelque peu réorganisé les chapitres.

Nous n'avons pas les ressources de traduire l'ensemble du document en français et en allemand. Pour cette édition en français, nous avons traduit les titres et les introductions aux chapitres. Les événements sur le plan national sont répertoriés en allemand ; les références permettent d'en trouver les textes en français. Quant aux événements cantonaux et communaux, ils sont rendus dans leur langue locale majoritaire.

Sources, méthode et structure du document

Le présent inventaire couvre la période entre 2000 et fin 2022, tout en remontant parfois un peu plus loin dans le temps. Il se base sur des documents et des publications d'associations professionnelles et d'institutions (notamment : Artias, AvenirSocial Association professionnelle suisse du travail social, Caritas, CSIAS, Denknetz Réseau de réflexion, Hälfte/Moitié, Initiative des villes pour la politique sociale, Reiso, Surprise, Unabhängige Fachstelle Sozialhilferecht UFS, etc.), sur des documents et des archives parlementaires ainsi que sur des publications scientifiques, de revues spécialisées et de la presse. Selon le thème et le canton, les données présentées sont plus ou moins détaillées. Cela s'explique uniquement par la méthode de saisie des informations : celle-ci n'est pas systématique - nous n'en avons pas les moyens - mais dépend du fait que l'auteur ait connaissance d'une intervention ou d'une décision.

Cette chronologie est organisée selon deux logiques différentes, l'une thématique et l'autre administrative (les cantons). La logique thématique documente des thèmes centraux de l'aide sociale, tandis que l'ordre administrative répertorie les interventions et décisions prises dans les cantons. Nous avons dû décider à quelle logique donner la priorité, c'est-à-dire dans quel chapitre classer les informations détaillées. Nous avons priorisé l'ordre thématique, un choix qui révèle que, souvent, les débats dépassent les frontières cantonales et se déroulent simultanément dans toute la Suisse ou presque. Par souci d'exhaustivité et pour permettre une vue d'ensemble des débats dans chaque canton, nous renvoyons dans les chapitres cantonaux, avec l'année et le titre, aux informations détaillées classées dans les chapitres thématiques.

A l'intérieur des chapitres, nous avons opté pour une présentation chronologique. Il fallait choisir entre la date de début et la date de fin d'un événement. En principe, nous classons par la date de clôture (date la plus récente, dernière décision), avec quelques exceptions par souci de lisibilité.

Critères de sélection

Cette liste chronologique recense les interventions et décisions en Suisse (aux niveaux fédéral, cantonal et communal) dont nous avons connaissance concernant l'aide sociale ainsi que les dispositifs créés ou proposés dans le but de remplacer l'aide sociale

pour certaines catégories de personnes par d'autres solutions plus avantageuses. Les formes de ces interventions sont nombreuses : initiatives, pétitions, motions, postulats, projets de loi, projets et propositions d'administrations, d'organisations et de personnes. A quelques exceptions près, les questions écrites et orales ainsi que les interpellations ne sont pas mentionnées².

Ne sont pas répertoriées dans cette Chronologie les interventions et décisions suivantes :

- Les assurances sociales et les prestations sous condition de ressources en dehors de l'aide sociale ; les autres dispositifs de protection sociale, du système de santé ou de la formation ; la fiscalité ; les études sur la pauvreté et sur l'aide sociale et les actions dans le cadre de la Stratégie nationale contre la pauvreté, sauf si elles sont associées à des modifications réglementaires de l'aide sociale ;
- L'organisation et le financement de l'aide sociale dans les cantons ainsi que l'organisation des services sociaux et la répartition des tâches entre différents métiers, avec quelques exceptions ;
- La mise en œuvre des recommandations de la CSIAS dans les cantons, à quelques exceptions près. La CSIAS établit un relevé systématique et régulier (Monitoring, cf. SKOS 2022), synthétisé dans le chapitre « Les normes de la CSIAS »).
- Les principes et normes en matière de « mesures d'intégration », fort divergents d'un canton à l'autre. Si elles relèvent d'un droit au TI, elles sont obligatoires dans le canton de NE, par exemple.
- La question des obligations d'entretien en vertu du droit de la famille (obligations entre époux et partenaires vivant ensemble ou séparés, entre parents et enfants (majeurs) ou entre frères et sœurs), aussi appelé « dette alimentaire » ;
- Les jugements du Tribunal fédéral TF. Ils sont répertoriés par l'Artias³, la CSIAS⁴ et la Unabhängige Fachstelle für Sozialhilferecht UFS ainsi que sur une base de donnée Sozialhilferecht (payante) de la Haute école de travail social de Lucerne HSLU⁵ ;
- Les décisions de communes de quitter la CSIAS et autres controverses dans la presse, sauf quelques exceptions.

Terminologie, langues, langage

En Suisse, les termes désignant les autorités et les organes parlementaires varient d'un canton et d'une commune à l'autre. Dans ce document, nous utilisons des termes génériques. Dans les cantons, le législatif (parlement) sera désigné par Grand Conseil et l'exécutif (gouvernement) par Conseil d'État. Les élu:es seront nommé:es respectivement député:e du Grand Conseil et conseiller ou conseillère d'État. Dans les communes, le délibératif (parlement ou assemblée communale) sera nommé

² L'Artias tient à jour une synthèse des travaux législatifs fédéraux (Stanic 2022).

³ Artias.ch > Veille jurisprudence > Listes des arrêts du TF

⁴ Ausgewählte BGr-Urteile: <https://skos.ch/skos-richtlinien/rechtliches/bundesgerichtsurteile>

⁵ https://www.weblaw.ch/competence/editions_weblaw/datenbanken/sozialhilferecht.html

délibératif communal et l'exécutif, exécutif communal. Les élu:es seront nommé:es membre du délibératif communal respectivement membre de l'exécutif communal.

La langue, un vrai casse-tête dans la Suisse plurilingue. Nous n'avons pas les ressources de traduire l'ensemble du document en français et en allemand. La compréhension de ce document bilingue est sans doute exigeante pour les personnes qui ne maîtrisent pas bien les deux langues.

Dans ce texte, les hommes, les femmes et les personnes aux identités de genre non binaires sont visibles linguistiquement⁶. Lorsque l'utilisation de termes neutres n'est pas possible, nous utilisons l'orthographe de la WochenZeitung (: devant la forme féminine). En français, nous accordons au plus proche⁷.

A propos de l'auteure

Véréna Keller a suivi une première formation en travail social à Gwatt/Berne et a travaillé dans le canton de Genève comme éducatrice spécialisée, assistante sociale et collaboratrice scientifique dans les domaines du handicap, de l'école, de l'aide sociale et de la réinsertion. Après un master en sciences de l'éducation à l'Université de Genève, elle a été engagée comme professeure à la Haute école de travail social et de la santé de Lausanne (HETSL, HES-SO) dans les domaines du travail social et des politiques sociales. Elle a de nombreuses publications à son actif, est devenue doyenne de la filière travail social et vice-présidente d'AvenirSocial. Après sa retraite, elle continue à travailler comme professeure honoraire, membre du comité du Denknetz et de la CSIAS ainsi qu'auprès d'AvenirSocial, du syndicat SSP-VPOD et d'autres organisations. Elle vit à Genève.

Véréna Keller, Genève, février 2023

⁶ Geschlechtergerechte und nicht-binäre Sprache. AvenirSocial https://avenirsocial.ch/wp-content/uploads/2020/12/20201215_Leitfaden_Language_non_binaire_AvenirSocial_online.pdf

⁷ Bureaux romands de l'égalité entre hommes et femmes (2002). Guide du langage épïcène.

2 COMPÉTENCE FÉDÉRALE, LOI-CADRE FÉDÉRALE ET STATISTIQUE NATIONALE

En Suisse, historiquement, ce sont en règle générale les communes d'origine qui sont chargées de l'assistance à leurs pauvres. Aujourd'hui, les cantons sont responsables de l'aide sociale aux personnes nécessiteuses domiciliées sur leur territoire sauf dans les domaines de l'asile et des Suisses et Suissesses de l'étranger (Loi fédérale sur la compétence en matière d'assistance des personnes dans le besoin LAS du 24 juin 1977). L'aide sociale aux chômeurs *peut* être réglementée par la Confédération (art.114 Constitution fédérale). Les cantons peuvent charger les communes de l'aide sociale. Cette situation produit de grandes différences dans l'attribution de l'aide. Pour cette raison, la question d'une loi-cadre fédérale ne cesse de se poser. Nombreuses sont par ailleurs les interventions demandant à la Confédération de régler certains aspects de l'aide sociale. Ces observations démontrent les limites de la compétence cantonale, autrement dit du fédéralisme, en la matière.

Voici les propositions et décisions dont nous avons connaissance, listées par ordre chronologique selon la date la plus récente. Le chapitre est subdivisé en trois parties : le niveau national, la statistique nationale de l'aide sociale, les données actuelles sur les bénéficiaires.

Niveau national

- **Seit 1905, Forderung nach Bundeslösung** - Die Forderung nach einer Bundeslösung der Existenzsicherung wird bereits an der Gründungsversammlung des Armenpflegervereins von 1905 erhoben und 1955 wiederholt (Gurny & Tecklenburg 2016, S. 15).
- **1999, Bundesverfassung, Einführung eines Grundrechts auf Existenzsicherung** - Ein Grundrecht auf Existenzsicherung wird in die neue Bundesverfassung von 1999 aufgenommen (siehe Kapitel Grundrechte).
- **1992 - 2000, Nationalrat, Debatten zum Recht auf Existenzsicherung und für Bundesrahmengesetz** - Am 17. Juni 1992 reicht die Nationalrätin Christine Goll (SP) eine parlamentarische Initiative « Recht auf Existenzsicherung » (92.426) ein, welche ein Verfassungsrecht auf Existenzsicherung sowie eine Bundeskompetenz für die entsprechende Gesetzgebung verlangt. Am 12. November 1993 zieht sie die Initiative zugunsten einer entsprechenden Debatte in der Kommission für soziale Sicherheit und Gesundheit des Nationalrates (SGK-NR) zurück. Pascal Coullery hatte dazu einen « Diskussionsentwurf » erarbeitet (Coullery 1995). Die SGK-NR nimmt den Vorschlag von Goll als Kommissionsinitiative auf. Eine Subkommission erarbeitet zwischen 1993 und 1996 einen Verfassungsartikelentwurf und führt im Juli 1995 eine Vernehmlassung durch. Dabei lehnt die Mehrheit der Vernehmlassungsteilnehmenden eine Rahmengesetzgebungskompetenz des Bundes ab. Die Kommission kommt zu keinem Entscheid und stellt die Debatte im Jahr 2000 ein (Goll 2005; Gurny & Tecklenburg 2016, S. 15).
- **2008, SODK, Vision eines Bundesrahmengesetzes** - Im Juni 2008 beschliesst die Konferenz der kantonalen Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren (SODK), dass die Vision eines Bundesrahmengesetzes zur Existenzsicherung vertieft werden soll (Gurny & Tecklenburg 2016, S. 15).

- **2015, Bund soll die Sozialhilfeabhängigkeit von Jungen reduzieren** – Die Nationalrätin Silvia Schenker (SP) fordert den Bund auf, mit allen involvierten politischen Ebenen und Institutionen eine gemeinsame Strategie und Lösungen zu entwickeln, um die Abhängigkeit von Jugendlichen und jungen Erwachsenen von der Sozialhilfe zu reduzieren, dies nach dem Beispiel der Stipendien im Kanton Waadt⁸. Der Bundesrat empfiehlt Annahme; beide Räte nehmen die Motion an (NR 12.12.2014; SR 9.6.2015).
- **2011, 2015, Keine Bundeslösung betr. Besteuerung von Sozialhilfeleistungen**
 - Mehrere parlamentarische Vorstösse auf Bundesebene fordern, Ungleichbehandlungen, Schwelleneffekte bei Transferleistungen sowie « unerwünschte negative Anreize » abzubauen. Dazu gehören – gegensätzliche - Vorstösse in Sachen Steuerpflicht:
 - Nationalrätin Bea Heim (SP) verlangt 2009 eine gesamtschweizerische Steuerbefreiung des Existenzminimums für Personen jeden Alters, wie dies bei den Ergänzungsleistungen bereits der Fall ist⁹. Ihre Motion wird am 13.4.2011 abgelehnt.
 - Der Kanton Bern fordert mit einer Standesinitiative: « Die Bundesgesetzgebung (namentlich die Bestimmungen des Bundesgesetzes über die direkte Bundessteuer und das Steuerharmonisierungsgesetz) ist dahingehend zu revidieren, dass Unterstützungsleistungen aus öffentlichen Mitteln, die anstelle des Erwerbseinkommens ausgerichtet werden (insbesondere Sozialhilfeleistungen), im Sinne der steuerlichen und wirtschaftlichen Gleichbehandlung gänzlich der Einkommenssteuer unterstellt werden »¹⁰. Die Initiative wird deutlich abgelehnt (8.12.2014).
 - Daraufhin reicht die Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Ständerats eine Motion mit denselben Forderungen¹¹ ein, welche vom Nationalrat leicht abgeändert¹², aber trotzdem abgelehnt wird (24.9.2015).
- **2011 - 2016, Nationalrat gegen ein Bundesrahmengesetz** – Zwischen 2011 und 2016 diskutiert der Nationalrat mehrfach über ein Bundesrahmengesetz. So werden im Juni 2011 im Nationalrat gleich zwei Motionen mit ähnlicher Ausrichtung eingereicht:
 - Ruth Humbel (CVP) fordert ein Bundesrahmengesetz zur Existenzsicherung, welches ein einheitliches Verfahren und eine Abstimmung der Leistungen festlegen soll. In Anbetracht des zunehmenden Platzes der Sozialhilfe müsse das Zusammenspiel der nationalen Sozialversicherungen und der bedarfsabhängigen kantonalen Leistungen geklärt werden¹³. Der Bundesrat beantragt

⁸ Strategie zur Reduktion der Abhängigkeit von Jugendlichen und jungen Erwachsenen von der Sozialhilfe. Motion 14.3890, eingereicht am 14.9.2014.

⁹ Altersarmut. Schwelleneffekte. Motion 09.3567, eingereicht am 10.6.2009.

¹⁰ Besteuerung von Sozialhilfeleistungen. Standesinitiative 09.300 des Kantons Bern, eingereicht 4.2.2009.

¹¹ Besteuerung von Sozialhilfeleistungen und Entlastung des Existenzminimums. Motion 10.3340, eingereicht 29.3.2010.

¹² Steuerbarkeit von Unterstützungsleistungen und steuerliche Entlastung des Existenzminimums. Motion 14.4004, eingereicht am 4.11.2014.

¹³ Bundesrahmengesetz zur Existenzsicherung. Motion 11.3638, eingereicht am 16. Juni 2011.

Ablehnung. Am 21.6.2013 wird die Motion abgeschrieben, da nicht innert 2 Jahren behandelt.

- Thomas Weibel (Grünliberale) fordert ein schlankes Rahmengesetz für Sozialhilfe analog zum Bundesgesetz über den Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts (ATSG)¹⁴. Auch diese Motion beantragt der Bundesrat zur Ablehnung und auch sie wird am 21.6.2013 abgeschrieben, da nicht innert 2 Jahren behandelt.

Daraufhin reicht die Kommission für soziale Sicherheit und Gesundheit des Nationalrates SGK-NR ihrerseits eine Motion für ein Rahmengesetz ein¹⁵. Der Bundesrat ist nun bereit, die Frage vertieft zu prüfen, empfiehlt aber trotzdem Ablehnung. Der Nationalrat nimmt an (20.9.2012), während der Ständerat ablehnt (11.6.2013). Somit ist die Motion erledigt.

Kurz darauf reicht die SGK-NR einen erneuten Vorstoss ein, diesmal in Form eines Postulats, mit welchem sie vom Bundesrat einen Bericht über den Nutzen eines Rahmengesetzes fordert¹⁶. Der Bundesrat beantragt Annahme, und der Nationalrat nimmt es an (10.3.2014). In seinem Bericht¹⁷ erachtet der Bundesrat « die fehlende Verbindlichkeit bei der Sozialhilfe als nicht mehr zeitgemäss ». Er folgt der Position der SODK, welche « sich der Bedeutung einer einheitlichen Regelung in der Sozialhilfe bewusst ist und die Verbindlichkeit der SKOS-Richtlinien stärken wird », eine Bundeskompetenz jedoch ablehnt. Der Bundesrat « erwartet jedoch, dass sich die Kantone ihrer Verantwortung bewusst sind und selbst einen verbindlichen Rahmen für die Sozialhilfe definieren. [...] Der Bundesrat begrüsst die laufenden Bestrebungen zur Stärkung der SKOS-Richtlinien. Sie bilden den notwendigen verbindlichen Rahmen, welcher in der Sozialhilfe zur Anwendung kommen muss » (S. 59-60).

Unterdessen hat der grünliberale Nationalrat Thomas Weibel eine erneute Motion eingereicht mit dem Titel « Rahmengesetz für die Sozialhilfe ». Der BR soll ein schlankes Rahmengesetz für die Sozialhilfe vorlegen ohne Leistungsausweitung und unter Vermeidung von Schwelleneffekten, welche als Negativanreize für die Arbeitsintegration wirken¹⁸. Der BR empfiehlt Ablehnung, dies befolgt der Nationalrat (29.9.2016).

- **2016, Petition für Rahmengesetz** - Das Komitee der Arbeitslosen und Armutsbetroffenen (KABBA) reicht eine Petition mit 236 Unterschriften ein mit der Forderung nach einem Rahmengesetz für Sozialhilfe auf Bundesebene (16.2003, 28.1.2016). Die Kommission für soziale Sicherheit und Gesundheit des Ständerates gibt der Petition keine Folge (Sitzung 14.11.2016); sie verweist darauf, dass die SKOS-Richtlinien für Ausgleichsmechanismen sorgen und dass der Nationalrat erst kürzlich eine ähnliche Motion (14.4070) abgelehnt habe.
- **2018, Nationalrat, Keine Harmonisierung, kein nationales Rahmengesetz** - Am 15.12.2017 reicht die Nationalrätin Christine Häslar (Grüne Partei Schweiz) eine Interpellation ein mit dem Titel « Nehmen die Kantone ihre Verantwortung für die

¹⁴ Rahmengesetz für Sozialhilfe. Motion 11.3714, eingereicht am 17. Juni 2011.

¹⁵ Rahmengesetz für Sozialhilfe. Motion 12.3013, eingereicht am 2.2.2012.

¹⁶ Rahmengesetz für die Sozialhilfe. Postulat 13.4010, eingereicht am 6.11.2013.

¹⁷ Ausgestaltung der Sozialhilfe und der kantonalen Bedarfsleistungen. Bericht des Bundesrates in Erfüllung des Postulats 13.4010 der SGK-NR, 25.2.2015.

¹⁸ Rahmengesetz für die Sozialhilfe. Motion 14.4070, eingereicht am 4.12.2014.

Harmonisierung der Sozialhilfe noch wahr? » (17.4278). In seiner Stellungnahme vom 14.2.2018 verweist der Bundesrat auf seinen Bericht vom 25.2.2015 « Ausgestaltung der Sozialhilfe und der kantonalen Bedarfsleistungen » (siehe oben) und schreibt: « Der Bundesrat erachtet die fehlende Verbindlichkeit bei der Sozialhilfe als nicht mehr zeitgemäss. [...] Derzeit kann davon ausgegangen werden, dass sich die Kantone zu keiner weiteren Harmonisierung verpflichten wollen. Der Bundesrat hat im Übrigen festgestellt, dass gewisse Kantone ihre Sozialhilfegesetze überarbeitet haben und von den SKOS-Richtlinien abgewichen sind. Der Bundesrat zieht daraus den Schluss, dass es den Kantonen nicht gelungen ist, die Sozialhilfe mit einem verbindlichen Rahmen zu stärken. Der Bund kann das nicht an ihrer Stelle tun ». Das Geschäft ist an der Sitzung des Nationalrates vom 16.3.2018 erledigt.

- **2019, Nationalrat, Kein Bundesrahmengesetz** - Marianne Streiff-Feller (EVP) und Kathrin Bertschy (glp) reichen zwei Motionen identischen Titels und Inhalts « Die Sozialhilfe mit einem schlanken Rahmengesetz oder einem Konkordat koordinieren » ein (Motionen 17.4166 und 17.4167, beide am 14.12.2017). Die Motionen fordern Koordination der verschiedenen bedarfsabhängigen Leistungen und eine Harmonisierung der Sozialhilfe über ein nationales Rahmengesetz, da sich nicht mehr alle Kantone an die SKOS-Richtlinien halten. Der Bundesrat empfiehlt Ablehnung der Motionen (2.3.2018), da sich nach seiner Ansicht die Kantone zu keiner weiteren Harmonisierung verpflichten wollen. Beide Motionen werden am 20.12.2019 abgeschlossen weil nicht innert zwei Jahren abschliessend behandelt.
- **2020, Nationalrat, Kein Rahmengesetz zur Existenzsicherung** - Katharina Prelicz-Huber (Grüne Partei Schweiz) will, dass der Bundesrat ein Rahmengesetz für die Existenzsicherung vorlegt¹⁹ in Anlehnung an die Ergänzungsleistungen sowie mit Vorschriften betr. Fachpersonal und nicht-monetären Leistungen und Mitfinanzierung des Bundes. Der Bundesrat beantragt Ablehnung (12.8.2020), der Nationalrat lehnt ab (16.6.2022).
- **2020, National- und Ständerat, Keine neuen Hilfen für Papierlose** – (Siehe Kapitel Coronakrise).
- **2021, Nationalrat, Forderung für weniger Fälle** - Ein Impulsprogramm des Bundesrates soll die Sozialbehörden darin unterstützen, sich für ein System mit tiefer Falllast zu entscheiden, was nachweislich die Ablösequote verbessere, wie das die Studie in der Stadt Winterthur gezeigt habe. Dies verlangt eine Motion des Nationalrats Felix Wettstein, Grüne Partei Schweiz²⁰. Der Bundesrat empfiehlt Ablehnung, da die SH in die Kompetenz der Kantone falle (12.5.2021). Im Rat Anfangs 2023 noch nicht behandelt.
- **2021, Kanton Bern, Kein Vorstoss für Bundesrahmengesetz** - Die Berner Kantonsregierung soll sich auf nationaler Ebene für ein Bundesrahmengesetz für die öffentliche Sozialhilfe einsetzen. Dies verlangt eine überparteiliche Motion von Hasim Sancar (Grüne)²¹. Der Regierungsrat empfiehlt Ablehnung, weil sich « das

¹⁹ Rahmengesetz für die Existenzsicherung. Motion 20.3823, eingereicht am 19.6.2020.

²⁰ Impulsprogramm zur Erhöhung der Ablösequoten in der Sozialhilfe. Motion 21.3317, eingereicht von Felix Wettstein, Grüne Partei Schweiz, am 18.03.2021.

²¹ Bundesrahmengesetz für die öffentliche Sozialhilfe. Motion 232-200 von Hasim Sancar (Grüne), Michael Ritter (GLP), Margrit Junker Burkhard (SP), Melanie Beutler-Hohenberger (EVP), eingereicht am 8.9.2020.

heutige System sehr bewährt » habe. Dem folgt der Grossrat (Sitzung vom 15.3.2021).

- **2022, Nationalrat, Keine Verschärfung der Rückerstattungspflicht** - Eine parlamentarische Initiative der Nationalrätin Martina Bircher (SVP) verlangt, die gesetzlichen Bestimmungen « so zu ändern, dass die Rückerstattungspflicht von Sozialhilfe nicht umgangen werden kann ». Sie geht davon aus, dass ehemalige Bezüger oft nicht über ihre neue Situation informieren würden. « Noch stossender ist aber, dass gewisse ehemalige Bezügerinnen und Bezüger insbesondere grössere Beträge aus Erbschaften, Schenkungen, Freizügigkeitsleistungen, etc. umgehend auf andere (ausländische) Konten weiterleiten, Liegenschaften im Ausland kaufen oder sogar eine Stiftung gründen »²². Die Kommission für soziale Sicherheit und Gesundheit NR beantragt, der Initiative keine Folge zu geben, da die Kantone für die Sozialhilfe zuständig sind und eine solch « beispiellose Massnahme (selbst die Steuerbehörden werden nicht automatisch über einen Erbfall informiert) » die Privatsphäre verletzen würde (14.1.2022). Der Nationalrat gibt keine Folge (2.6.2022).
- **2022, Conseil national, Ne pas faciliter l'accès aux prestations d'aide sociale** - Dans le but de lutter contre le non recours à l'aide sociale et la discrimination en fonction du passeport, les lois doivent être changées afin, notamment, d'augmenter la limite de fortune et d'interdire l'obligation de remboursement et le traitement différencié en fonction du passeport. C'est ce que demande la conseillère nationale Ada Marra (PS)²³. La commission de la sécurité sociale n'entre pas en matière (Rapport du 23.6.2022) et propose, par 13 voix contre 10, de ne pas donner suite. Le Conseil national ne donne pas suite (12.12.2022).

La statistique nationale de l'aide sociale

Da die Sozialhilfe im Kompetenzbereich der Kantone liegt, werden während langer Zeit Statistiken nur auf Kantons- oder Gemeindeebene erhoben und dies nach je eigenen Zielsetzungen, Methoden und Gutdünken. So sind keinerlei Vergleiche zwischen den Kantonen möglich und Entwicklungen auf gesamtschweizerischer Ebene können nicht dokumentiert werden. Seit 1999 liegen erste vergleichbare Daten aus einigen Städten vor. Ab 2005 publiziert das BFS jährliche nationale systematische Statistiken.

- **1999, Erste vergleichbare Daten aus einigen Städten** - Erste überkantonale Daten werden ab 1999 von der Städteinitiative Sozialpolitik erhoben und publiziert unter dem Titel Kennzahlenvergleich in der Sozialhilfe. Die Statistik erhebt insbesondere die Anzahl und die Merkmale von Sozialhilfebeziehenden, die Sozialhilfequote und die Bezugsdauer. Die Daten stammen von 13 Städten, die Mitglied der Städteinitiative Sozialhilfe sind, darunter zwei Städte in der Romandie (Basel, Bern, Biel, Lausanne, Luzern, Schaffhausen, Schlieren, St.Gallen, Uster, Wädenswil, Winterthur, Zug, Zürich) (staedteinitiative.ch > Kennzahlen Sozialhilfe).

²² Einhaltung der der Rückerstattungspflicht von Bezügerinnen von Sozialhilfe bzw. Verhinderung der Weiterleitung von Geldern auf Drittkonten. Parlamentarische Initiative 20.498, eingereicht am 17.12.2020.

²³ Pour que les conditions d'accès à l'aide sociale et les conséquences d'y accéder ne deviennent pas des éléments de paupérisation supplémentaire (Damit die Anspruchsvoraussetzungen für die Sozialhilfe und die Folgen des Sozialhilfebezugs nicht zusätzlich zur Verarmung beitragen). Initiative parlementaire 21.454, Ada Marra (PS), déposée le 8.6.2021.

- **2005, Nationale Sozialhilfestatistik** - Nach ersten Vereinbarungen im Jahr 1999 zwischen einigen Kantonen und dem Bund sowie Piloterhebungen publiziert das BFS seit 2005 eine detaillierte, systematische schweizweite Statistik aufgrund von Erhebungen aus allen Kantonen: die Sozialhilfestatistik. Anzahl und Strukturmerkmale von Personen und Haushalten, die Leistungen der Sozialhilfe beziehen, werden vollständig erhoben, ebenso wie finanzielle Aspekte (BFS > Statistiken finden > Soziale Sicherheit > Sozialhilfe).
- **2016, Zusammenlegung der Statistiken des Asyl- und Flüchtlingsbereichs mit jener der ordentlichen Sozialhilfe.** Ab dem Erhebungsjahr 2016 werden die Daten in den Bereichen Asyl und Flüchtlinge vom BFS nach den Methoden der Sozialhilfestatistik erhoben und in Publikationen mit jener der ordentlichen Sozialhilfe zusammengelegt. Bis anhin wurden die Daten im Asylbereich von der Statistik eAsyl (neu Sozialhilfe-AsylStat) bzw. der Sozialhilfe-FlüStat im Flüchtlingsbereich separat erhoben. Diese Zusammenlegung ist ein Hinweis auf die Annäherung der beiden Bereiche (Asyl- und ordentliche Sozialhilfe); sie kann dazu beitragen, dass negative Wahrnehmungen der Asylfragen auf die ordentliche Sozialhilfe übertragen werden.
- **2024, Modernisierung der Sozialhilfestatistik** – Seit 2020 arbeitet das BFS an einer Modernisierung der Sozialhilfestatistik mit den Zielen, die Belastung und die Kosten der Erhebungsstellen zu reduzieren, zuverlässige Angaben zur Verfügung zu stellen, die Analysen zu stärken sowie die Dauer zwischen Datenerhebung und Publikation zu verkürzen (BFS, Factsheet, November 2020). Eine Konzeptphase ist bis 2022, die Einführung bis 2025 und die Publikation der ersten Daten nach dem neuen System für 2026 vorgesehen.

Données actuelles sur les bénéficiaires (Office fédéral de la statistique OFS 2021)

Zur Einordnung der in dieser Zusammenstellung aufgeführten Vorstösse stellen wir hier einige statistische Eckdaten zur Sozialhilfe des Bundesamtes für Statistik zusammen²⁴.

Wirtschaftliche Sozialhilfe (ordentliche Sozialhilfe)

Im Jahr 2021 haben 265'100 Personen mindestens einmal eine finanzielle Leistung der SH erhalten. Das entspricht einer Sozialhilfe-Quote von 3,1% (Anteil der SH-Beziehenden an der Gesamtbevölkerung). Anzahl und Quote sind seit einigen Jahren leicht rückläufig, mit markanten kantonalen Unterschieden. 30% aller SH-Beziehenden sind Kinder, 1,5% sind im Pensionsalter. 32% der SH-Beziehenden sind erwerbstätig, 6% vollzeitleich. Bei den Einelternfamilien sind 41% erwerbstätig. Die Bezugsdauer liegt unter 1 Jahr bei 47% der abgeschlossenen Dossiers. 49% der SH-Beziehenden haben einen obligatorischen Schulabschluss, 43% eine Berufsausbildung (Sek.II) und 8% einen Abschluss auf tertiärer Stufe.

49% aller SH-Beziehenden sind schweizerischer Nationalität, 51% ausländischer. Ausländer:innen sind also öfter auf SH angewiesen als Schweizer:innen: ihre SH-Quote ist 3x höher als jene von Schweizer:innen (6,1 gegenüber 2,0%). Allerdings ist Differenzierung notwendig: die SH-Quote bei europäischen Staatsangehörigen ist mit 2,5% kaum höher als jene der Schweizer:innen, während Personen aus den « übrigen Ländern der Welt » eine SH-Quote von 19,0% aufweisen; viele kommen aus

²⁴ <https://dam-api.bfs.admin.ch/hub/api/dam/assets/23624017/master>; <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/soziale-sicherheit/sozialhilfe/sozialhilfebeziehende/wirtschaftliche-sozialhilfe.html>

dem Flüchtlingsbereich. 58% der ausländischen SH-Beziehenden haben einen C-Ausweis, 30,5% einen Ausweis aus dem Flüchtlingsbereich (inkl. B- und C-Ausweisen).

51% der unterstützten Haushalte bestehen aus einer Einzelperson. In 28% der unterstützten Haushalte leben Kinder. 14% aller Haushalte sind Einelternfamilien. Jede 5. Einelternfamilie in der Schweiz benötigt SH.

Sozialhilfe im Asyl- und Flüchtlingsbereich

Dieser Bereich ist besonders stark von nationalen politischen und administrativen Entscheiden geprägt. So nimmt zwar im Jahr 2021 die Anzahl Asylanträge wieder stark zu (14'900, +35% gegenüber 2020). Gleichzeitig geht die Unterstützungspflicht von Flüchtlingen an die Kantone und die ordentliche Sozialhilfe über (siehe Kapitel Geflüchtete); somit sind sie nicht mehr in der Flüchtlingsstatistik erfasst.

Asylbereich (SH-Asyl-Stat). Im Jahr 2021 wurden 30'300 Personen unterstützt (12,3% weniger als 2020), was einer Quote von 78,4% (78,4% aller Personen aus dem Asylbereich) entspricht.

Flüchtlingsbereich (SH-FlüStat). Im Jahr 2021 wurden 23'200 Personen unterstützt (19,8% weniger als im Vorjahr), was einer SH-Quote von 82,1% (unverändert gegenüber 2020) entspricht.

3 LES NORMES DE LA CSIAS, PROJETS DE LA CSIAS

Les « Concepts et normes de calcul de l'aide sociale » recommandés par la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS), communément appelé les « normes CSIAS » sont des « recommandations à l'intention des organes d'aide sociale de la Confédération, des cantons, des communes ainsi que des organisations de l'aide sociale privée. [...] Elles acquièrent force légale par le biais des législations cantonales ou communales et de la jurisprudence. L'aide aux requérant-e-s d'asile, aux personnes admises provisoirement sans statut de réfugié et aux Suisses et Suisesses de l'étranger ne relève pas directement du champ d'application de ces normes »²⁵.

Les « normes CSIAS » constituent, en Suisse, l'unique référence nationale, à laquelle se réfèrent les tribunaux. Elles contribuent à garantir une plus grande sécurité juridique et une certaine égalité de traitement (pour approfondir, cf. Hänzi 2011).

Voici les propositions et décisions dont nous avons connaissance, listées par ordre chronologique selon la date la plus récente.

Le chapitre est subdivisé en quatre parties : Évolution des normes de la CSIAS ; Le forfait pour l'entretien 1963 à 2023 ; Remboursement des prestations d'aide sociale (dette d'assistance) ; Projets de la CSIAS

Évolution des normes de la CSIAS

- **1905, Schaffung der Armenpflegerkonferenz** - 1905 wird in Brugg die Armenpflegerkonferenz gegründet, eine Konferenz aus Vertreter:innen der öffentlichen und privaten Fürsorge (Gurny & Tecklenburg 2016). Mitte der 1960-er Jahre wird aus ihr die Schweizerische Konferenz für öffentliche Fürsorge (SKöF) und 1996 die heutige Schweizerischen Konferenz für Sozialhilfe (SKOS).
- **1963, Erste Richtlinien in Frankenbeträgen** - 1963 veröffentlicht die Armenpflegerkonferenz erstmals Richtlinien mit konkreten Frankenbeträgen, nämlich die « Richtsätze für die Bemessung von Unterstützungen ». Die ersten Unterstützungsbeiträge werden mit einer Bandbreite angegeben: Für eine Einzelperson wird der Betrag bei 180 bis 210 Franken festgesetzt; hinzu kommen zahlreiche Hilfen « nach Bedarf ». Diese Beträge werden bald angepasst und bis 2003 immer wieder erhöht (Gurny & Tecklenburg 2016, S. 9) (siehe Tabelle unten).
- **2003, Einführung einer Kategorie « junge Erwachsene »** - Ab 2003 empfiehlt die SKOS spezielle Richtlinien für die Kategorie « junge Erwachsene » (18 bis 25 Jahre). Der nachhaltigen beruflichen Integration ist höchste Priorität beizumessen; junge Erwachsene sollen eine ihren Fähigkeiten entsprechende Erstausbildung abschliessen. Junge Erwachsene dürfen gegenüber jenen, die keine Sozialhilfe beziehen, nicht bevorzugt werden. Das Führen eines eigenen Haushaltes wird nur in Ausnahmefällen finanziert. Junge Erwachsene ohne abgeschlossene Ausbildung sollen in der Regel bei den Eltern wohnen. Der Grundbedarf wird um 20% gekürzt ausser bei Personen mit Integrationsmassnahmen, Erwerbstätigkeit oder

²⁵ CSIAS Normes 2021 A.1, version du 1.1.2021 <https://rl.skos.ch>

Kinderbetreuung (RL 2015 B4 und H11). Die RL 2021 übernehmen die spezifische Behandlung junger Erwachsener (SKOS-RL 2021 C.3.2. und C.4.2).

- **2005, Revision der Richtlinien, Aktivierungsprinzip** - Im Kontext der neoliberalen Kritik, gemäss welcher der Sozialstaat unterstützte Personen passiv, faul und zu Schmarotzern mache, entscheidet die SKOS gegen Ende 2003, ihre Richtlinien vollständig zu überarbeiten. Mehrere Städte (vor allem Basel, Bern, Zürich; siehe Kapitel Sozialhilfe in den Kantonen) haben mit der Einführung von neuen sogenannten Anreizmodellen (Arbeit statt Fürsorge, Arbeit soll sich lohnen) den Weg für eine solche Revision bereitet. Die SKOS führt das sogenannte Aktivierungsprinzip ein, das die berufliche Wiedereingliederung über ein « Anreizsystem » fördern soll. Mit anderen Worten ein System, das die finanziellen Leistungen in Abhängigkeit vom Verhalten der Personen und ihrem « Verdienst » oder « Einsatz » bei der Arbeitssuche zuspricht. Folgende Änderungen werden beschlossen:
 - Senkung des Grundbedarfs um 7 Prozent auf 960 Franken für eine Einzelperson;
 - Einführung von verschiedenen sog. Anreizleistungen (welche die Senkung des Grundbedarfs teilweise kompensieren): a) Einkommens-Freibetrag (EFB) zwischen 400 und 700 Franken; b) Integrationszulage (IZU) zwischen 100 und 300 Franken; c) Mindestintegrationszulage von 100 Franken für Personen, die nicht in der Lage sind, eine Arbeit anzunehmen sowie bei fehlenden Programmen;
 - Aufruf an Kantone und Gemeinden, Integrationsprogramme einzuführen.

Diese Änderungen werden durch die Ergebnisse einer Studie (Gerfin 2004) legitimiert, welche zum Schluss kommt, dass die geltenden Richtlinien für Einpersonenhaushalte zu hoch seien. Gerfin pocht auf die Einführung eines Anreizsystems, denn « Sozialhilfe muss im Vergleich zum Einkommen bei Vollerwerbstätigkeit unattraktiv sein ». Gemäss Gerfin sollte die Sozialhilfe « für als arbeitsfähig eingestufte Sozialhilfeempfänger auf ein Niveau reduziert werden, das mittelfristig nicht existenzsichernd ist ». Der Grundbedarf soll den Ausgaben der einkommensschwächsten 10 Prozent der Bevölkerung (und nicht wie bisher den einkommensschwächsten 20 Prozent) entsprechen (Gerfin 2004, S. 32 und 7).

Die revidierten Richtlinien treten am 1. Januar 2005 in Kraft.

- **2015, Revision der Richtlinien** - Nach heftiger Kritik von der politischen Rechten, insbesondere der SVP, werden die Richtlinien erneut revidiert (Revision 2015). Im Vorfeld gibt die SKOS zwei wissenschaftliche Studien in Auftrag:
 - Eine Studie des Bundesamtes für Statistik (BFS), welche zum Schluss kommt, dass der geltende Grundbedarf für Haushalte mit einer oder zwei Personen 100 Franken tiefer liege als die Ausgaben der 10 Prozent der einkommensschwächsten Haushalte in der Schweiz (BFS 2015)²⁶.
 - Eine Studie des Büros für arbeits- und sozialpolitische Studien BASS, welche die Umsetzung und die Folgen des Anreizmodells untersucht. Die Studie stellt fest,

²⁶ Mit anderen Worten: Die Studie zeigt auf, dass die SKOS-Richtlinien in Tat und Wahrheit unter den Ausgaben der 10 Prozent der einkommensschwächsten Haushalte liegen, obwohl sich die SKOS weiterhin auf diesen Referenzwert beruft.

dass das Prinzip gut akzeptiert ist, in den Kantonen jedoch unterschiedlich umgesetzt wird (Dubach et al., BASS, 2015).

Fazit der SKOS zu den zwei Studien: Eine grundlegende Revision der Sozialhilfe ist nicht angebracht. Eine Vernehmlassung betreffend einer allfälligen Senkung des Grundbedarfs ergibt sehr unterschiedliche Meinungen. Um die Legitimität der SKOS-Richtlinien zu stärken, beschliesst die SKOS, die Richtlinien der Konferenz der kantonalen Sozialdirektionen (SODK) vorzulegen. Diese soll darüber beschliessen und damit ihre politische Verantwortung wahrnehmen. Die revidierten Richtlinien treten in zwei Etappen in Kraft.

- Erste Etappe der Revision 2015 mit vier Änderungen: a) Grossfamilien: Der Grundbedarf für Grossfamilien wird ab der sechsten Person um 76 Franken gekürzt; b) junge Erwachsene: Der Grundbedarf wird für junge Erwachsene um 20 Prozent gekürzt, wenn sie allein in einem eigenen Haushalt leben, keine Kinder haben und weder in Ausbildung sind noch eine Arbeitsstelle haben; c) Sanktionen: Der Grundbedarf kann bis um 30 Prozent (vorher bis maximal 15 Prozent) gekürzt werden; d) die Mindestintegrationszulage wird aufgehoben und in die Integrationszulagen integriert. Diese Änderungen treten per 1. Januar 2016 in Kraft.
- Zweite Etappe der Revision 2015: An den finanziellen Leistungen wird nichts verändert, hingegen werden die Richtlinien klarer strukturiert (Umstrukturierung der situationsbedingten Leistungen, Klarstellung der Nothilfe sowie der Arbeits-tätigkeit von Müttern/Vätern von kleinen Kindern). Diese Änderungen treten am 1. Januar 2017 in Kraft.

Ab 2015 werden die SKOS-Richtlinien jeweils der SODK zur Genehmigung vorgelegt.

- **2018, Verletzung von verfassungsrechtlichen Grundlagen in der Sozialhilfe** - In Anbetracht der massiven Vorstösse in den Kantonen dahingehend, die Sozialhilfe-Richtsätze zu unterschreiten, gibt die SKOS ein Rechtsgutachten in Auftrag. Dieses zeigt auf, dass eine Unterschreitung Bundesrecht und Grundrechte verletzt, und zwar insbesondere die Verfassungsartikel betr. Menschenwürde (Art. 7), Diskriminierungsverbot (Art. 8), Persönliche Freiheit (Art.10), Recht auf Hilfe in Notlagen (Art. 12) und Rechtswegegarantie (Art. 29 BV) (Coullery 2018).
- **2019, Studie über den Grundbedarf** - Die SKOS präsentiert den Medien eine neue Studie, die aufzeigt, dass der derzeitige Betrag zur Deckung des Grundbedarfs rund 100 Franken zu tief ist für Einpersonenhaushalte, und dass eine geminderte Sozialhilfe Gesundheit und Ernährung gefährdet sowie die Sozialhilfebeziehenden vom Sozialleben ausschliesst²⁷.
- **2020, Neuorganisation SKOS-Richtlinien** - In den Jahren 2017-2020 nimmt die SKOS eine sog. Nachführung (Neuorganisation) der Richtlinien vor, ohne deren Inhalt zu verändern; insbesondere werden die Ansätze der materiellen Hilfe nicht verändert²⁸. Neu sind die Richtlinien in 6 thematische Kapitel und nach drei

²⁷ Medienbericht SKOS 8.1.2019: Studie von Stutz et al. 2018.

²⁸ In der Vernehmlassung zur Revision äussern sich verschiedene Organisationen und Personen kritisch. AvenirSocial kritisiert insbesondere, dass der Grundbedarf zu tief bleibt, dass Altersguthaben auszulösen sind und dass Sanktionen, das sogenannte Anreizsystem und die Rückerstattungspflicht

Kategorien (Richtlinien, Erläuterungen, Praxishilfen) strukturiert. Sie treten per 1. Januar 2021 in Kraft.

- **2021, Anwendung der SKOS-Richtlinien in den Kantonen** - Die SKOS erhebt seit 2014 alle zwei Jahre die Anwendung ihrer Richtlinien in den Kantonen und Gemeinden (Monitoring). Das Monitoring von 2021 zeigt u.a. Folgendes (SKOS 2022):
 - In 17 Kantonen entspricht der Grundbedarf (GB) den SKOS-Richtlinien 2021 (1006 Franken für einen Einpersonenhaushalt spätestens ab 1.1.2022). Drei Kantone (BS, TI, ZH) stehen bei einem GB von 1006 Franken. Ein Kanton liegt darüber mit 1110.-, da die Integrationszulage inbegriffen ist (VD). Drei Kantone (NE, JU, BL) stehen bei 997.-. Vier Kantone (AG, SO, GE, FR) stehen bei 986.-. Ein Kanton (BE) steht bei 977.-, was den RL von 2011 entspricht.
 - Die SKOS-Richtlinien empfehlen für junge Erwachsene (18 – 25 Jahre) einen nach ihrer Lebenssituation « abgestuften » GB. Für jene mit eigenem Haushalt ohne Erwerbsarbeit, Kinderbetreuung oder Ausbildung sehen sie den GB minus 20%, also 798 Franken vor. In den Kantonen variiert dieser Ansatz zwischen 457 und 997 Franken. Zwei Kantone definieren Personen bis zu einem Alter von 30 bzw. 35 Jahren als junge Erwachsene (TG bzw. NE). Die Kantone wenden die Abstufungen sehr unterschiedlich an.
 - In vielen weiteren Bereichen bestehen weiterhin grosse kantonale und kommunale Unterschiede betr. Integrationszulagen, Einkommensfreibetrag, situationsbedingte Leistungen, Mietkosten, Sanktionen, Rückerstattung, Finanzierung, usw.

Die SKOS stellt kommentierend fest, dass « die SKOS-Richtlinien das Ziel der Harmonisierung der Sozialhilfe zwischen den Kantonen grossmehrheitlich erreichen, [...dass] weitere Abstriche am Grundbedarf [...] zu einschneidenden Einschränkungen [führen] und setzt sich deshalb dafür ein, dass der Grundbedarf in möglichst allen Kantonen die empfohlenen Beträge nicht unterschreitet ». Sie erachtet « Harmonisierungsbestrebungen [als] wünschenswert » (SKOS 2022, S. 18). AvenirSocial seinerseits bedauert, dass die ohnehin sehr tief angesetzten Richtlinien nicht einmal befolgt werden und dass das Argument des lokalen Spielraums systematisch zu Ungunsten der Beziehenden verstanden wird.

Le forfait pour l'entretien 1963 à 2023

Seit seiner ersten Fassung von 1963 wird der Grundbedarf nach SKOS-Richtlinien immer wieder angepasst, sowohl was seine Zusammensetzung als auch, was seine Höhe betrifft. Zwischen 1992 und 1998 wird er zunehmend pauschalisiert: Eine erste Etappe der Pauschalisierung findet 1992 statt, eine zweite folgt 1998. Man unterscheidet nun zwischen dem Grundbedarf I für die Existenzsicherung und dem Grundbedarf II für die Teilnahme am Sozialleben. 2003 erreicht der Grundbedarf seinen Höchststand mit 1030 Franken (Grundbedarf I) + 46 bis 160 Franken (Grundbedarf II) für eine Einzelperson (Gurny & Tecklenburg 2016, S. 9). Der Grundbedarf I entspricht dem Betrag zur « Existenzsicherung, um in der Schweiz dauerhaft ein menschenwürdiges Leben zu führen », während der Grundbedarf II darauf abzielt,

beibehalten werden (www.avenirsocial.ch > Was wir tun > Politische Aktivitäten > AvenirSocial, 20.1.2020, Rückmeldungen zu den überarbeiteten SKOS-Richtlinien).

« den Grundbedarf an die regionalen Gegebenheiten anzupassen [...]. Der Betrag II gilt für alle sozialhilfeempfangenden Haushalte in einer bestimmten Region [...und zielt darauf ab,] die soziale Integration aufrechtzuerhalten oder wiederherzustellen » (SKOS-Richtlinien 12/02, B.2–3 und B.2–6).

Ausserdem soll seit 2009 gemäss SKOS-Richtlinien der Grundbedarf grundsätzlich an die Teuerung angepasst werden gemäss den Modalitäten der Ergänzungsleistungen der AHV/IV. Eine solche Anpassung findet per 1. Januar 2011 und per 1. Januar 2013 statt, dann erst wieder per 1. Januar 2020. Eine weitere Teuerungsanpassung ist per 1. Januar 2022 « mit verlängerter Übergangsfrist » (die AHV-IV-Renten werden bereits per 1.1.2021 erhöht) vorgesehen und ist « nicht verbindlich »²⁹. Die nächste folgt bereits per 1.1.2023 infolge starker Teuerung; sie entspricht +2,5% (SODK 11.11.2022).

Gemäss SKOS-Umfrage übernehmen per 1.1. bzw. 1.4.2023 19 Kantone diese Anpassung (1031 Franken), 4 Kantone richten einen tieferen Grundbedarf aus, 1 Kanton einen höheren (inkl. Integrationszulage), 2 haben noch nicht entschieden (https://skos.ch/fileadmin/user_upload/skos_main/public/pdf/richtlinien/teuerung/Karte_GBL_in_den_Kantonen.pdf).

Tiefere Beträge für bestimmte Personengruppen sowie die Anwendung in den Kantonen sind oben aufgeführt.

Les normes CSIAS, forfait pour l'entretien, ménage d'une personne, valeur absolue, dès 1963

1963	180 - 230 Franken	+ zusätzliche Hilfen nach Bedarf
1972	360 Franken	+ 80 Franken Taschengeld
1982	510 Franken	+ 120 Franken frei verfügbare Quote
1992	670 Franken	+ 150 Franken frei verfügbare Quote
1998	1010 Franken	+ Grundbedarf II, 45 – 100 Franken
2003	1030 Franken	+ Grundbedarf II, 46 – 160 Franken
2005	960 Franken	+ Zulagen in bestimmten Fällen/Kategorien
2011	977 Franken*	+ Zulagen in bestimmten Fällen/Kategorien
2013	986 Franken*	+ Zulagen in bestimmten Fällen/Kategorien
2020	997 Franken*	+ Zulagen in bestimmten Fällen/Kategorien
2022	1006 Franken*	+ Zulagen in bestimmten Fällen/Kategorien
2023	1031 Franken*	+ Zulagen in bestimmten Fällen/Kategorien

*Teuerungsanpassung

Remboursement des prestations d'aide social (dette d'assistance)

Grundsätzlich sind Leistungen der Sozialhilfe in der Schweiz Schulden, die rückerstattet werden müssen. Ein Bericht der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD) hat dieses System bereits vor mehr als 20 als überholt

²⁹ Beschluss SODK vom 30.11.2020: Grundbedarf für Einpersonenhaushalt auf 1006 Franken per 1.1.2022.

bezeichnet und seine abschreckende Wirkung auf potenzielle Sozialhilfebeziehende betont (OECD 1999, S. 170).

Die SKOS empfiehlt seit mindestens 1999, grundsätzlich keine Rückerstattung auf Einkommen zu fordern, das nach der Unterstützungszeit durch eine Erwerbstätigkeit generiert wird. Leistungen zur Förderung der beruflichen und sozialen Integration sollen nicht rückerstattungspflichtig sein. Ebenso soll Personen, die infolge eines Erbes oder erheblichen Vermögensanfalles Leistungen rückerstatten müssen, ein angemessener Betrag belassen werden. Wenn Kantone eine Rückerstattung vorsehen, soll dies mit einer grosszügigen Einkommensgrenze und für eine begrenzte Dauer geschehen (SKOS-RL 2016 E3). Die ab 2021 geltenden Richtlinien empfehlen zudem, folgende Leistungen von der Rückerstattungspflicht auszunehmen: Prämien für Krankenkassen, Gesundheitskosten für Menschen mit Behinderung sowie Leistungen für eine Reihe von Personen, u.a. Kinder und Jugendliche (SKOS-RL 2021 E.2).

Das Monitoring SKOS erfasst detailliert, in welchen Kantonen und wie die SKOS-Richtlinien betr. Rückerstattungspflicht befolgt werden. Die Praxis ist ein eigentlicher Flickenteppich (SKOS 2022) und, aus Sicht von AvenirSocial, kompliziert, ungerecht und mit starker abschreckender Wirkung. Beispiele zur Rückerstattungspflicht:

- Kanton Genf: seit 2004 bis auf wenige Ausnahmen (Erbe, hoher Lotteriegewinn) keine Rückerstattungspflicht mehr;
- Kanton Waadt, Kantonsverfassung 2003 (Art. 60 Abs.b): Sozialhilfe ist nicht rückzahlbar;
- Kanton Aargau: materielle Hilfe ist rückerstattungspflichtig, wenn sich die wirtschaftlichen Verhältnisse soweit gebessert haben, dass eine Rückerstattung zugemutet werden kann (Art. 20 Sozialhilfegesetz SHG).

Die Frage der Rückerstattung gibt u.a. Hinweise darauf, in welchen Situationen Unterstützung als legitim betrachtet wird. Sie bleibt aktuell, wie die in dieser Chronologie aufgeführten Vorstösse aufzeigen:

- Kapitel Bundeskompetenz. 2022, Nationalrat, keine Verschärfung der Rückerstattungspflicht;
- Kapitel Grundeinkommen. BE 1971-2015 EL für minderbemittelte Personen ;
- Kapitel Coronakrise. Merkblätter SKOS 2020;
- Sozialhilfe in den Kantonen und Gemeinden. AG 2019-2022 ; BL 2018 ; GE 1995 et 2004 ; GR 2021; FR 2021 und 2022; VS 2017 et 2020; VD 1997. Bemerkenswert: die Nicht-Rückzahlbarkeit ist ein starkes Argument für die Einführung der neuen Mindesteinkommen der Kantone GE (1995) und VD (1997).

Projets de la CSIAS

- **2011, Modell SKOS für Familienergänzungsleistungen** - Die SKOS veröffentlicht ein Modell für Familienergänzungsleistungen mit dem Ziel, Familienarmut zu bekämpfen und die Sozialhilfe zu entlasten (SKOS 2011, Juni).
- **2011, Stipendien statt Sozialhilfe** - Die SKOS will eine wirksame Unterstützung von Jugendlichen und jungen Erwachsenen. Sie fordert eine Revision des Stipendiensystems sowie die Unterstützung von jungen Menschen. Diese Massnahmen

gewichtet die SKOS als höchste Priorität im Kampf gegen Armut (SKOS 2011, Dezember).

- **2018, Kampagne Alternativen zur Sozialhilfe für über 55-Jährige** - Die SKOS lanciert eine Kampagne Alternativen zur Sozialhilfe für über 55-Jährige. Die Kampagne fordert insbesondere, dass Arbeitslose im Alter von über 55 Jahren nicht mehr ausgesteuert werden können und dass verschiedene Bildungs- und Arbeitsmarktmassnahmen für sie ausgearbeitet werden (SKOS 2018, Februar). Diese Kampagne wird ein grosser Erfolg: am 19.6.2020 beschliesst die Bundesversammlung eine Überbrückungsrente für ältere Arbeitslose (siehe Kapitel Ältere Arbeitslose).
- **2018-2023, Weiterbildungsoffensive für Sozialhilfebeziehende** - Die SKOS lanciert eine Weiterbildungsoffensive für Sozialhilfebeziehende unter dem Titel « Arbeit dank Bildung » in Zusammenarbeit mit dem Schweizerischen Verband für Weiterbildung SVEB. Die SKOS stellt fest, dass ein grosser Teil der Sozialhilfebeziehenden keine Berufsausbildung hat. Sie fordert Investitionen in die Bildung, also für möglichst umfassende Qualifikationen, um die Integration in den ersten Arbeitsmarkt zu fördern (SKOS 2018, Januar).

Eine Motion von Nationalrat Kurt Fluri (FDP) nimmt diese Forderungen auf. Er beauftragt den Bundesrat, im Rahmen der Botschaft zur Förderung von Bildung, Forschung und Innovation (BFI) 2021–2024 einen Kredit von 40 Millionen Franken für die Förderung von Grundkompetenzen und die berufliche Qualifizierung von Sozialhilfebeziehenden zu sprechen³⁰. Der Bundesrat beantragt Ablehnung (5.9.2018). Am 19.6.2020 wird die Motion abgeschrieben, da nicht innert zwei Jahren abschliessend behandelt. Die Forderung wird aber aufgenommen in der Debatte zum BFI-Kredit 2021-2024. Die Mittel für die Förderung der Grundkompetenzen werden auf 43 Millionen erhöht und die Sozialhilfebeziehenden im Grundsatzpapier des SBFI erstmals explizit erwähnt³¹.

Im Januar 2023 bildet sich eine Allianz mit Organisationen aus Bildung, Sozialem, Wirtschaft und Sozialpartnern (u.a. Schweiz. Arbeitgeberverband SAV, Schweiz. Gewerkschaftsbund SGB), die sich eine Ausweitung der Weiterbildungsoffensive zum Ziel setzt (Medienkonferenz 16.1.2023).

- **2023, Projekt Caseload Converter**. Nach der Studie der Stadt Winterthur (s. Sozialhilfe in den Kantonen, ZH, 2017 Winterthur) und einer ersten Testphase plant ein Forschungsteam der ZHAW um die Autorin der Winterthurer Studie gemeinsam mit dem Büro BASS und der SKOS ein Online-Berechnungsinstrument (genannt Caseload Converter) zu entwickeln. Dieses soll es Sozialdienstleitenden ermöglichen, den Personalbedarf für ihren Sozialdienst zu ermitteln. Das Projekt, unter Mitarbeit von Sozialdiensten, dauert von Januar 2023 bis Juli 2024³².

³⁰ Arbeit dank Bildung. Motion 18.3537, eingereicht am 14.6.2018.

³¹ https://www.sbf.admin.ch/dam/sbf/de/dokumente/2020/06/grundsatzpapier-21-24.pdf.download.pdf/grundsatzpapier_2021-2024_d.pdf

³² <https://skos.ch/aktuell/artikel/rechner-fuer-nachhaltige-falllast-und-personalbedarf-in-der-sozialhilfe-das-projekt-startet-in-die-zweite-phase>

4 DROITS FONDAMENTAUX, PROTECTION DES DONNÉES

Au cours du XXe siècle, plusieurs droits fondamentaux sont formellement accordés par des lois nationales aux personnes pauvres et/ou assistées : le droit de vote en 1978, la liberté d'établissement en 1979, le droit à une aide dans des situations de détresse en 1995.

L'octroi de ces droits témoigne d'un nouveau consensus social accordant l'égalité de traitement à l'ensemble des citoyens et citoyennes indépendamment de leur situation économique. Ces nouveaux droits doivent être reconnus à leur juste valeur. Toutefois, ils ne réduisent pas la pauvreté et de nombreux autres droits fondamentaux continuent à être refusés aux pauvres telle la liberté personnelle, de décision et de disposition. La protection de la vie privée (protection des données) est particulièrement malmenée : dans le contexte de ce que l'on appelle l'entraide administrative ou judiciaire, les services sociaux peuvent recevoir des données d'autres autorités et doivent les leur communiquer sans en informer les bénéficiaires ou obtenir leur consentement. Ces dispositions violent le droit fondamental à la protection de la sphère privée (art. 13 Constitution fédérale). Elles impactent en particulier les personnes sans passeport suisse et peuvent conduire à leur expulsion (voir chapitre sur les étrangers). En outre, dans certaines régions, les bénéficiaires de l'aide sociale sont surveillés suite à l'introduction d'une nouvelle loi sur l'observation votée en 2019.

Ainsi, on n'accorde pas aux bénéficiaires de l'aide sociale la même capacité juridique et d'action pour mener une vie indépendante et responsable qu'aux personnes en dehors de l'aide sociale. Le principe de l'égalité des droits est violé.

Voici les propositions et décisions dont nous avons connaissance, d'abord sur le plan national, ensuite sur le plan cantonal, présentées par ordre chronologique selon la date la plus récente.

Niveau national

- **1798 - 1978, Stimm- und Wahlrecht auch für Arme (Männer)** -Trotz der Einführung des allgemeinen Stimm- und Wahlrechts für Männer ab 1798 schliessen die meisten Kantonsverfassungen Bedürftige von der Wahlbevölkerung aus, mit Ausnahme der Kantone Waadt und Genf, die ihnen dieses Recht 1845 bzw. 1847 gewähren. Die Bundesverfassung von 1848 garantiert den männlichen Schweizern das Stimm- und Wahlrecht, anerkennt aber die Ausschlussgründe der Kantone (Geisteskrankheit, Geistesschwäche, strafrechtliche Verurteilung, fruchtlose Pfändung, Konkurs, Sittenlosigkeit, Bettelei, Zwangsversorgung usw.), welche gegen 20 Prozent der erwachsenen Männer betreffen. 1915 stützt das Bundesgericht immer noch den Ausschluss von Bedürftigen vom Wahl- und Stimmrecht. Nach der Wirtschaftskrise des Ersten Weltkriegs wird der Ausschluss infolge Zahlungsunfähigkeit auf den verschuldeten Vermögenszerfall beschränkt. Seit 1978 dürfen weder strafrechtlich Verurteilte noch zahlungsunfähige Bürger:innen von ihren Bürgerrechten ausgeschlossen werden³³.

³³ Bundesgesetz über die politischen Rechte von 1976. Siehe Poledna 2010.

- **1979, Niederlassungsfreiheit für Sozialhilfebeziehende.** Zwei neue Verfassungsartikel, die an der Abstimmung vom 7. Dezember 1975 angenommen werden, garantieren die Niederlassungsfreiheit von Schweizer:innen im gesamten Staatsgebiet³⁴ und weisen dem Wohnkanton die Unterstützungskompetenz von Bedürftigen zu³⁵. Auf dieser Grundlage entsteht das Bundesgesetz vom 24. Juni 1977 über die Zuständigkeit für die Unterstützung Bedürftiger (ZUG), das am 1. Januar 1979 in Kraft tritt. Das ZUG legt die gesamtschweizerische rechtliche Basis für eine Praxis, die bereits weitgehend gängig ist, eben das Prinzip der Hilfe am Wohnort (und nicht am Heimatort). Die Änderung ist allerdings nicht vollständig: Nach ZUG muss der Heimatkanton während der ersten zwei Niederlassungsjahre in einem Nichtheimatkanton weiterhing für die Unterstützung aufkommen (Art. 16 ZUG) (s. Tabin et al. 2010).

Obwohl jegliche Abschiebung aus dem Kanton gemäss ZUG verboten ist, wird Sozialhilfebeziehenden manchmal das Niederlassungsrecht verweigert (siehe Kapitel Sozialhilfe in den Kantonen, SG 2013-2019).

Erst 40 Jahre später werden die Artikel 14 und 16 des ZUG mit Wirkung per 8. April 2017 aufgehoben infolge einer parlamentarischen Initiative von Ständerat Philippe Stähelin (CVP)³⁶. Dies ist der letzte Akt, mit dem das Heimatprinzip in der Sozialhilfe durch das Wohnortsprinzip abgelöst wird.

- **1995, Ungeschriebenes Verfassungsrecht auf Existenzsicherung** - Ein Bundesgerichtsurteil vom 27. Oktober 1995 (BGE 121 I 367) anerkennt zum ersten Mal in der Schweiz ein Recht auf Existenzsicherung. Aufgrund der Beschwerde dreier tschechischer Brüder - im Kanton Bern wohnhafte anerkannte Flüchtlinge - anerkennt das Bundesgericht (BGer) ein « ungeschriebenes Verfassungsrecht » auf Existenzsicherung in Notlagen unter Einhaltung der Grundrechte wie das Recht auf Menschenwürde, auf Leben, auf persönliche Freiheit, auf persönliche Entfaltung, auf Gleichheit und auf minimale materielle Gerechtigkeit. Gemäss dem BGer ist die Deckung der grundlegenden menschlichen Bedürfnisse in einem demokratischen Rechtsstaat unabdingbar. Der Grund der Bedürftigkeit (auch ein mögliches schweres Verschulden) oder der Aufenthaltsstatus sind dabei irrelevant. Rechtsmissbrauch liegt gemäss BGer nur dann vor, « wenn das Verhalten des Bedürftigen einzig darauf ausgerichtet ist, in den Genuss von Hilfeleistungen zu gelangen ».

Diese neue Rechtsprechung verändert die Praxis und bald auch die Bundes- und Kantonsverfassungen sowie die kantonalen Gesetze grundlegend.

- **2000, Recht auf Hilfe in Notlagen.** Die neue Bundesverfassung von 1999, die am 1. Januar 2000 in Kraft tritt, verankert die Gewährleistung der Menschenwürde und das Recht auf Hilfe in Notlagen:
 - Art. 7 Menschenwürde. Die Würde des Menschen ist zu achten und zu schützen.

³⁴ Art. 45, der in der Bundesverfassung von 1999 zu Art. 24 wird.

³⁵ Art. 48, der in der Bundesverfassung 1999 zu Art. 115 wird.

³⁶ Abschaffung der Rückerstattungspflicht des Heimatkantons. Parlamentarischen Initiative 08.473, eingereicht von Ständerat Philippe Stähelin (CVP) am 3.10.2008. Diese PI wird am 14.12.2012 vom Ständerat und gleichentags vom Nationalrat angenommen.

- Art. 12 Recht auf Hilfe in Notlagen. Wer in Not gerät und nicht in der Lage ist, für sich zu sorgen, hat Anspruch auf Hilfe und Betreuung und auf die Mittel, die für ein menschenwürdiges Dasein unerlässlich sind.

Die Einschränkung « nicht in der Lage ist, für sich zu sorgen » wurde im Laufe der parlamentarischen Debatten hinzugefügt. Der ursprüngliche Entwurf des Bundesrats hielt ein bedingungsloses Recht fest: « Recht auf Existenzsicherung. Wer in Not ist, hat Anspruch auf Hilfe und Betreuung und auf die Mittel, die für ein menschenwürdiges Dasein unerlässlich sind »³⁷.

Viele Kantonsverfassungen enthalten unterdessen ähnliche Formulierungen wie die Bundesverfassung und garantieren ein Recht auf Hilfe in Notlagen für ein menschenwürdiges Dasein.

- **2008, Zusammenarbeit zwischen IV und Sozialhilfe** - Die fünfte IV-Revision führt das Prinzip der Früherfassung ein. Das revidierte Gesetz, das am 1. Januar 2008 in Kraft tritt, regelt die entsprechenden Informationsflüsse in folgenden neuen Artikeln:
 - « Zur Meldung berechtigt sind: [...] die Durchführungsorgane der kantonalen Sozialhilfegesetze » (Art. 3b Abs. 2j IVG);
 - « [...] arbeiten die IV-Stellen eng zusammen mit [...] den Durchführungsorganen der kantonalen Sozialhilfegesetze »³⁸.
- **2009, Meldepflicht für Namen von Ausländer:innen, die Sozialhilfe beziehen** - Nach den Änderungen des Bundesgesetzes über die Ausländerinnen und Ausländer (AuG, neu: AIG) und der entsprechenden Verordnung (VZAE), die am 1. Januar 2009 in Kraft treten, müssen die Behörden der Sozialhilfe den Migrationsbehörden unaufgefordert die Namen der Ausländer:innen übermitteln, die Sozialhilfe beziehen. Hier die neuen Artikel:
 - « Die mit dem Vollzug dieses Gesetzes betrauten Behörden unterstützen sich gegenseitig in der Erfüllung ihrer Aufgaben. Sie erteilen die benötigten Auskünfte und gewähren auf Verlangen Einsicht in amtliche Akten. [...] Der Bundesrat bestimmt, welche Daten den Behörden nach Absatz 1 gemeldet werden müssen bei [...] dem Bezug von Sozialhilfe »³⁹.
 - « Die für die Ausrichtung von Sozialhilfeleistungen zuständigen Behörden melden der kantonalen Migrationsbehörde unaufgefordert den Bezug von Sozialhilfe durch Ausländerinnen und Ausländer »⁴⁰.
- **2010, Recht auf ein menschenwürdiges Leben, keine Bettelexistenz.** Ein Bundesgerichtsentscheid führt die Umsetzung des neuen Verfassungsartikels 12 aus: « Das Grundrecht auf Existenzsicherung garantiert kein Mindesteinkommen, sondern nur das Überleben im Sinne eines menschenwürdigen Lebens: die Deckung der Grundbedürfnisse wie Nahrung, Unterkunft, Kleidung und medizinische Grundversorgung. Artikel 12 der Bundesverfassung beschränkt sich also darauf, jene

³⁷ Botschaft über eine neue Bundesverfassung (96.091), BB 1996-666, S. 591.

³⁸ Art. 68bis Abs. 13 IVG, eingeführt mit der 4. IV-Revision, neuer Wortlaut in der 5. Revision.

³⁹ Art. 97 AIG, Amtshilfe und Datenbekanntgabe, unverändert übernommen vom AuG.

⁴⁰ Art. 82, neu Art. 82b VZAE, Meldepflichten.

Mittel zu decken, die ein menschenwürdiges Überleben ermöglichen, um eine Bettexistenz auf der Strasse zu vermeiden »⁴¹.

- **2011, Sozialhilfe bekommt Zugang zum Informationssystem der Arbeitslosenversicherung AVAM** - Nach der Revision des Bundesgesetzes über die obligatorische Arbeitslosenversicherung und die Insolvenzenschädigung (AVIG), die am 1. April 2011 in Kraft tritt, haben die Sozialdienste mittels Abrufverfahren Zugriff auf die IT-Systeme (Informationssystem für Arbeitsvermittlung und Arbeitsmarktstatistik AVAM), « welche der Dossierverwaltung und der beruflichen Wiedereingliederung von Arbeitslosen und sozialhilfeabhängigen Ausgesteuerten dienen » (Art. 96c, Abs. 2ter AVIG).
- **2018, Bearbeitung von schützenswerten Daten im Einbürgerungsprozess erlaubt** - Mit dem Inkrafttreten des neuen Bürgerrechtsgesetzes 2018 (siehe Kapitel « Ausländer:innen », 2018 Sozialhilfebezug verhindert Einbürgerung) kann das Staatssekretariat für Migration (SEM) fortan « Personendaten bearbeiten, einschliesslich der Persönlichkeitsprofile und der besonders schützenswerten Daten über [...] die Gesundheit, über Massnahmen der sozialen Hilfe und über administrative oder strafrechtliche Verfolgungen und Sanktionen » (Art. 44 BüG).
- **2019, Überwachung (Observation) von Versicherten** - Die Sozialversicherungen der Schweiz sind im Bundesgesetz über den Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts (ATSG) geregelt. Dieses Gesetz betrifft die Sozialhilfe nicht direkt, weil sie keine nationale Sozialversicherung ist (sondern ein Bedarfsleistungssystem in kantonaler Kompetenz). Jedoch können Sozialhilfebeziehende, die Versicherungsleistungen beziehen oder beantragt haben, von einer Überwachung betroffen sein. Zudem lassen sich die Kantone von den ATSG-Bestimmungen inspirieren, was in mehreren Kantonen bereits der Fall ist (siehe unten).

In Folge einer parlamentarischen Initiative der Kommission für soziale Sicherheit und Gesundheit SR (16.479) revidiert das Parlament das ATSG in Rekordzeit (Entscheidung 16. März 2018). Die Änderung schafft die rechtliche Grundlage für die Überwachung der Versicherten, die der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte in seinem Urteil vom 18. Oktober 2016 verboten hatte (in Sachen Vukota-Bojic gegen die Schweiz, Nr. 61838/10), weil eine rechtliche Grundlage fehlte. Nach diesem Urteil mussten die Unfallversicherungen und die IV jegliche Überwachung einstellen. Das revidierte Gesetz erlaubt nun dem Versicherer, eine versicherte Person « verdeckt » zu überwachen, wenn sie sich an einem öffentlichen Ort oder an einem Ort befindet, der von einem allgemein zugänglichen Ort aus frei einsehbar ist. Er kann dabei « Bild- und Tonaufzeichnungen machen und technische Instrumente zur Standortbestimmung einsetzen, wenn aufgrund konkreter Anhaltspunkte anzunehmen ist, dass die versicherte Person unrechtmässig Leistungen bezieht oder zu erhalten versucht » (Art. 43a). Ein Direktionsmitglied des Versicherers kann die Überwachung anordnen (eine Bewilligung des Gerichts wie bei mutmasslichen Straftaten wird nicht benötigt) und « externe Spezialistinnen und Spezialisten » (= Privatdetektive) damit beauftragen, mit Ausnahme der Standortbestimmung.

Zwei Bürger und eine Bürgerin (eine Autorin, ein Jurist und ein Student) ergreifen das Referendum. Dieses wird von vielen politischen Parteien und Vereinen,

⁴¹ BGE 136 I 254, 8C_724/2009 vom 11. Juni 2010.

darunter AvenirSocial, unterstützt und kommt schnell zustande. In der Volksabstimmung vom 25. November 2018 wird die Gesetzesänderung mit 64,7 Prozent angenommen. Per 1. Oktober 2019 tritt die Verordnung (ATSV) in Kraft und somit sind Observationen wieder erlaubt.

- **2020, Sozialhilfedaten bleiben geschützt** - Am 15. September 2017 reicht der Bundesrat eine Botschaft betr. Totalrevision des Bundesgesetzes über den Datenschutz und die Änderung weiterer Erlasse zum Datenschutz ein (17.059). Erklärtes Ziel ist, der technischen Entwicklung sowie den Entwicklungen in der EU Rechnung zu tragen. Die vorberatende Kommission (Staatspolitische Kommission) des NR beschliesst als Erstrat mit 9 gegen 9 Stimmen und 7 Enthaltungen bei Stichentscheid des Präsidenten (Mehrheit durch SVP und FDP), dass Sozialhilfebezug nicht mehr als besonders schützenswerte Personendaten gelten soll (Art. 4 Abs. c Al. 6), denn es könne « im Interesse der Vertragspartner, der Anbieter oder gar der Öffentlichkeit sein, zu wissen, ob eine Person Sozialhilfe bezieht ». Der Nationalrat hingegen belässt Sozialhilfebezug in der Liste der geschützten Daten (24.9.2019, 126 gegen 67 Stimmen), und so bleibt es denn auch in der Schlussabstimmung des revidierten Gesetzes (25.9.2020).

Niveau cantonal

Aargau

- **2018, Kanton, Informationen automatisch weitergeben** - Das revidierte Sozialhilfegesetz sieht u.a. die automatische Weitergabe von Informationen inklusive besonders schützenswerten Personendaten vor (siehe Kapitel Sozialhilfe in den Kantonen, AG 2018, schärfere Kriterien).
- **2017 und 2020, Kanton, Gesetzliche Grundlage für Observationen** - Anfangs 2017 stimmt der Grosse Rat einem Vorstoss zu, welcher die Schaffung der gesetzlichen Grundlage für Observationen beim Verdacht auf Missbrauch der Sozialhilfe verlangt⁴². Ende 2020 verlangt eine erneute Motion nochmals dasselbe, denn aargauische Gemeinde-Sozialämter « beklagen sich zunehmend über potentielle Missbrauchsfälle, bei denen es aber beinahe unmöglich erscheint, den Missbrauch gerichtsverwertbar nachzuweisen »⁴³. Der Grosse Rat nimmt die Motion an (8.12.2020). Im Rat noch nicht behandelt.

Bern

- **2012, Kanton, Generalvollmacht** - Mit dem revidierten Sozialhilfegesetz des Kantons Bern (SHG), das am 1. Januar 2012 in Kraft tritt, muss jeder und jede Empfänger:in eine Generalvollmacht unterzeichnen, die sich auf Artikel 8b und 8c stützt. Damit kann der Sozialdienst bei jeder Instanz (private oder öffentliche, medizinische, Banken, Versicherungen usw.) beliebig Informationen einholen.

⁴² André Rotzetter (CVP), Motion 16.240, 15. Februar 2017, angenommen als Postulat.

⁴³ Motion betreffend Schaffung der gesetzlichen Grundlage für Observationen beim Verdacht auf Missbrauch der Sozialhilfe, 20.124, eingereicht von René Bodmer (SVP), mitunterzeichnet von Grossräten und Grossrätinnen aus CVP und FDP am 12.5.2020.

Mehrere Vereine, darunter AvenirSocial, und Privatpersonen führen Beschwerde vor Bundesgericht: eine solche Bestimmung sei verfassungswidrig, da der Schutz der Privatsphäre nicht geachtet und eine Anhäufung von Informationen ermöglicht werde. Das BGer weist die Beschwerde mit 3 gegen 2 Stimmen ab (8C_949/2011, 4.9.2012): die Bestimmung könne verfassungsgemäss sein, wenn sie nicht strikt umgesetzt werde; dazu müsse sie die vom Gesetz vorgesehene Dreistufigkeit bei der Informationsbeschaffung einhalten: zunächst durch die Mitwirkungspflicht der Person, dann über Dritte und erst dann mit der Generalvollmacht. Das BGer äussert ausserdem ein grosses Vertrauen in die Sozialarbeiter:innen: « Die abstrakt betrachtet verfassungskonforme Vollmacht erwiese sich als verfassungswidrig, wenn zu befürchten wäre, dass sie entgegen den dargelegten Einschränkungen verwendet würde. Von besonderer Bedeutung ist dabei [...] die Qualität der Gesetzesanwender [...]. Im Bereich Sozialhilfe sind grundsätzlich Personen beschäftigt, welche aufgrund ihrer Ausbildung in der Lage sind, zwischen für den Sozialhilfeanspruch erforderlichen und nicht erforderlichen Informationen zu differenzieren. Das zeigt sich etwa am Berufsbild, welches der Beschwerde führende Verband AvenirSocial [...] vermittelt. [...] Ausbildungsstand und Interessenlage lassen die Gefahr missbräuchlicher Verwendung solcher Vollmachten daher als sehr gering erscheinen ». Gemäss BGer kommt eine Verweigerung, die Generalvollmacht zu unterzeichnen, einer Mitwirkungsverweigerung gleich. Dies kann eine Kürzung rechtfertigen, darf aber den absoluten Existenzbedarf nicht berühren.

Die drei Organisationen, die die Beschwerde beim BGer eingelegt hatten, reichen daraufhin eine Individualbeschwerde beim Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte (EGMR) mit den gleichen Argumenten wie vor dem BGer ein (2. April 2013). Der EGMR erklärt die Beschwerde für unzulässig, ohne den Entscheid zu begründen und dies per Entscheid durch einen Einzelrichter⁴⁴.

Thurgau

- **2022, Kanton Thurgau, gesetzliche Grundlage für Observationen** - Der Grossrat Ruedi Zbinden (SVP) und 58 Mitunterzeichnende verlangen 2018 per Motion die gesetzliche Ermöglichung von Observationen bei « missbräuchlichem Sozialhilfebezug »⁴⁵. Der Regierungsrat erachtet den Vorschlag als zielführend und legitim auch im Hinblick auf die eidgenössische Annahme des ATSG und nimmt die Motion an (21.1.2019), ebenso der Grosse Rat (13.3.2019). AvenirSocial spricht sich gegen eine entsprechende Revision des Sozialhilfegesetzes aus⁴⁶. Im Februar 2021 legt der RR eine Revisionsvorlage des Sozialhilfegesetzes vor⁴⁷. Damit sollen Observationen auf schriftliche Anfrage von der Fürsorgebehörde angeordnet werden dürfen (also ohne richterlichen Beschluss). Am 12.1.2022 stimmt der Grossrat der Vorlage zu. Die Revision tritt per 1.7.2022 in Kraft.

⁴⁴ 7. November 2013. Siehe Avenirsocial.ch > Was wir tun > Medien > zum Archiv > 9.4.2013 Beschwerde beim EGMR.

⁴⁵ Überwachung bei missbräuchlichem Sozialhilfebezug. Motion 16 MO 15 190, eingereicht am 14.2.2018 von Ruedi Zbinden (SVP) und 58 Mitunterzeichnenden.

⁴⁶ AvenirSocial > Wer wir sind > Region Ostschweiz, 12. Mai 2020.

⁴⁷ Regierungsrat, Botschaft zur Änderung des Gesetzes über die öffentliche Sozialhilfe, 20 / GE 5/125, 23.2.2021. Der Änderungsvorschlag betrifft auch die Rückzahlung von SH-Leistungen von Geflüchteten (siehe Kapitel Geflüchtete 2022).

Valais

- **2017, Canton, Base légale pour observations** - Une modification de la Loi sur l'intégration et l'aide sociale (LIAS) entre en vigueur le 16.2.2017. Elle précise les possibilités d'observation des bénéficiaires dans un nouveau chapitre 4a (Inspection spécialisée, art. 15b).
- **2021, Canton, Facilitation de la transmission des données** – Lors de sa révision totale de la loi sur l'aide sociale, le canton facilite la transmission des données.

Vaud

- **2020, Canton de Vaud, Base légale pour observations** - Le Conseil d'État veut autoriser l'observation des bénéficiaires de l'aide sociale. Le processus pour y parvenir est tout à fait inhabituel car il est inséré dans le cadre du débat sur le budget de l'année suivante (2020). Dans ce contexte, le Conseil d'État propose des changements de plusieurs lois dont celle sur l'aide sociale. Il argumente à ce propos qu'il cherche à « assurer, respectivement augmenter, la sécurité financière pour l'État »⁴⁸. Il propose un nouvel article 39d de la LASV: « L'enquêteur peut observer secrètement un bénéficiaire et, à cette fin, effectuer des enregistrements visuels ou utiliser des instruments techniques visant à le localiser ». Par mesures techniques, il faut entendre l'utilisation d'un GPS.

Le député Axel Marion (PDC) demande de supprimer le recours à des instruments techniques, ce que refuse le Grand Conseil (70 Non, 30 Oui, 20 Abstentions). L'article 39d est introduit dans la LASV avec quelques avis contraires et abstentions (11.12.2019). En troisième débat, le vote de la séance précédente est confirmé par 106 Oui, 11 Non et 20 Abstentions (17.12.2019), alors qu'en vote finale, la loi est acceptée, à main levée, à une très large majorité avec seulement quelques voix contraires. Le nouvel article entre en vigueur au 1^{er} mars 2020.

Zug

- **2022, Kanton Zug, Observationen.** In seiner Vernehmlassungsantwort zur Teilrevision des Sozialhilfegesetzes äussert sich die Region Zentralschweiz von AvenirSocial gegen die Einführung von Observationen (2.2.2022). Die Teilrevision geht auf eine Motion der CVP von 2015⁴⁹ zurück. Der RR empfiehlt Annahme des Anliegens. **Im Rat Ende 2022 noch nicht behandelt.**

Zürich

- **2012, Kanton, Kein Datenschutz mehr für Sozialhilfebeziehende und Personen, die mit ihnen im Kontakt stehen** - Das Sozialhilfegesetz des Kantons Zürich wird am 12. Juli 2010 ergänzt, womit der Datenschutz von Sozialhilfebeziehenden massiv eingeschränkt wird. Daten über Sozialhilfebeziehende können bzw. müssen

⁴⁸ Canton de Vaud, Conseil d'État (octobre 2019). Exposé des motifs et projets de budgets [2020] et Rapport du Conseil d'État et Exposés des motifs et projets de loi et Exposé des motifs et projets de décret et Rapport du Conseil d'État au Grand Conseil et Réponses du Conseil d'État [à des interpellations], nr. 168, p.124.

⁴⁹ Schaffung von Grundlagen für die Überwachung von Sozialhilfebeziehenden bei begründetem Verdacht auf Sozialhilfebetrug. Vorlage 2809.1 – 15623 eingereicht am 2.12.2017. Die Motion wird vom Grossrat am 7. März 2019 erheblich erklärt. Bericht des RR Nr. 3429.1 vom 24.5.2022.

seither per Gesetz unter verschiedenen Verwaltungsbehörden zirkulieren. Diese Daten umfassen insbesondere Ursachen, Beginn, Umfang und Beendigung des Bezugs; Abtretungen und Auszahlungen; Realisierung von Vermögenswerten; Grad der Integration; Verdacht auf unrechtmässigen Bezug; persönliche und berufliche Verhältnisse. Den Sozialhilfeorganen müssen folgende Stellen Auskunft erteilen: Verwaltungsbehörden; Organisationen und Personen, welche mit öffentlichen Aufgaben betraut sind; Personen, die mit dem Hilfesuchenden in einer Hausgemeinschaft leben oder ihm gegenüber unterhalts- oder unterstützungspflichtig sind; Arbeitgeber des Hilfesuchenden (Art. 47a bis 47d und Art. 48). Die neuen Artikel treten am 1. Januar 2012 in Kraft.

- **2014, Kanton, Direktzahlung von Krankenkassenprämien** - Im Kanton Zürich müssen seit 2014 die Krankenkassenprämien für Sozialhilfebeziehende von der Gemeinde direkt dem Versicherer überwiesen werden (Art. 18 Abs.2 EG KVG), dies im Widerspruch zu den SKOS-Richtlinien, die Direktüberweisungen nur in Ausnahmefällen vorsehen (RL 04/05 und 12/16, A7; RL 2021 C.7).
- **2019, Kanton, Direktzahlung von Mietkosten** – Mitglieder des Grossen Rates aus FDP, GLP und SVP fordern mit einer Motion, dass Direktzahlungen der Mietkosten von Sozialhilfebeziehenden analog zu Direktzahlungen der Krankenkassenprämien (siehe oben, 2014) « grundsätzlich möglich werden »⁵⁰. Trotz der Empfehlung des Regierungsrates auf Nichteintreten überweist der Grosse Rat die Motion mit 103 gegen 64 und 1 Enthaltung (22.6.2015) und heisst daraufhin eine entsprechende Änderung des Sozialhilfegesetzes gut, welche am 1. Januar 2019 in Kraft tritt. So können seither die Mietkosten von Sozialhilfebeziehenden « in jedem Fall direkt überwiesen werden » (Art. 16 Abs.3 Sozialhilfegesetz Kanton Zürich).
- **2020, Kanton, Weitergabe von Informationen** – Eine Motion von Grossratsmitgliedern aus SVP, BDP und FDP fordert die Weitergabe von Informationen sowie die Übernahme von Auflagen, Weisungen und Sanktionen bei Wohnortwechseln⁵¹. Der Grosse Rat überweist die Motion an den Regierungsrat (3.4.2017). Dieser nimmt die Forderungen in die Gesamtrevision des Sozialhilfegesetzes auf (Antrag RR 3.4.2019). Die Motion wird somit abgeschrieben (13.1.2020). Allerdings kommt die Gesamtrevision nicht zustande (s. Kapitel Sozialhilfe in den Gemeinden, ZH 2020, Keine Totalrevision).
- **2017-2021, Kanton, Gesetzliche Grundlage für Observationen** – Grossrät:innen aus SVP, FDP und BDP fordern eine kantonale, rechtlich unangreifbare Grundlage für die Observation von Sozialhilfeempfänger:innen, um « die bewährte Tätigkeit der Sozialdetektive weiterhin zu gewährleisten »⁵². Der Grosse Rat nimmt die Initiative mit 122 Ja und 1 Nein an. Er stimmt daraufhin einer Änderung des Sozialhilfegesetzes zu (15. Juni 2020, 88 zu 85 Stimmen), welches die gesetzliche Grundlage für Observationen durch Sozialhilfedetektiv:innen schafft und die

⁵⁰ Sozialhilfegesetz und Verordnung, Änderung bezüglich Wohnkosten (Miete und Nebenkosten). Motion 268/2014 eingereicht von Linda Camenisch (FDP), Cyrill von Planta (GLP) und Willy Haderer (SVP) am 27.10.2014.

⁵¹ Weitergabe von Informationen sowie Übernahme von Auflagen, Weisungen und Sanktionen in der Sozialhilfe bei Wohnortwechseln. Motion 58/2016 von Stefan Schmid (SVP), Rico Brazerol (BDP) und Linda Camenisch (FDP), eingereicht am 15. Februar 2016.

⁵² Klare rechtliche Grundlage für Sozialhilfedetektive. Parlamentarische Initiative 79/2017 von Benedikt Hoffmann (SVP), Linda Caenisch (FDP) und Rico Brazerol (BDP), eingereicht am 20.3.2017.

Bedingungen dafür festlegt. Der Einsatz von technischen Hilfsmitteln zur Bildaufzeichnung wird erlaubt. Observationen müssen vom Bezirksrat genehmigt werden. In letzter Minute werden technische Ortungsmittel wie GPS-Tracker an Fahrzeugen und unangemeldete Hausbesuche gestrichen. Die Dauer einer Observation wird auf höchstens 20 Tage innerhalb von sechs Monaten festgelegt.

Das revidierte Gesetz geht Vielen nicht weit genug. 49 Gemeinden ergreifen ein Gemeindereferendum, weil GPS-Tracking und unangemeldete Hausbesuche aus dem Gesetz gestrichen wurden. Während SVP und FDP das Referendum geschlossen unterstützen, ist die Linke gespalten: Grüne und Alternative Liste lehnen die Gesetzesänderung aufgrund der Grundrechtseingriffe ab, die SP hingegen befürwortet sie: sie sieht das Verbot von GPS-Überwachung und unangemeldeten Hausbesuchen als Fortschritt.

In der Referendumsabstimmung wird die Gesetzesänderung mit 67,7% Ja-Stimmen angenommen (Abstimmung 7. März 2021). Sie tritt am 1. Juli 2021 in Kraft.

- **2007 – 2022, Stadt Zürich, Sozialdetektive und Observationen** - Nach mehreren « Missbrauchsfällen » führt die Stadt Zürich im Sommer 2007 Sozialdetektive ein, welche bei Verdacht Personen observieren dürfen. Das Inspektorat wird 2009 von 90% der Stimmbevölkerung in der Gemeindeordnung festgeschrieben. Andere Gemeinden folgen. 2017 endet diese Handhabung infolge eines Beschlusses des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte (siehe oben, Nationale Ebene, 2019, Ueberwachung). Kurz darauf legt die Exekutive der Stadt eine angepasste Verordnung vor, um wieder Observationen durchführen zu können. Das Stadtparlament nimmt diese an (April 2018), aber der Bezirksrat hebt sie aufgrund von zwei Rekursen wieder auf (14.12.2018), da die Kompetenz einer gesetzlichen Grundlage einzig dem Kanton zustehe. Nachdem der Kanton eine gesetzliche Grundlage für Observationen beschlossen hat (Abstimmung 7. März 2021, siehe unten), nimmt die Stadt Observationen nach den neuen Bestimmungen 2022 wieder auf⁵³.

⁵³ Stadt Zürich, Stadtrat, Beschluss des Stadtrats, 5. Januar 2022. https://www.stadt-zuerich.ch/content/dam/stzh/portal/Deutsch/Stadtrat%20%26%20Stadtpraesident/Publikationen%20und%20Broschuren/Stadtratsbeschluesse/2022/Jan/StZH_STRB_2022_0007.pdf

5 PERSONNES SANS PASSEPORT SUISSE (ÉTRANGERS, ÉTRANGÈRES)

De nombreuses modifications réglementaires se décident dans un contexte politique largement dominé par l'UDC et sa lutte contre « les étrangers » et les personnes aux petits revenus. L'UDC mobilise à ce propos largement dans les partis et autres organisations de droite. Cette lutte se matérialise notamment dans deux initiatives populaires fédérales (Initiative pour le renvoi des étrangers criminels acceptée en 2010 ; Initiative contre l'immigration de masse acceptée en 2014).

Suite à ces initiatives et dans le climat qu'elles créent, plusieurs durcissements se décident. La Loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers (LIE à partir du 1.1.2019) est sans cesse révisée, c'est-à-dire sans cesse durcie, y compris et surtout en ce qui concerne l'aide sociale. Ainsi, depuis 2019, le recours à l'aide sociale peut conduire à l'expulsion ou à la « rétrogradation » de l'autorisation d'établissement. Le recours à l'aide sociale peut également rendre la naturalisation plus difficile, voire impossible, notamment depuis la nouvelle loi fédérale sur la nationalité suisse de 2018. Et depuis 2016, la perception indue de l'aide sociale est assimilée à des crimes graves, un pas de plus vers la délégitimation de l'aide sociale (voir par exemple Stanic 2020 ; Guggisberg/Gerber 2022). En outre, la Confédération décide de restreindre l'aide sociale aux étrangers et étrangères de pays tiers (personnes de nationalité extra-européenne) ; des travaux sont en cours depuis 2014.

La logique de ces modifications est la suivante : La perception de l'aide sociale - tout à fait réglementaire - n'est pas « normale », en particulier par les personnes sans passeport suisse ; elle doit et peut être empêchée. Les étrangers doivent recevoir des prestations inférieures que les Suisses et être expulsés. La politique sociale est instrumentalisée en tant que politique migratoire. On peut craindre que les durcissements à l'égard des personnes sans passeport suisse soient ensuite étendus à tous les bénéficiaires de l'aide sociale.

Ces dernières années - depuis la pandémie de Covid-19 – on observe certaines interventions demandent l'égalité de traitement des personnes sans passeport suisse.

Nous listons ci-après les propositions et décisions dont nous avons connaissances sur le plan national par ordre chronologique de la date la plus récente, avant d'indiquer celles intervenues au plan cantonal, classées par ordre alphabétique des cantons.

Niveau national

- **2009, Namen von Ausländer:innen, die Sozialhilfe beziehen, müssen übermittelt werden** - Ab 1. Januar 2009 müssen die Behörden der Sozialhilfe den Migrationsbehörden unaufgefordert die Namen der Ausländer:innen, die Sozialhilfe beziehen, übermitteln (siehe Kapitel Grundrechte inkl. Datenschutz, Nationale Ebene, 2009, Namen von Ausländer:innen...)
- **2010-2016, Unrechtmässiger Sozialhilfebezug wird schweren Verbrechen gleichgesetzt** - Am 15. Februar 2008 reicht die SVP eine eidgenössische Volksinitiative mit dem Titel « Für die Ausschaffung krimineller Ausländer (Ausschaffungsinitiative) » ein. Die Initiative will Artikel 121 der Bundesverfassung dahingehend ändern, dass Ausländer:innen « unabhängig von ihrem

ausländerrechtlichen Status ihr Aufenthaltsrecht sowie alle Rechtsansprüche auf Aufenthalt in der Schweiz [verlieren], wenn sie: wegen eines vorsätzlichen Tötungsdelikts, wegen einer Vergewaltigung oder eines anderen schweren Sexualdelikts, wegen eines anderen Gewaltdelikts wie Raub, wegen Menschenhandels, Drogenhandels oder eines Einbruchsdelikts rechtskräftig verurteilt worden sind; oder missbräuchlich Leistungen der Sozialversicherungen oder der Sozialhilfe bezogen haben ». Das Parlament verfasst einen Gegenvorschlag mit dem Titel « Aus- und Wegweisung krimineller Ausländerinnen und Ausländer im Rahmen der Bundesverfassung ». Am 28. November 2010 nehmen 52,3 Prozent der Stimmenden die Initiative an, während 52,6 Prozent den Gegenentwurf ablehnen.

- Die SVP findet, dass sich die Umsetzung ihrer Initiative verzögere und reicht deshalb am 28. Dezember 2012 eine erneute eidgenössische Volksinitiative ein mit dem Titel « Initiative zur Durchsetzung der Ausschaffung krimineller Ausländer (Durchsetzungsinitiative) ». Die Initiative nimmt die Forderungen der vorherigen Initiative auf, aber der Ton wird verschärft. In der Volkabstimmung vom 28. Februar 2016 lehnen 58,9 Prozent der Stimmenden die Initiative ab.
- Zur Umsetzung des neuen Artikels 121 der Bundesverfassung revidiert das Parlament insbesondere das Strafgesetzbuch StGB. Neu weist das Gericht Ausländer:innen aus der Schweiz aus, die für folgende strafbare Handlungen verurteilt wurden: « a) vorsätzliche Tötung [...], Mord [...], Totschlag [...], Verleitung und Beihilfe zum Selbstmord [...], strafbarer Schwangerschaftsabbruch [...]; e) Betrug [...] im Bereich einer Sozialversicherung oder der Sozialhilfe, unrechtmässiger Bezug von Leistungen einer Sozialversicherung oder der Sozialhilfe » (Art. 66a StGB). Ein weiterer neuer Artikel 148a StGB mit dem Titel « Strafbare Handlungen gegen das Vermögen/Unrechtmässiger Bezug von Leistungen einer Sozialversicherung oder der Sozialhilfe » sieht in solchen Fällen eine Freiheitsstrafe bis zu einem Jahr oder eine Geldstrafe vor, in leichten Fällen eine Busse. Die neuen Bestimmungen treten am 1. Oktober 2016 in Kraft.
- **2018, Sozialhilfebezug verhindert Einbürgerung** - Das Bürgerrechtsgesetz von 1954 wird totalrevidiert und durch ein neues Bundesgesetz vom 20. Juni 2014 über das Schweizer Bürgerrecht (BüG) ersetzt, welches am 1. Januar 2018 in Kraft tritt. Das neue BüG nimmt Anpassungen an das Ausländerrecht vor und beinhaltet mehrere Verschärfungen. Es hält die Bedingungen zum Erwerb der Schweizer Staatsbürgerschaft fest: Die Bewerberin oder der Bewerber muss u.a. erfolgreich integriert sein (Art. 11), d.h. insbesondere am Wirtschaftsleben oder am Erwerb von Bildung teilnehmen (Art. 12). Die entsprechende Verordnung (BüV) führt dies aus: « Wer in den drei Jahren unmittelbar vor der Gesuchstellung oder während des Einbürgerungsverfahrens Sozialhilfe bezieht, erfüllt nicht das Erfordernis der Teilnahme am Wirtschaftsleben oder des Erwerbs von Bildung, ausser die bezogene Sozialhilfe wird vollständig zurückerstattet » (Art. 7 Al.3 BüV). Die persönlichen Verhältnisse werden berücksichtigt (Behinderung, Krankheit, Erwerbsarmut, Wahrnehmung von Betreuungsaufgaben, Sozialhilfeabhängigkeit die « nicht durch persönliches Verhalten herbeigeführt » wurde (Art. 9 BüV).
- Ausserdem kann das Staatssekretariat für Migration (SEM) fortan « Personendaten bearbeiten, einschliesslich der Persönlichkeitsprofile und der besonders schützenswerten Daten über [...] die Gesundheit, über Massnahmen der sozialen

Hilfe und über administrative oder strafrechtliche Verfolgungen und Sanktionen » (Art. 44 BüG).

- Die SKOS kritisiert den Ausführungserlass scharf, er komme einem Eingriff in die Grundrechte, Diskriminierung, fehlendem Persönlichkeitsschutz und Ausgrenzung gleich (SKOS 17. November 2015, Entwurf Ausführungserlass, Stellungnahme).
- Mehrere Kantone revidieren ihr kantonales Recht entsprechend dem neuen BüG; einige verschärfen die Kriterien noch weiter.
- **2018, Einbürgerung für junge Sozialhilfebeziehende bleibt möglich** - Am 29.9.2017 reicht die Nationalrätin Barbara Steinemann (SVP) eine parlamentarische Initiative mit dem Titel « Keine minderjährigen Sozialhilfebezüger erleichtert einbürgern » (17.489) ein. Am 13.9.2018 lehnt der Nationalrat die Initiative mit 112 gegen 67 Stimmen ab.
- **2008 - 2019, Sozialhilfebezug verhindert Aufenthalts- und Niederlassungsbewilligung** - Gemäss Bundesgesetz vom 16. Dezember 2005 über die Ausländerinnen und Ausländer (AuG), das am 1. Januar 2008 in Kraft tritt, müssen alle Ausländer:innen, die in die Schweiz einreisen wollen « die für den Aufenthalt notwendigen finanziellen Mittel besitzen » (Art. 5). Der Familiennachzug bleibt Ausländer:innen vorbehalten, die unter anderem « nicht auf Sozialhilfe angewiesen sind » (Art. 44). Eine Aufenthaltsbewilligung kann widerrufen werden, « wenn die Ausländerin oder der Ausländer falsche Angaben macht, [...] zu einer längerfristigen Freiheitsstrafe verurteilt wurde [...], erheblich oder wiederholt gegen die öffentliche Sicherheit und Ordnung [...] verstossen hat [...], [wenn sie oder er] oder eine Person, für die sie oder er zu sorgen hat, auf Sozialhilfe angewiesen ist » (Art. 62). Eine Niederlassungsbewilligung kann nur dann widerrufen werden, wenn « die Ausländerin oder der Ausländer oder eine Person, für die sie oder er zu sorgen hat, dauerhaft und in erheblichem Mass auf Sozialhilfe angewiesen ist » (Art. 63 al.1c).
 - Diese Artikel bleiben unverändert in der neuen Version des AuG, das in « Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer und über die Integration » (AIG) umbenannt wird und am 1. Januar 2019 in Kraft tritt.
 - Das neue AIG, also ab 1.1.2019, sieht zudem neu Integrationskriterien vor (Art. 58a), u.a die Teilnahme am Wirtschaftsleben. Letztere wird vom SEM in einer Weisung, welche 275 Seiten umfasst, ausgeführt: Ausländer:innen sollen « grundsätzlich in der Lage sein, für sich und ihre Familie aufzukommen, sei dies durch Einkommen, Vermögen oder Leistungen Dritter, auf die ein Anspruch besteht. [...] Wer hingegen Sozialhilfe bezieht, nimmt im Sinne dieser Bestimmung nicht am Wirtschaftsleben teil. So kann der Bezug von Sozialhilfe zum Widerruf der ausländerrechtlichen Bewilligung führen, wobei im Einzelfall die Ursachen für den Sozialhilfebezug zu berücksichtigen sind (Ziff. 8.3) »⁵⁴. Die persönlichen Verhältnisse müssen allerdings angemessen berücksichtigt werden (Art. 58a al.2 und 96 AIG): Beim Widerruf oder der Rückstufung von Bewilligungen ist « die Verhältnismässigkeit zu beachten, wobei vor allem das Verschulden an der Situation und die bisherige Verweildauer im Lande zu berücksichtigen sind (Urteil

⁵⁴ SEM, Weisungen und Erläuterungen. I. Ausländerbereich (Weisungen AIG). Überarbeitete und vereinheitlichte Fassung. Oktober 2013, aktualisiert am 1. November 2021, Ziffer 3.3.1.4.1.

BGer 2C_1228/2012 vom 20. Juni 2013 E. 2.2 m.w.H). Zudem ist eine konkrete Gefahr der künftigen Sozialhilfeabhängigkeit erforderlich »⁵⁵. Das AIG gibt neu auch die Möglichkeit, die « Niederlassungsbewilligung einer Person, die dauerhaft und in erheblichem Mass auf Sozialhilfe angewiesen ist, [ist] auch dann zu widerrufen, wenn diese seit mehr als 15 Jahren in der Schweiz lebt (siehe dazu Ziff. 8.3.2.4) » (Weisung SEM, Ziffer 8.3.3.1). Vordem war dies nach 15 Jahren aus diesem alleinigen Grund nicht möglich.

Gemäss Freizügigkeitsabkommen FZA haben erwerbstätige Personen aus den EU/EFTA-Staaten sowie deren Familienangehörige grundsätzlich den gleichen Anspruch auf Sozialhilfeleistungen wie Schweizerinnen und Schweizer (Art. 9 Abs. 2 Anhang I). Aber:

- Seit dem 1. Juli 2018 haben EU/EFTA-Angehörige, die erstmals zum Zweck der Stellensuche in die Schweiz einreisen, keinen Anspruch auf Sozialhilfeleistungen. Dies gilt auch für ihre Familienangehörigen (Art. 29a AIG).
- Seit dem 1. Juli 2018 haben Angehörige der EU/EFTA-Staaten bei unfreiwilliger Beendigung der Erwerbstätigkeit während der ersten zwölf Monate des Aufenthalts in der Schweiz keinen Anspruch auf Sozialhilfe (Art. 61a Abs. 3 AIG). Nach den ersten zwölf Monaten des Aufenthalts (also im 2. Jahr) behalten sie ihre Arbeitnehmereigenschaft noch während sechs Monaten nach der Beendigung der Erwerbstätigkeit oder nach der Beendigung der Auszahlung von Arbeitslosenentschädigungen (Art. 61a Abs. 4 AIG). Während dieser Zeit haben sie Anspruch auf Sozialhilfe (Art. 9 Abs. 2 Anhang I FZA). Nach diesen Fristen erlischt dieser Anspruch, wenn die ausländische Person nicht wieder die Arbeitnehmereigenschaft erlangt hat.
- **2019 – 2020, Bundesparlament, keine weiteren Verschärfungen** - Zwei Vorstösse für weitere Verschärfungen werden abgelehnt:
 - der Kanton St.Gallen verlangt mit einer Standesinitiative⁵⁶ unter anderem die Festlegung eines Schwellenwertes der Sozialhilfe, der einen Widerruf der Aufenthalts- und Niederlassungsbewilligung ermöglicht. Beide Räte schreiben die Initiative ab (NR am 19.6.2020, SR am 8.9.2020), da die Forderungen mit dem neuen AIG umgesetzt seien.
 - Nationalrat Erich Hess (SVP) fordert, dass bei einem Sozialhilfebezug über 50'000 Franken die Aufenthaltsbewilligung und bei über 80'000 Franken die Niederlassungsbewilligung unwiderruflich entzogen werde⁵⁷. Der Nationalrat gibt der Initiative keine Folge (13.6.2019).
 - Trotzdem nimmt der Druck auf Ausländer:innen mit Sozialhilfebezug zu (siehe unten, « 2014 – 2020 - 2022, Vermeidung von Sozialhilfebezug durch Personen aus Drittstaaten »).

⁵⁵ SEM, Weisungen und Erläuterungen. I. Ausländerbereich (Weisungen AIG). Überarbeitete und vereinheitlichte Fassung. Oktober 2013, aktualisiert am 1. November 2021. Ziffer 8.3.1.5. Siehe auch Ziffern 8.3.2.4 und 8.3.3.

⁵⁶ Änderung des Ausländergesetzes. Mehr Verbindlichkeit und Durchsetzung des geltenden Rechts bei Integration, Sozialhilfe, Schulpflichten und strafrechtlichen Massnahmen. Standesinitiative 16.307, eingereicht am 18. April 2016.

⁵⁷ Sozialhilfe-Obergrenze für Ausländer. Parlamentarische Initiative 18.414, eingereicht am 15.3.2018.

- **2020, Kinder nicht speziell schützen.** Der Bundesrat soll Vorschläge zum besseren Schutz von Kindern im Zusammenhang von Widerruf von Aufenthalts- und Niederlassungsbewilligungen vorlegen. Dies verlangt die Nationalrätin Yvonne Feri (SP). Der BR erachtet das Anliegen als erfüllt und empfiehlt Ablehnung. Der Nationalrat lehnt ab (5.3.2020)⁵⁸.
- **2020, National- und Ständerat, Keine neuen Hilfen für Papierlose** – (Siehe Kapitel Coronakrise).
- **2022, Studie zu den Auswirkungen von Sozialhilfe auf Einbürgerung und Aufenthaltsstatus gefordert** – Der Bundesrat soll eine Studie zu dieser Frage vorlegen, da die Revision des AIG von 2019 zahlreiche Personen hindere, Sozialhilfe zu beziehen. Dies fordert der Nationalrat Mustafa Atici (SP)⁵⁹. Der Bundesrat beantragt Ablehnung (8.9.2021); er verweist auf eine hängige Studie⁶⁰. Im Rat Ende 2022 noch nicht behandelt.
- **2022, Anfrage für Daten zu den aufenthaltsrechtlichen Konsequenzen bei Sozialhilfebezug** - Im Kontext ihrer Initiative bittet Samira Marti (siehe unten, 2020-2023, Keine Wegweisung) den Bundesrat um Daten zu den aufenthaltsrechtlichen Konsequenzen bei Sozialhilfebezug⁶¹. Der BR beantwortet die Fragen am 23.2.2022. Im Rat Ende 2022 noch nicht behandelt.
- **2014 – 2020 - 2022, Vermeidung von Sozialhilfebezug durch Personen aus Drittstaaten** - Die FDP-Liberale Fraktion des Nationalrates will Einwanderer aus Drittstaaten nach der Einreise für eine Anfangszeit von drei bis fünf Jahren von der Sozialhilfe ausschliessen⁶². Der Bundesrat empfiehlt Ablehnung (5.11.2014), der Nationalrat nimmt den Vorstoss an (14.9.2016) und der Ständerat ein entsprechendes Postulat seiner Staatspolitischen Kommission (SPK-S)⁶³. Mit letzterem soll der Bundesrat die rechtlichen Möglichkeiten untersuchen, damit der Bund die Sozialhilfe für Ausländer:innen aus Drittstaaten einschränken oder ausschliessen kann.

Nach mehreren Berichten (Bundesrat, Büro BASS, Ecoplan, weitere Expert:innen) beschliesst der Bundesrat ein Massnahmenpaket, um die Sozialhilfe für Ausländerinnen und Ausländer aus Drittstaaten einzuschränken (Medienmitteilung Bundesrat 15.1.2020).

Die SKOS kritisiert die Massnahmen als weitere Verschärfungen im Ausländerrecht, welche die Integrationsbemühungen unterlaufen und ausserdem in die Zuständigkeit der Kantone eingreifen (SKOS, Anpassungen bei der Sozialhilfe für Personen aus Drittstaaten, Mai 2020).

⁵⁸ Notwendige Kinderschutzmassnahmen bei Ausländerinnen und Ausländern, Postulat 18.3121, eingereicht am 8. März 2018.

⁵⁹ Tausende Berechtigte verzichten auf Sozialhilfe aus Angst, ihr Aufenthaltsstatus werde zurückgestuft oder ihre Chancen auf Einbürgerung verschlechtert. Postulat 21.3731 eingereicht am 16.6.2021.

⁶⁰ Studie im Auftrag der Charta Sozialhilfe Schweiz und der eidgen. Migrationskommission EDK: Guggisberg und Gerber, 2022, unterdessen publiziert.

⁶¹ Armut ist kein Verbrechen. Datenbeschaffung zu aufenthaltsrechtlichen Konsequenzen bei Sozialhilfebezug. Interpellation 21.4630 von Samira Marti, eingereicht am 17.12.2021.

⁶² Keine Einwanderung in unser Sozialsystem. Motion 14.3691, eingereicht am 10.9.2014.

⁶³ Kompetenzen des Bundes im Bereich der Sozialhilfe für Ausländerinnen und Ausländer aus Drittstaaten. Postulat 17.3260, eingereicht am 8.6.2017.

Zwei dieser Massnahmen treten per 1.1.2021 in Kraft⁶⁴

- die Verlängerung der Aufenthaltsbewilligung von Personen, die in « erheblichem Umfang » Sozialhilfe beziehen, ist dem Staatssekretariat für Migration (SEM) zur Zustimmung zu unterbreiten ist. Der Schwellenwert für die Zustimmungspflicht beträgt 50 000 Franken bei Einpersonenhaushalten und 80 000 Franken bei Mehrpersonenhaushalten. Das Rundschreiben des SEM vom 2.2.2021 präzisiert, welche Leistungen der Sozialhilfe bzw. des Kindes- und Erwachsenenschutzes bei der Bestimmung dieses Schwellenwert einzubeziehen sind⁶⁵
- Die Rückstufung einer Niederlassungs- zu einer Aufenthaltsbewilligung unterliegt der Zustimmung des SEM. Sind die entsprechenden Voraussetzungen erfüllt und erscheint diese Massnahme im Einzelfall verhältnismässig, so besteht kein Ermessensspielraum für eine Verwarnung oder eine Rückstufung.

Das Massnahmenpaket vom 15.1.2020 sieht auch allfällige Gesetzesänderungen vor. Anfangs 2022 gibt der Bundesrat entsprechende Änderungen im AIG in die Vernehmlassung: tiefere Ansätze während der ersten drei Jahre nach Erteilung einer Kurzaufenthalts- oder einer Aufenthaltsbewilligung an Drittstaatsangehörige sowie Präzisierungen betreffend der Integrationsvoraussetzungen, welche auch Familienangehörige umfassen (Art. 38a, 58a Abs.1c und 84 Abs.5 AIG). Ziel ist es, « die Sozialhilfeleistungen für Ausländerinnen und Ausländer aus Drittstaaten einzuschränken und so den Anstieg der Sozialhilfeausgaben [...] zu reduzieren. Zugleich schaffen die Massnahmen Anreize für die betroffenen Personen, sich besser in den Arbeitsmarkt zu integrieren »⁶⁶.

In ihren Vernehmlassungsantworten lehnen die SKOS⁶⁷, AvenirSocial und die UFS (Unabhängige Fachstelle Sozialhilferecht)⁶⁸ oder auch die Charta Sozialhilfe Schweiz⁶⁹ die Vorschläge dezidiert ab, da sie prekäre Lebensverhältnisse förderten, die berufliche Integration hinderten, keine kostensenkende Wirkung hätten, diskriminierend seien, in die kantonale Hoheit eingriffen und nicht auf aktuellen Grundlagen beruhten. Ein Gesetzesvorschlag liegt Ende 2022 noch nicht vor.

- **2022, Keine Legalisierung aller Personen ohne Aufenthaltstitel** - Der Bundesrat soll die Legalisierung aller in der Schweiz wohnhaften Personen zulassen, damit sie Zugang zum Gesundheitswesen und der Sozialhilfe haben. Dies fordert die

⁶⁴ Änderung der Verordnung des EJPD über die dem Zustimmungsverfahren unterliegenden ausländerrechtlichen Bewilligungen und Vorentscheide: Umsetzung der Handlungsoptionen zur Vermeidung von Sozialhilfebezug durch Drittstaatsangehörige, 4.8.2020.

⁶⁵ <https://www.sem.admin.ch/dam/sem/de/data/rechtsgrundlagen/weisungen/auslaender/aufenthalt/20210221-rs-sozialhilfe.pdf.download.pdf/20210221-rs-sozialhilfe-d.pdf>

⁶⁶ SEM (26.1.2022). Aenderung des Ausländer- und Integrationsgesetzes (AIG). Einschränkung der Sozialhilfeleistungen für Ausländerinnen und Ausländer aus Drittstaaten. Erläuternder Bericht zur Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens. EJPD.

⁶⁷ Vernehmlassungsantwort 1.4.2022, <https://skos.ch/publikationen/vernehmlassungen>

⁶⁸ Vernehmlassungsantwort AIG, 12.4.2022, <https://avenirsocial.ch/was-wir-tun/politische-aktivitaeten/>

⁶⁹ Charta Sozialhilfe Schweiz. Vernehmlassung zur Teilrevision des Bundesgesetzes über die Ausländerinnen und Ausländer und über die Integration (AIG) – Argumente der Charta Sozialhilfe Schweiz. 1. März 2022. <https://charta-sozialhilfe.ch/infos#c1220>

Nationalrätin Stefania Prezioso Batou⁷⁰. Der BR empfiehlt Ablehnung der Motion. Dies tut der Nationalrat (2.3.2022).

- **2022, Gerechte Sozialhilfe für alle** - Mit einer nationalen Petition ans Parlament fordert das HeKS eine gerechte Sozialhilfe für alle. Sozialhilfe darf nicht zum Entzug der Aufenthalts- und Niederlassungsbewilligung führen und kein Hinderungsgrund für Familiennachzug sein. Eingereicht am 28.6.2022 mit 8500 Unterschriften (<https://www.heks.ch/gerechte-sozialhilfe>).
- **2022, Fragen zu Einbürgerungen und Sozialhilfe** - Der Bundesrat soll den Gründen für die tiefe Einbürgerungszahl in der Schweiz nachgehen. Dies fordert die Grüne Ständerätin Lisa Mazzone⁷¹. Ohne dass sie dies in ihrem Vorstoss explizit festhalten würde, ist einer der Gründe dafür Sozialhilfebezug. Der BR beantragt Annahme des Postulats (29.6.22). Dem stimmt der Ständerat zu (27.9.22).
- **2022, Conseil national, Ne pas faciliter l'accès aux prestations d'aide sociale** (voir chap. Bundeskompetenz).
- **2020-2023, Keine Wegweisung von Ausländer:innen** – Die Nationalrätin Samira Marti (SP, BL) verlangt eine Änderung des Ausländergesetzes (AIG), damit Sozialhilfe nicht mehr zu einer Wegweisung führen kann bei Personen, die sich seit 10 und mehr Jahren ordnungsgemäss in der Schweiz aufhalten, ausser sie hätten ihre Bedürftigkeit mutwillig herbeigeführt oder belassen⁷². Die SP, Unia und SBAA bilden eine Allianz und lancieren eine Petition an den Nationalrat mit dem Titel « Armut ist kein Verbrechen ». Sie wird von rund 80 Organisationen unterstützt, darunter AvenirSocial. Ende 2022 haben 18'000 Personen die Petition unterschrieben⁷³. Die Staatspolitische Kommission NR unterstützt die Initiative mit 12 gegen 11 Stimmen (27.5.2021), wohingegen jene des SR sie ablehnt (16.11.2021). Der Nationalrat nimmt sie an (96 Ja, 85 Nein, 21.9.2022). Im Februar 2023 behandelt die SPK-S den Vorstoss.

Niveau cantonal

Aargau

- **2018, Verwarnung vor Ausschaffung von ausländischen Sozialhilfebeziehenden** - Eine von Martina Bircher eingereichte Motion der SVP-Fraktion⁷⁴ will die Kriterien verschärfen, die zur Ausschaffung von ausländischen Sozialhilfebeziehenden führen. Insbesondere verlangt sie, die ohne Ausschaffung « tolerierte »

⁷⁰ Generelle Legalisierung von Sans-Papiers und garantierter Zugang zur Sozialhilfe für die ganze Bevölkerung. Motion 20.3339, eingereicht am 6.5.2020 von Stefania Prezioso Batou, Nationalrätin Ensemble à Gauche/Grüne Fraktion.

⁷¹ Der tiefen Einbürgerungszahl von Ausländerinnen und Ausländern der zweiten Generation auf den Grund gehen. Postulat 22.3397, eingereicht am 5.5.2022.

⁷² Armut ist kein Verbrechen. Parlamentarische Initiative 20.451, eingereicht am 18.6.2020.

⁷³ <https://poverty-is-not-a-crime.ch/de/> abgerufen 22.12.2022.

⁷⁴ Ausschaffung von ausländischen Sozialhilfeempfängern – konsequente Anwendung des Ausländergesetzes (Art. 62 und 63). Motion 17.318, eingereicht am 12.12.2017.

Leistungshöhe zu halbieren. Der Regierungsrat empfiehlt Ablehnung oder Umwandlung in ein Postulat. Der Grosse Rat nimmt den Vorstoss mit folgender Änderung an: keine Ausschaffung, sondern Verwarnung des Entzugs von Aufenthalts- und Niederlassungsbewilligungen (13.11.2018).

- **2019, Keine Diskriminierung von Grossfamilien** - Die Grossrätin Martina Bircher (SVP) reicht eine Motion « betreffend Eigenverantwortung bei der Familienplanung für Sozialhilfeempfänger (drei Kinder sind genug) » (19.274, 10.9.2019) ein. Sie hält fest: « Mittlerweile stammt jeder 5. Sozialhilfeempfänger im Kanton Aargau aus Afrika. Gerade in diesen Kulturkreisen sind Grossfamilien alltäglich ». Diesen « Fehlanreiz » will sie mit Kürzungen der Ansätze für Grundbedarf und Wohnen auf maximal 5 Personen korrigieren. Der Regierungsrat lehnt die Motion in einer ausführlichen Antwort ab (11.12.2019), insbesondere weil sie die Rechtsgleichheit und das Diskriminierungsverbot missachte, indem sie Grossfamilien aus Afrika anvisiere. Der Vorstoss wird zurückgezogen (12.5.2020).
- **2020, erschwerte Einbürgerung bei Sozialhilfebezug** - Nach Inkrafttreten auf Bundesebene des neuen Bürgerrechtsgesetzes und der entsprechenden Verordnung (BüV) (siehe Kapitel « Ausländer:innen ») behandelt der Aargauer Grosse Rat eine Änderungsvorlage des Gesetzes über das Kantons- und das Gemeindebürgerrecht (KBüG). Er nimmt zwei Paragraphen an, darunter eine Verlängerung der Wartefrist nach Sozialhilfebezug von 3 auf 10 Jahre, lehnt die Vorlage als Ganzes aber ab (9.5.2017). Die Grossrätinnen Edith Saner und Susanne Voser (beide CVP) verlangen daraufhin eine rasche Aufnahme der beiden Paragraphen in ein revidiertes Gesetz⁷⁵. Daraufhin stimmt der Grosse Rat einer Änderung des KBüG mit 86 zu 50 Stimmen zu (7.5.2019). Somit kann nicht eingebürgert werden, wer in den 10 Jahren vor dem Einbürgerungsverfahren Sozialhilfe bezog bzw. während des Verfahrens bezieht, denn diese Person « erfüllt nicht das Erfordernis der Teilnahme am Wirtschaftsleben oder des Erwerbs von Bildung, ausser die Sozialhilfe wird vollständig zurückerstattet » (neuer Art. 9 Abs. 2 KBüG). Die Abstimmungsbroschüre erwähnt eine Ausnahmeregel für Härtefälle gestützt auf das Bundesrecht⁷⁶, eine solche kommt im Gesetz aber nicht vor. Gegen das veränderte KBüG wird mit 43 Stimmen das Behördenreferendum ergriffen (ein Viertel der Ratsmitglieder verlangt eine Volksabstimmung). An der Volksabstimmung vom 9. Februar 2020 wird die Verschärfung von 53,2% der Abstimmenden angenommen.
- **2017 - 2022, Keine Senkung für Ausländer:innen** - Martina Bircher (SVP) und Konsorten (SVP, FDP, CVP) verlangen per Motion⁷⁷, die Sozialhilfe (Grundbedarf und Wohnung) sei in Abhängigkeit der getätigten Anzahl Steuerjahre und der Anzahl AHV-Beitragsjahre festzulegen. Der Regierungsrat lehnt die Motion ab (20.9.2017). Der Grosse Rat nimmt sie mit 80 Ja gegen 52 Nein als Postulat an (Überweisung an den Regierungsrat 7.11.2017). Der RR verfasst daraufhin einen

⁷⁵ Motion 17.167 eingereicht am 27.6.2017.

⁷⁶ Behinderung, Krankheit, Erwerbsarmut, Betreuungsaufgaben, Ausbildung « können dazu führen, dass kein Ausschluss vom Einbürgerungsverfahren stattfindet. Dabei darf die Sozialhilfeabhängigkeit nicht durch persönliches Verhalten herbeigeführt worden sein ». Staatskanzlei Aargau, Abstimmungsbroschüre zur Vorlage vom 9. Februar 2020, S.9.

⁷⁷ Sozialen Frieden in der Sozialhilfe bewahren – Erweiterung der zulässigen Abweichungen von den SKOS-Richtlinien. Motion 17.157, eingereicht am 27. Juni 2017.

Bericht von 116 Seiten an den Grossen Rat⁷⁸; dieser betrifft auch die Motion « Motivation statt Sanktion » (siehe oben). Er schreibt: « Eine Umsetzung der Postulatsforderungen würde den Verwaltungsaufwand im Vollzug durch den Kanton und die Gemeinden entsprechend erheblich erhöhen und zu rechtlichen Unsicherheiten führen. Gleichzeitig ist der Nutzen einer Umsetzung der Postulate fraglich ». Er schlägt Abschreibung beider Vorstösse vor. Dies tut der Grossrat (Sitzung 3.5.2022) ohne Gegenstimme bei 2 Enthaltungen. Die Urheber:innen der Vorstösse aus SVP, FDP und CVP stimmen also der Abschreibung zu.

Basel-Land

- **2018, Senkung für Ausländer:innen** – Der Grossrat Peter Riebli (SVP) verlangt, den Grundbedarf sowie die Wohnkosten auf ein Minimum zu senken und zwar in Abhängigkeit der Anzahl Steuerjahre und der bezahlten Steuerbeträge, um dem Prinzip der Gegenleistung zu entsprechen und die Kosten der Sozialhilfe zu beschränken⁷⁹. Der Regierungsrat lehnt die Motion ab (29.1.2018); sie ist seiner Meinung nach diskriminierend, illegal, nicht umsetzbar und ungerechtfertigt. Der Grosse Rat nimmt die Motion als Postulat mit 41 gegen 40 Stimmen an (22.3.2018). Es wird am 4.11.2021 im Rahmen der Teilrevision des Sozialhilfegesetzes abgeschrieben.
- **2020, Keine Folgen des Sozialhilfebezugs für Ausländer während Corona** – Die Regierung soll dafür sorgen, dass die Anweisung des SEM umgesetzt wird, dass nämlich die Aufenthaltsbewilligungen nicht gefährdet werden dürfen infolge der Covid-Krise. Dies verlangt die Grossrätin Bianca Maag-Streit⁸⁰. Der RR denkt, dass die Gemeinden diesbezüglich informiert haben.

Basel-Stadt

- **2017, Einbürgerung von Sozialhilfeempfängern (noch) unverändert – SVP-Initiative zurückgezogen** - Im Oktober 2016 reicht die SVP des Kantons Basel-Stadt eine Volksinitiative mit dem Titel « Keine Einbürgerung von Kriminellen und Sozialhilfeempfängern » ein. Die Initiative ist identisch mit einer im Kanton Bern (dort: 2013). Die Regierung erarbeitet eine Revision des Bürgerrechtsgesetzes als Gegenvorschlag zur SVP-Initiative, die sie für teilweise rechtlich zulässig hält. Sie empfiehlt die Ablehnung der Initiative (16.1642.01, 25.4.2017). Das Initiativkomitee zieht die Initiative am 24.10.2017 zurück.

Bern

- **2013, Keine Einbürgerung von Sozialhilfebeziehenden** - Im Kanton Bern reicht die Junge SVP eine Volksinitiative mit dem Titel « Keine Einbürgerung von Kriminellen und Sozialhilfeempfängern » (2.2.2012) ein. Sie will den Zugang zum

⁷⁸ Regierungsrat Kanton Aargau, 2. März 2022, Ergebnis der Prüfung der Postulate (17.157) "Sozialen Frieden in der Sozialhilfe bewahren – Erweiterung der zulässigen Abweichungen von den SKOS-Richtlinien gemäss § 10 Bemessungsrichtlinien (§ 10 SPG)" und (17.270) "Motivation statt Sanktion in der Sozialhilfe – Änderung der Bemessungsrichtlinien (§ 10 SPG)", 22.45.

⁷⁹ Steuerjahre definieren Sozialhilfeshöhe. Motion 2017/611, eingereicht am 30.11.2017.

⁸⁰ Corona-Krise, Folgen in der Sozialhilfe. Interpellation 2020/294.

Bürgerrecht in der Berner Verfassung ändern und schlägt unter anderem Folgendes vor: « nicht eingebürgert wird namentlich, wer [...] wegen eines Verbrechens rechtskräftig verurteilt worden ist oder wer für eine Straftat zu einer Freiheitsstrafe von mindestens zwei Jahren rechtskräftig verurteilt worden ist » und, im nächsten Absatz, « Leistungen der Sozialhilfe bezieht oder bezogene Leistungen nicht vollumfänglich zurückbezahlt hat » (Art. 7). Die Initiative wird in der Volksabstimmung vom 24. November 2013 mit 55,8 Prozent Ja-Stimmen eher überraschend angenommen.

- **2018, Erschwerte Einbürgerung** - Mit einem neuen Bürgerrechtsgesetz (KBüG) passt sich der Kanton Bern dem neuen Bundesgesetz über das Schweizer Bürgerrecht (BüG; siehe Kapitel Ausländer:innen) an. Er gewährt das Bürgerrecht nur mehr jenen Personen, die « erfolgreich integriert » sind. Dies ist nach Gesetz u.a. dann der Fall, wenn zehn Jahre vor der Gesuchseinreichung und während des Einbürgerungsverfahrens keine Leistungen der Sozialhilfe bezogen wurden, ausser die bezogenen Leistungen wurden vollständig zurückbezahlt. Ausnahmen sind möglich (Art. 12 KBüG vom 13. Juni 2017). Diese Regelung ist schärfer als jene des Bundesgesetzes, welches drei Jahre vorschreibt.

Graubünden

- **2018, Erschwerte Einbürgerung** - Mit einem totalrevidierten Bürgerrechtsgesetz (KBüG) vom 13. Juni 2017 passt sich der Kanton Graubünden dem neuen Bundesgesetz über das Schweizer Bürgerrecht (BüG, siehe Kapitel « Ausländer:innen »: 2018, Sozialhilfebezug verhindert Einbürgerung) an. Allerdings gewährt er das Bürgerrecht weiterhin nur jenen Personen, die in den vergangenen zehn Jahren bezogene Sozialhilfegelder zurückbezahlt haben (Art. 5. Al.2c KBüG), während das Bundesgesetz dafür eine Frist von 3 Jahren vorsieht. Ausserdem können, wie im Bundesgesetz geregelt, die zuständigen Behörden Daten bearbeiten einschliesslich der Persönlichkeitsprofile und der besonders geschützten Personendaten, u.a. betreffend Massnahmen der Sozialhilfe (Art. 24, Ziffer e KBüG). Das Gesetz tritt am 1. Januar 2018 in Kraft.

Solothurn

- **2018, Keine Kürzungen für Ausländer:innen** - Die Grossrätin Johanna Bartholdi (FDP.Die Liberalen) verlangt Abweichungen von den SKOS-Richtlinien in Abhängigkeit des Alters und der Anzahl AHV-Beitragsjahre sowie eine Beschränkung der Anspruchsdauer für Ausländer⁸¹. Der Regierungsrat beantragt entschieden Ablehnung⁸². Dem folgt die Sozial- und Gesundheitskommission (13.12.2017). Frau Bartholdi zieht den Antrag zurück (24.1.2018).

St.Gallen

- **2017, Einbürgerung von Sozialhilfebeziehenden nicht weiter verschärft** - Der Grossrat Mike Egger (SVP) verlangt im Namen seiner Fraktion, Kriminellen und

⁸¹ Kostenanstieg bei der Sozialhilfe bremsen. Erweiterung der zulässigen Abweichungen von den SKOS- Richtlinien gemäss Art. 93 Sozialverordnung SV. Auftrag A 0101/2017, 17.5.2017.

⁸² Regierungsratsbeschluss 2017/2007, A 0102/2017, DDI, vom 28.11.2017.

Sozialhilfebezügern die Einbürgerung zu verweigern⁸³. Der Regierungsrat ist der Meinung, das neue Bundesrecht werde den Anliegen der Motion gerecht (Antrag 10.1.2017). Die SVP zieht die Motion zurück (Grosser Rat, 20.2.2017).

- **2019, Keine Kürzung für Ausländer:innen** - Die Grossrätin Carmen Bruss und der Grossrat Sascha Schmid (beide SVP) verlangen in einer weiteren Motion eine Kürzung der Sozialhilfe von 30% für Leute, die noch nie einen Franken einbezahlt haben, sie nennen Junge und Ausländer:innen⁸⁴. Der Grosse Rat lehnt die Motion ab (25.11.2019).

Tessin

- **2021, Erschwerte Einbürgerung** - Der Grossrat Nicholas Marioli (Lega) verlangt, dass eine Einbürgerung nur für Personen möglich sei, welche in den vergangenen 10 Jahren keine Sozialhilfe bezogen oder diese zurückbezahlt haben⁸⁵. Auf Empfehlung der Justizkommission nimmt der Grosse Rat die Initiative mit 38 gegen 32 Stimmen an (18.2.2020). Die Gesetzesänderung tritt per 1.9.2021 in Kraft.

Valais

- **2015, Expulser les étrangers qui demandent une aide sociale** - Les mêmes député:es Fournier (UDC), Bregy (PDC), Favre (PLR) et Maret (PDC) demandent, le même jour, par une autre motion urgente, de révoquer systématiquement l'autorisation de séjour ou d'établissement des étrangers qui demandent une aide sociale et d'accorder la seule aide d'urgence aux titulaires d'un permis L (auto-risation de travail courte durée)⁸⁶. Le Grand Conseil accepte la motion (11.9.2015).
- **2015, Maintien des cartes prépayées pour étrangers** - Le député Jean-Luc Addor (UDC) demande de remettre des cartes prépayées aux bénéficiaires étrangers pour éviter l'envoi d'argent liquide dans leur pays⁸⁷. Le Grand Conseil refuse le postulat (17.12.2015).
- **2016, Durcir les conditions d'accès pour les ressortissants européens** - Le député Grégory Logean (UDC) veut remédier à « l'explosion du budget de l'aide sociale » et éviter que les ressortissants de l'UE/AELE « n'émargent systématiquement de l'aide sociale ». Pour y parvenir, il demande notamment d'exclure de l'aide sociale les permis L, d'introduire un délai de carence avant l'octroi de l'aide sociale ordinaire pour les étrangers, de réglementer les normes pour jeunes bénéficiaires et l'utilisation d'un véhicule privé, de mieux contrôler les abus, de mettre en place de médecins-conseils « pour contrôler objectivement l'aptitude au travail » ainsi que d'abolir le secret de fonction à l'égard des services cantonaux⁸⁸. Le Conseil d'État

⁸³ Notwendige Präzisierung der Einbürgerungskriterien. Motion 42.16.11, eingereicht am 28.11.2016.

⁸⁴ Kürzung der Sozialhilfe für Leute, die noch nie einen Franken in unser Sozialsystem einbezahlt haben. Motion 42.19.30, eingereicht am 12.9.2019.

⁸⁵ Modifica della Legge sulla cittadinanza ticinese e sull'attinenza comunale (LCCit) (Inserimento del criterio di rimborso delle prestazioni assistenziali percepite negli ultimi dieci anni ». Parlamentarische Initiative IG 667, 21.1.2019.

⁸⁶ Aide sociale – modifier la procédure concernant les étrangers au bénéfice de l'aide sociale. Motion 3.0209, déposée le 8.9.2015.

⁸⁷ Cartes prépayées pour les étrangers à l'aide sociale. Postulat 2.0116, déposé le 11.9.2015.

⁸⁸ Pour une révision de la loi sur l'intégration et l'aide sociale. Motion 2.0133, déposée le 18.12.2015.

estime que la plupart des points soulevés sont déjà réglés ou à l'étude et accepte la motion, ce dont le Grand Conseil prend acte dans sa séance du 16.12.2016.

Zürich

- **2009-2012, Einbürgerung von Sozialhilfebeziehenden nicht eingeschränkt** - Am 18.11.2009 legt der Regierungsrat des Kantons Zürich dem Grossrat einen Revisionsentwurf des Bürgerrechtsgesetzes vor, um die Praxis im ganzen Kanton zu vereinheitlichen. In diesem Entwurf wird von den Einbürgerungskandidat:innen unter anderem wirtschaftliche Unabhängigkeit verlangt, eine Bedingung, die von Personen, die Sozialhilfeleistungen beziehen oder in den letzten drei Jahren bezogen haben oder Leistungen gemäss AVIG erhalten, als nicht erfüllt beurteilt wird. Der Grosse Rat verschärft den Regierungsvorschlag so sehr, dass die Regierung der Volksabstimmung Ablehnung empfiehlt. Die SVP geht noch weiter und startet ein Referendum mit Gegenvorschlag unter dem Titel « Kein Recht auf Einbürgerung für Verbrecher », mit dem die Einbürgerungsvoraussetzungen zusätzlich verschärft werden sollen.

Der Grosse Rat und der Regierungsrat empfehlen Ablehnung des Gegenvorschlags. Die Volksabstimmung am 11. März 2012 lehnt sowohl den Vorschlag des Grossen Rates als auch den Gegenvorschlag der SVP ab.

- **2019, Keine Senkung für Ausländer:innen** - Für Ausländer:innen sollen reduzierte Sozialhilfeeansätze gelten, und zwar in Abhängigkeit der getätigten Anzahl Steuerjahre in der Schweiz. Dies fordert der Grossrat Konrad Langhart mit zwei Mitunterzeichnenden (alle SVP)⁸⁹. Der Regierungsrat empfiehlt Ablehnung, da der Vorstoss gegen die SKOS-Richtlinien verstosse und die Leistungen der Sozialhilfe ohnehin zu tief seien, um am gesellschaftlichen Leben teilzunehmen. Der Grosse Rat lehnt die Motion deutlich ab (127 Nein, 44 Ja, 2.12.2019).

⁸⁹ Steuerjahre definieren Sozialhilfeshöhe. Motion 367/2018, 3.12.2018.

6 PERSONNES RÉFUGIÉES – L'AIDE SOCIALE DANS LE DOMAINE DE L'ASILE ET DES RÉFUGIÉ:ES

Depuis la première loi sur l'asile de 1979, chaque révision introduit de nouveaux durcissements, y compris dans le domaine de l'aide sociale, afin de réduire « l'attractivité » de la Suisse pour les requérant:es d'asile. Le domaine de l'asile est certes réglementé au niveau fédéral, mais les cantons sont compétents pour la mise en œuvre de l'aide financière; cette dernière leur est partiellement remboursée par la Confédération. L'aide dans le domaine de l'asile est souvent gérée par des services proches de l'aide sociale ordinaire, voire par le même service. L'aide financière dans le domaine de l'asile obéit, en partie, explicitement aux règles de l'aide sociale ordinaire, mais elle est fixée à un niveau plus bas, voire beaucoup plus bas (conformément à la loi sur les étrangers art. 86 et 87 et la loi sur l'asile art. 82) ; elle est échelonnée de manière compliquée selon le statut d'asile et l'état de la procédure (Organisation suisse d'aide aux réfugiés 2022 ; EPER 2022).

Selon nos observations documentées dans ce chapitre, les domaines de l'aide sociale et de l'asile se rapprochent ces dernières années. Cette transformation mérite une grande attention et nous inquiète, car les domaines des réfugiés et de l'asile semblent servir de véritable laboratoire pour des durcissements et des inégalités de traitement de différents groupes de population. Ces restrictions pourraient, par la suite, se généraliser par leur transfert dans l'aide sociale ordinaire.

Nous mentionnons également dans ce chapitre les réfugiés ukrainiens. Leur nombre, élevé pour la Suisse et en augmentation rapide à partir de mars 2022, pose de grands défis à de nombreuses administrations. Comme le nombre de demandeurs d'asile provenant d'autres régions augmente à nouveau rapidement, l'armée et la protection civile sont mobilisées et il est souvent question d'une crise des réfugiés ukrainiens.

Pour plus de clarté, nous ouvrons le chapitre avec un tableau des principaux titres et permis dans le domaine de l'asile. Ensuite sont listées les décisions dont nous avons connaissance au niveau national, classées selon la date la plus récente, puis celles au niveau cantonal par ordre alphabétique des cantons.

Les principaux permis (status), 2022⁹⁰

	Verfahren	Ausweis	Sozialhilfe	Unterstützung im Monat
Asylsuchende	Asylgesuch gestellt, im Asylverfahren	Ausweis N	Asylsozialhilfe	300-800.-*
Nichteintretensentscheid	Asylantrag wird gar nicht erst geprüft, Ausweisung	NEE	Nothilfe	240-300.-*
Abgewiesene Asylsuchende	Asylantrag abgelehnt, Wegweisungsentscheid	NEGE	Nothilfe	240-300.-*

⁹⁰ Flüchtlingshilfe Schweiz, 7.1.2023, https://www.fluechtlingshilfe.ch/fileadmin/user_upload/Themen/Asyl_in_der_Schweiz/Aufenthaltsstatus/221222_Statusrechte_web_DE.pdf; SODK, 7.1.2023, <https://www.sodk.ch/de/themen/migration/sozial-und-nothilfe-im-asylbereich/>

Vorläufig aufgenommene Flüchtlinge	Erfüllen die Flüchtlingseigenschaft, aber nach Schweizer Gesetzgebung besteht Asylausschlussgrund	Ausweis F	Ordentliche Sozialhilfe	1006.- nach SKOS-Richtlinien
Vorläufig aufgenommene Ausländer:innen	Asylgesuch abgelehnt, aber Ausweisung nicht möglich, nicht zulässig oder nicht zumutbar. Unterstehen nicht mehr dem Asyl-, sondern dem Ausländergesetz	Ausweis F	Asylsozialhilfe	300-800.-*
Schutzbedürftige	Vorübergehender Schutz für die Dauer einer schweren allgemeinen Gefährdung aufgrund Zugehörigkeit zu bestimmten Gruppen ohne ordentliches (individuelles) Asylverfahren	Schutzstatus S	Asylsozialhilfe	300-800.-*
Anerkannte Flüchtlinge mit Asylgewährung	Asylgesuch angenommen. Erfüllen die Voraussetzungen der Flüchtlingskonvention und die Anforderungen des nationalen Asylrechts	Ausweis B	Ordentliche Sozialhilfe	1006.- nach SKOS-Richtlinien

*Einzelperson im Monat wenn Unterstützung als Sachleistung nicht möglich + Unterkunft. Kantonale Regelungen, deshalb die Spannbreite.

Niveau national

- **2004 und 2008, Sozialhilfestopp und Nothilfe** - Ab 1. April 2004 erhalten Asylwerbende mit einem Nichteintretensentscheid NEE nur noch Nothilfe und keine Sozialhilfe mehr, dies aufgrund ihrer Überführung vom Asyl- ins ordentliche Ausländerrecht. Sie gelten als Ausländer:innen mit illegalem Aufenthalt und haben die Schweiz unverzüglich zu verlassen. Bis dies soweit ist, können sie Nothilfe beziehen. Der Bund gewährt den Kantonen dafür einen einmaligen Pauschalbeitrag, den die Kantone nicht unbedingt vollständig und sehr unterschiedlich ausgeben (8.- bis 10 Franken pro Tag und Person je nach Kanton + Unterkunft). Per Gesetz liegt Nothilfe « unter dem Ansatz für die Sozialhilfe, die Asylsuchenden und Schutzbedürftigen ohne Aufenthaltsbewilligung » gewährt wird (Art. 82 AsylG) und wird « nach Möglichkeit » in Form von Sachleistungen an bestimmten Orten ausgerichtet. Nothilfe ist rund drei Mal tiefer als ordentliche Sozialhilfe.

Diese Regelung wird ab 1. Januar 2008 aufgrund des revidierten Asylgesetzes (AsylG 1998) auf abgewiesene Asylsuchende mit Wegweisungsentscheid NEGE ausgeweitet (SEM 2009; Kopf 2010, Gordzielik 2020).

- **2014, Tiefe und noch tiefere Ansätze** - Nach einer weiteren Asylgesetzrevision gelten seit dem 1. Februar 2014 folgende Unterstützungsformen im Asylbereich. Drei Hauptkategorien lassen sich unterscheiden:
 - Anerkannte sowie vorläufig aufgenommene Flüchtlinge werden gemäss ordentlicher Sozialhilfe unterstützt;
 - Asylsuchende, Schutzbedürftige sowie vorläufig aufgenommene Ausländer:innen erhalten « nach Möglichkeit » Unterstützung in Form von Sachleistungen. Die Unterstützung (Asylsozialhilfe) liegt « unter dem Ansatz für die einheimische Bevölkerung » (Art. 82 AsylG; Art. 86 AIG). Die kantonalen Unterschiede sind

enorm und nicht einfach zu erfassen. Eine Einschätzung kommt auf rund 40% der ordentlichen Sozialhilfe (Schweiz. Flüchtlingshilfe 2022), während eine Umfrage (SODK 2021, siehe unten) feststellt, dass die Ansätze der Asylsozialhilfe für eine Einzelperson um 19 bis 71% tiefer liegen als bei der einheimischen Bevölkerung;

- Personen mit einem Wegweisungsentscheid sowie solche mit einem Nichteintretensentscheid sind von der Asylsozialhilfe ausgeschlossen. Sie erhalten nur noch Nothilfe (siehe oben, 2004 und 2008), welche noch einmal tiefer angesetzt ist als Asylsozialhilfe (8.- bis 10.- pro Tag und Person je nach Kanton + Unterkunft).
- Aktuell (2022) erhalten also nur anerkannte sowie vorläufig aufgenommene Flüchtlinge Sozialhilfe zu den gleichen Bedingungen und Ansätzen wie die einheimische Bevölkerung. Andere Kategorien des Asylbereichs (Asylsuchende, vorläufig aufgenommene Ausländer:innen und Schutzbedürftige) erhalten Hilfe zu zunehmend tieferen Ansätzen als die ansässige Bevölkerung, während abgewiesene Asylsuchende mit Wegweisungsentscheid oder Nichteintretensentscheid nur noch Nothilfe erhalten.
- **2016, Zusammenlegung der Statistiken des Asyl- und Flüchtlingsbereichs mit jener der ordentlichen Sozialhilfe** (s. Kapitel Bundeskompetenz, Statistik).
- **2019, Neues Asylverfahren** - Per 1. März 2019 tritt ein neues Asylverfahren in Kraft (beschleunigtes Verfahren, Bundesasylzentren). Dieses regelt auch die Kompetenzen in Sachen Unterstützung. Neu entrichtet der Bund Globalpauschalen nur noch während einer beschränkten Zeit, danach übernehmen die Kantone alle Kosten entsprechend zwei verschiedener Kategorien⁹¹.
 - Für Asylsuchende, Schutzbedürftige, vorläufig aufgenommene Ausländer:innen und vorläufig aufgenommene Flüchtlinge überweist der Bund während höchstens sieben Jahren seit der Einreise Pauschalen an die Kantone. Die Pauschalen sind für jede Flüchtlingskategorie anders. Nach 7 Jahren übernimmt die ordentliche Sozialhilfe (Kanton bzw. Gemeinde) die Kosten (Art. 87 Abs.1 AIG).
 - Für anerkannte Flüchtlinge (Asylgewährung) überweist der Bund während höchstens 5 Jahren seit Einreichung des Asylgesuchs Pauschalen an die Kantone. Nach 5 Jahren übernimmt die ordentliche Sozialhilfe (Kanton bzw. Gemeinde) die Kosten (Art. 88 AsylG).
- **2021, Grosse kantonale Diskrepanzen in der Asylsozialhilfe** – Gemäss einer Umfrage der SODK liegt die Tagespauschale der Asylsozialhilfe in einer individuellen Unterkunft zwischen 9.70 und 26.80 Franken für Einzelpersonen und zwischen 35 und 62.40 Franken für eine vierköpfige Familie (SODK 2021). Verglichen mit dem SKOS-Grundbedarf liegt die Asylsozialhilfe somit bei Einzelpersonen um 19 bis 71 Prozent unter den Ansätzen der einheimischen Bevölkerung, bei einer vierköpfigen Familie um 10 bis 50 Prozent (SKOS 2023).
- **März 2022, Ukraine-Flüchtlinge** - Ab Beginn des Krieges gegen die Ukraine am 24. Februar 2022 entsteht schnell eine grosse Solidarität in der Bevölkerung, auch

⁹¹ 5. und 6. Kapitel des revidierten Asylgesetzes AsylG (insbes. Art. 88; Artikel 86 und 87 Bundesgesetz über die Ausländer:innen AIG.; Artikel 1-40 (insbes. Art. 20 und 24) der Asylverordnung 2 AsylV 2.

Angst gegenüber einem Krieg, der auch die Schweiz bedrohen kann. Zahlreiche Flüchtlinge werden privat aufgenommen.

Der seit 1998 (Jugoslawienkriege) im Asylgesetz verankerte Schutzstatus S wird diesen Flüchtlingen aufgrund ihrer Staatsangehörigkeit ohne individuelle Prüfung ab 12. März 2022 für 2 Jahre gewährt. Die Unterstützungsleistungen sind einerseits identisch mit jenen für Asylsuchende, also tiefer als ordentliche Sozialhilfe und nach kantonalem Recht geregelt (siehe oben). Andererseits ist der Schutzstatus S vorteilhafter. Insbesondere dürfen diese Personen sofort arbeiten, die Familie nachziehen und haben freie Reisemöglichkeit im Schengenraum.

Rasch führen diese Ungleichbehandlungen zwischen verschiedenen Kategorien von Geflüchteten zu Kritik⁹².

- **Juli 2022, Die SKOS berät Sozialdienste betr. Asylsozialhilfe** – Obwohl die SKOS grundsätzlich nur für die ordentliche Sozialhilfe zuständig ist, übernimmt sie im Kontext der Ukraine-Krise erstmals Funktionen im Bereich Asyl. Im Auftrag der SODK berät sie die für Asylsozialhilfe zuständigen Sozialdienste. Seit Juli 2022 publiziert sie auf ihrer Webseite in Zusammenarbeit mit der SODK erarbeitete Fragen und Antworten (<https://skos.ch/themen/gefluechtete-aus-der-ukraine>). Ab Frühling 2023 soll sie die Beratung ausdehnen und in ihr Beratungsforum integrieren.
- **2022, Nationalrat, Forderung für höhere Ansätze in der Asylsozialhilfe** – Im September 2022 verlangt die Nationalrätin Céline Widmer (SP), das Ausländerintegrations- und das Asylgesetz dahingehend anzupassen, dass Geflüchtete mit Schutzstatus und vorläufig Aufgenommene (aber nicht Asylsuchende, Ausweis N) den anerkannten Flüchtlingen gleichgestellt werden, dh. ordentliche Sozialhilfe erhalten⁹³. Dies, um das Existenzminimum zu gewähren, Integration zu ermöglichen und die grossen kantonalen Unterschiede abzuschaffen. Der Bundesrat beantragt Ablehnung; er sieht keinen Handlungsbedarf. Bei den genannten Gruppen stünde die Rückkehr im Vordergrund und sie sollten daher « nicht in gleichem Ausmass von der Sozialhilfe profitieren wie Personen mit einem fortdauernden Anwesenheitsrecht ». Auch würden erhebliche Mehrkosten entstehen (Stellungnahme BR 16.11.2022). Im Rat noch nicht behandelt (Dez. 2022).
- **Januar 2023, Die SKOS plädiert für höhere Ansätze in der Asylsozialhilfe, um Integration zu ermöglichen** – In einem Positionspapier kritisiert die SKOS die zu niedrigen Ansätze der Asylsozialhilfe. Diese seien kontraproduktiv und erlaubten kaum eine menschenwürdige Existenz, verhindern Integrationsanstrengungen und persönliche Verantwortung, schafften einen grossen administrativen Aufwand sowie ungerechtfertigte Ungleichbehandlungen. Die SKOS stützt sich auf eine Umfrage der SODK von 2021 (siehe oben) und ein Urteil des Verwaltungsgerichts des Kantons Bern von 2022 (siehe unten, BE 2016-2022). Für die SKOS « lassen sich aus fachlicher Sicht tiefere Sozialhilfeansätze für Personen aus der Zielgruppe der Integrationsagenda nicht rechtfertigen, weil damit die Integration und die Teilhabe am gesellschaftlichen Leben behindert und ein menschenwürdiges Leben erschwert werden ». Sie fordert gleich hohe Ansätze wie in der Regelsozialhilfe für diese

⁹² Siehe z.B. Flüchtlingshilfe Schweiz, Medienmitteilung 30.5.2022; VPOD-SSP, Permis S et travail: quand KKS discrimine sans fondement. *Services publics*, 14 octobre 2022, p. 7.

⁹³ Keine reduzierte Sozialhilfe für Flüchtlinge aus der Ukraine und vorläufig Aufgenommene. Motion 22.4148 eingereicht am 29.9.2022.

Personengruppen, was formal eine Revision von Art. 82 des Asylgesetzes bedingt (SKOS 2023).

Niveau cantonal

Aargau

- **2020, Geflüchtete werden wieder nach SKOS-Ansätzen unterstützt** - Ab 1. Oktober 2020 unterstützt der Aargauer Sozialdienst anerkannte und vorläufig aufgenommene Flüchtlinge, die in Asylunterkünften leben, nach normalen Ansätze der Sozialhilfe (reduziert auf 73,5%, da gewisse Leistungen von der Unterkunft erbracht werden). Bisher wurden diese Flüchtlinge nach Asylansätzen unterstützt, was Bundesrecht und der Flüchtlingskonvention widersprach⁹⁴.

In einer Interpellation erkundigt sich die SP-Fraktion, ob die widerrechtlich nicht ausbezahlten Unterstützungsgelder rückwirkend ausbezahlt würden (19. September 2020, 20.265). Der RR sieht dies nicht vor, u.a. mit der Begründung, dass grössere Nachzahlungen eine Einstellung der Sozialhilfe bewirken könnten oder unter die Rückerstattungspflicht fallen würden. Er schätzt den eingesparten Betrag 2016-2020 auf rund 1,3 Millionen (Antwort Regierungsrat, 9.12.2020).

Bern

- **2016-2023, Kürzungen für vorläufig Aufgenommene** - Ab 2016 erarbeitet der Kanton Bern eine neue « Gesamtstrategie zum Asyl- und Flüchtlingsbereich » (Beschluss Grosse Rat 23.11.2016). Die « neue Stossrichtung » betrifft insbesondere die Sozialhilfe für diese Personen. Ende 2019 verabschiedet der Grosse Rat mehrere Texte; sie treten per 1. Juli 2020 in Kraft:
 - Die totalrevidierten Einführungsgesetze zum Ausländer- und Integrationsgesetz sowie zum Asylgesetz (EG AIG und AsylG) vom 9. Dezember 2019;
 - Das neue Gesetz über die Sozialhilfe im Asyl- und Flüchtlingsbereich (SAFG) vom 3. Dezember 2019 und die entsprechende Verordnung (SAFV) vom 20. Mai 2020.

Das neue SAFG und die entsprechende Verordnung SAFV enthalten zahlreiche Verschärfungen, Auflagen und Sanktionen, die massiv unter den Richtlinien der gewöhnlichen Sozialhilfe liegen: der Grundbedarf soll 30% unter den SKOS-Richtlinien liegen; nach Nothilfe beträgt er 382 Franken monatlich für eine Person in Kollektivunterkunft. « Damit soll auch ein Signal an die vorläufig Aufgenommenen ausgesandt werden, dass von ihnen eine Integration in die Gesellschaft und eine Ablösung aus der Sozialhilfe erwartet wird »⁹⁵. Die Verordnung bestimmt, dass vorläufig Aufgenommene, die nach Beendigung der Bundesbeiträge, also nach 7 Jahren in der Schweiz, « offensichtlich nicht integriert » sind (Art. 2 al. 1c SAFG), nicht wie bisher nach Sozialhilfegesetz, sondern auch ab 8. Jahr weiterhin nach den Ansätzen im Asyl- und Flüchtlingsbereich unterstützt werden, obwohl sie eigentlich nach dem Sozialhilfegesetz zu unterstützen wären. Die Verordnung definiert

⁹⁴ Departement Gesundheit und Soziales, Kanton Aargau, Medienmitteilung 1.10.2020.

⁹⁵ Kanton Bern, Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion, Vortrag zur Verordnung über die Sozialhilfe im Asyl- und Flüchtlingsbereich (SAFV), 6. Januar 2020, S. 23.

folgendes: « Integrationsziele aufgrund von Selbstverschulden nicht erreicht » haben Personen, welche geplante Integrationsmassnahmen verweigern, zumutbare Arbeit oder Ausbildung ablehnen, ungenügend mit den Behörden zusammenarbeiten, eine Straftat begangen haben oder wiederholt gegen die Hausordnung in einer Kollektiveinheit verstossen haben (Art. 3 SAFV).

Gegen die Verordnung protestieren AvenirSocial, der Verein Faire Sozialhilfe und zahlreiche Einzelpersonen in ihrer Vernehmlassungsantwort aufgrund der massiven Verschlechterungen und Verletzungen der Grundrechte⁹⁶. Sie tritt trotzdem per 1.7.2010 in Kraft.

Daraufhin reichen mehre vorläufig aufgenommene Personen mit Unterstützung von AvenirSocial Beschwerde bei den jeweiligen Regierungsstatthalterämtern ein. Sie bekommen recht. So hebt das Regierungsstatthalteramt Bern-Mittelland die Kürzung von 30% der Sozialhilfe Stadt Bern auf und hält fest, dass die Verordnung rechtlich unhaltbar ist, weil sie das Gleichbehandlungsgebot verletze (12. Mai 2021). Auch ein Entscheid der Sozialhilfe Biel wird kassiert. Die Gemeinde Biel erhebt dagegen eine Verwaltungsgerichtsbeschwerde.

Im Juni 2022 kassiert das Berner Verwaltungsgericht den Entscheid der Gemeinde⁹⁷ und verpflichtet sie, 85% (und nicht 70%) des Grundbedarfs sowie eine entsprechende Nachzahlung auszurichten. Die Kürzungen verletzen das Gleichheitsgebot, das soziale Existenzminimum sei nicht mehr gewährleistet und die Integration bei diesen seit mehr als 10 Jahren wohnhaften Personen sei deshalb erschwert, erachtet aber eine Kürzung von 15% als zulässig. Das Gericht hält fest, dass es sich bei seinem Entscheid « um eine provisorische Ersatzregelung ohne Präjudizwirkung für die Gesetzgebungskompetenz des Regierungsrats handelt. Es ist dessen Sache, die GBL-Ansätze für vorläufig Aufgenommene neu festzusetzen ». Dies bedeutet, dass die Verordnung in Kraft bleibt, aber überarbeitet werden muss weil sie höherem Recht widerspricht. Bis es soweit ist, müssen im Sinne einer Ersatzregelung 85% des Grundbedarfs ausbezahlt werden.

Daraufhin passt der RR die Verordnung über die öffentliche Sozialhilfe per 1.1.2023 an. Somit wird der Grundbedarf für vorläufig Aufgenommene ab 10 Jahren nach Erteilung der vorläufigen Aufnahme auf 85% des regulären Grundbedarfs erhöht; bei Personen unter 10 Jahren bleibt er bei 70%. Die Sozialdienste erhalten eine Frist bis 1. April 2023 für die Neuberechnung (Kurzmitteilungen des Regierungsrates Kanton Bern, 8.12.2022).

Solothurn

- **2022, Gleiche Sozialhilfe für vorläufig Aufgenommene** - Die SVP des Kantons Solothurn will die Sozialhilfe für « Scheinflüchtlinge » - gemeint sind vorläufig Aufgenommene – « deutlich » kürzen. Dies verlangt eine Volksinitiative⁹⁸. « Störend und unverständlich für die Bevölkerung ist darum, warum Personen, welche keine

⁹⁶ AvenirSocial > Wer wir sind > Region Bern und Wallis, 6.2.2020.

⁹⁷ Verwaltungsgericht Bern. Sozialhilfe; Vereinbarkeit von Art. 8 Abs. 4 SHV mit übergeordnetem Recht. Entscheid des Regierungsstatthalteramts Biel/Bienne vom 8. Juni 2021; vbv 41/2020. Urteil vom 29.6.2022, 100 2021 205. <https://www.vg-urteile.apps.be.ch/tribunapublikation/> (rechts beim gelben Feld Dossiernummer 100 2021 205 (ohne Punkte) eingeben).

⁹⁸ Weniger Sozialhilfe für Scheinflüchtlinge, eingereicht am 26. Mai 2021.

Asylgründe darzulegen vermochten und keinen einzigen Tag gearbeitet haben, die gleich hohen Sozialhilfeleistungen erhalten wie ausgesteuerte, ältere Menschen ». Regierung und Parlament empfehlen Ablehnung der Initiative. In der Volksabstimmung vom 16. Mai 2022 wird die Initiative mit 54,6% Nein abgelehnt.

Thurgau

- **2022, Rückzahlung der Sozialhilfe von Geflüchteten** - Ein Verwaltungsgerichtsentscheid (25.11.2020, VG.2020.12/E) stellt die mangelnde gesetzliche Grundlage für Rückzahlungen der Sozialhilfe mittels der vom Bund an die Kantone ausgerichteten Globalpauschale für dem Asylrechte unterstehende Personen fest. Der Kanton will an seiner Praxis festhalten und diese Pauschale nicht den geflüchteten Personen gutschreiben. Er legt einen entsprechenden neuen Artikel 19b vor⁹⁹. Somit müssen diese Personen ihre gesamten Unterstützungsleistungen zurückzahlen, obwohl der Bund die Kantone entsprechend subventioniert. Die Revision wird vom Grossen Rat am 12.1.2022 angenommen und tritt am 1.7.2022 in Kraft.

⁹⁹ Regierungsrat, Botschaft zur Änderung des Gesetzes über die öffentliche Sozialhilfe, 20 / GE 5/125, 23.2.2021. Die Botschaft enthält auch einen Änderungsvorschlag betreffend gesetzlicher Grundlage für Observationen.

7 REVENU DE BASE ET ASSURANCE GÉNÉRALE DE REVENU

Ces dernières années, les discussions sur la garantie du minimum vital s'intensifient et s'élargissent. Pensons aux initiatives pour un revenu de base inconditionnel ou aux propositions de réformes de fond de la protection sociale, soit la proposition d'une assurance générale du revenu. L'extension des prestations complémentaires pour certains groupes de population (familles, chômeurs âgés) est une autre forme de garantie de l'existence (cf. les chapitres correspondants).

La crise de Covid-19 accélère ces réflexions. Plusieurs cantons et communes introduisent - pour la durée de la crise - de nouveaux dispositifs de protection pour des groupes de personnes jusqu'alors exclus des systèmes de sécurité sociale : les sans-papiers et les personnes aux conditions de travail précaires, mais aussi les actrices et acteurs culturels (cf. le chapitre Crise Covid-19, décisions mises en évidence en brun).

Ainsi, de nouvelles formes de protection sociale sont développées en dehors de l'aide sociale. La question du travail rémunéré constitue une ligne de démarcation : alors que les propositions d'un revenu de base garanti le sépare de l'obligation de travailler (et, partant, se dispense d'interroger les conditions de travail et la nécessité des activités productives), le travail rémunéré reste central dans les autres propositions, qui tentent d'inclure également le travail de care non rémunéré.

Ci-dessous, les décisions dont nous avons connaissance au niveau national, puis au niveau cantonal et communal par ordre alphabétique des cantons.

Niveau national

- **2009-2013, Bundesparlament, Keine allgemeine Erwerbsversicherung** – Die Nationalrätin Silvia Schenker (SP) verlangt einen Bericht vom Bundesrat über die Vorteile einer allgemeinen Erwerbsversicherung verglichen mit dem bestehenden System¹⁰⁰. Der BR beantragt Annahme des Postulats (26.8.2009) und dem folgt der Nationalrat (25.9.2009). In seinem Bericht¹⁰¹ hält der BR fest, dass umfassende Reformen keine entscheidenden Vorteile gegenüber dem heutigen System bringen würden. Die Sozialversicherungen erfüllten ihre Zielsetzungen für die meisten Personen im erwerbsfähigen Alter, und die Grundsätze seien nach wie vor zentral und sinnvoll. Verbesserungen drängten sich dennoch auf, um die verschiedenen Systeme einander anzunähern oder besser zu koordinieren. Deshalb erachtet der BR das Anliegen des Postulats als erfüllt und beantragt dessen Abschreibung. Es wird am 10.6.2013 abgeschrieben.
- **2016, Schweiz, Bedingungsloses Grundeinkommen in Volksabstimmung abgelehnt** - Der Bund soll ein bedingungsloses Grundeinkommen (revenu de base inconditionnel) einführen und damit der ganzen Bevölkerung ein menschen-

¹⁰⁰ Allgemeine Erwerbsversicherung. Postulat Silvia Schenker 09.3655, eingereicht am 12.6.2009.

¹⁰¹ Bundesrat (14.9.2012). Erwerbsausfall und soziale Absicherung. Bericht des Bundesrates in Erfüllung des Postulates (09.3655) Schenker Silvia „Allgemeine Erwerbsversicherung“ vom 12. Juni 2009. https://www.bsv.admin.ch/dam/bsv/de/dokumente/fgg/berichte-vorstoesse/br-bericht-erwerb-sausfall-und-sozialeabsicherung.pdf.download.pdf/erwerb-sausfall_undsozialeabsicherung-berichtdesbundesrates.pdf

würdiges Dasein und die Teilnahme am öffentlichen Leben ermöglichen. Dies will die unformulierte Volksinitiative « Für ein bedingungsloses Grundeinkommen », welche von einer Gruppe um den Basler Unternehmer Daniel Häni (Unternehmen Mitte) lanciert und am 4. Oktober 2013 eingereicht wird. Der Initiativtext legt keinen Betrag fest; in der Diskussion ist aber oft von 2500 Franken monatlich die Rede. Die Sozialversicherungen und die Sozialhilfe würden durch ein Grundeinkommen entlastet, nicht aber aufgehoben.

An der Volksabstimmung vom 5. Juni 2016 wird die Initiative mit 76,9% Nein-Stimmen und von allen Kantonen abgelehnt. Eine einzige Gemeinde (Sarzens/VD, 18 Ja, 17 Nein) sowie zwei Stadtkreise in der Stadt Zürich und vier in Genf nehmen sie an. Die Bundestadt Bern erlangt eine Zustimmung von 40%. Das schlechteste Resultat erzielt der Kanton Appenzell Innerrhoden mit 87,4% Ablehnung (www.grundeinkommen.ch). Der Verein Grundeinkommen führt die Diskussion weiter (www.verein-grundeinkommen.ch).

- **2017, Bundesrat will immer noch keine allgemeine Erwerbsversicherung** – Silvia Schenker, Nationalrätin SP, fordert erneut einen Bericht betr. Einführung einer allgemeinen Erwerbsversicherung¹⁰². Sie erläutert, dass eine Vereinfachung des Systems zu mehr Zugangsgerechtigkeit, Transparenz und grösserer Effizienz führen würde und auf neue Risiken reagieren könne. Der BR ist der Ansicht, dass seine Analyse zum früheren Postulat von Silvia Schenker (09.3655, s. oben) stichhaltig bleibe. « Das heutige System erfüllt seine Aufgaben nach wie vor und lässt sich bei Bedarf schrittweise in Einzelreformen optimieren. Nicht zu überzeugen vermag indes die radikale Reform, die eine allgemeine Erwerbsversicherung zur einheitlichen Absicherung von Erwerbsausfall vorsieht, da nicht feststeht, ob sie entscheidende Vorteile bringt. Der Bundesrat ist deshalb nicht bereit, im Detail zu prüfen, welche Anpassungen für einen Übergang zu einem neuen System notwendig sind, dessen Konzept er ablehnt » (Stellungnahme BR 25.11.2015). Der Nationalrat folgt der Empfehlung des BR und lehnt das Postulat ab (15.6.2017).
- **2009 - 2022, Reform der Sozialversicherungen und Existenzsicherung für alle gefordert** - Der sozialkritische Thinktank Denknetz entwickelt Vorschläge zur Existenzsicherung. Ein erstes Reformkonzept schlägt eine Allgemeine Erwerbsversicherung vor (Gurny & Ringger 2009), gefolgt von einem Vorschlag zur Existenzsicherung für alle (Gurny & Tecklenburg 2016 und 2020). Diese beiden Konzepte werden in ein drittes Modell integriert mit dem Titel « Für alle und für alle Fälle » (Reconstruire la protection sociale pour toutes et tous). Eine einzige Sozialversicherung soll alle Risikofälle abdecken. Sozialhilfe und alle andern Bedarfsleistungen sollen in Ergänzungsleistungen für alle und für Fälle überführt werden. Erwerbsfähige Personen wären zur Arbeitssuche angehalten (Gurny & Ringger 2022).
- **2023, Eidgenössische Volksinitiative « Leben in Würde – für ein finanzierbares bedingungsloses Grundeinkommen »** (Vivre avec dignité – Pour un revenu de base inconditionnel finançable). Am 21. September 2021 lanciert eine Gruppe um Oswald Sigg eine erneute eidgenössische Volksinitiative für ein

¹⁰² Einführung einer allgemeinen Erwerbsversicherung. Postulat Silvia Schenker 15.4042, eingereicht am 25.9.2015. Erledigt am 25.6.2017.

Grundeinkommen. Der Betrag ist nicht festgelegt. Die Initiative enthält mehrere Vorschläge zur Finanzierung mittels Steuern und Abgaben. Anfangs 2023 wird die Unterschriftensammlung abgebrochen.

Niveau cantonal et communal

Bern

- **1971-2016, Kanton, Ergänzungsleistungen für minderbemittelte Personen** - Im Jahr 1971 führt der Kanton Bern Zuschüsse nach Dekret für minderbemittelte Personen ein (ZuD, Dekret vom 16. Februar 1971; Allocations spéciales en faveur des personnes de condition modeste) aufgrund von Art. 33 des Sozialhilfegesetzes. Diese entsprechen den AHV-IV-Ergänzungsleistungen und erweitern sie aus Gleichbehandlungsgründen auf weitere Personengruppen. Grundsätzlich hat jede Person in entsprechenden bescheidenen finanziellen Verhältnissen Anspruch auf Zuschüsse, ohne Gegenleistung, ohne Rückerstattungspflicht und ohne Kontrolle der getätigten Ausgaben. Daneben besteht die Sozialhilfe weiterhin. Die Zuschüsse werden von der Gemeindeverwaltung gesprochen, also ausserhalb der Sozialarbeit, und weitgehend von der Gemeinde finanziert, im Unterschied zur Sozialhilfe. Vielleicht auch aus diesem Grund werden die Zuschüsse in den Gemeinden sehr unterschiedlich und zunehmend nur noch in Ausnahmesituationen gewährt. Die ZuD werden per 1.1.2016 aufgehoben. Der Kanton Jura übernimmt die Zuschüsse nach Dekret bei seiner Gründung 1979.
- **2022, Stadt Bern, Pilotversuch bedingungsloses Grundeinkommen gefordert** - Mehrere Fraktionen (insbes. Linke und Grüne) verlangen einen Pilotversuch zum bedingungslosen Grundeinkommen¹⁰³. Der Vorstoss wird an die Exekutive weitergeleitet und dann zurückgezogen, danach folgt ein parlamentarischer Vorstoss von der Kommission Soziales, Bildung und Kultur, welche das Anliegen aufnimmt¹⁰⁴. **Im Rat Ende 2022 noch nicht behandelt.**

Genève

- **2019-2023, Canton, Proposition d'une expérience pilote de revenu de base** - Plusieurs député-e-s (Les Verts, PS et divers) demandent la mise en place à Genève d'une expérience pilote d'un revenu de base inconditionnel de 5 ans au minimum¹⁰⁵. La motion est renvoyée sans débat à la Commission de l'économie qui

¹⁰³ Durchführung eines Pilotversuches zum bedingungslosen Grundeinkommen in der Stadt Bern. Parlamentarische Initiative 2021.SR.000211, eingereicht am 11.11.2021. <https://www.pilotprojekte.ch/bern>

¹⁰⁴ Durchführung eines Pilotversuches zum bedingungslosen Grundeinkommen in der Stadt Bern in Zusammenarbeit mit anderen Städten. Parlamentarischer Vorstoss Motion 2022.SR.000124, eingereicht von der Kommission Soziales, Bildung und Kultur, Ursina Anderegg (GB) am 1.9.2022.

¹⁰⁵ Pour une expérience pilote du revenu de base inconditionnel (RBI) à Genève. Motion M 2587, déposée le 17.10.2019 par Frédérique Perler (Les Verts) et 20 cosignataires.

présente un long rapport de majorité et de minorité¹⁰⁶. La majorité recommande le rejet au vu du nombre d'incertitudes, du coût et de l'opportunité. L'objet n'est pas encore traité par le Grand Conseil (reporté le 16.12.2022).

Luzern

- **2022, Stadt Luzern, Volksinitiative verlangt Pilotversuch Grundeinkommen** - Am 30. März 2022 reicht ein « buntes, parteiungebundenen » Initiativkomitee eine städtische Volksinitiative « Wissenschaftlicher Pilotversuch Grundeinkommen ein (www.pilotprojekte.ch/luzern). Im Rat noch nicht behandelt

Vaud

- **2021, Canton, Non à une assurance générale de revenu AGR** – Au début de la crise du coronavirus, en juin 2020, la députée Jessica Jaccoud (PS) demande un rapport au Conseil d'État quant aux avantages et inconvénients d'une assurance générale de revenu cantonale¹⁰⁷. Le but de cette AGR serait de simplifier le système social complexe, de combler les lacunes et de garantir le pouvoir d'achat des Vaudaises et des Vaudois. Les PC famille et la Rente-pont y seraient intégrées. La députée se réfère explicitement au modèle du Réseau de réflexion. La commission recommande au Grand Conseil de prendre le postulat en considération (5 Pour, 3 Contre)¹⁰⁸ mais le Grand Conseil le refuse (65 Oui, 68 Non, 0 Abstention, séance du 15.6.2021).
- **2021, Université Lausanne, Promotion d'un Revenu de transition écologique RTE** - La chercheuse, philosophe et économiste Sophie Swaton (Institut de géographie et de durabilité, Université Lausanne) promeut un outil qui se veut novateur et qui vise à verser un revenu à des personnes physiques en contrepartie d'activités orientées vers l'écologie et le lien social. L'accompagnement de ces projets et leur adhésion à une structure démocratique (notamment de type coopératif) font partie de cette proposition. À la différence du revenu de base inconditionnel, le RTE ne sépare pas l'activité du revenu mais oriente et accompagne les bénéficiaires vers des activités novatrices en lien avec la transition écologique. Sophie Swaton évoque une première expérience de RTE à Grande-Synthe (Nord de la France) (Swaton 2022). Le RTE est promu par la fondation d'utilité publique suisse ZOEIN (zoein.org) basée à Genève qui s'engage à assurer un suivi professionnel et scientifique de qualité. Plusieurs interventions politiques demandent l'étude, l'expérimentation ou l'introduction d'un RTE :
 - Canton du Jura. Le Groupe des Verts et CS-POP, par la voix de Baptiste Laville, demande l'étude d'un RTS¹⁰⁹. Elle est traitée le 31 mars 2021.

¹⁰⁶ Rapport de la commission d'économie chargée d'étudier la proposition de motion de Mmes et MM. Frédérique Perler [...] M 2587-A, 3 janvier 2022. <https://ge.ch/grandconseil/data/texte/M02587.pdf>

¹⁰⁷ Une assurance générale de revenu (AGR) vaudoise afin de maintenir le pouvoir d'achat et combler les lacunes du système d'assurance sociale. Postulat 20_POS_206, déposé le 12.5.2020. <https://siel-docs.vd.ch/ecm/app18/service/siel/getContent?ID=403404>

¹⁰⁸ Grand Conseil, Rapport de la commission chargée d'examiner le postulat Jessica Jaccoud [...]. RC-POS (20_POS_206), 23 mars 2021. <https://siel-docs.vd.ch/ecm/app18/service/siel/getContent?ID=2048127>

¹⁰⁹ Revenu de transition écologique. Motion N° 1330 déposée le 27.5.2020.

- Canton de Vaud. Le Conseil d'État doit étudier l'introduction d'un RTE dans le canton. C'est ce que demande la députée verte Rebecca Joly¹¹⁰. Le Grand Conseil prend son postulat en considération et le renvoie au Conseil d'État (68 Oui, 65 Non, 0 Abstentions, séance du 16.3.2021). L'EPER, en collaboration avec la fondation Zoein et le Canton de Vaud (Direction générale de la cohésion sociale) lance une étude visant à développer un projet pilote de RTE dans le Canton de Vaud qui pourrait démarrer début 2023¹¹¹.
- Genève. Un groupe de travail s'est formé en 2021, réunissant diverses institutions sociales (Hospice général, ATD-Quart Monde, Office cantonal de l'emploi), la commune de Meyrin, APRES-GE et la fondation Zoein (Le Temps, Blog de Ph. Le Bé, 31.8.2021).

Zürich

- **2017, Stadt Zürich, Kein Pilotversuch Grundeinkommen.** Im Nachgang zur eidgenössischen Volksabstimmung verlangt die SP-Fraktion im November 2016 einen Pilotversuch mit dem bedingungslosen Grundeinkommen in der Stadt Zürich. Es « sollen auch innovative Sicherungssysteme erprobt werden, die den Gang in die Sozialhilfe für bestimmte Gruppen unnötig machen (beispielsweise durch Ergänzungsleistungen für Familien) ». Ein Betrag ist nicht festgelegt¹¹². Die Exekutive ist bereit, die Motion als Postulat entgegenzunehmen (17.5.2017). Dem stimmt das Stadtparlament knapp zu und überweist es an die Stadtexekutive (61 Ja (Linke, Grüne), 59 Nein (Rechte), 0 Enthaltungen) (23.11.2017). Das Postulat wird am 29.6.2022 abgeschrieben.
- **2018, Rheinau/ZH, Dorf testet Zukunft nicht** - Die Exekutive der Gemeinde Rheinau/ZH (1300 Einwohner:innen) beschliesst, ein bedingungsloses Grundeinkommens zu testen (5.6.2018). Der Test soll 2019 stattfinden. Jede in der Gemeinde wohnhafte Person soll ein monatliches Einkommen von 625 Franken (Minderjährige) bzw. 2500 Franken (+25 Jahre) erhalten. Bedingungen: die Hälfte der Einwohner:innen machen mit; die Finanzierung ist durch Gönnerbeiträge und Stiftungen usw. sichergestellt. Es melden sich 770 Personen zum Mitmachen. Das crowdfunding endet am 4.12.2018; die notwendige Summe von 6.2 Millionen ist nicht zusammengekommen (www.dorfestetztzukunft.ch).
- **2022, Kanton, Kein Modellversuch Grundeinkommen** - Der Kanton Zürich soll einen wissenschaftlich begleiteten Modellversuch eines bedingungslosen Grundeinkommens durchführen, welcher auch die Auswirkungen auf das Ökosystem untersuchen soll¹¹³. Dies verlang der Stimmberechtigte Kaltenrieder in einer im Grossen Rat eingereichten Einzelinitiative. Der RR lehnt das Anliegen ab. Er ist der Meinung, dass die Einführung eines BGE mit grossen, nicht zu überblickenden

¹¹⁰ Pour un revenu de transition écologique dans le canton de Vaud. Postulat 20_POS_207 déposé le 12.5.2020.

¹¹¹ EPER, Communiqué de presse 30 mai 2022, <https://www.eper.ch/media/6169>

¹¹² Durchführung eines Pilotversuchs mit dem Bedingungslosen Grundeinkommen Motion GR 2016/404, eingereicht am 23.11.2016. Umgewandelt in Postulat GR 2017/405, welches am 29.6.2022 (Frist 2 Jahre) abgeschrieben wird (GR 2022/116).

¹¹³ Modellversuch Bedingungsloses Grundeinkommen. Einzelinitiative EI 8/2020 eingereicht am 10.12.2019.

Risiken behaftet sei¹¹⁴. Der Grossrat lehnt das Anliegen ab mit 109 gegen 53 Stimmen; er « will keinen Versuch mit dem bedingungslosen Grundeinkommen wagen » (12.9.2022).

- **2022, Stadt Zürich, Kein Pilotversuch Grundeinkommen (Volksabstimmung)** - Am 11. Mai 2021 wird eine städtische Volksinitiative eingereicht. Sie verlangt einen wissenschaftlich begleiteten Pilotversuch während drei Jahren. Der Betrag ist nicht festgelegt. Die Initiative « Wissenschaftlicher Pilotversuch Grundeinkommen » ist von Einzelpersonen mit und ohne politische Bindung (GLP, SP, FDP) lanciert. Sie ist vernetzt mit dem Verein Grundeinkommen (www.pilotprojekte.ch). Die Stadtexekutive lehnt die Initiative ohne Gegenvorschlag ab, entsprechend ihrer früheren Ablehnung eines Vorstosses für einen Pilotversuch (2017, siehe oben). Sie argumentiert, dass die Erwerbsarbeit weiterhin zentrales Element der Existenzsicherung bleibe, ergänzt durch soziale Sicherungssysteme (Medienmitteilung 8.9.2021). In der Volksabstimmung vom 25.9.2022 wird die Initiative mit 53.9% abgelehnt.

¹¹⁴ Antrag des Regierungsrates vom 7. Juli 2021 7032. Beschluss des Kantonsrates über die Einzelinitiative KR-Nr. 8/2020 betreffend Modellversuch « Bedingungsloses Grundeinkommen ». <https://parlzhcdws.cmicloud.ch/parlzh5/cdws/Files/6f7afc742cbf431dbf0a397a78b034ba-332/1/pdf>

8 SALAIRE MINIMUM

En Suisse, il n'existe pas de salaire minimum national mais, dans certaines branches, les salaires sont fixés par des conventions collectives ou contrats-types de travail ou, dans le service public et subventionné, par des lois et règlements. Les bas salaires sont une cause importante de pauvreté (working poor) et donc de recours à l'aide sociale. En 2021, un tiers des bénéficiaires de l'aide sociale adultes exercent une activité lucrative.

Ces dernières années, cinq cantons ont introduit un salaire minimum : Neuchâtel 2017, Jura 2020, Tessin 2021, Genève 2021, BS 2022. Dans plusieurs cantons, des interventions ont été rejetées ou sont en suspens.

Ci-dessous, les interventions et décisions dont nous avons connaissance au niveau national par ordre chronologique, puis au niveau cantonal et communal par ordre alphabétique des cantons.

Niveau national

- **1998, Campagne des SGB für Mindestlohn** - Ab 1998 führt der Schweizerische Gewerkschaftsbund SGB eine Mindestlohn-Kampagne unter dem Titel « Keine Löhne unter 3000 Franken ». Dies beschliesst der 50. Kongress des SGB 1998 in Davos. Die Kampagne hat zum Ziel, die Problematik der Tieflöhne zu politisieren. Sie wird insbesondere durch Öffentlichkeitsarbeit (Working Poor, Personenfreizügigkeit, usw.) und in den Verhandlungen der GAV umgesetzt (Oesch et al. 2005).
- **2014, Schweiz, Nein zu einem Mindestlohn** - Am 23. Januar 2012 reicht der SGB eine Volksinitiative « Für den Schutz fairer Löhne (Mindestlohninitiative) » ein. Sie schlägt neue Verfassungsartikel 110a und 197 Ziffer 8 vor für einen gesetzlichen Mindeststundenlohn von 22 Franken, was einem Monatslohn von 4000 Franken entspricht. In der Volksabstimmung vom 18. Mai 2014 wird die Initiative von 76,3% der Abstimmenden und allen Kantonen verworfen. Die besten Resultate erzielt sie in den Kantonen BS mit 37,7%, JU 35,9%, GE 34,0%, TI 32,0% und NE mit 31,9% JA-Stimmen.
- **2019, Ständerat, Kantonale Mindestlöhne sollen bleiben.** Der Ständerat Isidor Baumann (Mitte-Fraktion) will, dass Gesamtarbeitsverträge kantonalen Bestimmungen vorgehen. Er attackiert damit den Neuenburger Mindestlohn, welcher « die Sozialpartnerschaft unnötig schwächt »¹¹⁵. Der BR lehnt ab, ebenso der Ständerat (19.12.2019).
- **2022, Nationalrat, Nein zu kantonalen Mindestlöhnen.** Eine weitere Attacke gegen Mindestlöhne folgt. Der Ständerat Erich Ettlín (OW, Mitte-Fraktion) fordert den BR auf, Gesamtarbeitsverträge allgemeinverbindlich zu erklären. Die Motion richtet sich erneut gegen die kantonalen Mindestlöhne, welche « eine schwere Belastungsprobe für die bewährte Sozialpartnerschaft in der Schweiz » darstellen¹¹⁶. Der BR

¹¹⁵ Stärkung der Sozialpartnerschaft bei allgemeinverbindlich erklärten Landes-Gesamtarbeitsverträgen. Motion 18.3934, eingereicht von Isidor Baumann (Die Mitte-Fraktion) am 27.9.2018.

¹¹⁶ Sozialpartnerschaft vor umstrittenen Eingriffen schützen. Motion 20.4738 eingereicht von Erich Ettlín, 18.12.2020.

lehnt die Motion aufgrund von Kompetenzfragen (Föderalismus) ab, entsprechend seiner Antwort auf eine gleiche Motion Baumann (18.3934, siehe oben). Der Ständerat nimmt die Motion an (14. Juni 2022), ebenso der Nationalrat knapp mit 95 Ja, 93 Nein und 4 Enthaltungen (14. Dez. 2022). **Daraufhin muss ein Gesetz vorgelegt werden.**

Niveau cantonal et communal

Basel-Stadt

- **2022, Kanton, Einführung eines Mindestlohn** - Am 22. Februar 2019 reicht der Verein Kantonaler Mindestlohn (12 Gewerkschaften, linke und grüne Parteien) eine kantonale Volksinitiative für einen Mindestlohn ein. Ein Stundenlohn von 23 Franken soll vor Armut trotz Erwerbstätigkeit schützen (www.mindestlohn-basel.ch). Die Regierung legt einen Gegenvorschlag mit einem Mindestlohn von 21 Franken vor, welchem der Grossrat zustimmt (19.0471). In der Volksabstimmung vom 13.6.2021 wird die Initiative mit 50,7% knapp abgelehnt, der Gegenvorschlag hingegen mit 53,8% angenommen. Das neue Gesetz tritt per 1. Juli 2022 in Kraft. Basel-Stadt ist somit der erste Deutschschweizer Kanton mit einem Mindestlohn, 21 Franken.

Bern

- **2018, Kanton, Nein zu einem Mindestlohn** - Die Grossrätinnen Natalie Imboden (Grüne) und Béatrice Stucki (SP) fordern die Regierung auf, ein Gesetz auszuarbeiten in Anlehnung an die EL¹¹⁷. Der Grosse Rat lehnt die Motion ab (12.6.2018).

Fribourg

- **2019, Canton, Non à un salaire minimum** – En juin 2018, Xavier Ganioz (PS) et Benoît Rey (Parti chrétien-social) demandent au Gouvernement d'instaurer un salaire minimum dans le canton de 22 francs de l'heure¹¹⁸. Le Grand Conseil refuse la motion dans sa séance du 5 février 2019.

Genève

- **2011, Canton, Non à un salaire minimum** - En septembre 2008, le mouvement SolidaritéS dépose une initiative populaire canto-nale 142 « Pour le droit à un salaire minimum ». L'initiative demande l'institution d'un salaire minimum « afin que toute personne exerçant une activité salariée puisse disposer d'un salaire lui garantissant des conditions de vie décentes » (nouvel article constitutionnel 10b). L'initiative préconise un salaire mensuel de 4000 francs. En votation populaire du 27 novembre 2011, l'initiative est rejetée par 54,2% des votant-e-s.

¹¹⁷ Armut trotz Arbeit verhindern: Einführung eines Mindestlohnes im Kanton Bern. Motion 2017.RRGR.638, eingereicht am 23.10.2017.

¹¹⁸ Loi sur le salaire minimum. Motion 2018-GC-98, déposée le 20.6.2018.

- **2021, Canton, Introduction d'un salaire minimum** - Une nouvelle démarche est entreprise quelques années plus tard. La Communauté genevoise d'action syndicale CGAS dépose une initiative populaire cantonale « 23 frs, c'est un minimum » (IN 173, déposé le 18.6.2018) et demande d'instituer « un salaire minimum afin de combattre la pauvreté, de favoriser l'intégration sociale et de contribuer ainsi au respect de la dignité humaine ». L'initiative prévoit un salaire horaire de 23 francs. En votation populaire du 27 septembre 2020, elle est acceptée par 58% des votant:es. La loi entre en vigueur au 1^{er} novembre 2020 et le salaire sera indexé à 23.30 dès le 1.1.2021, ceci malgré deux recours contre les modalités d'application, l'un par les syndicats qui contestent la non-adaptation des salaires dans certains secteurs et demandent l'indexation dès 2018 ; l'autre par 5 associations patronales qui demandent de reporter l'entrée en vigueur au 1.2.2021.

Jura

- **2020, Canton, Introduction d'un salaire minimum** - La Constitution jurassienne dispose, depuis son origine en 1977, que chaque travailleur a droit à un salaire qui lui assure un niveau de vie décent (art. 19 al. 3). Le 14 octobre 2009, la Jeunesse socialiste et progressiste (JSPJ) dépose une initiative populaire cantonale « Un Jura aux salaires décents » qui demande au parlement d'instaurer une base légale pour un salaire minimum chiffré, conformément au salaire national médian. Le Grand Conseil jurassien décide de ne pas donner suite à l'initiative (26.9.2012). Or, en votation populaire du 3 mars 2012, elle est acceptée par 54,2% des votant:es. Le 19 février 2015, le Gouvernement dépose un projet de loi pour un salaire horaire minimum de nature sociale de 19,25 francs (niveau des PC pour une personne seule). Mais le Grand Conseil refuse l'entrée en matière sur le projet¹¹⁹. S'en suit une bataille juridique: la Cour constitutionnelle jurassienne, saisie par deux députés, annule le refus du Grand Conseil et lui impose d'accepter des dispositions légales concernant un salaire minimum. Six députés (PDC, PLR, UDC) déposent alors un recours au TF contre la décision de la Cour constitutionnelle (4.10.2016), recours qui sera déclaré irrecevable. Finalement, le 22.10.2017, le Grand Conseil adopte la Loi sur le salaire minimum cantonal qui prévoit un salaire brut minimum de 20 CHF. Elle entre en vigueur au 1.2.2018 et doit être appliquée dès le 1.2.2020.

Neuchâtel

- **2017, Canton, Introduction d'un salaire minimum** - Le 27 novembre 2011, la population neuchâteloise introduit, par 54,6%, le principe d'un salaire minimum dans la Constitution cantonale « afin que toute personne exerçant une activité salariée puisse disposer d'un salaire lui garantissant des conditions de vie décentes » (art. 34a). Plusieurs personnes, entreprises et associations patronales forment recours auprès du Tribunal fédéral contre la loi d'application, qui prévoit un salaire horaire de 20 francs, et obtiennent l'effet suspensif. Le 21.7.2017, le Tribunal fédéral estime que le salaire minimum permet de « garantir à tout salarié des conditions de vie décentes, à l'abri du recours à l'aide sociale, et ainsi de lutter contre la pauvreté ». Le salaire minimum « ne relève pas de la politique économique mais

¹¹⁹ Séance du 9.9.2015 par 30 voix contre 29; séance du 27.4.2016 par 33 contre 26.

sociale, et n'est donc pas contraire au principe de la liberté économique » (143|403, 2C_774/2014). Ainsi, le salaire minimum entre en vigueur au 4 août 2017.

St.Gallen

- **2018, Kanton, Nein zu einem Mindestlohn** – Im April 2018 reicht die Fraktion SP-Grüne eine Motion für einen Mindestlohn ein¹²⁰. Die Motion verlangt eine Gesetzesgrundlage analog zu jener im Kanton Neuenburg für einen Mindestlohn mit sozialpolitischem Ziel in Anlehnung an die Ergänzungsleistungen. In seiner Sitzung vom 13. Juni 2018 beschliesst der Grosse Rat Nichteintreten.

Tessin

- **2021, Kanton, Einführung Mindestlohn** - Eine von den Grünen Tessin lancierte kantonale Volksinitiative « Salviamo il lavoro in Ticino » schlägt einen Artikel 13 in der Kantonsverfassung vor, demgemäss jede Person Anspruch auf einen Mindestlohn hat, der ein menschenwürdiges Leben ermöglicht. Die Initiative wird am 14. Juni 2015 von 54.7% der Abstimmenden angenommen. Die Regierung legt alsdann einen Gesetzesentwurf vor für einen Mindestlohn zwischen 3372 und 3462 Franken je nach Wirtschaftszweig und mit der Perspektive einer sukzessiven Erhöhung, was einem Stundenlohn zwischen 18,75 und 19,25 Franken entspricht (Messaggio 7452 del 8.11.2017). Die Grünen finden den Betrag ungenügend, da er Armut nicht verhindere. Am 26.11.2019 legt die parlamentarische Kommission ihren Bericht vor¹²¹. Am 9.12.2019 stimmt das Kantonsparlament der Vorlage mit 45 Ja, 30 Nein und 1 Enthaltung zu. Gegen das Gesetz reichen mehrere Firmen Beschwerde beim Bundesgericht ein¹²²; diese wird abgewiesen. Der Mindestlohn tritt per 1.1.2021 in Kraft.

Valais

- **2014, Canton, Non à un salaire minimum** - En 2008, le Parti chrétien-social valaisan (PCS, renommé Centre Gauche-PCS Valais en 2014) lance une initiative populaire cantonale « Pour un salaire minimum légal » de 3500 CHF. En votation du 18 mai 2014, l'initiative est refusée par 80,7% des votant:es.
- **2023, Canton, Initiative pour un salaire minimum** - En janvier 2023, une large coalition de gauche lance une nouvelle initiative populaire pour un salaire minimum de 22 francs de l'heure (18 francs dans le secteur agricole)¹²³.

¹²⁰ Armut trotz Arbeit verhindern - Einführung eines Mindestlohns im Kanton Sankt-Gallen. Motion 42.18.06, eingereicht am 23.4.2018.

¹²¹ Rapporto 7452 R, nuova Legge sul salario minimo.

¹²² 2C_302/2020, 2C_306/2020 vom 11.11.2021.

¹²³ Initiative cantonale pour un salaire minimum légal. Lancée le 13.1.2023. Comité d'initiative pour un salaire minimum, c/o POP Valais-Wallis, <https://popvalais.ch/initiative-cantonale-pour-un-salaire-minimum-legal/>

Vaud

- **2011, Canton, Non à un salaire minimum** - En 2008, plusieurs organisations vaudaises¹²⁴ lancent une initiative populaire cantonale « Pour le droit à un salaire minimum ». L'initiative propose un nouvel alinéa de l'article 58 de la Constitution cantonale demandant l'instauration d'un salaire minimum cantonal. En votation du 15 mai 2011, l'initiative est refusée par 51,11% des votant:es.
- **2022, Canton, Non à un salaire minimum** - Neuf ans plus tard, se référant à la récente acceptation d'un salaire minimum à Genève, Hadrien Buclin (SolidaritéS) dépose une motion demandant un même salaire minimum dans le canton de Vaud, ceci par une modification de la Loi sur l'emploi¹²⁵. Dans sa séance du 15 mars 2022, le Grand Conseil refuse la motion.
- **2023, Canton, Initiative pour un salaire minimum** - En janvier 2023, un comité d'initiative unitaire (syndicats et partis de gauche et verts) lance une initiative populaire cantonale « Pour le droit de vivre dignement de son travail ». Elle demande l'inscription du principe dans la constitution cantonale et un salaire horaire minimum de 23 francs selon le modèle neuchâtelois dans une loi (Communiqué de presse 19.1.2023).

Zürich

- **2023, Städte Zürich, Kloten und Winterthur, Initiativen für einen Mindestlohn** - In diesen drei Städten lanciert Ende Juni 2020 ein Bündnis von Gewerkschaften, Parteien und Hilfswerken je eine identische kommunale Volksinitiative « Ein Lohn zum Leben », welche einen Stundenlohn von 23 Franken oder ein Monatseinkommen von 4000 Franken verlangt. Am 10. November 2020 werden alle drei Initiativen eingereicht (www.einlohnzumleben.ch).
 - Kloten. In der Volksabstimmung vom 28.11.2021 lehnt Kloten die Initiative mit 52,3% Nein-Stimmen ab.
 - Winterthur. Die Stadtverwaltung legt einen Gegenvorschlag mit einem Lohn von CHF 21.60 vor. Das Stadtparlament muss spätestens im Mai 2023 über Initiative und Gegenvorschlag beschliessen, danach Volksabstimmung (Medienkonferenz Stadt Winterthur, 8. März 2022).
 - Stadt Zürich. Die Stadtexekutive « teilt das grundsätzliche Anliegen der Initiative und sieht die Einführung von Mindestlöhnen als Möglichkeit, um Erwerbsarmut und das Sozialhilferisiko in der Stadt Zürich zu mindern ». Allerdings empfiehlt sie die Ablehnung der Initiative und legt einen Gegenvorschlag mit « stärkerer sozialpolitischer Ausrichtung » vor. Dieser schliesst Junge bis 25 ohne abgeschlossene Ausbildung vom Mindestlohn aus (Medienmitteilung Stadt Zürich, 22.6.22). Die zuständige Kommission stimmt dem Gegenvorschlag zu. Datum für Entscheid im Stadtparlaments-Plenum und Abstimmungstermin Ende 2022 noch nicht festgelegt.

¹²⁴ ATTAC Vaud, Comédia Suisse- romande, POP & Gauche en mouvement, SolidaritéS Vaud/A Gauche Toute!, Syndicat SUD.

¹²⁵ Pour un salaire minimum de 23 francs par heure dans le canton de Vaud. 20_Mot_11, déposée le 3.11.2020.

9 PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES (PC) POUR FAMILLES

Les prestations complémentaires pour familles visent à réduire la pauvreté des familles, notamment des familles de travailleurs et travailleuses pauvres, et à leur éviter de devoir recourir à l'aide sociale. Quatre cantons ont introduit des prestations complémentaires pour familles : TI 1997 ; SO 2010 pour une durée limitée et définitivement à partir de 2018 ; VD 2011 et GE 2012. Dans 19 cantons, des interventions parlementaires ou des initiatives populaires ont été discutées et rejetées ou sont actuellement en suspens. Dans les 7 autres cantons (AI, AR, GL, NW, UR, SG, VS), aucune démarche dans ce sens n'a eu lieu à notre connaissance.

Ci-dessous, les interventions et décisions dont nous avons connaissance au niveau national, classées chronologiquement selon la date la plus récente, suivies des interventions au niveau cantonal dans l'ordre alphabétique des cantons.

Niveau national

- **2000-2011, keine Ergänzungsleistungen für Familien** - Der Bund soll gesetzliche Grundlagen für eidgenössische EL für Familien nach dem Vorbild des Kantons Tessin schaffen. Dies verlangen zwei parlamentarische Initiativen von Nationalrätinnen, die zeitgleich eingereicht und behandelt werden:
 - Jacqueline Fehr (SP) schlägt vor, die EL an Anreizmodelle betreffend der Anzahl familienergänzender Betreuungsplätze zu knüpfen¹²⁶, dies kurz nachdem ihr Vorstoss Ergänzungsleistungen für Eltern (PI 99.405) am 22.6.2000 mit nur 1 Stimme im Nationalrat abgelehnt wurde.
 - Lukrezia Meier-Schatz (CVP) verlangt die Schaffung gesetzlicher Grundlagen für EL für einkommensschwache Familien mit Kindern bis zu 14 Jahren auf Höhe der Minimalbeträge der EL¹²⁷.

Der Nationalrat gibt beiden Vorstössen Folge. Nach 4 Fristverlängerungen werden sie allerdings abgeschrieben (17.6.2011).
- **2011, SKOS-Modell für Familien-EL** - Im Juni 2011 veröffentlicht die SKOS ein Modell für Familienergänzungsleistungen, mit dem Ziel, Familienarmut zu bekämpfen und die Sozialhilfe zu entlasten (SKOS 2011, Juni).
- **2015, Nationalrat, Keine Familien-EL** - Am 17.4.2013 reicht Nationalrätin Yvonne Feri (SP) eine Motion mit dem Titel Familienergänzungsleistungen als Mittel zur Armutsbekämpfung (13.3351) ein. Sie fordert die Erarbeitung eines entsprechenden eidgenössischen Rahmengesetzes in Zusammenarbeit mit den Kantonen. Die Motion knüpft an frühere Vorstösse im Parlament an (siehe oben, insbes. Fehr 00.436 und Meier-Schatz 00.437). Der Nationalrat lehnt die Motion am 5.3.2015 ab.

¹²⁶ Ergänzungsleistungen für Familien. Tessiner Modell. Parlamentarische Initiative 00.436, eingereicht von Jacqueline Fehr (SP) am 18.9.2000.

¹²⁷ Ergänzungsleistungen für Familien. Tessiner Modell. Parlamentarische Initiative 00.437, eingereicht von Lukrezia Meier-Schatz (CVP) am 19.9.2000.

- **2019, Caritas will Familien-EL** - Caritas ruft das neugewählte nationale Parlament, den Bund und die Kantone auf, schweizweit Familienergänzungsleistungen zur Verhinderung von Kinderarmut einzuführen. Der Bund soll ein entsprechendes Rahmengesetz erlassen (Medienmitteilung Caritas 2.12.2019).
- **2020, Nationalrat, Keine Kinderarmut** - Der Bundesrat soll eine gesetzliche Grundlage für Ergänzungsleistungen für Familien ohne existenzsicherndes Einkommen analog dem Modell der Ergänzungsleistungen für AHV und IV schaffen. Die Anspruchsberechtigung soll bis zum Abschluss einer Ausbildung bzw. Studium gelten. Dies fordert die Sprecherin der Grünen Fraktion Katharina Prelicz-Huber¹²⁸. Der Bundesrat lehnt das Anliegen ab, da die Kantone für bedarfsabhängige Leistungen dieser Art zuständig seien (Stellungnahme Bundesrat 12.8.2020). Abgelehnt am 11.5.2022.
- **2020, Nationalrat, Kinderarmut bekämpfen** - Der Bund soll eine gesetzliche Grundlage für die Einführung von Massnahmen zur Bekämpfung von Kinderarmut in Form von finanzieller Unterstützung für Familien schaffen. Die Grundlage sollen bestehende kantonale Modelle bilden (EL für Familien). Dies fordert die Nationalrätin Valérie Piller Carrard (SP)¹²⁹. Die Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur (NR) gibt der Initiative Folge (1.7.2021). **Im Rat noch nicht behandelt (17.12.22).**

Niveau cantonal

- **2009-2017, 2017, Kanton Aargau, Keine Familien-EL trotz mehrerer Vorstösse.**
 - Am 23. Dezember 2009 reicht die SP eine Volksinitiative mit dem Titel « Chance für Kinder – Zusammen gegen Familienarmut » ein. Der Regierungsrat empfiehlt Ablehnung aus Gründen der Selbstverantwortung und der angespannten Finanzlage (Botschaft an den Grossen Rat 16.165 vom 29.6.2016). Auch der Grosse Rat lehnt das Anliegen ab (20.9.2016, mit 91 zu 36 Stimmen). Die Initiative wird in der Volksabstimmung verworfen (12. Februar 2017, 69,5% Nein-Stimmen).
 - Zwei Jahre nach der Volksabstimmung, im August 2019, stösst die CVP-Fraktion im Grossen Rat nach und verlangt EL für einkommensschwache Familien¹³⁰. Der Regierungsrat lehnt die Motion ab (14.8.2019) mit Bezug auf die Ablehnung der Volksinitiative von 2017 und weil seiner Ansicht nach Grundlageninformationen (Ausmass der Familienarmut, Kosten, usw.) fehlten. Der Grosse Rat überweist das Anliegen an den Regierungsrat als Postulat (5.11.2019).
- **2010 bis 2019, Kanton Basel-Land, Nein zu Familien-EL** – Mehrere Vorstösse fordern Familien-EL.

¹²⁸ Keine Kinderarmut. Motion 20.3381, eingereicht von Katharina Prelicz-Huber (Grüne) am 6.5.2020.

¹²⁹ Parlamentarische Initiative 20.454, eingereicht am 19.6.2020.

¹³⁰ Einführung von Ergänzungsleistungen für einkommensschwache Familien. Motion 19.144, eingereicht am 14.5.2019.

- 2010, Motion. Der Grossrat Ruedi Brassel reicht im Namen der SP-Fraktion eine Motion ein¹³¹). Der Grosse Rat überweist sie an den Regierungsrat (14.10.2010).
- 2018, Postulat. Die Grossrätin Bianca Maag-Streit (SP) fordert Familienergänzungsleistungen¹³². Der Regierungsrat beantragt Entgegennahme als Postulat (5.6.18). Am 29. November 2018 überweist der Grosse Rat den Vorstoss als Postulat.
- 2019, Volksabstimmung. Am 17. Oktober 2017 legt ein Initiativkomitee (AvenirSocial, Alleinerziehende und kirchliche Organisationen, koordiniert von ATD-Vierte Welt und Caritas) eine Volksinitiative vor. Sie ist unformuliert und trägt den Titel Ergänzungsleistungen für Familien mit geringen Einkommen. Der Regierungsrat lehnt die Initiative ab, stellt ihr aber einen Gegenvorschlag gegenüber. Der RR argumentiert, dass er keine neue isolierte Leistung wolle, sondern eine umfassende Strategie gegen Armut und Harmonisierung der Bedarfsleistungen per Ende 2022 abwarte¹³³. Auch der Grosse Rat lehnt die Initiative ab (43 Nein, 28 Ja, 15 Enthaltungen, 4.4.2019) und nimmt den Gegenvorschlag an. In der Volksabstimmung vom 24. November 2019 wird die Initiative mit 59% Nein abgelehnt und der Gegenvorschlag mit 53% Ja angenommen. Der Gegenvorschlag lautet: « Der Kanton Basel-Landschaft richtet Leistungen an Familien in bescheidenen finanziellen Verhältnissen aus. Art, Umfang und Träger der Leistungen basieren auf den Ergebnissen einer kantonalen Armutsstrategie. Dabei sind Arbeitsanreize zu fördern und allfällige Schwelleneffekte möglichst tief zu halten » (RR BL 20.22.2018, siehe vorherige Fussnote).
- **1994-2012 und 2019, Kanton Basel-Stadt, Keine Familien-EL** trotz mehrerer Vorstösse.
 - Zwei zusammenhängende Vorstösse fordern die Einführung von Leistungen für Familien.
 - Die Grossrätin Rita Schiavi (BastA) fordert den Regierungsrat auf, eine « Ergänzende Kinderzulage » nach dem Modell des Kantons Tessin einzuführen.¹³⁴ Der Grosse Rat nimmt die Motion an. Es folgen sieben Berichte und Beschlüsse, den Anzug stehen zu lassen (also nicht abzuschreiben).
 - Der Grossrat Beat Jans (SP) fordert, die Einführung von Ergänzungsleistungen für Familien zu prüfen, um sie zu entlasten¹³⁵. Der Grosse Rat nimmt den Anzug an (2.3.2011).

Der Regierungsrat beantwortet im April 2012 beide Vorstösse gleichzeitig und abschliessend. Er will das « Basler Modell » (zahlreiche bedarfsabhängige Leistungen) ausbauen und keine zusätzliche Sozialleistung einführen. Er schlägt

¹³¹ Ergänzungsleistungen für Familien. Motion 2009-149, eingereicht am 28. Mai 2009.

¹³² Kinder sind unsere Zukunft und dürfen keine Armutsfallen sein. Motion 2018/502, eingereicht am 26.4.2018.

¹³³ Regierungsrat Basel-Landschaft. Vorlage an den Landrat. Nichtformulierte Initiative « Ergänzungsleistungen für Familien mit geringen Einkommen » / Ablehnung Initiative und nichtformulierter Gegenvorschlag 2018/954.RR BL, 20.11.2018.

¹³⁴ Anzug 94.8247, eingereicht am 21.4.1994.

¹³⁵ Anzug10.5328.01, eingereicht am 8.12.2010.

vor, die Vorstösse als erledigt abzuschreiben¹³⁶. Sie werden am 27.6.2012 stillschweigend abgeschrieben.

- Ein erneuter Vorstoss erfolgt 2019, weiterhin ohne Erfolg. Der Grossrat Olivier Bolliger (Grünes Bündnis) schlägt die Einführung von EL für Familien vor¹³⁷. Der Regierungsrat antwortet erneut, dies sei nicht vereinbar mit dem Basler System zur sozialen Sicherung von Familien (Antwort des RR 17.4.2019). Dies nimmt der Grossrat zur Kenntnis (18.5.2019).

- **2014 und 2019, Kanton Bern, Keine Familien-EL** - Im Kanton Bern gibt es bisher zwei Versuche, Familienergänzungsleistungen einzuführen. Im Sommer 2012 fordert der Grossrat Daniel Steiner Brüttsch (EVP) Ergänzungsleistungen für einkommensschwache Familien¹³⁸. Sein Vorstoss wird vom Grossen Rat in der Junisession 2014 aus finanziellen Gründen abgelehnt.

Vier Jahre später fordern Grossrätinnen aus den Fraktionen Grüne, EVP und SP Familien-EL¹³⁹. Der Regierungsrat empfiehlt Ablehnung « aus finanzpolitischen Gründen » (5.12.2018). Die Motion wird am 11. Juni 2019 zurückgezogen, um das Anliegen nicht zu gefährden im Rahmen der Arbeiten der Verwaltung an einem Bericht zur Umsetzung eines Familienkonzepts.

- **2023, Canton de Fribourg, PC fam en préparation** – En 2021, la Direction de la santé et des affaires sociales met en consultation l'avant-projet d'une nouvelle loi sur les prestations complémentaires pour familles (AP LPCFam)¹⁴⁰. Cet avant-projet vise aussi à répondre à la motion des députés Bruno Fasel et Hans-Rudolf Beyeler, acceptée par le Grand Conseil en 2010 (2010-GC-6). La prestation s'adresse aux ménages modestes (familles quel que soit le statut matrimonial) avec enfants de moins de 8 ans, domiciliés dans le canton depuis au moins 2 ans. Le calcul est basé sur celui des PC AVS-AI. Il tient compte d'un revenu hypothétique minimal devant être assurée par les familles (incitation au travail), de 12'500 (1 adulte) ou de 25'000 francs (2 adultes). La prestation sera administrée par le personnel de la Caisse cantonale de compensation qui pourrait signaler des situations problématiques à des services spécialisés notamment les SSR. Le dépôt du projet de loi est prévu pour l'automne 2023.

- **1995 - 2012, Canton de Genève, Introduction PC fam.** Il aura fallu s'y prendre à deux reprises pour l'introduction de PC fam. Réalisée en 2012.

- En 1995, deux député:es demandent d'étudier l'opportunité d'introduire un revenu minimal d'aide sociale pour les familles défavorisées, working-poor ou non, garantissant une existence convenable à l'instar des prestations octroyées aux

¹³⁶ RR Basel-Stadt, Ratschlag und Entwurf betreffend [...] Beantwortung der Anzüge Schiavi [...], Jans [...]. RR-Beschluss vom 18.4.2012.

¹³⁷ Schriftliche Anfrage 19.5028.01, eingereicht am 17.1.2019.

¹³⁸ Ergänzungsleistungen für einkommensschwache Familien, parlamentarische Initiative PI 147-2012, eingereicht 7.6.2012.

¹³⁹ Einkommensschwache Familien vor der Sozialhilfe bewahren und Ergänzungsleistungen ermöglichen! Motion 136-2018, 2018 RRGR.399, eingereicht von Andrea de Meuron (Grüne), Christine Schnegg (EVP) und Ursula Marti (SP) am 13.6.2018.

¹⁴⁰ Message 2021-DSAS du Conseil d'État au Grand Conseil accompagnant l'avant-projet de loi sur les prestations complémentaires pour les familles (LPCFam), 18.2.2021.

rentiers et rentières AVS et AI et aux chômeurs en fin de droits¹⁴¹. Le Grand Conseil renvoie la motion à la Commission des affaires sociales (séance du 17.2.1995). La motion n'a pas de suites directes au parlement.

- Fin 2009, le Conseil d'État propose l'introduction de prestations complémentaires pour les familles pauvres qui travaillent. Les PC familles, accordées par analogie aux PC AVS-AI, correspondraient à un revenu minimum cantonal d'aide sociale pour les familles exerçant une activité lucrative d'au moins 40% (famille avec 1 adulte) et qui ont des enfants ou des jeunes en formation. La proposition consiste à élargir la loi sur les PC cantonales à ces familles¹⁴². Le Grand Conseil adopte la modification de la loi par 67 Oui, 11 Non et 12 Abstentions (11.2.2011). Avec l'élargissement aux familles, l'intitulé de la loi est modifié et devient : Loi sur les prestations complémentaires cantonales (LPCC). Elle entre en vigueur au 1^{er} novembre 2012.
- **2011, Kanton Graubünden, Keine Familien-EL** - Der Grossrat Tenchio (CVP) schlägt die Einführung von Familienergänzungsleistungen vor (Auftrag vom 15.6.2011). Der Regierungsrat empfiehlt Ablehnung; der Grosse Rat überweist den Auftrag nicht (55 zu 46 Stimmen, 19.10.2011).
- **2018, Canton du Jura, Non aux PC fam.** - Le 14 avril 2016, le Parti chrétien-social indépendant dépose une initiative populaire « Prestations complémentaires pour les familles » qui sera validée de justesse (6 signatures de plus que le nombre exigé). Le gouvernement et la majorité du parlement opposent un contre-projet à l'initiative (renforcement des subsides pour les primes d'assurance-maladie). En votation populaire du 10 juin 2018, l'initiative est refusée par 53,3% des votant-e-s et le contre-projet accepté par 52%.
- **2015, Kanton Luzern, Nein zu Familien-EL** - Am 27. November 2013 reichen die Grünen und Jungen Grünen eine Volksinitiative « Kinder fördern, Eltern stützen, Ergänzungsleistungen für Familien » ein. Der RR empfiehlt Ablehnung (Botschaft B 133 vom 9.12.2014), ebenso der Grosse Rat. In der Volksabstimmung vom 15. November 2015 wird die Initiative deutlich abgelehnt.
- **2008 à 2020, Canton de Neuchâtel, Proposition PC fam.** - Plusieurs démarches étalées dans le temps se succèdent. D'abord, en 2008, la députée Doris Angst (Les Verts) demande l'introduction de PC familles¹⁴³. Ensuite, en 2012, le Grand Conseil accepte une motion du groupe socialiste¹⁴⁴. Enfin, en 2018, le Conseil d'État répond à ces deux interventions dans une unique réponse. Il propose de les classer et d'étudier l'introduction de PC non limitées aux familles, mais ouvertes à certains ménages bénéficiaires de l'aide sociale dans le cadre de sa réforme des prestations sociales¹⁴⁵. À fin 2021, les travaux quant à l'introduction d'une PC cantonale sont

¹⁴¹ Motion M 975 déposée le 31 janvier 1995 par Gabrielle Maulini-Dreyfus (Groupe écologiste), Liliane Maury Pasquier (PS) et Philippe Schaller (PDC) concernant le revenu minimal d'aide sociale pour les familles.

¹⁴² Conseil d'État, Projet de loi modifiant la loi sur les prestations cantonales complémentaires à l'assurance-vieillesse et survivants et à l'assurance-invalidité (LPCC) J 7 15, PL 10600 déposé le 24.11.2009.

¹⁴³ Introduction d'un système de prestations complémentaires pour les familles à faible revenu en plus des allocations familiales. Postulat 08.174, déposé le 3.9.2008.

¹⁴⁴ Prestations complémentaires pour les familles. Motion 11.158, déposée le 24.5.2011.

¹⁴⁵ Conseil d'État, Rapport 18.034, 3.9.2018.

suspendus en attendant le déploiement du projet Raisone (cf. Sozialhilfe in den Kantonen, Neuchâtel, 2018-2022, Projet Raisone).

- **2006, Kanton Obwalden, Keine Familien-EL** - Das Parlament lehnt 2006 einen Vorstoss ab.
- **2010, Kanton Schaffhausen, Keine Familien-EL** - Im Kanton SH wird eine Motion der Grossrätin Franziska Brenn (SP) vom 14.6.2010 über Familienergänzungsleistungen (2010.5) im September 2010 abgeschrieben.
- **2011, Kanton Schwyz, Nein zu Familien-EL** - Eine Volksinitiative « Familien stärken – Ja zu Ergänzungsleistungen für Familien » scheitert im Jahr 2011.
- **2010, Kanton Solothurn, Einführung Familien-EL** - An der Volksabstimmung vom 17. Mai 2009 wird eine Vorlage über die Ausrichtung von Ergänzungsleistungen an einkommensschwache Familien (FamEL) angenommen. Die Bestimmungen treten am 1. Januar 2010 in Kraft und gelten vorerst bis 31. Dezember 2014. Sie werden per Grossrats-Beschluss vom 24.6.2014 um weitere drei Jahre verlängert (bis Ende 2017). Am 28.6.2016 beschliesst der Grosse Rat, die FamEL ab 1. Januar 2018 definitiv einzuführen (0068/2016). Es gelten folgende Anspruchsbedingungen: 2 Jahre ununterbrochener Wohnsitz im Kanton, mindestens 1 Kind unter 6 Jahren, Mindestbrutto-Erwerbseinkommen (Bsp. Einelternfamilie mit 1 Kind unter 3 Jahren: <7500 Franken/Jahr).
- **1997, Canton du Tessin, Introduction PC fam.** - Le Canton du Tessin introduit une prestation aux familles avec des enfants de moins de 15 ans selon les barèmes des PC AVS-AI. La première prestation couvre les besoins vitaux de tous les membres de la famille nucléaire si elle comprend au moins un enfant de moins de 3 ans (assegno di prima infanzia API). La seconde couvre les besoins vitaux uniquement des enfants entre 3 (le cadret) et 15 ans (assegno integrativo AFI). Un revenu hypothétique est pris en compte uniquement pour les ménages biparentaux et dans le cadre de l'API¹⁴⁶.
- **2012 und 2019, Kanton Thurgau, Keine Familien-EL** - Eine Motion Wohlfender/Wälti (SP) wird im März 2012 nicht überwiesen. Sieben Jahre später verlangen die Grossräte Barbara Kern und Alex Granato (beide SP/Gewerkschaften) ein Gesetz für EL¹⁴⁷. Der Grosse Rat lehnt die Motion mit 72 zu 45 Stimmen ab (26.8.2020) und folgt damit der Empfehlung des Regierungsrates.
- **2011, Canton de Vaud, Introduction PC fam.** - Au 1^{er} octobre 2011, le canton de Vaud introduit des PC Familles couvrant les besoins vitaux de toute la famille avec enfants de moins de 6 ans et des enfants entre 7 et 16 ans. Conditions d'accès: être domicilié dans le canton depuis au moins 3 ans et disposer d'un revenu inférieur au barème. La loi ne précise pas s'il s'agit d'un revenu du travail. Les PC Familles consistent en un montant mensuel qui se calque sur les PC fédérales, mais peut être inférieure de 15% pour des raisons budgétaires. Certains frais médicaux ainsi que des frais de garde peuvent être pris en charge.

¹⁴⁶ Legge sugli assegni di famiglia del 11 giugno 1996, Capitolo III, Assegno integrative, Capitolo IV, Assegno di prima infanzia, entrée en vigueur le 1.1.1997.

¹⁴⁷ Gesetz zu kantonalen Ergänzungsleistungen für Familien ohne existenzsicherndes Einkommen. Motion 16 MO 35 352, eingereicht am 24. April 2019.

Les PC Familles sont proposées par le Conseiller d'État P.-Y. Maillard (PS) dans une nouvelle loi qui comprend également une rente-pont pour chômeurs et chômeuses âgées (cf. chap. Ältere Arbeitslose). Le Grand Conseil accepte la loi par 85 Oui et 56 Non. Un comité référendaire composé des milieux économiques et des partis de droite s'y oppose, précisant qu'il s'oppose aux seules PC Familles avec trois arguments: les PC Familles sont exportables à l'étranger, leur financement implique une nouvelle ponction sur ceux qui travaillent, c'est une incitation à profiter du système. En votation populaire référendaire du 15 mai 2011, la loi est acceptée par 61% des votant:es¹⁴⁸. Elle entre en force le 1er octobre 2011.

- **2017, Kanton Zug, Keine Familien-EL** - Die Grossrätinnen Bettina Egler (SP) und Berty Zeiter (Alternative) reichen im Mai 2009 eine Motion betreffend Familien-EL ein¹⁴⁹. Der Regierungsrat beantragt Umwandlung in ein Postulat und Annahme desselbigen (Bericht und Antrag des RR, 15.6.2010). Am 31.8.2017 schreibt der Rat das Postulat stillschweigend als erledigt ab.
- **2007 und 2019, Kanton Zürich, Vorstoss pendent** - Im Jahr 2007 scheitert eine Volksinitiative « Chancen für Kinder ». Mehr als zehn Jahre später reicht die Grossrätin Birgit Tognella (SP) eine parlamentarische Initiative für Familien-EL¹⁵⁰ ein. Der Grosse Rat unterstützt die Initiative in erster Lesung (Sitzung vom 7.1.2019) und überweist an die Kommission für Soziale Sicherheit und Gesundheit. **Geschäft Ende 2022 hängig.**

¹⁴⁸ Loi sur les prestations complémentaires cantonales pour familles et les prestations cantonales de la rente-pont (LPCFam) du 23 novembre 2010).

¹⁴⁹ Ergänzungsleistungen für Einkommensschwache. Vorlage 1833.1 – 13120, eingereicht am 28.5.2009.

¹⁵⁰ Gesetz über die kantonalen Ergänzungsleistungen für Familien ohne existenzsicherndes Einkommen. PI 26/2018, eingereicht am 29.1.2018.

10 CHÔMEURS ET CHÔMEUSES AGÉ:ES, RENTE-PONT

Depuis quelques années, la situation des chômeurs et chômeuses âgés fait l'objet d'une attention particulière. Ils et elles sont de plus en plus nombreuses à devoir recourir à l'aide sociale et la durée de perception de l'aide augmente. Tant au niveau fédéral que cantonal, des initiatives ont été prises pour « épargner » l'aide sociale à ce groupe de personnes et pour les soutenir avec d'autres prestations, étant donné que leurs chances de réinsertion professionnelle sont faibles, que leur prévoyance vieillesse ne doit pas être mise en danger - et qu'ils sont considérés comme de « bons pauvres » .

Au niveau fédéral, une rente transitoire est introduite en 2021. Le canton de VD est le seul à l'avoir fait dès 2011. Dans 3 autres cantons, des interventions ont été rejetées.

Ci-dessous, les interventions et décisions dont nous avons connaissance au niveau national, puis au niveau cantonal, toujours classées par ordre chronologique selon la date la plus récente.

Niveau national

- **2022, Schweiz, Überbrückungsrente für ältere Arbeitslose (Prestation transitoire pour chômeurs et chômeuses âgées)** - Im Rahmen der Förderung des inländischen Arbeitskräftepotenzials beschliesst der Bundesrat am 15. Mai 2019 die Einführung einer Überbrückungsleistung für ältere Arbeitslose über 60 Jahren basierend auf den Vorschriften der Ergänzungsleistungen, um ihnen die Sozialhilfe zu ersparen¹⁵¹. Folgende Voraussetzungen sind vorgesehen: Aussteuerung nach 60 Jahren, also Arbeitsverlust ab 58 Jahren; mindestens 20 Jahre AHV-Beiträge mit minimalem jährlichem Erwerbseinkommen von 21'330 CHF; Reinvermögen unter 50'000 CHF (Alleinstehende); die Pauschale für den Lebensbedarf ist um 25% höher als in den EL, also aktuell 24'310 CHF, da Krankheitskosten inbegriffen sind; die Leistung beträgt maximal das Dreifache des Lebensbedarfs der EL (aktuell 58'350 CHF) zwecks Erhalt des Anreizes zur Arbeitssuche (Medienmitteilung Bundesrat 30.10.2019).

AvenirSocial begrüsst den Vorschlag mit drei Kritikpunkten und Vorschlägen: Zugangsalter zu hoch, Kriterien für den Bezug zu eng, Carearbeit nicht anerkannt (AvenirSocial, Vernehmlassungsantwort 24.9.2019).

Am 19. Juni 2020 nimmt die Bundesversammlung das Gesetz an, allerdings mit Leistungen unter jenen der Bundesratsbotschaft. Ein Komitee von SVP-nahen Personen vorwiegend aus der Deutschschweiz ergreift das Referendum unter dem Titel « Nein zur Entlassungs-Rente ». Dieses kommt allerdings nicht zustande. Die Überbrückungsleistung tritt per 1. Juli 2021 in Kraft.

Zwei Jahre später reicht Paul Rechsteiner (SP, SG) eine Interpellation im Ständerat ein¹⁵², da nur sehr wenige Personen die Überbrückungsrente in Anspruch genommen haben. Er fordert den BR auf, die Anspruchsvoraussetzungen zu überprüfen. Der BR erachtet dies als verfrüht (Stellungnahme 31.8.2022).

¹⁵¹ Entwurf Bundesgesetz über Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose UeLG, 30.10.2019.

¹⁵² Ueberbrückungsrente für ältere Arbeitslose. Interpellation 22.3561, eingereicht am 8.6.2022.

Niveau cantonal

- **2019, Kanton Basel-Land, Vorstoss Überbrückungsrente** - Am 28.2.2019 reicht die Grossrätin Miriam Locher (SP) ein Postulat ein (2019/192) und fordert den Regierungsrat auf, eine Überbrückungsrente zu prüfen. Entgegen der Empfehlung des Regierungsrates, den Vorstoss abzulehnen, überweist ihn der Grosse Rat (Sitzung 12.9.2019).
- **2020, Kanton Basel-Stadt, Vorstoss Überbrückungsrente** – Im September 2018 fordert der Grossrat Georg Mattmüller (SP) den Regierungsrat auf, eine Überbrückungsrente für ältere Arbeitslose zu prüfen¹⁵³. Der Grosse Rat überweist den Anzug an den Regierungsrat mit 72 gegen 17 Stimmen (24.10.2018). Am 9.9.2020 folgt der Grossrat dem Antrag des Regierungsrates vom 12.8.2020, den Anzug stehen zu lassen, bis die Einführung von Überbrückungsleistungen auf nationaler Ebene geklärt ist.
- **2021, Canton de Genève, non à une rente-pont** - Plusieurs propositions se succèdent.
 - En novembre 2017, des député:es (PS, Ensemble à Gauche, divers) demandent l'introduction d'une rente-pont sur le modèle vaudois¹⁵⁴. Le Grand Conseil renvoie la motion à la commission des affaires sociales (14.12.2017).
 - En janvier 2018, le Conseil d'État dépose un projet de loi¹⁵⁵. Il prévoit la création a) d'une allocation cantonale complémentaire pour chômeurs de 50 ans et plus correspondant à 40% du salaire mensuel brut déterminant ; et b) d'une allocation-pont pour les chômeurs en fin de droit de 61/62 ans durant 18 mois au maximum calculée sur la base de la dernière indemnité journalière.
 - Ces deux objets (M 2440 et PL 12262) sont traités conjointement par la Commission des affaires sociales. Elle dépose son rapport le 11.2.2019 (PL 12262-A et M 2440-A). Le Grand Conseil rejette le projet de loi et accepte la motion (7.11.2019).
 - Parallèlement aux travaux de la commission, Ensemble à Gauche dépose un projet de loi qui demande l'introduction d'une rente-pont selon le modèle vaudois mais dès l'âge de 57 ans¹⁵⁶. Ce PL prend le contre-pied du PL du Conseil d'État et fait suite à la motion M 2440. Après étude en commission, le Grand Conseil refuse l'entrée en matière par 52 Oui et 37 Non (gauche) lors de sa séance du 3 juin 2021.
- **2011, Canton de Vaud, Introduction d'une rente-pont** - Le Conseil d'État vaudois par la voix de Pierre-Yves Maillard (PS) soumet un projet de loi dans le but d'assurer une sécurité financière à des familles (cf. chap. EL Familien) et à des chômeurs pour lesquels l'aide sociale n'est pas adaptée, ceci par le biais d'une prestation analogue aux prestations complémentaires fédérales. La rente-pont s'adresse aux

¹⁵³ Überbrückungsrente für ältere Arbeitslose. Anzug 18.5240.01, eingereicht am 12.9.2018.

¹⁵⁴ Pour la création d'une rente-pont en faveur de personnes proches de l'âge de la retraite ayant épuisé leur droit aux indemnités de chômage. Motion M 2440, déposée le 27.11.2017.

¹⁵⁵ Projet de loi modifiant la loi en matière de chômage (Allocation cantonale complémentaire – allocation-pont). PL 12262 déposé le 24.1.2018.

¹⁵⁶ Projet de loi modifiant la loi sur les prestations complémentaires cantonales (Pour l'introduction d'une rente-pont en faveur des personnes proches de l'âge de la retraite), PL 12567, déposé le 27.8.2019.

chômeurs en chômeuses en fin ou sans droits de 62/63 ans (60/61 pour les personnes remplissant les conditions du revenu d'insertion), domiciliés dans le canton depuis 3 ans au moins et qui remplissent les critères d'accès aux PC. La rente-pont inclut certains frais médicaux. Le Grand Conseil accepte la loi par 85 Oui et 56 Non. Un comité référendaire composé des milieux économiques et des partis de droite s'y oppose, précisant qu'il s'oppose aux seules PC Familles. En votation populaire référendaire du 15 mai 2011, la loi est acceptée par 61% des votant:es¹⁵⁷. Elle entre en force le 1^{er} octobre 2011.

¹⁵⁷ Loi sur les prestations complémentaires cantonales pour familles et les prestations cantonales de la rente-pont (LPCFam) du 23 novembre 2010.

11 CRISE DE COVID-19

Dès le début de l'année 2020, en Suisse aussi, de nombreuses personnes tombent malades du nouveau coronavirus. Pour protéger la population, le Conseil fédéral déclare, en vertu de la loi sur les épidémies, une « situation particulière » (28 février 2020), puis, à partir du 16 mars 2020, une « situation extraordinaire, état de nécessité » avec un large confinement. A partir du 27 avril 2020, le Conseil fédéral assouplit les mesures par étapes et, à partir du 19 juin, déclare à nouveau le régime de la situation particulière. En automne 2020, le nombre de cas Covid-19 augmente à nouveau fortement (deuxième vague). Dans la situation particulière, il incombe aux cantons de prendre des mesures. Celles-ci varient fortement selon les cantons ; la coordination entre la Confédération et les cantons s'avère délicate. Début 2022, le télétravail est à nouveau obligatoire. Puis, à partir du 17 février 2022, pratiquement toutes les mesures de protection sont levées et à partir du 1er avril 2022 est déclarée la situation normale.

La Confédération, les cantons et les communes accordent rapidement de multiples aides à hauteur de milliards de francs pour atténuer les conséquences économiques de la pandémie. Les conditions d'accès et les prestations de l'assurance chômage et de l'assurance perte de gain sont immédiatement élargies ; des crédits et autres paquets de sauvetage sont accordés aux entreprises, à certains secteurs économiques et à certaines personnes. Dès l'été 2020, les mesures de soutien et les conditions simplifiées dans les assurances sociales sont réduites par étapes et par secteurs; il est difficile d'en avoir une vue d'ensemble. Dans ce texte, nous ne détaillons pas ces mesures ; des récapitulatifs sont disponibles auprès de l'Artias et de la Confédération¹⁵⁸, ainsi que chez Rosenstein/Mimouni (2022). De manière générale, les années 2020 et 2021 ainsi que le début de l'année 2022 peuvent être qualifiées d'années Covid-19.

Les organes de l'aide sociale prend également des mesures. Il est toutefois frappant de constater que ses institutions recommandent et pratiquent certains petits allègements pour de très courtes durées, imposés par les circonstances, mais que l'accès n'est pas simplifié ni les prestations élargies comme cela a été décidé remarquablement vite et généreusement par l'assurance-chômage et l'assurance perte de gain. Seule exception : le canton du Jura. Ainsi, durant cette crise majeure, l'aide sociale pratique tout sauf une « aide rapide et non bureaucratique », ce slogan répété à l'envi lors de la distribution des milliards aux entreprises. A notre connaissance, les budgets de l'aide sociale n'augmentent nulle part, mais des fonds publics sont alloués en maints endroits à des organisations caritatives qui distribuent des colis alimentaires, accordent des prestations financières ponctuelles et développent des centres d'hébergement d'urgence. Il n'est dès lors pas étonnant – mais très inquiétant - que le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale a baissé durant la crise.

De notre point de vue, les ouvertures suivantes sont d'autant plus remarquables. Pendant la crise de Covid-19 et pour la durée de celle-ci, 6 cantons et 2 villes introduisent de nouvelles formes de garantie d'existence pour des groupes de personnes précédemment exclus des systèmes de protection sociale : les personnes sans droit de

¹⁵⁸ ARTIAS, chronologie des mesures (2.4.2020 au 24.2.2022): https://artias.ch/artias_veille/corona-veille/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=artias-newsletter-2%2F2022; Bund, Auswirkungen auf die Bundesfinanzen : www.efv.admin.ch/efv/de/home/aktuell/brennpunkt/covid19.html

séjour (sans-papiers) et connaissant des conditions de travail précaires. Certains groupes sociaux - les travailleurs et travailleuses engagé:es dans le secteur culturel et les étudiant:es - reçoivent des revenus de base forfaitaires. Ces nouveaux dispositifs sont **mis en évidence en brun**.

Le chapitre contient trois sous-chapitres qui relatent les interventions et décisions dont nous avons connaissance : le niveau national, les recommandations et démarches de la CSIAS, ainsi que les mesures au niveau cantonal et communal par ordre alphabétique des cantons. Compte tenu de la courte période (années 2020 et 2021), nous ne procédons pas à un classement chronologique.

Niveau national

- **National- und Ständerat, Keine neuen Hilfen für Papierlose** - Am 6. Mai 2020 – Anfang Coronakrise - reichen der Nationalrat Benjamin Roduit (CVP) und die Ständerätin Elisabeth Baume-Schneider (SP) je eine identische Motion mit dem Titel « Situation der Menschen ohne rechtlich geregelten Status berücksichtigen » (Prendre en considération la situation des personnes sans statut légal) ein (NR 20.3446; SR 20.3420). Sie verlangen Hilfen in Krisensituationen für Personen ohne Zugang zu den ordentlichen Hilfsmassnahmen der ALV, der Sozialhilfe und des Gesundheitswesens. Der Bundesrat beantragt Ablehnung. Der Ständerat lehnt die Motion ab (15.9.2021), im NR wird sie zurückgezogen (2.3.2022).
- **Keine Nachteile für sozialhilfebeziehende Ausländer:innen** - Das SEM gibt Weisungen zur Umsetzung der COVID-19-Verordnungen im Ausländerbereich heraus in drei fortlaufend präziseren Versionen (13.3.2020, 16.4.2020, 12.2.2021), hier jene vom 12.2.2021: « Ein durch COVID-19 verursachter Sozialhilfebezug soll nicht zu ausländerrechtlichen Konsequenzen führen. Die kantonalen Behörden werden aufgefordert, ihren Ermessensspielraum bei der Verlängerung von Fristen sowie bei der materiellen Beurteilung von Gesuchen zugunsten der Ausländerinnen und Ausländer angemessen auszuschöpfen. [...] Im Ergebnis sollen den Betroffenen infolge der Pandemiesituation keine zusätzlichen Nachteile entstehen. Dies heisst, dass die Behörde z.B. bei der materiellen Beurteilung der Erfüllung der Integrationskriterien (bspw. Kriterien für Sprachkompetenznachweise) die Pandemiesituation berücksichtigt und bspw. die von der Behörde gesetzten Fristen erstreckt werden können. Dies betrifft namentlich die Beurteilung der Teilnahme am Wirtschaftsleben oder am Erwerb von Bildung (Ziff. 3.3.1.4 der AIG-Weisungen) sowie den Nachweis von Sprachkompetenzen [...]. Hinsichtlich des Kriteriums der Sozialhilfeabhängigkeit ist zu berücksichtigen, ob diese durch die Pandemiesituation und ihrer Folgen eingetreten ist bzw. verlängert worden ist. [...] Ein unverschuldetes Unvermögen zur Integration stellt kein Einbürgerungshindernis dar. Dieser allgemeine Grundsatz wurde mit Blick auf die Covid-Pandemie präzisiert »¹⁵⁹.
- **Ausserparlamentarische Aktionen** - Verschiedene Organisationen stellen bereits zu Anfang der Coronakrise Forderungen betreffend Sozialhilfe.

¹⁵⁹ SEM, Weisung Nr. 323.7-5040/3, Umsetzung der Verordnung 3 über Massnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus (COVID-19-Verordnung 3) sowie zum Vorgehen bezüglich Ein- /Ausreise in/aus der Schweiz, 12.2.2021, Ziffer 3.3.

- AvenirSocial verlangt Massnahmen für « die Schutzbedürftigsten unserer Gesellschaft », zum Beispiel Menschen mit Migrationshintergrund, Armutsbetroffene oder Alleinerziehende, Suchterkrankte, und zwar insbesondere schnelle Hilfeleistungen, niederschwellige Angebote und eine massive Stärkung der in diesen Bereichen tätigen Organisationen sowie die Anerkennung der Care-Arbeit¹⁶⁰.
- Jetzt und langfristig gemeinsam handeln - Auf Initiative von AvenirSocial und ATD Vierte Welt rufen (im April 2020) 28 Organisationen von Betroffenen und im Bereich Armut tätige Organisationen zu kurzfristigen Sofortmassnahmen und langfristigem Handeln unter Einbezug der Erfahrungen von Armutsbetroffenen auf. Dazu gehören u.a. unbürokratische und niederschwellige Hilfe für alle Menschen in finanzieller Not, nicht nur karitativer Natur, sondern auch staatlich garantiert (auch für Personen, die auf Einkünfte aus nicht anerkannten oder informellen Tätigkeiten angewiesen sind); würdevolle Aufenthalts- bzw. Übernachtungsmöglichkeiten für Menschen ohne festen Wohnsitz; Freischaltung von gesperrten Stromanschlüssen und temporärer Erlass der Kosten für Menschen, die den Strom nicht bezahlen können; vollumfängliche Übernahme der Krankenkassen von Arzt- und Behandlungskosten (inklusive Franchise) bei Corona-Fällen für Menschen mit tiefen Einkommen. Langfristig verlangen die Organisationen eine nationale Armutsstrategie, um die Armut zu überwinden, Chancengerechtigkeit sowie eine Politik gegen die digitale Kluft¹⁶¹.
- **Pressekonferenz der Allianz « Austausch Armut »** - Im Mai 2021 geben 26 Organisationen von Betroffenen und aus der Armutsbekämpfung auf Initiative von AvenirSocial und ATD Vierte Welt ihrer Besorgnis über die Auswirkungen der Coronakrise Ausdruck. Sie stellen einen Katalog mit konkreten Forderungen vor entlang von drei Themenschwerpunkten zur Förderung der Teilhabe aller Menschen am sozialen, kulturellen, politischen und wirtschaftlichen Leben: eine würdige Existenzsicherung, Bildung schützt vor Armut, Stärkung der Sozialen Arbeit. Die Allianz fordert aber auch einen gesellschaftlichen und politischen Paradigmenwechsel: Die von Armut betroffenen Personen haben ein unersetzliches Wissen, darum sind ihre Stimme und ihr Wissen zum Aufbau einer Gesamtpolitik zur Verhinderung von Armut unverzichtbar¹⁶².

Recommandations et démarches de la CSIAS

- **Merkblätter der SKOS** – Bereits am 20. März 2020 publiziert die SKOS ein erstes Merkblatt im Kontext der ausserordentlichen Lage. Es wird in der Folge mehrmals angepasst. Die SKOS erwartet einen starken Ansturm auf die Sozialhilfe. Die

¹⁶⁰ Medienmitteilung 2.4.2020, Corona – alles anders und alle solidarisch? Die Sicht der Sozialen Arbeit. https://avenirsocial.ch/wp-content/uploads/2020/04/MM_Corona_2.4_D..pdf

¹⁶¹ Medienmitteilung 6.4.2020, Die Krise trifft armutsbetroffene Menschen doppelt: Jetzt und langfristig gemeinsam handeln. https://avenirsocial.ch/wp-content/uploads/2020/04/Medienmitteilung-Krise-und-Armut_final.pdf

¹⁶² Medienmitteilung 27.5.2021, Die Krise trifft armutsbetroffene Menschen doppelt: Allianz lanciert Forderungen zur Armutsbekämpfung. https://avenirsocial.ch/wp-content/uploads/2021/05/2021_MM_Armut_D.pdf Die Redebeiträge der Pressekonferenz sind zu finden unter: avenirsocial.ch / Was wir tun / Medien / 27.5.2021, Pressekonferenz der Allianz « Austausch Armut ».

wesentlichen sozialhilfespezifischen Elemente im Merkblatt vom 20. März 2020 sind folgende:

- Beratungsgespräche sind auszusetzen oder dann auf eine kurze Zeit zu begrenzen (15 Minuten) ausser in begründeten Ausnahmen;
- Sitzungen sind zu reduzieren, z.B. indem vorübergehend bestimmte Entscheidungsbefugnisse der Sozialbehörden an Sozialdienste delegiert werden;
- Die Existenzsicherung ist als zentral zu betrachten, während Massnahmen für Bildung und Integration vorübergehend in den Hintergrund treten. Oft können Massnahmen nicht mehr stattfinden;
- Die Mitwirkungspflicht (Subsidiaritätsprinzip) kann nicht im üblichen Ausmass verlangt werden. Auskunfts- und Meldepflichten betreffend die persönliche und finanzielle Situation gelten weiterhin, ebenso die Pflichten zur Minderung der Bedürftigkeit soweit möglich;
- Die Verhältnismässigkeit in Sachen Auflagen, Massnahmen, Sanktionen, Rückerstattung muss neu geprüft werden;
- Bildungs- und Integrationsmassnahmen sind « vielfach nicht mehr durchführbar und in diesen Fällen zu sistieren ». Die Teilnahme ist « nicht mehr ohne weiteres verpflichtend ». « Wenn die Arbeitsplätze weiterbestehen und eine Teilnahme für die verpflichtete Person unter Würdigung der gesamten Umstände zumutbar ist, bleibt die Auflage verpflichtend » ;
- Vertraglich vereinbarte Beträge (Taglohn, Integrationszulagen, Einkommensfreibetrag) müssen in jedem Fall weiterhin bezahlt werden wie wenn die Massnahmen stattfänden;
- Unterstützung darf nicht (teil-)eingestellt werden, wenn eine Arbeit nicht angenommen oder Drittansprüche nicht geltend gemacht werden können;
- Fristen müssen verlängert werden;
- Sozialhilfe muss rechtzeitig erbracht werden. Unaufschiebbar wirtschaftliche Hilfe muss in dringenden Fällen (allenfalls bevorschussend) sofort geleistet werden, wenn mit hoher Wahrscheinlichkeit ein Sozialhilfeanspruch besteht, auch wenn die Verhältnisse noch nicht vollständig abgeklärt sind;
- Selbständigerwerbende haben Anspruch auf Sozialhilfe als unterstes Netz der Existenzsicherung mittels Rückerstattungsverpflichtung und Abtretung allfälliger staatlicher Entschädigungen oder Versicherungsleistungen.

Spätere Merkblätter erwähnen u.a. folgende Aspekte; es gelten zumeist bereits wieder die üblichen Regeln:

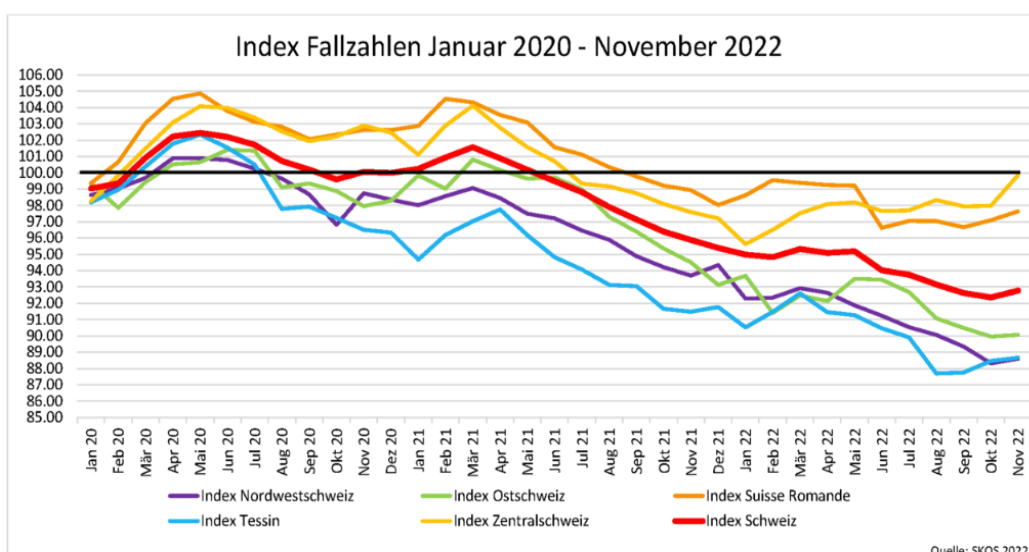
- Ausländer:innen, die wegen Corona Sozialhilfe beziehen, sollen daraus keine Nachteile erwachsen. Bei der Meldung des Sozialhilfebezugs soll darauf hingewiesen werden, dass dieser während der Coronakrise erfolgte (Merkblatt 9.4.2020) (siehe oben, Nationale Ebene, Keine Nachteile..., Weisung SEM);
- Ab 1. Juni 2020 sollen Einkommensfreibetrag und Integrationszulage wieder nur dann ausbezahlt werden, wenn sie effektiv geleistet wurden, ausser behördliche

Entscheide verunmöglichen eine Teilnahme an Integrationsprogrammen (Merkblatt 29.5.2020);

- Das Prinzip der Verhältnismässigkeit soll bei Auflagen zur Arbeitssuche respektiert werden, obwohl: « Anders als im Rahmen der Arbeitslosenversicherung sollen Auflagen der Sozialhilfe zur Stellensuche resp. zum Nachweis von Arbeitsbemühungen nicht pauschal sistiert werden ». Der französische Text sagt das Gegenteil aus (Merkblatt 29.5.2020). Später wird empfohlen, die Personen schriftlich über eine allfällige Sistierung der Auflagen zu informieren, wenn diese nicht mehr verhältnismässig oder nicht mehr realisierbar ist (Merkblatt 23.10.2020);
- Die besonderen Empfehlungen betreffend vereinfachter Anspruchsprüfung und Sicherheitsmassnahmen sind aufgehoben (Merkblatt 29.5.2020);
- Rückerstattung von Sozialhilfeleistungen aufgrund der Coronakrise: wie üblich soll eine Rückerstattung nur dann verlangt werden, wenn die Person in günstige finanzielle Verhältnisse gelangt und zwar mit einer grosszügigen Einkommensgrenze, zeitlich befristet und unter Inanspruchnahme des Ermessensspielraums (Merkblatt 29.5.2020);
- Kosten für Schutzmasken sollen als grundversorgende situationsbedingte Leistungen übernommen (Merkblatt 3.7.2020) oder gratis abgegeben werden (Merkblatt 20.10.2020);
- Die SKOS erinnert daran, dass alle Corona-Unterstützungen der Sozialhilfe vorgelagert sind und dass bei Selbständigen nur die Grundsicherung (und keine Betriebskosten) geleistet werden soll (Merkblätter 20.4.2020, 29.5.2020, 20.10.2020).
- Die Arbeit auf den Sozialdiensten darf die Gesundheit der Beteiligten nicht gefährden, die Dienstleistung muss aufrechterhalten bleiben. « Als soziale Anlaufstellen sind Sozialdienste nicht ganzheitlich ins Home-Office zu versetzen ». Für persönliche Beratungsgespräche « gilt der Grundsatz so viel wie nötig, so wenig wie möglich » (Merkblatt Februar 2021).
- Kosten für Covid-Testzertifikate sollen nicht übernommen werden, da die Impfung zugänglich und kostenlos ist (Merkblatt Sept. 2021).
- **Keine Nachteile für sozialhilfebeziehende Ausländer:innen** - Per Schreiben vom 14. April 2020 wendet sich die SKOS an die Vereinigung der kantonalen Migrationsbehörden VKM im Sinne der Weisung des SEM (siehe oben) und empfiehlt den Sozialhilfebehörden, bei der Meldung des Sozialhilfebezugs darauf hinzuweisen, dass dieser während der Coronakrise erfolgt und also nicht « selbstverschuldet » ist. Der Präsident der VKM leitet das Schreiben der SKOS an die Mitglieder der VKM weiter (Mail vom 14.4.2020).
- **Szenarien betreffend Zunahme von Sozialhilfefällen** – Im Mai 2020 publiziert die SKOS eine erste Einschätzung von drei möglichen Entwicklungen der Fallzahlen infolge der Coronakrise: ein optimistisches, ein pessimistisches und ein mittleres, genannt Referenzszenario. Ausgehend von den Fallzahlen von 2018 geht das Referenzszenario von 77'000 zusätzlichen Sozialhilfebeziehenden aus. Dies entspricht einer Zunahme um 28% und einer Sozialhilfe-Quote von 4,0% (2018 und 2019: 3,2%) (SKOS 2020a). In späteren Einschätzungen korrigiert die SKOS ihre

Prognose nach unten. Bezogen auf 2019 und für das Referenzszenario rechnet sie mit einem Anstieg um 21.3% bis Ende 2022 (Einschätzung Mai 2021) bzw. nur mehr um 13,8% für 2023 in der Einschätzung von Oktober 2021 (SKOS 2021).

- SKOS-Fallzahlenmonitoring- stete leichte Abnahme der Fallzahlen** – Zu Beginn der Coronakrise fürchtet die SKOS einen starken Anstieg von Sozialhilfebeziehenden. Um schnell über Angaben zu den Auswirkungen der Coronakrise auf die Sozialhilfe zu verfügen, führt die SKOS ab Mai 2020 ein Monitoring zur Fallzahlenentwicklung aufgrund Angaben eines Teils der Sozialdienste (58% der Sozialhilfe-Beziehenden der Schweiz); die Daten sind deshalb nur beschränkt repräsentativ (allerdings zeigt der Vergleich des SKOS-Monitorings mit der Sozialhilfestatistik eine nur geringe Abweichung von 0,5% im Jahr 2020 und 1,1% im Jahr 2021). Grundlage ist der Monat Januar 2019 mit Index 100. In den ersten Monaten nehmen die Fallzahlen leicht zu, nach dem Höchststand im Mai 2020 bereits wieder leicht ab, und Ende August stellt das Monitoring « eher überraschend » eine Abnahme praktisch auf das Niveau des Durchschnittsmonats 2019 fest. Ende 2022 schreibt die SKOS: « Nach Beendigung der Unterstützungsmassnahmen des Bundes sind mittel- und langfristige Folgen der Pandemie auf die Sozialhilfe zu erwarten. Zudem haben neue Krisen wie der Krieg Russlands gegen die Ukraine Einfluss auf die wirtschaftliche Entwicklung und die Sozialwerke. Deshalb wird das Fallzahlenmonitoring bis mindestens Ende 2023 weitergeführt [...]. Die Fallzahlen sind entgegen den Befürchtungen während der Pandemie nicht gestiegen und liegen seit Sommer 2021 unter dem Durchschnitt 2019. Den Grund dafür sieht die SKOS in den vorgelagerten Sozialwerken (Taggelder ALV, Kurzarbeit, Corona-Erwerb ersatz), die während der Krise ausgebaut wurden, und in der positiven wirtschaftlichen Entwicklung. Zudem wird eine Zunahme beim Nichtbezug von Sozialhilfe vermutet aufgrund der verschärften ausländerrechtlichen Bestimmungen und der Verpflichtung zur Rückerstattung, die in einigen Kantonen weiter geht als in den SKOS-Richtlinien empfohlen »¹⁶³.



¹⁶³ <https://skos.ch/themen/sozialhilfe-und-corona/monitoring-fallzahlen>, abgerufen 21.12.2022.

https://skos.ch/fileadmin/_processed_/4/f/csm_2212_Grafik2_FallzahlenD_047895c669.png
20.12.2022

Niveaux cantonal et communal

- **Kantone, Abgabe von Schutzmasken** - Mehrere Kantone und Gemeinden geben Schutzmasken ab bzw. vergüten die Kosten für Sozialhilfebeziehende und manchmal weitere Gruppen. Beispiele:
 - Le canton du Jura remet gratuitement des masques de protection aux bénéficiaires du subsidé complet de l'assurance maladie. Les personnes seront informées directement quant à la marche à suivre.
 - Le canton de *Vaud* remet 1 boîte de 50 masques pour un mois aux bénéficiaires de prestations sociales via les services d'aide à domicile où il faut se rendre muni de la dernière décision d'octroi. « 'Nous ne pouvons pas risquer que des personnes renoncent au masque ou l'utilisent de manière inadéquate pour des raisons financières', explique Rebecca Ruiz, la cheffe du Département de la santé et de l'action sociale » (État de Vaud, Communiqué de presse, 16.7.2020).

Kanton Basel-Stadt

- **Stadt Basel, Keine Erleichterungen in der Sozialhilfe** - Die Webseite der Sozialhilfe Basel (12.6.2020) gibt auf der Startseite Informationen zu « Vorsprachen während der Coronakrise »: alle Vorsprachen werden telefonisch durchgeführt; nicht unangemeldet vorbeikommen; « rufen Sie direkt Ihre zuständige Person an »; « Bitte beachten Sie, dass Ihre Ansprechperson vielleicht nicht am Arbeitsplatz sein kann und es zu Wartezeiten in der Vertretung kommt oder sich Wartezeiten bei Anrufen an unsere Hauszentrale ergeben. Wir bitten Sie hierfür um Ihr Verständnis ». Ein weiteres Fenster auf der Startseite verweist auf den « Antrag auf Unterstützung während der Coronakrise ». Dieser besagt folgendes: Anmeldungen werden nur schriftlich entgegengenommen; ein Sozialleistungsrechner erlaubt eine selbst durchgeführte Anspruchsberechnung in 20 Minuten; Liste der zwingend nötigen Dokumente (Kopien von ID, Mietvertrag, Krankenkassenpolice und aktueller Einzahlungsschein, Kontoauszüge der letzten beiden Monate und aktueller Kontostand, einkommens- und vermögensrelevante Unterlagen sofern vorhanden).
- **Kanton Basel-Stadt, Corona-Härtefall-Unterstützung für Personen in bescheidenen finanziellen Verhältnissen** - Im April 2021, nach 1 Jahr Coronamassnahmen, fordern mehrere Grossräte eine einmalige Unterstützung für alle Personen mit einer Einkommenseinbusse aufgrund der Corona-Pandemie zwischen 2019 und 2020 von mind. 5%, welche unter die Kriterien der Prämienverbilligung fallen. Der Unterstützungsbeitrag soll 2x dem Montagsbeitrag der Prämienverbilligung entsprechen oder mindestens 500 Franken betragen¹⁶⁴. In einer ersten Stellungnahme beantragt der Regierungsrat Ablehnung, da andere Hilfen bestünden und der administrative Aufwand hoch wäre (RR BS,

¹⁶⁴ Corona-Härtefall-Unterstützung für Personen in bescheidenen finanziellen Verhältnissen. Motion 21.5275.01, eingereicht am 14.4.2021 von Pascal Pfister (SP) und Konsorten.

Regierungsratsbeschluss 7.9.2021). Trotzdem überweist der Grossrat den Antrag an den RR zur Ausarbeitung einer Vorlage. Dieser legt daraufhin einen Vorschlag vor für eine Unterstützung von 550 Franken pro Haushaltsmitglied. Die Anspruchsberechtigung muss von Amtes wegen vom Departement WSU und der Steuerverwaltung ermittelt werden (RR an den Grossen Rat, 28.6.2021, 22.0890.01). Am 20.10.2022 nimmt der Grossrat den Vorschlag an.

- **Vorstoss für temporäre Erhöhung des Freibetrags bei der Sozialhilfe** - Der Vermögens-Freibetrag in der Sozialhilfe soll temporär (bis Ende 2023) verdoppelt werden, damit Betroffene nicht ihr bisher erspartes Vermögen aufgrund der aktuellen Gesundheits- und Wirtschaftskrise vernichten müssen. Der Grossrat überweist eine entsprechende Motion¹⁶⁵ an den Regierungsrat (2.6.21), welcher sie zur Ablehnung empfiehlt (25.8.2021). In einer zweiten Überweisung (17.11.2021) verlangt der Grossrat die Ausarbeitung einer Vorlage. **Das Geschäft ist in Bearbeitung (Stand 21.12.2022).**
- **2020, Kein sicherer Zugang zur Sozialhilfe für Personen ohne Schweizer Pass** – Per Motion¹⁶⁶ fordern der Grossrat Oliver Bolliger (Grünes Bündnis) und die Grossrätin Tonja Zürcher den RR auf, während der Krise keine Daten ans Migrationsamt zu überweisen und den Zugang zur Sozialhilfe für Sans-Papiers zu prüfen. Der RR will keine Stellung nehmen, der Grossrat lehnt die Motion mit 49 zu 42 Stimmen ab (16.9.2020).
- **Taggeld für Kulturschaffende** - Der Regierungsrat des Kantons Basel-Stadt beschliesst am 9. Februar 2021, Kulturschaffenden subsidär zu andern Leistungen und nach Abzug anderweitiger Einkommen ein Taggeld von 98 Franken auszubezahlen während maximal 6 Monaten (1.11.2020 bis 30.4.2021)¹⁶⁷.

Canton de Fribourg

- **Canton de Fribourg, Aides publiques par œuvres privées** – En juin 2020, le Conseil d'État fribourgeois engage un nouveau train de mesures d'urgence qui comprend, entre autres, « des aides aux plus démunis » car, écrit-il, « il émerge actuellement une catégorie de population nouvellement précarisée. Cette population rechigne souvent à avoir recours à l'aide sociale et est encline à se tourner vers les autres réseaux d'aide existants. C'est donc vers ces réseaux que se tourne la nouvelle aide du Gouvernement. Le Conseil d'État veut ainsi renforcer le partenariat avec les institutions et réseaux d'entraide, afin d'assurer une aide directe et l'orientation des personnes concernées vers les aides adéquates »¹⁶⁸.

¹⁶⁵ Motion 21.5317.01, eingereicht von Olivier Bolliger (Grünes Bündnis), BastA und Konsorten, 22.4.2021.

¹⁶⁶ Motion betreffend sicherer Zugang zur Sozialhilfe-Unterstützung für alle, die Sistierung von ausländerrechtlichen Sanktionen und die Prüfung der Arbeitsintegrationsmassnahmen. Motion 20.5129.1, eingereicht am 14.4.2020.

¹⁶⁷ Kanton Basel-Stadt, Präsidioldepartement. « Taggelder zur Existenzsicherung von Kulturschaffenden », Merkblatt Unterstützungsmaßnahmen gemäss Covid-19-Verordnung Kulturschaffende. Version vom 12. März 2021.

¹⁶⁸ COVID-19 : le canton de Fribourg complète l'arsenal de ses mesures d'urgence. Conseil d'État fribourgeois, 5.6.2020.

Canton de Genève

- **Pas de préjudice en matière de titre de séjour** - Le canton de Genève se réfère aux directives du SEM (cf. ci-dessus, Keine Nachteile...). « L'Office cantonal de la population et des migrations (OCPM) applique les directives du SEM et tiendra compte, comme le recommande l'autorité fédérale, des circonstances spécifiques de la pandémie dans l'examen des dossiers. Dans le respect des directives du SEM, le Conseil d'État tient à souligner que les personnes qui, temporairement, font appel aux prestations d'aide sociale pendant et à cause de la crise sanitaire du Covid-19 ne subiront pas de préjudice, à ce titre, au niveau de l'obtention ou du renouvellement de leur titre de séjour »¹⁶⁹.

- **Hospice général, informations minimalistes** - Le 9.4.2020, le site de l'HG contient ces seules indications en matière de Covid-19 : aucun paiement ne sera bloqué, même à cause de documents manquants ; les prestations seront délivrées dans les délais habituels ; les nouvelles demandes d'indépendants nécessitent de longs entretiens.

Le 22.5.2020, la page d'accueil du site de l'HG présente une fenêtre « Covid-19, Êtes-vous dans le besoin? » avec ces précisions: « N'hésitez pas à nous contacter! Nous pouvons évaluer rapidement votre droit à une aide financière de base avec un minimum de renseignements et documents ». Il est noté que l'octroi d'une aide sociale durant la crise sanitaire n'entraînera pas de préjudice quant au titre de séjour. L'on énumère les principaux documents à fournir : un papier d'identité ou permis de séjour, les copies des derniers revenus ainsi que les décomptes bancaires des trois derniers mois.

- **La charité privée se fête** - Le 18.4.2020, l'association *Caravane de la Solidarité* organise à Genève une première distribution de quelques centaines de colis alimentaires et biens de première nécessité. Ne disposant pas d'autorisation, la police confisque le matériel et arrête l'une des membres. Par la suite, tous les samedis, aux Vernets (caserne désaffectée et patinoire), un nombre croissant de colis se distribue. L'action est désormais coordonnée par la *Ville de Genève* et comprend plusieurs organisations dont notamment les *Colis du cœur* et la *Fondation Partage – Banque alimentaire genevoise*; elle engage de nombreux bénévoles. Les biens distribués sont donnés par des particuliers et des entreprises. Lors de la première distribution aux Vernets, le 2.5.2020, 1500 colis d'une valeur de 20 francs sont distribués à des personnes qui forment une queue de plusieurs centaines de mètres et attendent 3 heures (*Le Courrier*, 4.5.2020). Les images scandalisent et l'action est fortement médiatisée tant en Suisse qu'à l'étranger. Lors de la dernière distribution aux Vernets, le 6 juin, 3100 colis et 500 bons d'achat sont distribués. Lors des 6 distributions entre le 2 mai et le 6 juin 2020, un total de 16'000 colis a été distribué, tandis que les inscriptions aux Colis du cœur ont triplé pour atteindre le nombre de 14'000. Certains points de distribution alimentaires habituels passent à la distribution de bons d'achat par mesure de protection des bénévoles et des bénéficiaires (limiter les contacts physiques) et pour cause d'absence d'inventus des

¹⁶⁹ Conseil d'État, Genève, Covid-19, nomination et condoléances, Aide sociale et application de la LEI. Communiqué de presse 23.4.2020.

supermarchés. Dès la mi-juin et pour trois mois, les distributions sont décentralisées et mieux coordonnées entre les associations, les communes et le Canton¹⁷⁰.

Obtenir un colis alimentaire n'est pas démarche spontanée mais exige une inscription aux Colis du cœur. Pour ce faire, il faut remplir un formulaire, démontrer que l'on réside dans le canton de Genève et présenter une pièce d'identité. Ces documents sont à présenter à un service social agréé qui délivre un bon d'octroi si le besoin est avéré. Durant le semi-confinement, des bons d'achat sont envoyés par la poste (carte d'achat hebdomadaire dans un magasin d'alimentation d'un montant indicatif de 50 francs pour une personne seule ou 120 francs pour un ménage de 4 personnes)¹⁷¹.

Le 4 juin 2020, le *Grand Conseil genevois* accorde un soutien financier de 5 millions à la Fondation Partage – Banque alimentaire afin de compléter les colis alimentaires.

En été 2020, les distributions alimentaires font l'objet d'une *exposition* financée par la Caravane de la Solidarité et soutenue par la Ville de Genève au Parc des Bastions (juillet et août 2020). Le titre fait référence au nombre de colis distribués : « 16'127 colis, la solidarité s'expose aux Bastions ». L'exposition vise « un hommage aux bénéficiaires, donateurs et bénévoles [...] ». L'objectif de cette exposition est d'enrichir le débat par la mise en lumière de cette précarité cachée. La volonté est de donner une voix et une place, au cœur de la Cité, aux héros de ces distributions, à travers des photographies et des témoignages recueillis sur place »¹⁷².

En juillet 2020, les présidences du Conseil national et du Conseil des États, Isabelle Moret et Hans Stöckli, visitent l'exposition dans le cadre de leur tournée des 10 cantons les plus touchés par le Coronavirus. Elles rencontrent, en plus de représentant-e-s de l'aéroport, de Palexpo, des Hôpitaux universitaires HUG et du Grand Conseil, la responsable de la Caravane de la solidarité au parc des Bastions et visitent la distribution des colis alimentaires à l'école de Trembley. A ce propos, un journaliste se réjouit de l' « Aide sociale de pointe », tandis que la Ville a été « honorée et ravie de montrer son travail de distribution d'aide et d'accompagnement social » (*Tribune de Genève*, 31.7.2020, p.5). En juin 2021, l'exposition sera installée à Berne à proximité de la Place Fédérale.

La fondatrice de la Caravane de la solidarité, Silvana Mastromatteo, est reçue sur la plaine du Grütli lors de la fête nationale du 1er août 2020 qui « rendait hommage aux héros et héroïnes qui ont aidé à la lutte contre le Covid-19 ». A cette occasion, la présidente de la Confédération offre à chaque canton un pommier, symbole de leur engagement. Remis à la Ville de Genève, cette dernière plante son pommier au Parc des Bastions avec cette inscription : « Ce pommier a été offert par la Présidente de la Confédération, Simonetta Sommaruga, aux héros et héroïnes genevois et genevoises qui ont manifesté leur générosité lors de la crise sanitaire et sociale de 2020. 30 novembre 2020 »¹⁷³.

¹⁷⁰ Canton de Genève, Distributions alimentaires : bilan intermédiaire et suite des opérations. Communiqué de presse, 6.6.2020.

¹⁷¹ Colis du coeur, questions fréquentes sur l'aide alimentaire d'urgence distribuée lors du COVID-19. A destination des services sociaux. 21 avril 2020, 5 pages.

¹⁷² Ville de Genève, Communiqué de presse 17.6.2020.

¹⁷³ Ville de Genève, Communiqué de presse, 30.11.2020 https://www.geneve.ch/sites/default/files/2020-11/CP_plantation%20pommier_20_11_30.pdf

En mai 2021, la Caravane de la solidarité reçoit un prix spécial de l'International Society for Human Rights (2000 francs).

- **Une distribution alimentaire réservée aux étudiant-e-s HES** démarre en automne (15.10.2020). Conçue par deux étudiantes de la Haute école de travail social Genève dans le cadre d'un module libre, cette distribution alimentaire hebdomadaire est réservée aux étudiant-e-s HES. Elle se tient au sous-sol de la HETS-GE et est soutenue par cette dernière et la banque alimentaire Partage pour le lancement. Les deux étudiantes vont récolter des invendus dans des commerces. Elles cherchent à lutter contre la précarité des étudiant:es tout en luttant contre le gaspillage. Elles ont appelé leur initiative La Farce (*Le Courrier*, 19.10.2020). Elles ont par la suite élargi les distributions aux étudiant:es de l'Université et distribué 300 colis chaque jeudi. Après une fermeture, La Farce rouvre ses portes le 14.10.2021 dans un nouveau lieu. Plus de colis, mais désormais les étudiant:es inscrit:es pourront choisir eux-mêmes les denrées, gratuitement, selon un quota ; à terme le libre service est prévu (*Tribune de Genève*, 14.10.2021).
- **Indemnisation pour perte de revenus précaires** - Une aide financière ponctuelle pour des travailleurs et travailleuses précaires est introduite à Genève. Deux acteurs se disputent la paternité de ce dispositif : d'un côté le Conseiller d'État en charge des affaires sociales qui dépose formellement un tel projet de loi ; de l'autre les syndicats qui luttent pour le droit au remplacement d'un salaire par opposition à de l'aide humanitaire et qui, dans ce but, construisent une « Plateforme pour une sortie de crise sans exclusion » dans le cadre de laquelle un tel projet de loi a été rédigé. Cette plateforme comprend une large coalition allant des œuvres d'entraide jusqu'aux associations patronales (Pelizzari 2022 : 202).

En tout état de cause, au début de la crise du coronavirus, le 25.5.2020, le Conseil d'État dépose un projet de loi sur l'indemnisation de catégories de travailleurs et travailleuses précaires¹⁷⁴. Cette mesure à durée limitée vise à compenser 80% de la perte de revenu effective survenue entre le 17 mars et le 16 mai 2020 indépendamment de l'activité et du statut professionnel et légal, soit un soutien exceptionnel aux personnes qui n'ont pas droit à d'autres aides. Une durée de séjour d'un an est exigée. Concernant l'aide sociale, écrit le Conseil d'État, « les droits y sont très limités pour les personnes sans statut légal [...] et] le recours à l'aide sociale est souvent retardé par l'existence d'éléments de fortune ». 15 millions sont prévus pour ce dispositif.

Le Grand Conseil accepte le projet par 51 contre 47 voix (25.6.2020) en baissant le plafond de l'aide de 5880 (projet) à 4000 francs par mois indemnisé. Les partis UDC et MCG lancent un référendum sous l'intitulé « Non au travail illégal et non déclaré ». En votation populaire référendaire du 7 mars 2021, la loi est acceptée par 68.8% des votant:es.

L'indemnité financière unique est donc au maximum de 8000 francs. Le délai pour la demander est limité à la période entre le 7 avril et le 6 juillet 2021 – plus d'un an après la perte de salaire. L'information passe par les syndicats, des affiches format mondial et des annonces dans les transports publics sous le titre « Indemnités pour les travailleurs et travailleuses précarisés » .

¹⁷⁴ Projet de Loi sur l'indemnisation pour perte de revenus liée aux mesures de lutte contre le coronavirus, PL 12723.

- **Ville de Genève, Bons d'achat** - Afin de soutenir le commerce local, la Ville de Genève propose à toute personne habitant la commune des bons d'achats à faire valoir dans les commerces locaux sur lesquels elle prend en charge un rabais de 20% (communication 4.12.2020).
- **Réinvention des services sociaux – le Bureau d'information sociale (BIS)** - En novembre 2021, le Conseiller d'État en charge des affaires sociales ouvre un Bureau d'information sociale (BIS) pour toutes les personnes impactées par les mesures prises contre le Covid-19 indépendamment de leur statut. Participent à ce BIS des représentant-e-s de l'Hospice général, de communes genevoises, du CapaS, des Colis du Cœur, de l'Asloca et de la HETS-Ge. Ces professionnel:les fournissent des informations, identifient les aides auxquelles les personnes ont droit et les orientent vers les services utiles.

Durant un premier mois, le BIS est ouvert, à raison de 3h par semaine, dans une paroisse à la frontière de la ville. Il change par la suite de lieu tous les deux mois environ « pour faciliter l'accès ». En mars 2021, le BIS devient permanence et élargit ses prestations aux personnes en difficultés non liées à la crise sanitaire. Il est désormais ouvert 2h par semaine. Des affiches format mondial en ville et des annonces dans les transports publics invitent à s'y rendre. Il fonctionne toujours à fin 2022¹⁷⁵.

- **Aide financière pour étudiant:es des Hautes écoles** - L'Université et la Haute École Spécialisée de Suisse occidentale à Genève renforcent et simplifient leur dispositif pour étudiant-e-s en difficultés financières suite à la disparition de nombreux « jobs étudiants » et confrontés à de nouveaux coûts liés à l'enseignement à distance. Ainsi, un forfait mensuel d'au minimum 600 francs selon leur niveau de revenus sera accordé selon une procédure simplifiée et accélérée. Par ailleurs, une aide ponctuelle d'un montant de 600 à 1000 francs peut être octroyée. Ces aides sont financées par moitié par les deux écoles et par des fondations privées (Communiqué de presse Université de Genève, 8.7.2020)¹⁷⁶.
- **Aide sociale élargie aux indépendant-e-s** - Par dérogation pour 2021, l'aide sociale aux indépendant:es peut être de 6 mois (et non de 3 mois comme auparavant) si la personne est en difficultés financières en raison de la crise sanitaire (Règlement d'exécution de la LIAS du 25.7.2007, art. 16 al.3, entrée en vigueur au 30.1.2021).
- **Droit à la couverture des besoins vitaux de toute personne sans abri** – Depuis fort longtemps, la Ville de Genève assume seule ou presque l'aide d'urgence aux personnes sans abri. Durant la crise du Covid, la problématique est devenue plus visible encore. C'est dans ce contexte que, en septembre 2021, a été voté une loi (donc niveau cantonal)¹⁷⁷ qui « vise à garantir à toute personne sans abri la couverture de ses besoins vitaux » (art. 1). Même si la loi cherche avant tout à régler les compétences – comprendre le financement - des communes et celles du canton, il

¹⁷⁵ Commentaire : ce type de prestations est proposé de manière pérenne par les Centres d'action sociale de l'HG ainsi que par les services sociaux de certaines communes, ouverts tous les jours de la semaine. De plus, il existe à Genève, depuis 1970, un Bureau central d'aide sociale (BCAS) qui comprend un service social.

¹⁷⁶ Commentaire. Des colis alimentaires déterminés pour les uns, de l'argent liquide pour les autres.

¹⁷⁷ Loi sur l'aide aux personnes sans abri (LAPSA) du 3 septembre 2021, entrée en vigueur 6.11.2021.

est remarquable qu'elle garantit le droit à une aide à toute personne non pas en fonction de son statut, mais de sa condition. C'est ainsi la seconde loi votée durant la crise du Covid (après celle sur Indemnisation pour perte de revenus précaires, voir plus haut) qui protège aussi des personnes sans statut légal.

Canton du Jura

- **Forfaitisation de l'aide sociale** - En mars 2020, le Gouvernement jurassien prend 9 mesures cantonales de soutien aux secteurs de l'économie, du social et de la formation pour un total de 9,245 millions. « Les bénéficiaires de l'aide sociale ne devront plus justifier tous leurs frais et se verront verser un montant forfaitaire pendant trois mois. Il s'agit notamment de limiter les contacts »¹⁷⁸. Concrètement, les bénéficiaires d'aide sociale toucheront un forfait supplémentaire de 15% du forfait de base entre mai et juillet au titre de prestations circonstancielles et frais de santé. Le montant de la mesure prévu est de 180'000 francs¹⁷⁹).
- **Fonds d'aides d'urgence** - Dans le canton du Jura les œuvres d'entraide se coordonnent afin de proposer des aides financières subsidiaires exceptionnelles et temporaires via un fonds d'aide d'urgence notamment pour les personnes et familles « qui n'ont pas la possibilité d'obtenir rapidement une aide financière publique pour compenser une absence ou perte de revenu ». Le fonds est alimenté par des dons de privés, de fondations et des œuvres d'entraide (Caritas, Croix-Rouge, Secours d'hiver géré par le Canton). Cette information figure sur une page « Coronavirus » du gouvernement jurassien¹⁸⁰. Les aides sont accordées « sans excès de formalités » sous forme de bons d'achat ou d'aides directes ponctuelles de dépannage après une analyse rapide de situation. Un tri est opéré : les rentiers et rentières sont redirigés vers Pro Senectute et Pro Infirmis et les personnes nécessitant une aide plus durable vers les Services sociaux régionaux¹⁸¹.

Kanton Luzern

- **Stadt Luzern, Pilotprojekt Wirtschaftliche Überbrückungshilfe** – Diese Hilfe richtet sich an von der Pandemie betroffene Personen ohne oder mit risikobehaftetem Zugang zur Sozialhilfe, also jene mit B- oder C-Bewilligung, die seit mindestens 2 Jahren in der Stadt leben sowie Sans-Papiers. Das Ziel ist Armutsbekämpfung durch eine befristete Überbrückung von Notlagen durch Sicherung des Lebensbedarfs und eine Kurzzeitberatung. Es besteht kein Rechtsanspruch auf Unterstützung. Diese wird gespiesen mit 400'000 CHF aus dem Margaretha-Binggeli-Fonds. Ausgerichtet wird die Unterstützung von Hilfswerken (Caritas, Kontaktstelle für Sans-Papiers). Das Pilotprojekt dauert 18 Monate ab dem 1.9.2021 (Stadt Luzern, Medienmitteilung 10.9.2021).

¹⁷⁸ Chancellerie d'Etat, Mesures cantonales de soutien aux secteurs de l'économie, du social et de la formation. Communiqué 24.03.2020.

¹⁷⁹ Mesures cantonales complémentaires aux mesures fédérales du 20 mars 2020. Document joint au communiqué du 24.03.2020.

¹⁸⁰ jura.ch/fr/Autorites/Coronavirus/Aides-d-urgence, consultée le 5 juin 2020.

¹⁸¹ Chancellerie d'Etat, Aides financières coordonnées pour les personnes et les familles en situation difficile. Communiqué de presse, 15.4.2020.

Kanton St.Gallen

- **Kantonale EL für Personen mit Erwerbsausfall in finanziellen Schwierigkeiten** - Im Kanton wohnhafte Personen am Existenzminimum haben Anspruch auf Corona-Hilfe, allenfalls ergänzend zu Sozialversicherungsleistungen (Vermögensobergrenze 4000 CHF Einzelperson), aber nicht zur Sozialhilfe. Das Gesuch geht über das Sozialamt der Gemeinde bzw. in der Stadt St.Gallen über die AHV-Zweigstelle und beinhaltet auch Beratung. Die Hilfe ist nicht rückzahlbar und hat keinen Einfluss auf den Aufenthaltsstatus. Sie berechnet sich nach der Logik der Ergänzungsleistungen aufgrund eines Pauschalbetrags (19'610 CHF Einzelperson). Die Hilfe beträgt maximal 10'000 CHF. Eine entsprechende Verordnung der Regierung vom 30.März 2021 tritt am 15. April 2021 in Kraft und soll allenfalls angepasst werden. Der Kredit ist auf 5 Millionen begrenzt (Kanton Sankt-Gallen Medienmitteilung 31.3.2021). Bis zum 30. Juni finden 370 Beratungen statt. 170 Gesuche werden bewilligt, im Durchschnitt für 7'270 CHF (News Kanton Sankt-Gallen 8.7.2021).

Canton du Tessin

- **Prestazione ponte COVID** - Der Kanton Tessin richtet ab 1.3.2021 eine Unterstützung für Personen ohne Anspruch auf ALV oder Sozialhilfe ein, welche im Kanton seit mind. 3 Jahren wohnhaft sind. Die Leistung beträgt max. 2000 Franken für die 1. Person und 800 Franken für jede weitere Person im Haushalt. Sie wird insbesondere in Form von Bons oder zum Bezahlen von Rechnungen während der Monate März bis Dezember 2021 ausgerichtet, darauf bis Ende Juni 2022 verlängert und von der Wohngemeinde verwaltet¹⁸².

Canton de Vaud

- **Ville de Lausanne, Charité en nature** - En juillet et août 2020, à Lausanne, dans un centre de loisirs, la nouvelle association « Solid-ère – pour que personne ne soit oublié-e » remet 50 à 300 sacs de nourriture par semaine. Elle a reçu chaque semaine 1'500 francs de dons. « Avec l'argent reçu, nous avons pu ajouter des produits supplémentaires. Nous avons aussi d'autres fournisseurs comme la Carl, Table Suisse ou encore les fermes de Bassenges et de Ballens » précise Corentin Van Dongen, à l'initiative de l'association (*Le Courrier*, 3.8.2020; www.solid-ere.ch). En janvier 2023, la distribution hebdomadaire d'environ 300 sacs alimentaires continue. L'association a divers projets dont une épicerie gratuite, un « accueil psy précarité et exclusion » , des partenariats culturels (*Le Courrier* 16.1.2023).
- **Canton de Vaud, Allègements mineurs** - Le 25.3.2020, le Conseil d'État du canton de Vaud prend diverses décisions dans le domaine de l'action sociale durant la crise. Son Arrêté du 17 avril 2020¹⁸³ préconise que les services « veillent à ce que les prestations nécessaires à assurer le minimum vital des citoyens vaudois soient garanties. Dans cette perspective, les processus d'octroi et de renouvellement des

¹⁸² Decreto legislativo concernente il rinnovo della prestazione ponte COVID del 22 febbraio 2022.

¹⁸³ Arrêté sur l'organisation des régimes sociaux cantonaux, ainsi que l'adaptation des structures d'hébergement et d'accompagnement médico-social, pendant la phase de lutte contre la pandémie de coronavirus (COVID-19) du 17 avril 2020, entré en vigueur rétroactivement au 25 mars 2020 (850.00.170420.1).

prestations peuvent être simplifiés pour toute la durée de la pandémie de COVID-19 » (art. 3). Sur la base de cet Arrêté, la Direction générale de la cohésion sociale émet diverses réglementations successifs dont

- Directive concernant le plan de continuité des autorisés d'application du RI dans le cadre de la pandémie Covid-19 du 26 mars 2020.
- Directive RI pandémie COVID-19. Aide à la pratique pour les indépendants. Ouverture et octroi des prestations financières du RI pour les nouveaux dossiers d'indépendants durant la pandémie Covid-19 (9 resp. 23 avril 2020).
- Directive concernant le plan de reprise des activités des autorités d'application du RI dans le cadre de l'après-pandémie Covid-19 entrée en vigueur le 1^{er} juin 2020
- Aide à la pratique pour les indépendants. Continuité de l'octroi du RI pour les indépendants ayant subi les conséquences de la pandémie COVID-19. Entrée en vigueur au 1^{er} juin 2020 jusqu'au 31 décembre 2020.

Il ressort de ces textes la garantie des prestations d'aide sociale en cours sur la base de la reprise des données déjà saisies le mois précédent. Pour les nouvelles demandes, la procédure est légèrement allégée; elle nécessite toutefois toujours les documents suivants: le formulaire de demande RI signée, la carte d'identité, les 3 derniers décomptes bancaires mais au minimum le dernier décompte bancaire, le formulaire de renseignement complémentaire signé.

- **Hébergements d'urgence** - La Ville de Lausanne avec le soutien du Canton élargit les hébergements d'urgence en doublant le nombre de lits pour personnes sans domicile¹⁸⁴.
- **Aide aux indépendant:es** - Dès janvier 2021, la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS, canton) mandate le Service social lausannois avec la mise en place d'un Centre cantonal de compétence Indépendants RI (CCI-RI), afin de traiter l'ensemble des dossiers des personnes exerçant une activité indépendante du canton de Vaud. L'analyse des situations d'indépendant:es s'avère particulièrement délicate (Bovay, ZeSo 2/2021).
- **Aide d'urgence temporaire aux étudiant:es** - Une aide d'urgence temporaire est accordé aux étudiant:es des hautes écoles vaudoises précarisé:es par la pandémie suite à la perte de leur job alimentaire. L'aide est accordée entre le 1.9.2020 et le 31.7.2021 et consiste en un soutien mensuel renouvelable de max. 900 CHF, 2x 600 CHF pour l'achat de matériel informatique et des factures médicales liées au Covid¹⁸⁵.

Kanton Zürich

¹⁸⁴ Cf. Interpellation Grand Conseil, Hadrien Buclin 20-INT-485 du 20.5.2020.

¹⁸⁵ Arrêté 49.00.270121.1 pour la mise en place d'un dispositif d'aide d'urgence temporaire aux étudiants précarisés par les conséquences économiques de la pandémie COVID-19 de l'Université de Lausanne, de la Haute école pédagogique Vaud et des Hautes écoles vaudoises de type HES du 27 janvier 2021 suite au décret du 3 novembre 2020 voté par le Grand Conseil.

- **Stadt Zürich, Sozialhilfe wie gewöhnlich** - Informationen zur Sozialhilfe finden sich auf der Webseite der Stadt Zürich, wenn man denn das Sozialdepartement angeklickt hat. Dort erscheint ein Banner « Coronavirus. Brauchen Sie Hilfe, weil Sie obdachlos sind, benötigen Sie finanzielle oder soziale Unterstützung? Hier finden Sie die Beratungsstellen und Angebote des Sozialdepartements, die weiterhin geöffnet sind ». Wer mehr erfahren möchte, gelangt nach einigen Klicks zum Abschnitt Sozialhilfe. Dort steht: « Befinden Sie sich in einer finanziellen Notlage? Wir sind weiterhin für Menschen da, die neu Sozialhilfe beantragen möchten oder bereits Sozialhilfe beziehen. Zögern Sie nicht, sich an uns zu wenden. Bitte nehmen Sie telefonisch mit uns Kontakt auf – gerne besprechen wir Ihre Anliegen oder vereinbaren einen Termin im Sozialzentrum. Sie können sich auch an Ihre zuständige Sozialarbeiterin oder Ihren zuständigen Sozialarbeiter wenden » (9.6.2020).
- **Stadt Zürich, Lebensmittelverteilung durch kirchlichen Verein** - In der Stadt Zürich organisiert der kirchliche Verein Incontro eine tägliche Verteilung von Lebensmittelpaketen an der Langstrasse. Am 30.5.2020 werden über 1400 Pakete an eine lange Menschengruppe verteilt (NZZ 2.6.2020).
- **Stadt Zürich, Wirtschaftliche Basishilfe** - Im Sommer 2021 startet die Stadt Zürich ein Pilotprojekt zur Unterstützung insbesondere von Ausländern (Sans-Papiers, prekär Beschäftigte, usw.), um die in der Coronakrise sichtbar gewordene Armut mitten in der Stadt Zürich zu verhindern¹⁸⁶. Die neue « Basishilfe » richtet sich an « in Zürich verankerten Menschen ohne Zugang zur Sozialhilfe sowie Menschen, die beim Bezug von Sozialhilfe Risiken eingehen ». In Notlagen sollen sie vorübergehend aus Steuermitteln finanziell unterstützt werden. Die operative Umsetzung wird von « zivilgesellschaftlichen Partner-Organisationen » übernommen (Caritas Zürich, Schweizerisches Rotes Kreuz, Sans-Papiers Anlaufstelle (SPAZ) und Solidara Zürich). Für das Pilotprojekt, das zeitlich auf 18 Monate begrenzt ist, stellt der Stadtrat 2 Millionen Franken zur Verfügung. Bei Bedarf wird dem Gemeinderat eine Erhöhung dieser Mittel beantragt (Stadt Zürich, Medienmitteilung 10.5.2021). Die Unterstützung ist auf 6 Monate beschränkt; der Ansatz ist tiefer als in der Sozialhilfe (M. Schlup, SKOS, 25.11.21). Die Webseiten der Stadt und der vier Hilfswerke enthalten keine detaillierten Informationen, ja meist gar keinen Hinweis auf die Basishilfe (8.12.2021) – ein Geheimtipp?

In den ersten drei Monaten (August bis Oktober 2021) wurden 88 Gesuche eingereicht und 45 davon bewilligt. 45% der bewilligten Gesuche stammen von Personen mit gültiger Aufenthalts- oder Niederlassungsbewilligung. « Nach der anfänglich sehr selektiven Ansprache der in Frage kommenden Zielgruppen wurde der Zugang zum neuen Angebot erweitert. [...] Die Erreichung der Zielgruppe stellt eine Herausforderung dar. Die Angst vor migrationsrechtlichen Konsequenzen scheint auch bei dieser Form der Unterstützung eine Rolle zu spielen » (Stadt Zürich, Medienmitteilung 8.11.2021).

Am 15. Juli 2021 reichen drei Mitglieder des Gemeindeparlamentes (Alexander Brunner, Patrick Brunner, Mélissa Dufournet, alle FDP) eine aufsichtsrechtliche Beschwerde beim *Bezirksrat* ein. Ein neues Sozialhilfesystem, das Bundesrecht missachte, dürfe nicht durch den Stadtrat eigenmächtig durch die Hintertür eingeführt werden. In einer Zwischenentscheidung (16.11.21) verbietet der Bezirksrat

¹⁸⁶ Stadtratsbeschluss 30.6.2021, [STRB Nr. 690/2021](#)

dem Stadtrat (Exekutive), weitere Gelder auszubezahlen (NZZ, 18.11.2021). Dagegen reicht der Stadtrat beim *Regierungsrat* Rekurs ein. Dieser hat eine aufschiebende Wirkung bis zum (vollständigen) Entscheid des Bezirksrates. Dieser fällt am 9.12.2021. Der Bezirksrat gibt der Beschwerde Folge, das heisst, dass die Zahlungen eingestellt werden müssen und der Stadtratsbeschluss vom Sommer 2021 aufgehoben wird. Der Stadtrat kündigt daraufhin einen weiteren Rekurs, also diesmal gegen den Entscheid des *Bezirksrates*, an (20.12.2021). Daraufhin passiert ein Fehler, indem die Rekurschrift nicht fristgerecht eingereicht wird. Somit zieht der Stadtrat seinen Rekurs zurück (Medienmitteilung Stadt Zürich, 4.2.2022).

- **Kanton, Temporäres Grundeinkommen für Kulturschaffende** - Im Zuge der Coronahilfsmassnahmen zahlt der Kanton Zürich rückwirkend von November 2020 bis Ende Januar 2021 pauschal 3840 Franken an Kulturschaffende aus, ohne dass diese pandemiebedingte Ausfälle nachweisen müssten (es werden keine Veranstaltungen mehr abgesagt). Diese Pauschalisierung ist gemäss Regierung wesentlich einfacher (5x weniger Aufwand) und gerechter als eine Entschädigung aufgrund der Steuererklärung des vergangenen Jahres. Der Betrag ist auf maximal 9000 Franken begrenzt, wovon übrige Einkünfte abgezogen werden¹⁸⁷. Der Vorschlag stammt von der Regierungsrätin Jacqueline Fehr (SP).

¹⁸⁷ Regierungsratsbeschluss Kanton Zürich, 206/2021, 3. März 2021.

12 TRAITEMENTS DENTAIRES

En Suisse comme ailleurs, l'état de santé diminue avec le revenu. C'est encore plus vrai pour la santé dentaire, pour laquelle il n'existe aucune assurance publique.

On pourra considérer les traitements dentaires comme un détail de l'aide sociale. Or, cet aspect révèle l'ingérence dans la sphère intime, la restriction de la liberté personnelle et les prescriptions de comportement imposées par l'autorité avec une violence et une évidence qui dépassent tout autre domaine. C'est pourquoi nous abordons cette thématique ici.

Selon les directives de la CSIAS, certains traitements dentaires sont pris en charge sous certaines conditions en tant que prestations circonstanciées. Les cantons et les communes règlent les détails.

Ci-dessous, les interventions et décisions dont nous avons connaissance au niveau national et dans les cantons, classées par ordre chronologique.

Niveau national

- **2016, Zahnbehandlungen nach SKOS-Richtlinien** - Nach SKOS-Richtlinien werden Zahnbehandlungen als situationsbedingte Leistungen übernommen, wenn « die Behandlung nötig ist und in einer einfachen, wirtschaftlichen und zweckmässigen Weise erfolgt. Ausser in Notfällen ist vor jeder Behandlung ein Kostenvoranschlag zu verlangen. Dieser soll auch über das Behandlungsziel Auskunft geben. Die Kosten werden zum SUVA-Tarif bzw. zum Sozialtarif des jeweiligen Kantons übernommen. Bei kostspieligen Zahnbehandlungen kann das Sozialhilfeorgan die freie Wahl des Zahnarztes einschränken und einen Vertrauenszahnarzt beiziehen » (SKOS 12/16, C.I-8).
- **2018, revidierter Zahnarzttarif** - Per 1. Januar 2018 tritt das neue Tarifsystem Dentotar des Bundes in Kraft. Es kommt mit Ausnahme des KVG-Bereichs und der Privatpatient:innen für alle Leistungsabrechnungen zum Einsatz, also auch im Bereich des sogenannten SUVA-Tarifs (Sozialtarif). Das Tarifsystem wird von der Schweizerischen Zahnärzte-Gesellschaft SSO und ihren Tarifpartnern der Unfall-(UV), der Militär- (MV) und der Invalidenversicherung (IV) ausgehandelt. Dentotar ersetzt (erhöht) den Tarif von 1994 und heisst neu Zahnarzttarif UV/MV/IV. Die Kosten steigen damit um 15 bis 20%. Zahnbehandlungen in der Sozialhilfe werden gemäss SKOS-Richtlinien nach diesem Tarif übernommen, allerdings nach kantonalen Regelungen. Die allermeisten Kantone übernehmen aufgrund ihrer gesetzlichen Regelungen automatisch den neuen Dentotar-Tarif.
- **2018, Empfehlungen der KantonszahnärztInnen (VKZS) für Patien:innen mit Sozialhilfe** - Nach Empfehlung der Vereinigung der Kantonszahnärzt:innen (VKZS) soll jeder Mensch eine angemessene zahnmedizinische Grundversorgung erhalten entsprechend dem Medizinalberufegesetz unter Berücksichtigung der allgemeinen Prognose und der individuellen Möglichkeiten zur Mitarbeit (Mundhygiene, Einhaltung von Terminen). Diese kann nach VKZS bei Personen mit Sozialhilfe oder Ergänzungsleistungen eingeschränkt sein, darf aber nicht stigmatisierend wirken. Die VKZS empfiehlt deshalb « bei einem fraglichen Verlauf eine abwartende und palliative Therapie: Schmerzbeämpfung mittels Extraktion von hoffnungslosen Zähnen sowie einfache Versorgungen [...]. Begleitend dazu soll eine Motivation zur

persönlichen Verantwortung und eine langfristige Protokollierung des Mundhygiene- und Motivationsstandes erfolgen. Arbeitet der Patient aktiv mit und besteht auch nach Meinung der Behörden Aussicht auf einen guten Verlauf, so kann nach einer gewissen Zeit – in der Regel eineinhalb bis zwei Jahre ('18 Monate') – eine einfache zahnärztliche Sanierung geplant werden. Andernfalls ist schrittweise der Übergang zu einer Totalprothese vorzusehen »¹⁸⁸.

Niveau cantonal

- **2007, Canton de Vaud, Convention de tarif avec les dentistes** – En 2007, le canton de Vaud met en place le programme *Medident-VD*. Les dentistes qui traitent des patient:es soutenu:es par les régimes sociaux (aide sociale, prestations complémentaires) doivent signer une convention avec le Canton¹⁸⁹. Cette convention établit une valeur du point pour les factures (Fr. 0.85 en 2019, Fr. 0.90 en 2020, Fr. 1.00 en 2023) (<https://www.md-conseil-vd.ch/>).
- **2015, Kanton Solothurn, Selbstbehalt Zahnbehandlungen** – Im Kontext mehrerer Kürzungen in der Sozialhilfe führt der Kanton Solothurn per 1. Januar 2015 einen Selbstbehalt für Zahnbehandlungen ein.
- **2016, Kanton Schaffhausen, Selbstbehalt Zahnarztkosten** - Per 1.1.2016 müssen neu alle Sozialhilfebeziehenden 10% der Zahnarztkosten aus dem Grundbedarf bestreiten.
- **2018, Kanton Bern, Erhöhung Zahnbehandlungskosten** - Per 1. Januar 2018 führt der Kanton Bern den neuen (höheren) Zahnarzttarif UV/MV/IV ein, welcher geschätzte 2 Millionen Mehrkosten in der Sozialhilfe verursachen wird. Die Grossrätinnen Margrit Junker Burkhard (SP), Elisabeth Striffeler-Mürset (SP) und Andrea de Meuron (Grüne) und 31 Mitunterzeichnende fordern den Regierungsrat auf, den alten Tarif wieder einzuführen, um nicht die eben beschlossenen Kürzungen (das heisst Einsparungen) in der Sozialhilfe zunichte zu machen¹⁹⁰. Der Grosse Rat lehnt die Wiedereinführung des alten Tarifs ab, stimmt hingegen Verhandlungen mit der SSO für eine kostenneutrale Lösung zu (12.6.2018).
- **2019, Kanton Bern, Regeln für Zahnbehandlungen** - Der Kanton erlässt nach erfolgter Verhandlung mit der SSO eine neue kantonale Weisung zum Umgang mit Zahnarztkosten¹⁹¹. Die Zahnarzt-Kosten bleiben auf Basis des neuen Tarifes, dieser wird aber indexiert (Stand Kosten 2017) und bei grosser Kostensteigerung kann der Kanton die Zahnärzte ab 2020 zu einem « Rabatt » zwingen. Gegenüber den Zahnärzt:innen und den Sozialhilfebeziehenden werden neue Regelungen zum Umgang mit Zahnbehandlungen erlassen. Diese werden im Handbuch der Berner Konferenz für Sozialhilfe übernommen. So müssen Zahnbehandlungen notwendig, einfach, wirtschaftlich, wirksam, zweckmässig und verhältnismässig sein. Notfallbehandlungen bis 300 Franken, Erstuntersuchungen bis 250 Franken und Dentalhygiene bis

¹⁸⁸ VKZS, Empfehlung A: Mitarbeit des Patienten, Attest Compliance, Januar 2018.5.

¹⁸⁹ Convention État - Profession Dentaire Vaudoise du 26 mars 2007.

¹⁹⁰ Sparpotenzial in der Sozialhilfe nutzen. Motion M-032-2018, 2018.RRGR.147, eingereicht 9.3.2018.

¹⁹¹ BSIG Nr. 8/860.1/12.2 vom 25.4.2019, Übernahme von Zahnarztkosten durch die Sozialhilfe ab 1.5.2019.

210 Franken werden ohne Kostenvoranschlag und ohne Prüfung durch einen Vertrauensarzt übernommen. Alle weitergehenden Behandlungen bedingen einen Kostenvoranschlag, der von einem Vertrauensarzt geprüft wird. Und: « Vor einer weitergehenden Zahnbehandlung müssen die Klientinnen und Klienten aktiv über einen Zeitraum von 18 Monaten hinweg zu ihrer Mundhygiene beitragen », was vom behandelnden Zahnarzt attestiert wird. « Bei offensichtlicher oder durch eine Fachperson bestätigter schlechter Mundhygiene kann eine Weisung betreffend Mundhygiene erlassen werden. Die Zahnpflege wird periodisch durch den Zahnarzt/die Zahnärztin kontrolliert. Wird dieser Weisung nicht gefolgt, kann eine Kürzung der Leistungen verfügt und, wenn die Voraussetzungen dafür erfüllt sind, eine Rückerstattung der Zahnarztkosten wegen grobem Selbstverschulden veranlasst werden »¹⁹².

- **2019, Tarif UV/MV/IV in den Kantonen** - Gemäss einer Umfrage der SKOS (Stand 23.4.2019) wenden 20 Kantone den neuen Zahnarzttarif UV/MV/IV an, 2 Kantone (JU und NE) sind beim alten Tarif geblieben, und 4 Kantone wenden spezielle Tarife an (BE, GE, VD, VS).

¹⁹² Handbuch Sozialhilfe Berner Konferenz für Sozialhilfe, Kindes- und Erwachsenenschutz BKSE, 6.6.2019, « Zahnbehandlung ».

13 POSITIONS, CAMPAGNES, ALLIANCES

Dans les années 2000 et 2010, sous l'égide de l'UDC et de ses alliés, les attaques contre l'aide sociale sont nombreuses et violentes, suivies de multiples durcissements dans les cantons et les communes (cf. chapitre L'aide sociale dans les cantons et les communes). Parallèlement, diverses organisations forment des alliances pour renforcer les droits des bénéficiaires de l'aide sociale.

Voici, dans l'ordre chronologique, les actions dont nous avons connaissance au niveau national.

Niveau national

- **2014, Medienkonferenz « Für ein soziales Existenzminimum »** - Am 16.12.2014 nehmen rund 20 Vereine (Hilfswerke, nationale Gewerkschaften, Kirchen, Kriso, AvenirSocial, Planet 13, usw.) Stellung zu den Angriffen auf die Sozialhilfe. Sie sind besorgt und schockiert über die Angriffe in den Kantonen gegen Sozialhilfebeziehende und sozialstaatliche Institutionen. Gemeinsam organisieren sie eine Medienkonferenz « Für ein soziales Existenzminimum: Die Armut bekämpfen, nicht die Armutsbetroffenen » (AvenirSocial > Medien).
- **2010 - 2015, Treffen der Nichtregierungsorganisationen** - Zwischen 2010 und 2015 treffen sich zweimal jährlich rund 30 NGO, aufgerufen von AvenirSocial und anderen Organisationen, als kritische Begleitung zum Nationalen Programm zur Prävention und Bekämpfung von Armut (NAP) (Beuchat 2018).
- **2015, Positionspapier der Sozialdemokratischen Partei der Schweiz** - Im April 2015 veröffentlicht die SP Schweiz ein Positionspapier zur Sozialhilfe: « Für eine moderne und gerechte Sozialhilfe ». Darin wird der Ausbau des sozialen Schutzes und des Solidaritätsprinzips in Einklang mit der Präambel der Bundesverfassung gefordert (SP Schweiz 2015).
- **2015, SVP-Kampagne gegen Sozialhilfe** - Im Juni 2015 lanciert die SVP eine schweizweite Kampagne « Missbrauch und ausufernde Sozialindustrie stoppen ». In einem Positionspapier kritisiert die Partei zu hohe Leistungen, Klüngerlei der Sozial-Funktionäre gegenüber den Sozialhilfebeziehenden und moniert, dass zu vielen Ausländer:innen und Asylsuchenden unbesehen geholfen werde. Die Partei setzt sich für eine minimale Hilfe ein, für ein Anreizsystem für kooperierende Sozialhilfebeziehende, für mehr Gemeindeautonomie und für den Einsatz von Freiwilligen und Milizbehörden in der Sozialhilfe. Das Positionspapier enthält Mustervorstösse für alle politischen Ebenen in der Schweiz (SVP 2015). Eine Vielzahl an Vorstössen setzen diese Kampagne in den Kantonen und Gemeinden um (s. Sozialhilfe in den Kantonen).
- **2019-2022, Charta Sozialhilfe Schweiz** - Am 29.3.2019 stellt eine breite Allianz bestehend aus der Konferenz der kantonalen Sozialdirektionen SODK, dem Schweizerischen Städteverband, der Städteinitiative Sozialpolitik, dem Schweizerischen Roten Kreuz SRK, der Schweizerischen Gemeinnützigen Gesellschaft SGG sowie der SKOS der Presse eine Charta vor mit dem Ziel, die Diskussion zu versachlichen und aufzuzeigen, dass eine faire, solide Sozialhilfe im Interesse der gesamten Gesellschaft ist (www.charta-sozialhilfe.ch). Ende 2022 ist die Charta von

40 Botschafter:innen, 500 Personen, 60 Gemeinden und 45 Organisationen unterzeichnet.

- **2022, Allianz Armut ist kein Verbrechen** - Die SP, Unia und SBAA bilden eine Allianz und lancieren eine Petition an den Nationalrat mit dem Titel « Armut ist kein Verbrechen ». Sie wird von rund 80 Organisationen unterstützt, darunter AvenirSocial¹⁹³. Ende 2022 haben 18'000 Personen die Petition unterschrieben (siehe Kapitel Ausländer:innen, 2022, Keine Wegweisung).
- **2009 - 2022, Caritas Schweiz gegen Armut** - Caritas Schweiz fordert wiederholt eine Strategie zur Bekämpfung der Armut in der Schweiz, z.B. mittels der Erklärung « Armut halbieren » (2009), der Forderung nach einer nationalen Strategie im Kampf gegen Kinderarmut (November 2017) oder einem Appell für eine Schweiz ohne Armut mit sechs Forderungen (2022), den rund 7000 Personen unterschreiben. Eine der Forderungen des Appells von 2022 verlangt « Ergänzungsleistungen für alle Menschen, deren Einkommen nicht für den Lebensunterhalt reicht, sowie die Abschaffung der rechtlichen Verknüpfung von Aufenthaltsstatus und Existenzsicherung »¹⁹⁴; dies entspricht dem Denknetzmodell für eine allgemeine Erwerbsversicherung (siehe Kapitel Grundeinkommen, 2009 - 2022, Reform der Sozialversicherungen).

¹⁹³ <https://poverty-is-not-a-crime.ch/de/>, abgerufen 22.12.2022.

¹⁹⁴ <https://www.caritas.ch/de/was-wir-sagen/unsere-aktionen/fuer-eine-schweiz-ohne-armut.html>

14 L'AIDE SOCIALE DANS LES CANTONS ET LES COMMUNES

En Suisse, l'aide sociale est régie par les lois cantonales. Elles se fondent plus ou moins sur les normes de la CSIAS qui sont des recommandations non contraignantes. Le financement, les modalités d'organisation ainsi que la répartition des compétences entre communes et canton relèvent également de compétence cantonale et divergent donc d'un canton à l'autre. Dans 9 cantons, l'aide sociale relève de leur seule ou forte responsabilité (AI, AR, GE, GL, JU, NW, TI, UR, VD). Dans les 17 autres cantons, la responsabilité est partagée entre le canton et les communes (SKOS 2022). Ce n'est qu'exceptionnellement que nous abordons ces aspects dans le présent document.

L'activité législative et réglementaire en matière d'aide sociale est intense, les interventions sur le thème de l'aide sociale sont innombrables.

Dans les années 1990, 3 cantons procèdent à des révisions générales de leur loi sur l'aide sociale : GE et VD introduisent, à côté de l'aide sociale traditionnelle, de nouveaux revenus minimaux pour certains groupes de personnes (GE 1995, VD 1997) et les suppriment à nouveau après quelques années par des lois révisées sur l'aide sociale. Le canton du Tessin réorganise toutes les prestations sociales en 2000, y compris l'aide sociale.

Depuis 2000, l'ensemble des 26 cantons révisent leur loi sur l'aide sociale au moins partiellement. Treize cantons se donnent de nouvelles lois après 2000 ; dans les 13 autres cantons, elles sont plus anciennes (1981 pour la plus ancienne, canton de ZH)¹⁹⁵. Une révision totale de la loi sur l'aide sociale est en cours dans 3 cantons (FR depuis 2014, GE depuis 2021, NE depuis 2018) et en préparation dans le canton de BE.

Dans ces révisions, il est souvent demandé de réduire les prestations pour tous les bénéficiaires de l'aide sociale ou pour certains groupes, de contrôler davantage le comportement des bénéficiaires de l'aide sociale, de restreindre les droits et/ou de renforcer les sanctions. Les interventions visant à améliorer les prestations sont plus rares. Toutefois, depuis la crise de Covid-19, nous observons des interventions visant à simplifier l'accès à l'aide et à l'ouvrir à toutes les personnes dans le besoin.

Voici les interventions et les décisions dont nous avons connaissance dans les cantons et les communes. Celles qui concernent les thématiques retenues sont présentées de manière détaillée dans les chapitres correspondants. Afin de permettre une vue d'ensemble complète des interventions dans les cantons, nous mentionnons le titre et l'année de ces interventions dans les cantons respectifs.

¹⁹⁵ Nouvelles lois adoptées depuis 2000 : AR 2007, AI 2001, AG 2001, BL 2001, BS 2000, BE 2001, GE 2007, JU 2000, LU 2015, NW 2014, SO 2007, TI 2000, VD 2003.



Kanton Aargau, AG

- **2003, Kanton, Autoverbot** - Nach den SKOS-Richtlinien ist der « Grundbedarf » eine Pauschale, die den Warenkorb eines bescheidenen Haushalts abbildet und über den die Sozialhilfebeziehenden frei verfügen können. Die Betriebskosten eines Autos werden als situationsbedingte Leistungen übernommen, wenn die Person darauf angewiesen ist (SKOS-Richtlinien 12/16 B.2.2. und C.1.1). In expliziter Abweichung davon werden im Kanton Aargau die Betriebskosten eines Autos vom Grundbedarf abgezogen ausser die Benützung eines Motorfahrzeuges sei beruflich oder krankheitsbedingt zwingend. Ein durch Dritte zur Verfügung gestelltes Motorfahrzeug gilt als Naturalleistung, die ohne Vorliegen der erwähnten zwingenden Gründe als eigene Mittel angerechnet wird¹⁹⁶.
- **2012, Gemeinde Berikon, Beat der Sozialschmarotzer** - Das Bundesgericht (BGer) hebt einen Entscheid auf, der ursprünglich von der Gemeinde Berikon betreffend eines Sozialhilfeempfängers gefällt wurde. Die Sozialhilfe wurde diesem für nicht kooperatives Verhalten (« renitentes, rechtsmissbräuchliches Verhalten ») entzogen. Gemäss BGer ist eine Sanktion gerechtfertigt, nicht aber die Einstellung der Sozialhilfe. Das BGer kritisiert die Auslegung des Gesetzes durch die kantonalen und kommunalen Stellen, insbesondere die Verwendung des Begriffs Rechtsmissbrauch. Gemäss BGer liegt nur ein Rechtsmissbrauch vor, wenn das Verhalten der unterstützten Person einzig darauf ausgerichtet ist, in den Genuss von materieller Hilfe zu gelangen (8C_500/2012, 22. November 2012). Dieser Entscheid erregt in der Deutschschweiz viel Aufsehen (« Beat der Sozialschmarotzer ») und bewegt mehrere Gemeinden, die SKOS zu verlassen, darunter die Gemeinde Berikon mit viel medialem Getöse.
- **2018, Kanton, Schärfere Kriterien** - Der Aargauer Grosse Rat revidiert das Gesetz über die öffentliche Sozialhilfe und die soziale Prävention. Das revidierte Gesetz präzisiert die Kriterien für Kürzungen und Einstellungen und führt die Verhaltensweisen auf, die als missbräuchlich betrachtet werden. Es sieht ausserdem die automatische Weitergabe von Informationen inklusive besonders schützenswerten Personendaten vor und schreibt vor, dass Weisungen auch bei Wohnortwechsel gültig bleiben. Die Revision geht auf zwei Motionen zurück, die der Regierungsrat in seiner Botschaft betr. Änderung des Sozialhilfegesetzes behandelt (16.114, 25.5.2016):
 - Eine Motion Franz Hollinger (CVP) verlangt eine klare Regelung bei Kürzungen und Einstellungen, denn der « Fall Berikon » habe gezeigt, dass die Kriterien zu rudimentär seien (13.26, 5.3.2013);
 - Eine Motion Titus Meier (FDP) verlangt die Möglichkeit für Weitergabe von Informationen und Weisungen bei Wohnortswechseln (15.192, 25.8.2015).

Der Grosse Rat nimmt die Revision mit 128 Ja und 0 Nein an (27.6.2017); das Gesetz tritt am 1. Januar 2018 und 8. April 2018 in Kraft. Trotz dieser Einstimmigkeit

¹⁹⁶ Art. 10 Abs. 5c Sozialhilfe- und Präventionsordnung (SPV) vom 28.8.2002, Inkrafttreten 1.1.2003.

verlangen Mitglieder des Grossen Rates nur fünf Monate später eine Reduktion der Sozialhilfe um 30 Prozent (siehe nachfolgend 2018).

- **2018, Kanton, Verwarnung vor Ausschaffung von ausländischen Sozialhilfebeziehenden** (s. Kapitel Ausländer:innen).
- **2019, Kanton, Keine Diskriminierung von Grossfamilien** (s. Kapitel Ausländer:innen).
- **2017 und 2020, Kanton, Gesetzliche Grundlage für Observationen** (s. Kapitel Grundrechte).
- **2020, Kanton, Doch keine Armenhäuser** - Per 1. März 2019 tritt eine vom Regierungsrat beschlossene Verordnungsänderung in Kraft: « Personen, die in verschiedenen Lebensbereichen Unterstützung bedürfen, können zur Umsetzung entsprechender Betreuungs- oder Integrationsmassnahmen einer Unterkunft zugewiesen werden » (Art. 8 Abs. 3bis, Sozialhilfe- und Präventionsverordnung). Pikanterweise wird diese Änderung in der Woche bekannt, als die Unabhängige Expertenkommission Administrative Versorgungen UEK ihren Schlussbericht öffentlich vorlegt (www.uek-administrative-versorgungen.ch). Gegen diese Regelung lanciert die Unabhängige Fachstelle für Sozialhilferecht UFS am 3.9.2019 eine Kampagne und eine Petition « Armenhäuser Nein » (www.armenhaeuser-nein.ch). Diese haben Erfolg: per 1. März 2020 wird der entsprechende Paragraph wieder abgeschafft.
- **2020, Kanton, Erschwerte Einbürgerung bei Sozialhilfebezug** (s. Kapitel Ausländer:innen).
- **2020, Kanton, Geflüchtete werden wieder nach SKOS-Ansätzen unterstützt** (s. Kapitel Geflüchtete).
- **2021, Kanton, Revision Sozialhilfegesetz in Arbeit** - Neue Themen sollen aufgenommen werden, insbesondere die Alimentenhilfe, eine gesetzliche Grundlage für Observationen sowie die Unterbringung von Flüchtlingen. AvenirSocial nimmt an der Vernehmlassung teil (Antwort 25.11.2021, avenirsocial.ch/was-wir-tun/politische-aktivitaeten/). Die parlamentarische Beratung ist zwischen September 2022 und Juni 2023 geplant; das revidierte Gesetz soll per 1.1.2024 in Kraft treten.
- **2017 - 2022, Kanton, Keine Senkung für Ausländer:innen** (s. Kapitel Ausländer:innen).
- **2017 - 2022, Kanton, Keine Senkung um 30 Prozent** - Martina Bircher (SVP) und Konsorten (SVP, FDP, CVP) verlangen per Motion¹⁹⁷, die Sozialhilfe auf das reine Existenzminimum zu reduzieren (und damit das soziale Existenzminimum aufzuheben), was 70 % des in den SKOS-Richtlinien festgelegten Grundbedarfs entspricht, und diese durch eine « Motivationsentschädigung » zu ergänzen. Der Regierungsrat lehnt die Motion ab, ist aber bereit, sie als Postulat entgegenzunehmen. Der Grosse Rat nimmt den Vorstoss als Postulat mit 71 gegen 53 Stimmen an (20.3.2018). Der RR verfasst daraufhin einen Bericht von 116 Seiten an den Grossen Rat (März 2022)¹⁹⁸. Der Bericht betrifft auch die Motion « Sozialen Frieden in

¹⁹⁷ Motivation statt Sanktion in der Sozialhilfe – Änderung der Bemessungsrichtlinien. Motion 17.270, eingereicht am 7.11.2017.

¹⁹⁸ Regierungsrat Kanton Aargau, 2. März 2022, Ergebnis der Prüfung der Postulate (17.157) "Sozialen Frieden in der Sozialhilfe bewahren – Erweiterung der zulässigen Abweichungen von den SKOS-

der Sozialhilfe bewahren » (siehe unten, Keine Senkung für Ausländer:innen). Der RR erachtet es als fraglich, dass der geforderte Systemwechsel einen Nutzen hätte und empfiehlt, die Forderungen nicht umzusetzen. Dies tut der Grossrat (Sitzung 3.5.2022) ohne Gegenstimme bei 2 Enthaltungen. Die Urheber:innen der Vorstösse aus SVP, FDP und CVP stimmen also der Abschreibung zu

- **2019-2022, Kanton, Altersvorsorge-Guthaben dürfen nicht mehr zur Rückzahlung von Sozialhilfeleistungen verwendet werden** – Mehrere Aargauer Gemeinden zwingen Sozialhilfebeziehende, kurz vor dem Pensionsalter ihr Guthaben der beruflichen Vorsorge zu beziehen und damit rechtmässig bezogene Sozialhilfeleistungen zurückzubezahlen. Verschiedene Vorstösse mit gegenteiliger Ausrichtung befassen sich mit der Frage, die schliesslich zur Aufhebung dieser Praxis führt.
 - 2019. Der Grossrat Adrian Schoop, FDP, fordert eine systematische Durchführung der Rückerstattungspflicht¹⁹⁹. Der RR lehnt den Vorstoss ab: er würde Bundesrecht verletzen; es brauchte eine gesamtschweizerische Lösung (RR, 18.9.2019). Der Postulant zieht den Vorstoss zurück (5.11.2019).
 - 2021. Therese Dietiker (EVP) und Konsorten²⁰⁰ fordern, im Gegenteil, dass Altersguthaben nicht mehr für Rückerstattung von Sozialhilfe benützt werden dürfen. Der RR empfiehlt Umwandlung in ein Postulat, welches der Grossrat stillschweigend an den RR überweist (4.5.2021).
 - 2021. Die FDP-Fraktion verlangt vom Regierungsrat Auskunft über die Fälle, wo Vermögen nicht gemeldet, ins Ausland überwiesen oder rasch für teure Reisen ausgegeben wurden²⁰¹. Der RR beantwortet die Fragen am 3. März 2021.

Ein Bundesgerichtsurteil schützt die Aargauer Praxis²⁰². Es erklärt zwar, dass Pensionskassengelder nicht speziell geschützt sind und deshalb zur Rückerstattung von Sozialhilfeleistungen eingefordert werden dürfen, allerdings nur – und dies ist neu für den Kanton Aargau – via Betreibungsverfahren und wenn sie das betreibungsrechtliche Existenzminimum überschreiten. Daraufhin schlägt der Regierungsrat den Gemeinden vor, künftig komplett auf Rückzahlungsverfahren mit Altersguthaben zu verzichten,

Auch die SKOS kritisiert die Einforderung solcher Guthaben, welche so ihrem Zweck entfremdet werden (SKOS, News 27.12.2021).

Am 24. Juni 2022 beschliesst dann die Aargauer Regierung, Rückerstattungsforderungen aus derartigen Altersvorsorgeguthaben per 1.1.2023 zu verbieten.

Richtlinien gemäss § 10 Bemessungsrichtlinien (§ 10 SPG)" und (17.270) "Motivation statt Sanktion in der Sozialhilfe – Änderung der Bemessungsrichtlinien (§ 10 SPG)", 22.45.

¹⁹⁹ Postulat betreffend Einhaltung der Rückerstattungspflicht von Bezüglern von Sozialhilfe bzw. Verhinderung der Weiterleitung von Geldern auf Drittkonten. Postulat 19.202, eingereicht am 25.6.2019.

²⁰⁰ Existenzsicherung im Alter mit AHV-Rente und Freizügigkeitsguthaben sowie für eine einheitliche Praxis zur Rückerstattung von Sozialhilfegeldern mit Freizügigkeitsguthaben. Motion 20.323, eingereicht am 8.12.2020 von Grossratsmitgliedern aus SP, Grünen, GLP und CVP.

²⁰¹ Verwertung von Altersguthaben für die Rückerstattung finanzieller Leistungen der Sozialhilfe. Interpellation GR.20.328 der FDP-Fraktion (Sprecher Titus Meier, FDP) eingereicht am 8.12.2020.

²⁰² Bundesgerichtsurteil vom 24.11.2021 8C_441/2021. https://www.bger.ch/ext/eurospider/live/fr/php/aza/http/index.php?highlight_docid=aza%3A%2F%2Faza://24-11-2021-8C_441-2021&lang=de&zoom=&type=show_document



Kanton Basel-Land, BL

- **2015, Kanton, Unterstützung für Lernende** - Eine Attest-Lehre soll nicht als Erstausbildung angerechnet werden, damit Personen während einer anschliessenden unverkürzten Lehre (EFZ) von der Sozialhilfe unterstützt werden können. Dies fordert die Grossrätin Marianne Hollinger (FDP)²⁰³. Der Grosse Rat überweist die Motion an die Regierung mit 67 zu 0 Stimmen (26.3.2015). Sie wird am 4.11.2021 im Rahmen der Teilrevision des Sozialhilfegesetzes abgeschrieben (siehe unten, 2020-2022, Noch mehr Anreizsystem).
- **2016, Kanton, Senkung des Grundbedarfs** - Per 1. Januar 2016 wird der Grundbedarf für eine Einzelperson um 91 Franken gesenkt (von 1077 auf 986 Franken).
- **2017, Kanton, Keine Luxusgüter für Sozialhilfebezüger** - Der Grossrat Reto Tschudin (SVP) will keine Luxusgüter für Sozialhilfebezüger²⁰⁴. Er verlangt, die Kosten für Tabakwaren und auswärts eingenommene Getränke im Grundbedarf nicht mehr zu berücksichtigen, das heisst, diesen für eine Einzelperson um 100 Franken zu senken. Der Regierungsrat lehnt die Motion ab, da der Grundbedarf kürzlich reduziert worden sei und der Staat nicht vorschreiben solle, wofür das Sozialhilfegeld verwendet werden dürfe, sondern vielmehr die Teilhabe von Sozialhilfebeziehenden am gesellschaftlichen Leben fördern solle. Das Parlament lehnt die Motion mit 42 gegen 41 Stimmen ab (8.2.2018).
- **2018, Kanton, Senkung für Ausländer:innen** (s. Kapitel Ausländer:innen).
- **2018, Kanton, Senkung um 30 Prozent.** Der Grossrat Peter Riebli (SVP) will nicht nur für Ausländer:innen senken, sondern für alle. Er reicht am gleichen Tag eine zweite Motion ein und fordert, die Sozialhilfe auf das Existenzminimum zu reduzieren, also auf das Niveau der maximalen Sanktion von 30 Prozent des Grundbedarfs. Er will nicht, schreibt er, dass « renitente, integrationsunwillige und unmotivierte Personen » gleich hohe Sozialhilfeleistungen erhalten wie motivierte und integrationswillige Personen. Letztere sollen stufenweise eine « Motivationsentschädigung » erhalten, die bis zum heutigen Grundbedarf gehen kann. Der Motionär betont, dass diese Vorgehensweise schneller, einfacher und weniger kostspielig sei als Sanktionen und Beschwerden²⁰⁵.

Der Regierungsrat lehnt die Motion hauptsächlich aus folgenden Gründen ab: die Motivationsentschädigungen wurden im Kanton erst gerade (2014) abgeschafft, da deren Wirksamkeit unklar war; Motivation sei eine schwierig messbare Grösse; der administrative Aufwand würde erhöht und eine Kostensenkung sei nicht zu erwarten; es würde zu rechtlichen Schwierigkeiten kommen und die Armut verstärkt werden, nachdem der Kanton 2016 den Grundbedarf bereits gesenkt hatte; er wolle an der Harmonisierung der Hilfen via SKOS-Richtlinien festhalten.

²⁰³ Eine Lehre für alle. Motion 2014/309, eingereicht am 18.9.2014.

²⁰⁴ Keine Luxusgüter für Sozialhilfebezüger. Motion 2017/341, eingereicht am 14.9.2017.

²⁰⁵ Sozialhilfe: Motivation statt Repression. Motion 2017/612, eingereicht am 30.11.2017.

Trotzdem nimmt der Grosse Rat die Motion mit 42 Ja, 41 Nein und 1 Enthaltung an (19.4.2018 und 26.4.2018).

Zahlreiche Organisationen, darunter die Region Nordwestschweiz von Avenir-Social, protestieren gegen diesen Entscheid²⁰⁶. Am 27. August 2019 lanciert das Bündnis « Verkehrt BL », welches nach dem Vorbild der gleichnamigen und erfolgreichen Aktionen in Bern arbeitet und rund 20 Organisationen umfasst, eine Kampagne gegen die anstehende Gesetzesänderung mit Medienmitteilungen und Standaktionen im Kanton.

Im Jahr darauf fordert die Grossrätin Miriam Locher (SP), die Umsetzung der Motion Riebli per sofort abzuberechnen²⁰⁷. Der RR empfiehlt Ablehnung ihres Vorstosses, da die Arbeiten an einer Sozialhilfegesetzesrevision weit vorgeschritten seien. Daraufhin zieht sie ihren Vorstoss zurück.

Die Motion Riebli wird am 4.11.2021 im Rahmen der Teilrevision des Sozialhilfegesetzes abgeschrieben (siehe unten, 2020-2022, Noch mehr Anreizsystem).

- **2018, Kanton, Rückerstattung bleibt unverändert** - Der Grossrat Werner Hotz (EVP) will die Möglichkeit vorsehen, auf die Rückzahlung von Sozialhilfeleistungen zu verzichten, um ehemalige Bezüger:innen, die eine Stelle gefunden haben, nicht zu demotivieren²⁰⁸. Der Regierungsrat empfiehlt Ablehnung, da das geltende Gesetz genügend Ermessensspielraum liesse (22.5.2018). Das Parlament lehnt die Motion mit 64 gegen 13 Stimmen ab (14.6.2018).
- **2018, Kanton, Sozialhilfestrategie** - Die Grossrätin Saskia Schenker (FDP) fordert den Regierungsrat auf, die Erarbeitung einer kantonalen Sozialhilfestrategie zu prüfen (Postulat 2018/386, 22.3.2018). Das Postulat wird vom Grossen Rat stillschweigend überwiesen (14.6.2018).
- **2019, Kanton, Motivationspauschale** - Andreas Bammatter (SP) verlangt, dass gemeinnützige und im öffentlichen Interesse stehende Arbeitseinsätze mit einer Motivationspauschale honoriert werden analog zum Freibetrag bei Erwerbstätigkeit²⁰⁹. Die Motion wird im Rahmen der Teilrevision des Sozialhilfegesetzes behandelt (siehe unten, 2020, Noch mehr Anreizsystem).
- **2019, Kanton, Vorstoss Überbrückungsrente** (s. Kapitel Ältere Arbeitslose).
- **2019, Kanton, Mehr Sozialarbeitende** - Miriam Locher (SP) fordert den Regierungsrat auf, eine Fallreduktion pro Sozialarbeitende in Anlehnung an die Winterthurer Studie von Eser Davolio et al. zu prüfen²¹⁰. Der Regierungsrat empfiehlt Annahme (19.11.2019). Der Grosse Rat nimmt das Postulat an (30.1.2020). Es wird am 4.11.2021 im Rahmen der Teilrevision des Sozialhilfegesetzes abgeschrieben (siehe unten, 2020-2022, Noch mehr Anreizsystem).

²⁰⁶ AvenirSocial > Wer wir sind > Regionen > Nordwestschweiz, 27.4.2018.

²⁰⁷ Stopp bei der Kürzung der Sozialhilfe in Baselland; Stopp der Umsetzung Motion 'Motivation statt Repression'. Motion 2019/561, eingereicht am 28.9.2019.

²⁰⁸ Rückforderungen in der Sozialhilfe: Mehr Freiraum für die Behörden. Motion 2018/384, eingereicht am 22. März 2018.

²⁰⁹ Anreiz für gemeinnützige und im öffentlichen Interesse stehende Arbeitseinsätze. Motion 2019/679, eingereicht am 17.10.2019.

²¹⁰ Stärkung der Sozialhilfe: Mehr Zeit - tiefere Kosten. Postulat 2019/671, eingereicht am 17.10.2019. (Siehe dazu: Sozialhilfe in den Kantonen, Zürich, Winterthur 2017).

- **2020, Kanton, Keine Folgen des Sozialhilfebezugs für Ausländer während Corona** (s. Kapitel Ausländer:innen).
- **2021, Langzeitverhütung in den Leistungskatalog aufnehmen.** Da Langzeitverhütung teuer ist, soll deren Kosten von der Sozialhilfe übernommen werden ähnlich wie Brillen oder Zahnarztbehandlungen. Dies fordert die Grossrätin Lucia Mikeler (SP) in ihrer Motion²¹¹. Der Gross nimmt den Vorstoss als Postulat an (29.9.2022). Der RR hat ein Jahr, um es zu beantworten.
- **2020-2022, Kanton, Noch mehr Anreizsystem** - Am 29.1.2020 gibt der Regierungsrat den Entwurf einer Teilrevision des Sozialhilfegesetzes in die Vernehmlassung unter dem Titel « Anreize stärken - Arbeitsintegration fördern », dies insbesondere infolge einer Motion der SVP, die die Regierung dazumal entschieden ablehnte (Motion Riebli, Motivation statt Sanktion 2017/612, siehe oben) und fünf weiterer Vorstösse²¹². Als Ziele der Revision nennt der Regierungsrat: Anreize für die Ablösung von der Sozialhilfe, Arbeitsmarktintegration stärken, Kostenneutralität für den Kanton, keine Sparvorlage. Die Sozialhilfe solle keine Sozialrente sein, die Förderung der Selbständigkeit sei eine Kernaufgabe der Sozialhilfe, Arbeit solle sich lohnen²¹³. Die Vorlage schlägt insbesondere Folgendes vor:
 - Eine Abstufung der materiellen Unterstützung zur Stärkung der Anreize und Individualisierung. Die 5 Stufen der Unterstützung sollen neu für jede Person einzeln berechnet werden (und nicht wie bisher und nach SKOS-Richtlinien für den Haushalt) nach den Kriterien Alter, Integrationsbemühungen, Erwerbstätigkeit, Bezugsdauer:
 - Einstiegsstufe, 690 Franken. Zu Beginn oder bei Pflichtverletzungen;
 - Allg. Mitwirkungsstufe, 887 Franken. Bei Erfüllen der Mitwirkungspflicht und Kooperation mit den Behörden;
 - Integrationsstufe 1086 Franken. Erwerbstätige, besondere Integrationsleistungen, Besuch von Förderprogrammen;
 - Ausnahmestufe, 986 Franken. Kinder, Mütter mit Kindern unter 4 Monaten, Ältere und Personen, die während 20 Jahren erwerbstätig waren;
 - Lanzeitbezugsstufe, 937 Franken. Über 2 Jahre Bezugsdauer.
 - Einrichtung eines kantonalen Assessment-Centers verschiedenster Institutionen. Information, Beratungen (auch bei Schulden), Arbeitsmarktintegration. Abklärung von Subsidiaritäten, Beurteilung der Arbeitsmarktfähigkeit, des Potenzials, medizinische Beurteilungen, IV-Abklärungen.

²¹¹ Langzeitverhütung in den Leistungskatalog der Sozialhilfeverordnung. Motion 2021/561, eingereicht am 2.9.2021.

²¹² Alle Vorstösse siehe weiter oben: Lehre für alle, Motion 2014/309; Steuerjahre definieren Sozialhilfeföhe, Postulat 2017/611 (Kapitel Ausländer:innen); Schuldenfalle – Prävention auch eine Sache des Kantons, Postulat 2019/558; Stärkung der Sozialhilfe: mehr Zeit – tiefere Kosten. Postulat 2019/671; Anreiz für gemeinnützige und im öffentlichen Interesse stehende Arbeitseinsätze, Motion 2019/679.

²¹³ RR Basellandschaft, 29.1.2020, Vorlage an den Landrat, « Anreize stärken - Arbeitsintegration fördern », Teilrevision Sozialhilfegesetz, S. 17.

- Der Informationsaustausch zwischen Gemeinden bei Wohnungswechsel wird zwingend (bisher: kann-Artikel). Integrationsmassnahmen werden neu zu 100% von den Gemeinden (heute 50%) finanziert und das neue Assessmentcenter neu zu 100% vom Kanton.

Zahlreiche Organisationen lehnen die Vorlage mittels Medienmitteilungen, Leserbriefen und Vernehmlassungsantworten vehement ab, darunter AvenirSocial, Caritas, Heilsarmee, SKOS, SAH, UFS, verkehrt Basel-Land (verkehrt-bl.ch/), Winterhilfe).

Darauf hin legt der RR einen überarbeiteten Vorschlag vor (4.3.2021) unter dem Titel « Innovative Neuausrichtung der Sozialhilfe »²¹⁴. Der Grundbedarf bleibt unverändert, neue Zuschüsse werden eingeführt (100 Franken/Mt « Motivationszuschuss » und 80 Franken « Beschäftigungszuschuss »), wohingegen für Personen mit sog. Langzeitbezug (>2 Jahre) eine Kürzung um 40 Franken/Monat vorgesehen ist. Die Vorlage findet im Grossen Rat (Sitzung 8.11.2021) keine 4/5-Mehrheit insbesondere wegen des Langzeit-Abzugs und wird deshalb einer Volksabstimmung vorgelegt. Verkehrt Basel-Land führt eine Kampagne gegen die Vorlage, insbesondere gegen die Bestrafung von sog. Langzeitbeziehenden (www.nein-zum-sozialhilfegesetz.ch). An der Volksabstimmung vom 15. Mai 2022 wird die Teilrevision unter dem Titel « Anreize stärken – Arbeitsintegration fördern » von 63.8% der Stimmenden angenommen. Vier Gemeinden lehnen die Revision knapp ab.



Kanton Basel-Stadt, BS

- **2002, Kanton, Arbeit soll sich lohnen** - Im Jahr 2002 führt der Kanton Basel-Stadt ein Anreizsystem ein unter dem Slogan Arbeit soll sich lohnen. Dieses belohnt Sozialhilfebeziehende, die eine Arbeitsstelle haben, mit einem finanziellen Bonus und senkt die Leistungen für Personen ohne Arbeitsstelle.
- **2013, Kanton, Berufsbildung** – Ab Herbst 2013 richtet der Kanton ein Pilotprojekt « Enter – vom Bittgang zum Bildungsgang » ein, welches sich an Sozialhilfebeziehende von 25 – 40 Jahren ohne in der Schweiz anerkannten Berufsbildungsabschluss richtet. Das Projekt ist angesiedelt bei Gap – Case Management Berufsbildung des Kantons Basel-Stadt. Nach einer Standortbestimmung werden die Personen während der Ausbildung und bis zur Aufnahme einer Arbeit begleitet (Rudin et al. 2016).
- **2017, Kanton, Einbürgerung von Sozialhilfeempfängern (noch) unverändert – SVP-Initiative zurückgezogen** (s. Kapitel Ausländer:innen).

²¹⁴ <https://www.baselland.ch/politik-und-behorden/regierungsrat/medienmitteilungen/innovative-neu-ausrichtung-der-sozialhilfe>

- **2019, Kanton, Keine Erhöhung des Grundbedarfs** - Eine Motion von Olivier Bolliger (Grünes Bündnis) und Konsorten (SP, Grünes Bündnis) verlangt eine Erhöhung des Grundbedarfs²¹⁵ entsprechend den Ergebnissen der Studie BASS. Die Motion verlangt ausserdem, dass sich der Kanton in der SODK aktiv für eine Erhöhung der SKOS-Richtlinien einsetzt. Am 15.5.2019 lehnt der Grosse Rat die Motion per Stichentscheid des Präsidiums ab.
- **2019, Kanton, Pilotversuch weniger Fälle** - Luca Urgese (FDP) und Konsorten (SP, Grünes Bündnis, CVP/EVP, LDP) fordern den Regierungsrat auf, einen wissenschaftlich begleiteten Pilotversuch wie in Winterthur (siehe Kanton ZH, 2017 Winterthur) zu initiieren, um eine Reduktion der Sozialhilfekosten durch eine tiefere Fallbelastung zu erreichen²¹⁶. Der Grosse Rat überweist den Vorstoss an den Regierungsrat (23.10.2019). Dieser äussert sich kritisch zur Übertragbarkeit der Winterthurer Studie auf Basel, stimmt aber einem angepassten Pilotversuch zu²¹⁷. So sollen während 6 Jahren (2022 bis 2027) 5,5 Stellen in Spezialbereichen (Arbeitsintegration und Subsidiarität) geschaffen werden. Diese entsprechen Ausgaben von 6,8 Mio. Es wird ein Ertrag von rund 16,8 Mio erwartet, was netto Einsparungen von rund 10 Mio entspricht. Der Grossrat stimmt diesem Vorschlag mit nur einer Gegenstimme und 0 Enthaltungen zu (Sitzung vom 20.5.2021).
- **2020, Kanton, Vorstoss Überbrückungsrente** (s. Kapitel Ältere Arbeitslose).
- **2020-2021, Massnahmen während Coronakrise** (s. Kapitel Coronakrise).
- **2021, Kanton, Einführung Mindestlohn** (s. Kapitel Mindestlohn).



Kanton Bern, BE

- **1971-2016, Kanton, EL für minderbemittelte Personen** (s. Kapitel Grundeinkommen).
- **1997, Stadt Bern, Arbeit statt Fürsorge** - Die Stadt Bern führt das Prinzip Arbeit statt Fürsorge ein.
- **2012, Kanton, Bonus-Malus-System und Generalvollmacht** - Der Grosse Rat stimmt einer Teilrevision des Sozialhilfegesetzes zu (137 Ja, 4 Nein von 1 SP und 3 Grünen, 2 Enthaltungen, 24.1.2011). Die Revision führt zwecks Kosteneffizienz ein Bonus-Malus-System für Sozialdienste ein (Art. 80d). Somit erhalten

²¹⁵ Erhöhung des Grundbedarfs bei der Sozialhilfe per 1. Januar 2020 ». Motion 19.5125.01, eingereicht am 20.3.2019.

²¹⁶ Pilotprojekt für eine Reduktion der Sozialhilfekosten durch eine tiefere Fallbelastung. Anzug 19.5230.01, eingereicht am 16.5.2019.

²¹⁷ Ratschlag des Regierungsrates 21.0030.01 « Pilotprojekt für eine Reduktion der Sozialhilfekosten durch gezielten Einsatz von zusätzliche Personalressourcen » vom 19.1.2021. Siehe auch Bericht der Gesundheits- und Sozialkommission (GSK) 21.0030.02 vom 25.3.2021.

Sozialdienste einen Bonus, wenn ihre Sozialhilfeaufwendungen mehr als 30% unter dem kantonalen Durchschnitt liegen und entsprechend einen Malus, wenn diese mehr als 30% darüber liegen. Bestimmten strukturellen Faktoren wird bei der Berechnung des Vergleichswertes Rechnung getragen (Art. 80e). Ebenso führt das revidierte Gesetz eine Generalvollmacht ein (s. Kapitel Grundrechte, 2012, Kanton Bern, Generalvollmacht). AvenirSocial Bern und KABBA (Komitee der Arbeitslosen und Armutsbetroffenen) ergreifen das Referendum unter dem Titel Datenschutz für alle. Das Referendum kommt nicht zustande. Das revidierte Gesetz tritt am 1. Januar 2012 in Kraft.

- **2009 - 2013, Kanton und Städte, Testarbeitsplätze** - Zwei Grossräte (EVP) fordern, dass « arbeitsfähige Personen mit einem grundsätzlichen Anspruch auf Unterstützung vor ihrer Aufnahme in die Sozialhilfe zu einem einmonatigen Arbeitseinsatz verpflichtet werden können » entsprechend dem Projekt Passage in Winterthur. Der Regierungsrat empfiehlt Annahme als Postulat. Der Grosse Rat nimmt die Motion an²¹⁸. Daraufhin führen die Städte Bern, Biel, Langenthal und Thun ab 2009 Testarbeitsplätze (TAP) ein. Sie dauern zwischen 1 und 3 Monaten und generieren einen Minimallohn. In der Stadt Bern besteht ein TAP u.a. aus Unterhaltsarbeiten in den öffentlichen Parkanlagen (Citypflege). TAP werden, gemäss RR, bei « Unklarheit über den Arbeitswillen, die Arbeitsfähigkeit und/oder den Kooperationswillen von Sozialhilfebeziehenden oder bei Verdacht auf Sozialhilfemissbrauch genutzt »²¹⁹.

Im Jahr 2011 wird einem Sozialhilfebezügler in der Stadt Bern die Sozialhilfe gestrichen, weil er einen TAP nicht angetreten hat mit dem Argument, die Arbeit sei nicht zumutbar. Das Verwaltungsgericht des Kantons Bern entscheidet daraufhin, dass die Leistungen nur für die Dauer des vorgesehenen Arbeitseinsatzes gestrichen werden dürfen, dass allerdings keine Wahlfreiheit bestehe zwischen Arbeit und Sozialhilfe, auch wenn die Arbeit nicht vollständig den Interessen des Bezügers entspreche²²⁰.

Ab 2014 werden die TAP aufgehoben aus juristischen und wirtschaftlichen Gründen und da ihre Wirksamkeit beschränkt sei²²¹.

- **2013, Kanton, Keine Einbürgerung von Sozialhilfebeziehenden** (s. Kapitel Ausländer:innen).
- **2014, Kanton, Kürzung der Sozialhilfe** - Der Grossrat Ueli Studer (SVP) und 30 Mitunterzeichnende verlangen eine Senkung der wirtschaftlichen Hilfe auf 90% der SKOS-Richtlinien (Grundbedarf, situationsbedingte Leistungen und Integrationszulagen)²²². Heute stünden viele Sozialhilfebeziehende besser da, wenn sie nicht arbeiteten und hätten zu wenig Anreiz, eine Arbeit zu suchen, was der Umstand zeige, dass « ein nicht unbedeutender Teil der Sozialhilfeempfänger über ein Privatauto verfügt ».

²¹⁸ Arbeitsintegration fördern – Fallzahlen vermindern. Neue Wege in der Sozialhilfe. Motion 182-2009, eingereicht von Philippe Messerli und Willfried Gasser (beide EVP) am 9.4.2009.

²¹⁹ Antwort des Regierungsrats auf die Interpellation 100-2013 Sancar, 2013.0392, 19.11.2013.

²²⁰ Urteil 100.2011.428Ua, 18.10.2012. Siehe Tecklenburg 2012.

²²¹ Antwort des Regierungsrats auf die Interpellation 100-2013 Sancar, 2013.0392, 19.11.2013.

²²² Kostenoptimierung bei der Sozialhilfe. Motion 260-2012, eingereicht am 21.11.2012.

Eine Koalition genannt « SKOS-Allianz » (AvenirSocial, SAH, KABBA, usw.) bekämpft die Motion Studer. Sie setzt sich für ein klares Bekenntnis des gesamten Regierungs- und Grossen Rates des Kantons Bern zu den SKOS-Richtlinien sowie zu den ihnen zugrunde liegenden Prinzipien von Rechtsgleichheit, Menschenwürde, sozialer Gerechtigkeit und gesamtgesellschaftlicher Solidarität und daher für eine Ablehnung der Motion Studer ein (Hälfte/Moitié, Newsletter 21.5.2013; Tecklenburg 2014).

Der Grosse Rat nimmt die Motion mit grossem Mehr an (5.9.2013), was eine Einsparung von 22 Millionen zur Folge haben soll. Der Regierungsrat muss demzufolge eine entsprechende Gesetzesrevision vorlegen. Ein erster Vorschlag (2015) stösst bei der Vernehmlassung auf widersprüchliche Meinungen. Auch ein Runder Tisch führt zu keiner Annäherung. Im Juni 2017 legt der neue Regierungsrat Pierre-Alain Schnegg (SVP), der den früheren SP-Mann ersetzt, eine neue Gesetzesrevision vor. Diese senkt die Sozialhilfeleistungen um 10%.

Gegen diese Revision lanciert eine neue, breite Koalition eine Petition für ein soziales Existenzminimum (März 2014). Die Petition wird von 9'300 Personen unterschrieben und von zahlreichen Organisationen, Hilfswerken, Verbänden und Parteien der Linken unterstützt (Tecklenburg 2014). Die Gesetzesrevision tritt trotzdem in Kraft und somit sind die Ansätze per 1.1.2014 um 10% gekürzt.

- **2014, Kanton, verstärkte Sanktionen** - Der Grossrat Mathias Müller und die Grossrätin Sabina Geissbühler-Struple (beide SVP) fordern stärkere Sanktionen²²³. Der Regierungsrat empfiehlt Annahme als Postulat. Der Vorstoss wird als Motion angenommen (100 Ja, 38 Nein, 13 Enthaltungen, 21.1.2015).
- **2018, Kanton, Erschwerte Einbürgerung** (s. Kapitel Ausländer:innen).
- **2018, Kanton Bern, Nein zu einem Mindestlohn** (s. Kapitel Mindestlohn).
- **2018, Kanton, Erhöhung Zahnbehandlungskosten** (s. Kapitel Zahnbehandlungen).
- **2014 und 2019, Kanton, Keine Familien-EL** (s. Kapitel Familien-EL).
- **2019, Kanton, Regeln für Zahnbehandlungen** (s. Kapitel Zahnbehandlungen).
- **2019, Kanton, Keine Kürzung der Sozialhilfe** - Der Regierungsrat will die Sozialhilfe kürzen und das Anreizsystem verstärken. Sein Vorschlag hat folgende Ziele: Umsetzung der Motion Studer (siehe oben), Verstärkung des Anreizsystems, Entlastung der Gemeinden und des Kantons, Kürzung des Grundbedarfs nach SKOS-Richtlinien um 8% für alle Sozialhilfebeziehenden und bis zu 30% für junge Erwachsene ohne Ausbildung oder Arbeitsstelle sowie für Personen mit ungenügenden Kenntnissen einer Amtssprache²²⁴. Der Grosse Rat nimmt die Vorschläge an (93 Ja, 1 Nein, 50 Enthaltungen, 29.3.2018).

Die Berner Konferenz für Sozialhilfe, die SKOS sowie zahlreiche weitere Verbände und Expert:innen stellen sich gegen diese Änderungen, die das soziale

²²³ Verstärkung der Sanktionsmöglichkeiten bei nicht kooperativen Sozialhilfebezügern. Motion 115-2014, eingereicht am 2.6.2014. RRGR.11123.

²²⁴ Gesetz über die öffentliche Sozialhilfe (Sozialhilfegesetz, SHG) (Änderung). Vortrag des Regierungsrates an den Grossen Rat, 28.6.2017.

Existenzminimum unterschreiten und eine Strafe aller bedürftigen Personen darstellen (Pressemitteilung SKOS 29. März 2018). Ein Komitee Wirksame Sozialhilfe, bestehend aus Betroffenen, Verbänden wie AvenirSocial und VPOD sowie linken Parteien, lanciert einen Volksvorschlag Wirksame Sozialhilfe. Dieser, ein konstruktives Referendum, legt einen alternativen Gesetzestext mit folgenden Neuerungen vor: Ansätze bei SKOS-Richtlinien belassen; Massnahmen zur beruflichen Qualifizierung von Sozialhilfebeziehenden bereitstellen und diese zur Teilnahme verpflichten können; Arbeitslose über 55 nach Ansätzen der EL unterstützen; Wirtschaft einbeziehen bei der Arbeitsintegration. Der Vorschlag wird am 13.8.2018 mit über 16'000 Unterschriften (10'000 sind verlangt) eingereicht. Regierungsrat und Grosser Rat lehnen den Volksvorschlag ab.

Das Komitee Wirksame Sozialhilfe arbeitet eng mit der Kampagne Verkehrt zusammen, welche aus AvenirSocial, Betroffenen, Kriso, KABBA usw. entstanden ist und sich bereits länger gegen geplante Sparmassnahmen in der Sozialpolitik im Kanton Bern wehrt. Verkehrt organisiert seit Juni 2017 Kundgebungen, nimmt teil an jenen des Kollektivs Sozialen Kahlschlag stoppen, sammelt Unterschriften gegen die Sozialhilfegesetzrevision und engagiert sich im Abstimmungskampf (www.verkehrt.ch).

An der Abstimmung vom 19. Mai 2019, welche schweizweit grosse Aufmerksamkeit erlangt hatte, lehnt die Berner Stimmbevölkerung beide Vorschläge ab: die vom Grossen Rat beschlossene Gesetzesänderung mit 52,6% Nein, den Volksvorschlag mit 56,0% Nein bei einer Stimmbeteiligung von 42.3%. Der Grossratsbeschluss wird in 3 (von 10) Verwaltungskreisen (z.T. knapp) und der Volksvorschlag in allen 10 mehrheitlich abgelehnt. Bei der Stichfrage (im Falle von zwei Ja) siegt der Volksvorschlag knapp mit 50.6% gegenüber dem Grossratsbeschluss (49.4%). Die drei Verwaltungskreise, die den Grossratsbeschluss ablehnen (Jura bernois, Bienne, Bern-Mittelland), bevorzugen in der Stichfrage den Volksvorschlag. Somit gilt der Status quo und eine Kürzung ist abgelehnt. *Grosse schweizweite Erleichterung für Viele.*

- **2019, Offizielle sachliche Informationsbroschüre** - Die Berner Konferenz für Sozialhilfe, Kindes- und Erwachsenenschutz BKSE publiziert eine Broschüre, damit « jenseits von politischen Grabenkämpfen [...] Sozialhilfe besser verstanden und die Diskussion darüber sachlich geführt wird. Das ist anspruchsvoll, auch weil die öffentliche Diskussion über die Sozialhilfe von Einzelfällen geprägt ist und sich viele falsche Bilder festgesetzt haben »²²⁵.
- **2019, Kanton, Arbeiten in sozialen Einrichtungen auch ohne Ausbildung** - Michel Seiler (Grüne) verlangt, die Arbeitserfahrung als äquivalent zu einer sozialpädagogischen Ausbildung anzuerkennen, wenn die Personen bereits mindestens doppelt so lange sozial berufstätig waren als die Dauer einer entsprechenden Ausbildung²²⁶. Der Regierungsrat ist skeptisch und will je nach Adressatengruppe differenzieren; er will das Anliegen als Postulat annehmen (Antwort 28.8.2019).

²²⁵ BKSE, 4.2.2019, Sozialhilfe – kurz und gut erklärt. www.bernerkonferenz.ch

²²⁶ Arbeitserfahrung in sozialen Einrichtungen aufwerten. Motion 2019.RRGR.78, eingereicht am 4.3.2019.

AvenirSocial fordert den Grossen Rat auf, die Motion abzulehnen²²⁷. Dieser nimmt den Vorstoss als Postulat an (4.12.2019).

- **2019, Kanton, Kredit für Integrationsmassnahmen** - Grossräte und Grossrätinnen aus der SP, den Grünen und der EVP fordern 5 Millionen für Integrationsmassnahmen für Sozialhilfebeziehende ²²⁸. Der Grosse Rat lehnt den Budgetposten ab, nimmt aber einen Auftrag für einen Massnahmenplan an (2019.RRGR.166, 2.9.2019).
- **2019, Kanton, Selbstbehalt für Gemeinden** - Das Bonus-Malus-System der Sozialdienste soll durch einen Selbstbehalt für die Gemeinden ersetzt werden, um einen Anreiz zur Kostensenkung einzuführen. Dies will eine Motion von Samuel Krähenbühl (SVP) und Konsorten²²⁹. Der Regierungsrat empfiehlt Annahme²³⁰. Dem folgt der Grosse Rat (85 gegen 68 Stimmen, 4.9.2019). Somit muss der Regierungsrat entsprechende Erlassänderungen vorschlagen.
- **2020, Kanton, Umgestaltung Sozialhilfe** - Eine Motion von Thomas Brönnimann (glp) und Anita Luginbühl-Bachmann (BDP) ²³¹ will die Sozialhilfequote im Kanton senken und fordert deshalb Soziallohnmodelle, Stipendien, Selbstbehalte für Gemeinden und Klienten bei « nicht zwingenden situationsbezogenen Leistungen », Reorganisation der Sozialdienste in Kompetenzzentren, Vollzug der Sanktionsmöglichkeiten, Sprachförderung sowie eine jährliche Anpassung an die Teuerung gemäss Landesindex. Der Grosse Rat nimmt 3 Punkte der Motion an, 2 lehnt er ab und 3 weitere nimmt er als Postulat an (4. März 2020).
- **2021, Kanton, Kein Vorstoss für Bundesrahmengesetz zur Sozialhilfe** (s. Kapitel Bundeskompetenz).
- **2022, Stadt, Pilotversuch bedingungsloses Grundeinkommen gefordert** (s. Kapitel Grundeinkommen).
- **2016-2023, Kanton, Kürzungen für vorläufig Aufgenommene** (s. Kapitel Geflüchtete)

²²⁷ AvenirSocial > Wer wir sind > Bern und Wallis > Aktuell > 14.11.2019.

²²⁸ Einstellung von 5 Millionen Franken im Budget 2020 zur Finanzierung von Massnahmen zur Integration von Sozialhilfebeziehenden in den Arbeitsmarkt und in Tagesstrukturen. Motion 130-2019 eingereicht am 2.6.2019 von Margrit Junker Burkhard (SP), Elisabeth Striffeler-Mürset (SP), Stefan Jordi (SP), Andrea de Meuron (Grüne) und Christine Schnegg (EVP).

²²⁹ Selbstbehalt setzt wirksame Anreize bei der wirtschaftlichen Sozialhilfe. Motion 131-2019, eingereicht am 3.6.2019 von Samuel Krähenbühl (SVP), Barbara Mühlheim (glp), Hans-Peter Kohler (FDP), Daniel Bichsel (SVP) und Peter Gerber (BDP).

²³⁰ Bericht 810/2019, 2019.RRGR.167, 14.8.2019.

²³¹ Fordern und fördern - Ein Reformplan für die Sozialhilfe im Rahmen von SKOS. Motion 162-2019, eingereicht am 11.6.2019 von Thomas Brönnimann (glp) und Anita Luginbühl-Bachmann (BDP).



Canton de Fribourg, FR

- **2014, Révision de la loi sur l'aide sociale** - Deux députées demandent une révision de la loi sur l'aide sociale de 1991 laquelle, selon elles, ne répond plus aux questions que doivent résoudre les services sociaux régionaux, à savoir si et dans quelle mesure l'aide sociale doit être accordée. Disparités des pratiques et tensions entre les SSR s'ensuivent. Elles demandent également d'éviter que des ressortissants de l'UE/AELE émargent systématiquement à l'aide sociale²³².

Le Grand Conseil accepte la motion (8.9.2015). Plusieurs prolongations du délai de suite sont accordées dès 2017. Un avant-projet de loi est mis en consultation comprenant entre autres un renforcement de la régionalisation, en passant de 24 à 7 services sociaux régionaux, le maintien du principe de la remboursabilité (art. 65) et de la possibilité de mesures obligatoires (art 25). 80 organisations prennent part à la consultation dont AvenirSocial²³³. Il est prévu que la loi soit soumise au GC en automne 2023 pour une entrée en vigueur en 2024.

- **2019, Non à un salaire minimum** (cf. chap. Mindestlohn).
- **2020-2021, Mesures durant la crise du coronavirus** (cf. chap. Coronakrise).
- **2021, Rückerstattung bleibt** - Im Oktober 2020 verlangen die Grossrätinnen Martine Fagherazzi und Violaine Cotting-Chardonens (beide SP) die Abschaffung der Rückerstattungspflicht von Sozialhilfeleistungen ausser bei plötzlichem Vermögensanfall²³⁴. Sie beziehen sich auch auf die plötzliche Armut von neuen Personengruppen infolge der Coronakrise. Die Regierung erachtet die Rückerstattungspflicht als zentral für die Eigenverantwortung und als bewährtes System. Sie empfiehlt Ablehnung (12.1.2021). Der Grossrat lehnt die Motion mit 53 gegen 45 Stimmen ab (25.3.2021).
- **2022, Ein Bericht über Rückerstattung verlangt** - Die Grossrätinnen Antoinette de Weck (FDP-GL) und Chantal Pythoud-Gaillard (SP) verlangen einen Bericht zur Praxis der Rückerstattung in den regionalen Sozialdiensten²³⁵. Der Grossrat nimmt das Postulat mit 82 gegen 1 Stimme (SVP) an (4.2.2022).
- **2023, PC fam. en préparation** (cf. chap. Familienergänzungsleistungen).

²³² Révision de la loi du 14 novembre 1991 sur l'aide sociale. Motion 2014-GC-155 déposée par Antoinette de Weck (PLR) et Erika Schnyder (PS) le 23.9.2014.

²³³ avenir.social > Was wir tun > Politische Aktivitäten > 26.4.2021 Kanton Freiburg (art.35) : Vernehmlassungsantwort zum Vorentwurf des SH-Gesetzes.

²³⁴ Abschaffung der Rückerstattungspflicht im Sozialhilfegesetz (SHG). Motion 2020-GC-160 eingereicht am 14.10.2020.

²³⁵ Rückerstattung der Sozialhilfe: Wovon sprechen wir? Postulat 2021-GC-130, eingereicht am 14.9.2021.



Canton de Genève, GE

Les années 1990 sont caractérisées, à Genève comme ailleurs, par une crise économique, des débats sur « la fin du travail », une volonté affichée de combattre « l'exclusion », le développement de « politiques d'activation » et de réformes de l'assistance publique. C'est dans ce contexte que se déploie, annoncée lors du Discours de Saint-Pierre à l'occasion de la prestation de serment du nouveau gouvernement en 1989, « une importante réforme de la politique genevoise, se caractérisant par la suppression progressive du régime séculaire de l'assistance publique et par l'introduction des revenus minimaux d'aide sociale cantonale »²³⁶. Le Conseiller d'État Guy-Olivier Segond (Radical, 1989 – 2001) en est un promoteur décidé. Quatre étapes marquent cette réforme²³⁷; elles seront détaillées ci-dessous.

- 1992, revenu minimum cantonal d'aide sociale pour rentiers et rentières AVS-AI;
 - 1995, revenu minimum cantonal d'aide sociale pour chômeurs en fin de droits;
 - 1998, fin du régime d'assistance pour pensionnaires d'EMS;
 - 2002, projet de revenu minimum de réinsertion généralisé, refusé en votation populaire.
- **1978, Ville de Genève, Suppression des magasins pour pauvres** - Le Service social de la Ville de Genève ferme ses magasins de fruits et légumes pour personnes nécessiteuses et les remplace par une allocation personnalisée d'aide financière.
 - **1992, Canton, Première loi mentionnant un revenu minimum** - Le Conseil d'État présente une loi transformant en revenu minimum cantonal d'aide sociale les prestations complémentaires et les prestations sociales accordées aux rentiers et rentières AVS-AI par l'Office cantonal d'aide aux personnes âgées (OCPA). Le terme de « revenu minimum » apparaît alors pour la première fois dans une loi genevoise (Andras November 2002, op. cit.), ceci par l'introduction d'un nouveau Titre I « Revenu minimum cantonal d'aide sociale » dans la Loi sur les prestations complémentaires cantonales du 25 octobre 1968.
 - **1990-1995, Canton, Introduction pour un revenu minimum social** - Deux interventions déposées le même jour au Grand Conseil proposent l'introduction d'un revenu minimum qui transformerait l'assistance publique en un droit social. Ce revenu minimum serait lié à un projet d'insertion.
 - Des député-e-s écologistes proposent d'introduire un « revenu minimum social garanti » à verser à toute personne habitant depuis un certain temps à Genève

²³⁶ Commission des affaires sociales chargée d'étudier le PL sur le revenu minimum de réinsertion et sur les contreprestations des bénéficiaires, PL 8453, Rapport de majorité, Mémorial Grand Conseil Genève, 21.9.2001.

²³⁷ Cf. Andras November, professeur honoraire IUED, a été député écologiste de 1985 à 1993 (2002). Le revenu minimum social à Genève: douze ans de débats politiques. Basic Income European Network, 9th International Congress, Geneva, 12th-14th September 2002.

et ne disposant pas d'un revenu considéré comme le minimum vital ce qui comprend l'accès aux activités culturelles et aux loisirs. La motion propose de transformer l'assistance sociale en droit, et de lier aide financière et insertion sociale. La finalité de ce revenu est d'aider les bénéficiaires à acquérir leur autonomie financière et à maintenir leur place dans la société. Le revenu social est associé à l'engagement volontaire dans un projet (économique, social, d'utilité publique ou associative, éducation de ses enfants, formation, personnel) permettant de s'insérer dans un groupe social²³⁸.

- Des député-e-s socialistes proposent l'introduction d'une allocation d'insertion. Elle correspondrait à l'équivalent de la rente AVS minimum (900 francs à l'époque) et serait destinée à toute personne dont le revenu ne dépasse pas le montant d'assistance et qui propose un projet d'insertion (formation ou réadaptation²³⁹).

Les deux objets sont renvoyés à la Commission des affaires sociales (9.11.1990). Elle rend un premier rapport intermédiaire qui présente ses nombreuses auditions d'expert-e-s. Elle propose, à l'unanimité, un projet de loi sur l'allocation d'insertion selon la proposition socialiste. Elle demande, de plus, d'étudier l'opportunité de transformer l'assistance en un droit pour tous les exclus et d'introduire à Genève des allocations selon le modèle bernois, soit une prestation sociale non remboursable²⁴⁰. La Commission présente un second rapport un an plus tard. Elle propose, à l'unanimité, une prestation hors assistance pour les chômeurs en fin de droit. La loi y relative est débattu et accepté le 18 novembre 1994 et entre en vigueur au 1er janvier 1995: le nouveau Revenu minimum cantonal d'aide sociale pour chômeurs en fin de droits (RMCAS) est né « afin de leur [aux chômeurs en fin de droit] éviter de devoir recourir à l'assistance publique »²⁴¹. Contrairement à l'aide sociale traditionnelle de l'époque, le RMCAS constitue explicitement un droit et n'est pas remboursable. Il introduit une contreprestation obligatoire. Il est supérieur d'environ 100 francs (pour une personne) par rapport à l'aide sociale, mais soumis à l'impôt. Les limites de fortune sont supérieures à celles de l'aide sociale. Une allocation d'insertion unique de 10'000 francs au maximum peut être accordée aux bénéficiaires pour financer un projet de réinsertion sociale ou professionnelle (création d'activité lucrative, formation, etc.). Au cours du temps, plusieurs évaluations sont effectuées tel que l'exige la loi sur le RMCAS.

- **1995, Canton, Pas de PC familles** - (cf. chap. Ergänzungsleistungen für Familien).
- **1997, Canton, Les barèmes de l'aide sociale deviennent publics** - Le Canton de Genève rend désormais publics les directives et les barèmes d'assistance par une publication annuelle dans la Feuille d'avis officielle²⁴².

²³⁸ Motion 684 concernant le revenu minimum social garanti déposée le 23.10.1990 par A. November, F. Bugnon, R. Cramer, G. Maulini-Dreyfus, V. Olsommer, C. Rapp, J. Schneider, A. Vaissade.

²³⁹ Projet de loi portant sur l'allocation d'insertion. PL 6629, déposé le 23.10.1990 par E. Sutter-Pleines, P.-A. Champod et A. Sauvin.

²⁴⁰ Commission des affaires sociales, Rapport intermédiaire en réponse à la motion 684 et au PL 6629, Françoise Saudan, 16.9.1993 (Pour la prestation bernoise, cf. chap. Grundeinkommen).

²⁴¹ art. 1, Loi sur les prestations cantonales accordées aux chômeurs en fin de droit du 18 novembre 1994 (Revenu minimum cantonal d'aide sociale).

²⁴² Nouvelle teneur de l'art. 4 al.3, entrée en vigueur au 1^{er} janvier 1997 suite à une Révision de la Loi sur l'assistance publique du 19 sept 1980 proposée par le Conseil d'État (PL 7423).

- **1998, Canton, Les pensionnaires des EMS n'ont plus besoin de solliciter l'assistance** – Jusqu'en 1997, deux tiers des pensionnaires des EMS doivent demander des prestations d'assistance pour payer leur pension et donc utiliser leurs économies et laisser une dette à leurs descendants. Le canton de Genève est le seul canton de Suisse avec ce régime. Le Conseil d'État par la voix de Guy-Olivier Segond propose de « mettre un terme à ce scandale du régime de l'assistance publique pour les pensionnaires des EMS » (GOS, débat au Grand Conseil, 3 octobre 1997). Il propose de remplacer l'assistance individuelle octroyée aux personnes âgées en EMS par un subventionnement direct des EMS. Son projet de loi (PL 7602) est adopté par le Grand Conseil le 3 octobre 1997 par 60 Oui, 26 Non et 5 Abstentions et entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998²⁴³.
- **2002, Canton, Refus populaire d'un revenu minimum de réinsertion (RMR) pour l'ensemble de la population** - Le Conseil d'État cherche à poursuivre sa réforme de la politique sociale genevoise « dans le but de faire disparaître progressivement le régime d'assistance publique par l'introduction de revenus minimums avec des contreprestations ». Le gouvernement évalue positivement l'expérience du RMCAS. Il constate que les bénéficiaires de l'aide sociale et du RMCAS se ressemblent de plus en plus. Il propose donc un nouveau dispositif appelé RMR qui doit marquer « le point d'aboutissement de cette réforme fondamentale de la politique sociale genevoise »²⁴⁴. Il propose ainsi, début 2001, un projet de loi qui supprime le RMCAS, introduit un RMR et ne maintient l'assistance que pour les groupes de personnes exclus du RMR (les rentiers AVS et AI, les étudiant-e-s, les requérants d'asile ainsi que les personnes domiciliées dans le Canton depuis moins de 2 ans)²⁴⁵. Selon le projet, le montant du RMR et sa composition sont ceux des PC et les bénéficiaires s'engagent à effectuer une contreprestation d'utilité personnelle, sociale ou socioprofessionnelle.

Renvoyé en Commission des affaires sociales, cette dernière modifie le projet qui sera accepté par la majorité (de gauche) du Grand Conseil tandis que la minorité de droite, emmenée par les libéraux, le refuse (séance du 21 septembre 2001). La droite (partis libéral et démocrate-chrétien, diverses associations professionnelles et patronales) lance un référendum. Un débat public passionné accompagne la campagne référendaire, avec des positions qui critiquent le projet, ceci autant à gauche qu'à droite.

Au moment de la votation référendaire, la gauche a perdu sa majorité au parlement lors des élections d'automne 2001 et le Conseiller d'État Guy-Olivier Segond, partisan résolu des revenus minimums, s'est retiré. Ainsi, le projet perd de ses soutiens. La majorité du nouveau Conseil d'État fait volte-face et propose de rejeter cette loi. Lors de la votation référendaire le 2 juin 2002, le projet RMR est refusé par 58.45% des votant-e-s.

²⁴³ Loi relative aux établissements médico-sociaux accueillant des personnes âgées du 3 octobre 1997. Elle sera abrogée et remplacée par la Loi sur la gestion des établissements pour personnes âgées du 4 décembre 2009 entrée en vigueur au 1er avril 2010.

²⁴⁴ Commission des affaires sociales chargée d'étudier le PL sur le revenu minimum de réinsertion et sur les contreprestations des bénéficiaires, PL 8453, Rapport de majorité, Mémorial Grand Conseil Genève, 21.9.2001.

²⁴⁵ Projet de Loi sur le Revenu minimum de réinsertion et sur les contreprestations des bénéficiaires (RMR), PL 8453, déposé le 31.1.2001.

- **2004, Canton, Suppression de la dette d'assistance** - Le Grand Conseil accepte de considérer les prestations d'assistance comme non remboursables sauf exceptions tel des prestations touchées indûment, des avances sur prestations ou un héritage²⁴⁶.
- **2006, Canton, Baisse des barèmes d'assistance** - Le Conseil d'État décide, dans le cadre du budget 2005, que l'Hospice général appliquera désormais les normes CSIAS, ce qui revient à une baisse de 208 francs par mois pour une personne seule, compensé éventuellement, selon les « efforts » des bénéficiaires, par un « supplément d'intégration » entre 100 et 300 francs.

Une pétition des syndicats (CGAS, 13.12.2004) et diverses interventions s'opposent à cette diminution et à une « aide sociale au mérite ».

Le changement prend effet au 1^{er} juillet 2006. En mai 2006, les bénéficiaires reçoivent une lettre de la direction de l'HG les invitant à « rester courtois », car les AS n'y sont pour rien dans la diminution.

- **2012, Canton, Une nouvelle loi sur l'aide sociale supprime le RMCAS et réduit certaines prestations** - Après l'échec du projet de RMR en 2002, le Conseil d'État propose une nouvelle révision de l'aide sociale. Selon lui, avec la suppression de la dette d'assistance (remboursabilité de l'aide sociale) à Genève en 2002 et le nouvel article 12 de la Constitution fédérale de 1999 instaurant le droit à l'aide, les principales différences entre RMCAS et aide sociale traditionnelle ont disparu. Il propose dès lors de supprimer le RMCAS par une révision de la Loi sur l'aide sociale individuelle (LASI), autrement dit, une fusion des deux dispositifs. Les modifications de cette loi, y compris de son titre, sont votées par le Grand Conseil. La loi s'intitulera désormais Loi sur l'insertion et l'aide sociale individuelle (LIASI). Son but est de « réinsérer plus de gens, plus vite ». Elle abolit les « contreprestations » jugées souvent dévalorisantes, rétablit une égalité de traitement entre personnes ayant besoin de soutien financier, ouvre l'accès à diverses prestations pour chômeurs et prévoit un « stage d'évaluation » obligatoire de 4 semaines²⁴⁷. La loi prévoit une aide financière « exceptionnelle » (réduite) pour les jeunes adultes (art. 11) ainsi que, pour toute personne (art. 17) durant les trois premiers mois et jusqu'à la signature d'un contrat d'aide sociale individuel obligatoire. L'aide financière exceptionnelle est de 457 francs en 2020, alors qu'elle se monte à 977 francs pour l'aide sociale ordinaire (art.2 al.1 et art.19 al.2 du Règlement d'exécution de la Loi sur l'insertion et l'aide sociale individuelle (RIASI) du 25 juillet 2007).

La gauche²⁴⁸ lance un référendum contre la loi révisée. Elle critique le fait que les chômeurs en fin de droits seront « repoussés à l'aide sociale » et donc privés de prestations (financières et d'insertion) que le RMCAS leur octroyait. En votation populaire référendaire du 27 novembre 2011, la LIASI est acceptée par 54.8% des votant-e-s. Elle entre en vigueur le 1^{er} février 2012.

- **2012, Canton, Introduction de PC familles** – (cf. chap. Ergänzungsleistungen für Familien).

²⁴⁶ Révision de la Loi sur l'assistance publique proposée par le Conseil d'État (PL 8867) acceptée le 12.2.2004.

²⁴⁷ Chancellerie d'État, votation cantonale du 27 novembre 2011, Brochure explicative, p. 38.

²⁴⁸ Partis de gauche, syndicats, diverses associations (chômeurs, étudiants HETS, AvenirSocial Genève).

- **2016, Manifeste du social** - Dans le contexte de mouvements de la fonction publique contre l'austérité, des travailleurs et travailleuses sociales de diverses institutions dont l'Hospice général rédigent un Manifeste du social (mai 2016), dans lequel ils et elles dénoncent les restrictions des prestations et la dégradation de leurs conditions de travail.
- **2014 - 2019, Canton, Observatoire de l'aide sociale et de l'insertion OASI** - Une association comprenant divers organismes syndicaux et professionnels, de défense de personnes usagères et d'œuvres d'entraide publie des rapports d'observation dans ce domaine, comprenant notamment des témoignages de personnes usagères. Quatre rapports ont parus (2014, 2015, 2016, 2019) <http://cgas.ch/OASI/>.
- **2020, Canton, Une allocation de préformation en alternative à l'aide sociale** – Depuis le 1.1.2020, une allocation de préformation (APF) forfaitaire est versée à certains jeunes. Elle s'adresse à de jeunes adultes (18-25 ans) en décrochage sans problématique sociale prépondérante, éligibles à l'aide sociale et qui acceptent de suivre un coaching individualisé dans le cadre de CAP Formations (dispositif interinstitutionnel comprenant l'Office d'orientation, OCE, Hospice général). L'APF est allouée pour six mois renouvelables deux fois et n'est pas soumise à des contrôles mensuels, à l'instar d'une bourse d'études²⁴⁹.
- **2011 et 2021, Canton, Introduction d'un salaire minimum** (cf. chap. Mindestlohn).
- **2020-2021, Mesures durant la crise du coronavirus** (cf. chap. Coronakrise).
- **2021, Canton, Non à une rente-pont** (cf. chap. Ältere Arbeitslose).
- **2019-2023, Canton, Projet de révision de la Loi sur l'aide sociale** - Le gouvernement charge une commission ad hoc d'une première réflexion sur une révision de la LIASI (Arrêté du 16 janvier 2019). La commission comprend des usagers et usagères de l'aide sociale ; elle est présidée par Stéphane Rossini. Elle rend son rapport fin 2019²⁵⁰. En novembre 2021, le gouvernement lance une consultation sur un avant-projet de loi sur l'aide sociale et la lutte contre la précarité, notamment en raison « de l'augmentation continue du nombre de bénéficiaires [...et] des nouvelles formes de précarité » . Le pré-projet préconise une certaine forfaitisation de la prestation. Ainsi, l'actuel supplément accordé suite à la signature d'un contrat d'aide sociale individuelle CASI sera intégré dans le forfait. La prestation sera calculée pour 6 mois et non chaque mois. AvenirSocial GE répond à la consultation avec un soutien critique (10.1.2022, avenirsocial.ch/fr/qui-sommes-nous/regions/geneve/). Le 27.4.2022, le Conseil d'Etat dépose le projet de loi devant le Grand Conseil qui le renvoie pour étude à sa Commission des affaires sociales. Après 13 séances et 30 auditions, la Commission, dans sa séance du 10.1.2023, refuse l'entrée en matière par 9 voix (PLR, Centre, UDC, MCG) contre 6 et 0 abstentions, possiblement pour des raisons électoralistes.
- **2019-2023, Canton, Proposition d'une expérience pilote de revenu de base** (cf. chapitre Grundeinkommen).

²⁴⁹ www.citedesmetiers.ch/thematiques/formations-et-metiers/soutien-pour-jeunes-non-scolarises/

²⁵⁰ Révision de la loi cantonale sur l'insertion et l'aide sociale individuelle – LIASI. Rapport à l'intention du Conseil d'Etat de la République et canton de Genève. Rossini Stéphane, Haute-Nendaz, 31 décembre 2019.



Kanton Graubünden, GR

- **2018, Kanton, Erschwerte Einbürgerung** (S. Kapitel Ausländer:innen).
- **2018, Stadt Chur, Bündner Modell bleibt** - Seit 2004 wird im Kanton Graubünden die Sozialhilfe überwiegend getrennt in wirtschaftliche und persönliche Hilfe: Die wirtschaftliche Sozialhilfe wird von den Gemeinden erbracht und die persönliche Hilfe (Beratung) von regionalen Sozialdiensten, die dem Kanton unterstellt sind. Nun verlangt die Stadtexekutive Chur neu die Rückführung der kantonalen Aufgaben in die Städtischen Sozialen Dienste insbesondere aus Spargründen²⁵¹.

Die Regionalorganisationen von AvenirSocial und VPOD lehnen diese Änderung aus rechtlichen und fachlichen Gründen ab. Das Parlament lehnt den Vorschlag klar ab (13.12.2018).

- **2020, Kanton, Organisation der Sozialhilfe** - Der Grossrat Patrik Degiacomi (SP) beauftragt die Regierung, « die Organisation und Finanzierung der Sozialhilfe so zu verbessern, dass eine optimalere Steuerung im Sinne der fiskalischen Äquivalenz möglich wird und dass die Aufgaben jenen staatlichen Ebenen zugewiesen werden, die sie in aller Regel am professionellsten erbringen können »²⁵². Die Regierung schlägt dem Grossen Rat Annahme vor (Antwort 6. März 2020).
- **2021, Kanton, Keine Rückerstattungspflicht mehr während Erstausbildung** - Manche junge Erwachsene müssen während einer Ausbildung Sozialhilfe beziehen infolge ungenügender Stipendien und diese Schuld dann zurückzahlen. Dies erschwert ihnen den Eintritt ins Erwerbsleben. Mehrere Grossräte um Anna-Margreth Holzinger-Loretz (FDP) fordern, die Rückerstattungspflicht für eine volljährige Person während ihrer Erstausbildung bis längstens zu ihrem vollendeten 25. Altersjahr aufzuheben²⁵³. In seiner Antwort (30.8.2021) geht der RR noch weiter. Er wird dem Grossen Rat eine Botschaft zur Aufhebung der Rückerstattungspflicht von Sozialhilfeleistungen für junge Erwachsene während der Erstausbildung vorlegen und darüber hinaus die geltende Regelung betreffend Rückerstattungspflicht von Sozialhilfeleistungen für alle Bedürftigen überprüfen. In seiner Sitzung vom 20.10.2021 überweist der Grossrat den Vorschlag einstimmig.

²⁵¹ Botschaft der Stadtexekutive Chur an das Gemeindeparlament « Prüfung der Wiedereingliederung der Aufgaben des regionalen Sozialdienstes in die städtischen Sozialen Dienste », Auftrag GPK, 24.11.2015.

²⁵² Auftrag « betreffend Organisation und Finanzierung der Sozialhilfe », 4.12.2019.

²⁵³ Auftrag Holzinger-Loretz betreffend Aufhebung der Rückerstattungspflicht für junge Erwachsene während der Erstausbildung, eingereicht am 16.6.2021.



Canton du Jura, JU

- **2010, Canton, Pas de Modèle Passage Winterthur** - Le député Damien Lachat, au nom du groupe UDC, demande l'introduction de mesures similaires à celles de Winterthur (modèle *Passage*) et plus particulièrement une période de travail obligatoire avant toute admission à l'aide sociale pour les personnes aptes au travail²⁵⁴. Le Grand Conseil rejette la motion (20.10.2010).
- **2012, Canton, Occupations d'urgence** - Le député Yves Gigon, au nom du groupe PDC-JDC, demande au Gouvernement d'étudier la pertinence de mettre en place une occupation « même ne correspondant pas exactement aux compétences et volontés de l'usager organisées extrêmement rapidement (dans les 3 jours environ) »²⁵⁵. Le Grand Conseil accepte le postulat par 35 Oui contre 20 Non (28.3.2012).
- **2012, Canton, Favoriser l'insertion professionnelle** - Le député André Parrat, au nom du Groupe CS-POP et Verts, demande une révision de la loi sur l'aide sociale permettant d'organiser des AIT au niveau social afin de mettre fin au traitement moins favorable des personnes à l'aide sociale comparé au traitement dans le cadre des assurances chômage et de l'AI²⁵⁶. Sa motion est acceptée par le Grand Conseil (23.5.2012).
- **2013, Canton, Maintien du secret professionnel** - Le député Didier Spies, au nom du groupe UDC, demande d'assouplir le secret professionnel dans le domaine de l'aide sociale afin de pouvoir prononcer des sanctions radicales en cas de perceptions abusives²⁵⁷. La motion est refusée au Grand Conseil (27.2.2013).
- **2013, Canton, Pas d'obligation de demander la retraite anticipée** - Le député André Parrat, au nom du groupe Cs-POP-Les Verts, demande de « supprimer la pratique insensée qui consiste à obliger les bénéficiaires de l'aide sociale de demander la retraite anticipée »²⁵⁸. La motion, transformée en postulat, est acceptée par le Grand Conseil (27.3.2013).
- **2020, Canton, Introduction d'un salaire minimum** (cf. chap. Mindestlohn).
- **2020-2021, Mesures durant la crise du coronavirus** (cf. chap. Coronakrise).
- **2021, Canton, Demande d'étudier un Revenu de transition écologique RTE** (cf. chap. Grundeinkommen).

²⁵⁴ Travail avant de toucher l'aide sociale: une mesure qui a fait ses preuves. Motion M 950 déposée le 24.2.2010 (Des détails quant au modèle *Passage*, Winterthur, se trouvent dans le chapitre Sozialhilfe in den Kantonen, Zürich, 2001 Winterthur).

²⁵⁵ Aide sociale et mesures d'insertion (MI) : Pour garder le rythme, une occupation d'urgence?. Postulat P 312 déposé le 23.11.2011.

²⁵⁶ Pour permettre l'insertion professionnelle des personnes à l'aide sociale. Motion M 1024 déposée le 14.12.2011.

²⁵⁷ Secret professionnel en matière de l'aide sociale. Motion M 1051 déposée le 26.9.2012.

²⁵⁸ Supprimer un non-sens : l'obligation faite aux bénéficiaires de l'aide sociale de demander la retraite anticipée. Motion M 1061 déposée le 21.11.2012.

- **2017-2022, Canton, Réorganisation des services d'aide sociale** - Dès juin 2017, les autorités cantonales de l'aide sociale entament un large processus de réorganisation du dispositif d'aide sociale. La réorganisation, intitulée Cohésion.JU, comprend notamment le rôle des communes, la séparation progressive des tâches d'aide financière et d'aide personnelle ainsi que le transfert de certaines décisions dans les services sociaux régionaux. Des journées participatives de réflexion et de consultation s'organisent dans ce cadre, la dernière en date le 2 juin 2022 par l'AJAS (Association jurassienne pour l'action sociale). Le but de la réforme reste de raccourcir les délais d'octroi de l'aide et de recentrer le travail des AS sur l'accompagnement (<https://www.ssrju.ch/Htdocs/Files/v/6905.pdf/Actualites/RV-Papillon-02.06.2022-A4.pdf?download=1>)



Kanton Luzern, LU

- **2005, Gemeinde Emmen/LU, Einführung von Sozialdetektiven** - Als erste Gemeinde in der Schweiz führt Emmen Sozialdetektive ein, was starke Reaktionen in der Presse hervorruft. Zahlreiche Gemeinden und Kantone folgen dem Beispiel.
- **2013, Kanton, Sozialhilfeleistungen mit Pensionskassengeldern verrechnen** - Der Grossrat Arnold Robi (SVP) und Mitunterzeichnende schreiben in ihrem Motionstext: « Es kann nicht sein, dass die Kommune für Personen über Jahre Sozialhilfegelder bezahlt und diese dann zum Beispiel beim Verlassen unseres Landes in ihre Heimat die Pensionsgelder sich ausbezahlen lassen, ohne dass die von der Gemeinde geleisteten Hilfsgelder verrechnet werden »²⁵⁹. Die Motion wird als Postulat angenommen (7.5.2013).
- **2013, Kanton, Kürzung des Grundbedarfs** - Im Rahmen eines Sparpaketes « Leistungen und Strukturen » schlägt der Regierungsrat vor, den Grundbedarf für Personen, die weniger als 18 Monate in der Schweiz gearbeitet haben, für eine alleinstehende Person auf 85% der SKOS-Richtlinien und für Mehrpersonenhaushalte auf 90% zu kürzen (Bericht 55, 23.10.2012). Der Vorschlag wird ohne Diskussion vom Grossen Rat angenommen. Die Änderung tritt auf den 1. Januar 2013 in Kraft²⁶⁰.
- **2015, Kanton, Nein zu Familien-EL** (s. Kapitel Familien-EL).
- **2019, Stadt Luzern, Erhöhung des Grundbedarfs gefordert** - Zwei Mitglieder des Gemeindeparlaments, Claudio Soldati und Maria Pilotto (beide SP/JUSO-Fraktion),

²⁵⁹ Über die Verrechnung von bezogenen Sozialhilfeleistungen mit Pensionskassengeldern. M 241, déposée le 5.11.2012.

²⁶⁰ Art. 13a Sozialhilfeverordnung vom 13. Juli 1990 bzw. Art. 9 al.1 der neuen Verordnung vom 24. November 2015.

verlangen die Erhöhung des Grundbedarfs gemäss der Studie BASS 2019²⁶¹. Das Postulat wird überwiesen (24. September 2019).

- **2020-2021, Massnahmen während Coronakrise** (s. Kapitel Coronakrise).
- **2022, Stadt Luzern, Volksinitiative verlangt Pilotversuch Grundeinkommen** (s. Kapitel Grundeinkommen).
- **2023, Kanton, Offene fachliche Mindeststandards der Sozialdienste** – In seiner revidierten Sozialhilfeverordnung, die per 1.2.2023 in Kraft tritt, regelt der RR die fachlichen Mindestanforderungen an die Sozialdienste; diese waren vordem nicht definiert. Der Kanton schreibt in seiner Mitteilung: « Neben der Aus- und Weiterbildung wird die vorhandene Praxiserfahrung der in der Sozialhilfe und Alimentenhilfe tätigen Fachpersonen berücksichtigt ». Konkret schreibt die Verordnung vor, dass jeder Sozialdienst der Sozialhilfe über mindestens eine Person verfügen muss, die einen Fachhochschulabschluss in Sozialer Arbeit oder eine gleichwertige Ausbildung vorweisen kann, oder aber mindestens eine Person, die in den letzten 10 Jahren während mindestens 3 Jahren in einem Sozialdienst tätig war und mindestens 80 Lektionen fachlicher Weiterbildung absolviert hat (Art. 2a). Die Gemeinden haben bis am 1. September 2024 Zeit, diese Anforderungen zu erfüllen²⁶².



Canton de Neuchâtel, NE

- **2014, Canton, Baisse des normes pour les jeunes adultes** - En mars 2014, le canton baisse de 15% les normes pour les personnes entre 18 et 35 ans sans famille.
- **2017, Canton, Diverses diminutions** - En « s'inspirant des recommandations émises sur le plan suisse », soit des normes de la CSIAS, diverses prestations d'aide sociale sont baissées dès le 1^{er} mars 2017 sous l'intitulé « Diminution de l'aide financière aux jeunes adultes sans charge de famille et sans projet professionnel et renforcement de l'aide sociale ». Pour les jeunes adultes (18-35 ans), le forfait d'entretien baisse de 830 à 782 francs. Le forfait déductible du revenu des apprentis passe de 400 à 200 francs, le supplément pour formation d'enfants majeurs de 100 à 50 francs et celui pour les montures de lunettes de 150 à 100 francs. Quant aux médicaments prescrits mais non remboursés par l'assurance maladie, ils ne sont plus pris en charge²⁶³.

²⁶¹ Teilhabe und menschenwürdiges Dasein bedingen eine Erhöhung des Grundbedarfs in der Sozialhilfe. Postulat 364, eingereicht am 11.12.2019.

²⁶² Kanton Luzern, Mitteilung 12.1.2023, https://news.lu.ch/html_mail.jsp?params=7bhW%2BK2KV9UuliUyzTpTCcYiA498Raa1PQ%2BwQKnOpMnTRdHmn5QFJfBU3k17tPeCkH5Gri5ZvpmqpMmvSdYDzDe4uzgsFB6ph7tlAMfZxCg%3D

²⁶³ Conseil d'État Neuchâtel, Révision des normes d'aide sociale dès le 1^{er} mars 2017. Communiqué de presse, 19.1.2017 ; Arrêté du Conseil d'État du 18 janvier 2017.

- **2017, Canton, Introduction d'un salaire minimum** (cf. chap. Mindestlohn).
- **2016 - 2018, Canton, Campagne Reglo** - Le Conseil d'État neuchâtelois lance un « Programme transversal de lutte contre les abus dans les domaines du travail, de la fiscalité et des prestations sociales » (Conférence de presse, 13.1.2016). Ce programme fait suite à un rapport du Conseil d'État concernant la lutte contre les abus adopté par le Grand Conseil sans opposition (rapport 16.03, adopté le 06.12.2016). Dans ce contexte, tous les bénéficiaires de prestations sociales reçoivent un courrier les invitant à régulariser leur situation. A la fin de la campagne, il est constaté que 95,4 mio de francs ont été récupérés dans le domaine fiscal et 1,5 mio dans celui des prestations sociales (500'000 francs subsides LaMal, 700'000 francs PC AVS-AI et 315'000 francs de prestations d'aide sociale). Les abus dans le domaine du travail n'ont pas pu être chiffrés²⁶⁴. Quant aux suites, le rapport ne préconise rien dans les domaines fiscal et du travail, alors que le domaine des prestations sociales fera l'objet de réflexions voire d'ajustements organisationnels.
- **2018 - 2020, Canton, Redéfinition des prestations sociales** - Le Conseil d'État souhaite une vaste redéfinition des prestations sociales sous condition de ressources. La réforme prévoit 4 étapes à déployer entre 2019 et 2021: éliminer les effets de seuil dans les subsides LaMal, dé plafonner les avances sur contributions d'entretien, repenser l'aide sociale avec le projet Raisone (cf. ci-dessous) et créer une PC cantonale pour personnes n'ayant pas besoin d'un suivi social²⁶⁵. Le Grand Conseil prend acte du rapport et approuve à l'unanimité une première réforme, celle de la LaMal (28.5.2019) qui sera suivie de celle des avances sur contributions d'entretien. Quant à l'introduction d'une PC cantonale, les travaux sont suspendus en attendant le déploiement du projet Raisone²⁶⁶.
- **2018 - 2022, Canton, Projet Raisone** - Dans le contexte de la redéfinition des prestations sociales (cf. ci-dessus) et dans une situation de « ressources financières restreintes », le Conseil d'État lance, en janvier 2018, un vaste chantier intitulé projet Raisone (Repenser l'aide sociale neuchâteloise) avec les objectifs déclarés suivants : simplifier l'intervention de l'aide matérielle, repenser le rôle des intervenants, renforcer la gouvernance²⁶⁷. En 2020, les travaux se focalisent notamment sur un modèle de suivi social différencié harmonisé (SDH) dans les SSR en matière des phases de l'aide, de l'intensité et des modalités d'accompagnement, de la répartition des tâches sociales et doivent tenir compte de l'introduction d'un nouvel outil informatique²⁶⁸. En 2021, les travaux aboutissent à diverses simplifications dans l'octroi de l'aide sociale, alors que ceux liés au SDH ont été repoussés en 2022 car dépendants de la nouvelle application informatique²⁶⁹.

²⁶⁴ Rapport du Conseil d'État « Suite du programme de lutte contre les abus », 18.020, 6.6.2018.

²⁶⁵ Rapport du Conseil d'État au Grand Conseil concernant la redéfinition des prestations sociales, 18.034, 3.9.2018.

²⁶⁶ Rapport du Conseil d'État au Grand Conseil du 17 février 2020, 20.013, débattu par le Grand Conseil le 24.6.2020, p. 25.

²⁶⁷ Rapport du Conseil d'État au Grand Conseil concernant la redéfinition des prestations sociales, 18.034, 3.9.2018, p.45.

²⁶⁸ SASO Rapport de gestion 2021 extrait, 17 février 2020, 20.013, chapitres 3.3 et 5.1.

²⁶⁹ SASO Rapport de gestion 2021 extrait, p. 446 https://www.ne.ch/autorites/DECS/SASO/Documents/SASO_Rapport%20de%20gestion_2021_extrait.pdf

- **2023, Les Assises de la cohésion sociale** – La Conseillère d'État en charge des affaires sociales lance une année de rencontres, débats et réflexions sur le renouvellement des politiques sociales dans le canton (avril 2022 à avril 2023)²⁷⁰.



Kanton Schaffhausen, SH

- **2016, Kanton, Senkung Grundbedarf** - Per 1.1.2016 wird der Grundbedarf für junge Erwachsene auf 755 Franken festgelegt (SKOS 789 Franken). Neu müssen alle Sozialhilfebeziehenden 10% der Zahnarzkosten aus dem Grundbedarf bestreiten.



Kanton Schwyz, SZ

- **2014, Kanton, Senkung der Sozialhilfeansätze** - Der Grossrat Othmar Büele (SVP) und 12 Mitunterzeichnende verlangen eine Gesetzesrevision, welche die Sozialhilfeleistungen auf 90% der SKOS-Richtlinien beschränkt und eine Verstärkung des Anreizsystems vorsieht²⁷¹. Der Regierungsrat beantragt Ablehnung der Motion (Beschluss 739/2014, 1.7.2014). Sie wird im Rahmen einer Teilrevision des Sozialhilfegesetzes beantwortet (siehe unten).
- **2015, Kanton, Senkung des Grundbedarf für junge Erwachsene** - Der Grossrat Hanspeter Rast (SVP) will den Grundbedarf für den Lebensunterhalt junger Erwachsener reduzieren²⁷². Seine Motion wird in ein Postulat umgewandelt und ebenfalls im Rahmen einer Teilrevision des Sozialhilfegesetzes beantwortet (siehe unten).
- **2017, Kanton, Keine Kürzungen per Teilrevision Sozialhilfegesetz** - Beide Motionen (M 3/14 und M 3/15, gleich oben) werden im Rahmen einer Teilrevision des Sozialhilfegesetzes behandelt. In seiner Vorlage an den Grossrat unterstreicht der Regierungsrat die zentrale gesellschaftliche Bedeutung der Sozialhilfe, indem sie ein Leben in Würde ermögliche, vor Ausgrenzung schütze und den sozialen Zusammenhalt in der Gesellschaft fördere. Eine generelle Kürzung sei der falsche Weg und treffe die Falschen (Beschluss RR 107/2017, 7.2.2017). Die kantonsrätliche Kommission lehnt, wie der Regierungsrat, die Motionen ab; schlägt aber u.a. eine

²⁷⁰ <https://www.ne.ch/autorites/DECS/ACS/Pages/accueil.aspx>

²⁷¹ SKOS, Kostenoptimierung und Flexibilität muss auch bei der Sozialhilfe möglich sein. Motion M 3/14, eingereicht am 3.2.2014.

²⁷² Entlassung aus der Sozialhilfe: Anreize für Junge erhöhen. Motion M 3/15, eingereicht 23.2.2015.

Erhöhung der Sanktionen von 30 auf 40% auf Verordnungsstufe vor (Beschluss RR 107/2017 und 617/2017). Der Grosse Rat beschliesst Nichteintreten (89 Nein, 2 Ja, 6.9.2017).



Kanton Solothurn, SO

- **2015, Kanton, Kürzungen** - Per 1. Januar 2015 führt der Kanton Solothurn Abweichungen von den SKOS-Richtlinien ein, u.a. Kürzungen des Grundbedarf bei Pflichtverletzungen; Kürzungen bei Wohnkosten, auswärtiger Verpflegung, Umzugskosten, Integrationszulagen und Einkommensfreibetrag; Halbierung der Vermögensfreibeträge; Ausschluss von Prämien für Hausrat- und Haftpflichtversicherung und Erholungsaufenthalten; Selbstbehalt für Zahnbehandlungen²⁷³.
- **2015, Kanton, Keine Kostenbeteiligung der Sozialregionen** - Der Grossrat Peter Brügger und Mitunterzeichnende fordern im Namen der Fraktion FDP.Die Liberalen mit einem Auftrag ein Bonus-Malus-System oder eine Kostenbeteiligung der Sozialregion an den Kosten der Sozialfälle²⁷⁴. Der Regierungsrat empfiehlt Annahme mit einem veränderten Wortlaut: Revisions- und Aufsichtskonzept, Fallführungsstandards (24.2.2017). Der Grosse Rat lehnt den Auftrag ab (23.6.2015).
- **2018, Kanton, Keine Kürzungen für bestimmte Gruppen** - Die Grossrätin Johanna Bartholdi (FDP.Die Liberalen) verlangt Abweichungen von den SKOS-Richtlinien in Abhängigkeit des Alters und der Anzahl AHV-Beitragsjahre sowie eine Beschränkung der Anspruchsdauer für Ausländer²⁷⁵. Der Regierungsrat beantragt entschieden Ablehnung²⁷⁶. Dem folgt die Sozial- und Gesundheitskommission (13.12.2017). Frau Bartholdi zieht den Antrag zurück (24.1.2018).
- **2019, Kanton, Reduktion der Sozialhilfequote** - Drei Grossratsmitglieder (CVP) beauftragen die Regierung, mit den Gemeinden Massnahmen zur Senkung der Sozialhilfequote zu entwickeln, u.a. durch Freiwilligen- und Familienarbeit, Ausbildung sowie Kompensationsarbeit²⁷⁷. Der Regierungsrat beantragt Annahme (26.2.2019), ebenso die Sozial- und Gesundheitskommission (20.3.2019). Der Grosse Rat nimmt den Auftrag am 3.7.2019 an.
- **2020, Kanton, Keine Kürzung des Grundbedarfs** - Der Grossrat Tobias Fischer (SVP) fordert, der Grundbedarf solle lediglich das Existenzminimum decken, während der frei werdende Betrag an integrationswillige und engagierte Personen

²⁷³ Sozialverordnung SV Art. 93 gemäss RRB 2014/1623 vom 16. September 2014.

²⁷⁴ Mehr Kostenbewusstsein in der Sozialhilfe. Auftrag A 171/2014 DDI, 12.11.2014.

²⁷⁵ Kostenanstieg bei der Sozialhilfe bremsen. Erweiterung der zulässigen Abweichungen von den SKOS- Richtlinien gemäss Art. 93 Sozialverordnung SV. Auftrag A 0101/2017, 17.5.2017.

²⁷⁶ Regierungsratsbeschluss 2017/2007, A 0102/2017, DDI, vom 28.11.2017.

²⁷⁷ Massnahmen zur Reduktion der Sozialhilfequote. Auftrag 121/2018 von Josef Maushart, Michael Ochsenbein und Sandra Kolly (alle CVP), mitunterzeichnet von 52 Grossräten und Grossrätinnen, 12.9.2018.

weitergegeben werden solle²⁷⁸. Der Regierungsrat hält in seiner ausführlichen Antwort fest, dass der Grundbedarf bereits knapp bemessen sei, vor allem Familien betroffen seien, gezielte Förderung bereits praktiziert würde, die SKOS-Richtlinien wichtig seien, kurz: dass eine Umkehrung des bewährten Systems nicht nötig sei. Er empfiehlt Ablehnung²⁷⁹. Dieser Empfehlung folgt der Grosse Rat und lehnt mit 68 Nein und 23 Ja ab (29.1.2020).

- **2022, Kanton, Gleiche Sozialhilfe für vorläufig Aufgenommene** (s. Kapitel Geflüchtete).



Kanton St.Gallen, SG

- **2008, Kanton, Keine Bussen bei Sozialhilfemissbrauch** - Die SVP-Fraktion des Grossen Rates will Bussen für Sozialhilfemissbrauch²⁸⁰. Der Regierungsrat empfiehlt Nichteintreten. Der Grosse Rat lehnt den Vorstoss ab (2.6.2008).
- **2014, Kanton, Solidarität unter den Gemeinden** - Die Fraktionen CVP-EVP, SP-GRü, FDP und GLP-BDP verlangen eine Verbindlicherklärung der Richtlinien unter bestimmten Bedingungen, um den Negativwettbewerb zwischen den Gemeinden zu verhindern²⁸¹. Der Grosse Rat nimmt die Motion mit verändertem Wortlaut an (25.11.2014); er beauftragt die Regierung, eine umfassende Revision des Sozialhilfegesetzes zu unterbreiten (siehe unten).
- **2017, Kanton, Einbürgerung von Sozialhilfebeziehenden nicht weiter verschärft** (s. Kapitel Ausländer:innen).
- **2018, Kanton, Nein zu einem Mindestlohn** (s. Kapitel Mindestlohn).
- **2018, Kanton, Teilrevision des Sozialhilfegesetzes** - Der Regierungsrat will die Verbindlichkeit der Richtlinien der St.Gallischen Konferenz der Sozialhilfe regeln. Er sieht eine Verschärfung der Sanktionen vor, will eine klarere Abgrenzung von Sozialhilfe und Nothilfe sowie eine stärkere Verankerung der sozialen und beruflichen Integration²⁸². Am 21.2.2017 nimmt der Grosse Rat die Revision einstimmig an. Sie tritt am 1. Januar 2018 in Kraft.
- **2013-2019, Gemeinde Rorschach, Niederlassungsfreiheit muss per Bundesgericht geschützt werden** - Der Stadtpräsident von Rorschach, Thomas Müller (SVP), Nationalrat, verhindert die Wohnsitznahme einer Sozialhilfebezüglerin mit

²⁷⁸ Anpassung der Bemessungsrichtlinien für eine gesellschaftsverträgliche, nachhaltige und zweckmässige Sozialhilfe. Auftrag 0087/2019, 15.5.2019.

²⁷⁹ Regierungsratsbeschluss 2019/1495, A 0087/2019 DDI, 24.9.2019.

²⁸⁰ Bussen für Sozialhilfemissbrauch. Motion 42.08.14, eingereicht am 20.2.2008.

²⁸¹ Revision des Sozialhilfegesetzes: Negativwettbewerb verhindern. Solidarität zwischen Gemeinden stärken. Motion 42.14.21, eingereicht am 15.9.2014.

²⁸² Entwurf für eine Teilrevision des Sozialhilfegesetzes (IV. Nachtrag zum Sozialhilfegesetz). Botschaft und Entwurf der Regierung vom 6. September 2016, Geschäftsnummer 22.16.02.

Schweizer Bürgerrecht in seiner Stadt (September 2013). Die Frau lässt sich schliesslich in der Stadt St.Gallen nieder. Diese verlangt von Rorschach Rückerstattung der Sozialhilfebeträge mit Bezug auf das Bundesgesetz über die Zuständigkeit für die Unterstützung Bedürftiger (ZUG) und die Niederlassungsfreiheit. Rorschach ist nicht einverstanden, verliert aber in allen juristischen Instanzen (Kanton: August 2016). Das Bundesgericht bestätigt den Entscheid des Kantons (8C_748/2018, 26. März 2019). 2013 tritt die Stadt Rorschach aus Protest aus der SKOS aus, 2020 wird sie wieder Mitglied. Den gleichen Weg gehen die Städte Romanshorn (TG) und Dübendorf (ZH).

- **2019, Kanton, Keine Senkung des Grundbedarfs** - Die SVP will den Grundbedarf auf 70% der SKOS-Richtlinien ansetzen; für integrationswillige, aktiv mitwirkende Sozialhilfebezüger kann er auf 100 Prozent erhöht werden²⁸³. Die Regierung empfiehlt Ablehnung, da die Motion zu « grosser Rechtsunsicherheit und Willkür führen würde » (Antrag vom 19.3.2019). Der Grosse Rat lehnt die Motion deutlich ab (72 Ja, 35 Nein, 24.4.2019).
- **2019, Kanton, Keine Kürzung** - Aber es geht immer weiter. Die Grossrätin Carmen Bruss und der Grossrat Sascha Schmid (beide SVP) verlangen in einer weiteren Motion eine Kürzung der Sozialhilfe von 30% « für Leute, die noch nie einen Franken » einbezahlt haben, sie nennen Junge und Ausländer:innen²⁸⁴. Der Grosse Rat lehnt die Motion ab (25.11.2019).
- **2020-2021, Massnahmen während Coronakrise** (s. Kapitel Coronakrise).
- **2022, Kanton, Kein Zwang zum Vorbezug von Pensionskassenguthaben**- Am 17. März 2021 fordern die Sozialen Dienste einer St.Galler Gemeinde einen 60-jährigen Sozialhilfebezüger auf, sein Pensionskassenguthaben (berufliche Vorsorge, 2. Säule nach BVG) einzufordern. Die Sozialhilfeleistungen würden wegen dieses Vermögensanfalls eingestellt, denn er sei nicht weiter bedürftig. Dagegen legt der Mann mit Unterstützung der UFS Rekurs ein, dieser wird erstinstanzlich gutgeheissen. Die Gemeinde erhebt Beschwerde gegen dieses Urteil; sie erachtet ihren Entscheid als zumutbar und argumentiert mit dem Subsidiaritätsprinzip und der Gemeindeautonomie. Die Beschwerde wird von der nächsten Instanz, dem kantonalen Verwaltungsgericht, dezidiert abgewiesen. Laut dem Gericht würde durch die Verpflichtung zum Vorbezug des Pensionskassenguthabens der bundesrechtliche Vorsorgeschutz verletzt und unverhältnismässig in die Altersvorsorge eingegriffen. « Dem gesundheitlich stark angeschlagenen, schon mehrere Jahre arbeitslosen, inzwischen ausgesteuerten und 100 % arbeitsunfähigen, alleinstehenden Beschwerdegegner kann ein Vorbezug seines Freizügigkeitsguthabens im Zeitpunkt der Vollendung des 60. Altersjahres nicht zugemutet werden »²⁸⁵. Das Gericht bezieht sich insbesondere auf Bundesgerichtsurteile, bundesrechtliche Normen zur

²⁸³ Sozialhilfe – Belohnen anstatt kürzen. Motion 42.19.04, eingereicht am 19.2.2019.

²⁸⁴ Kürzung der Sozialhilfe für Leute, die noch nie einen Franken in unser Sozialsystem einbezahlt haben. Motion 42.19.30, eingereicht am 12.9.2019.

²⁸⁵ St.Galler Gerichte, Publikationsplattform. Entscheid Verwaltungsgericht 13.12.2022. Grundsätze der Subsidiarität der Sozialhilfe (Art. 2 Abs. 1, Art. 2 Abs. 2 lit. b und Art. 9 Abs. 1 SHG) und des Vorsorgeschutzes von Freizügigkeitsleistungen (Art. 10 ff. FZV). Urteil B 2022/74, Publiziert am 13.1.2023. Seite 1/11. <https://sozialhilfeberatung.us4.list-manage.com/track/click?u=a44ffb097f4f504f66dd64f26&id=646958d5e7&e=7c6ff168fb>

Altersvorsorge sowie die SKOS-Richtlinien. Der Entscheid ist für andere Kantone nicht rechtsverbindlich, aber dennoch wegweisend.



Kanton Thurgau, TG

- **2016, Kanton, Leistungskürzung** - Eine Änderung der Sozialhilfeverordnung führt zu Kürzungen über die Empfehlungen der SKOS hinaus. In der Folge kürzen mehrere Gemeinden noch weiter, um Kosten zu senken. Auch sind Personen bis zum Alter von 30 Jahren als junge Erwachsene definiert.
- **2022, Gesetzliche Grundlage für Observationen** (siehe Kapitel Observationen) und **Rückzahlung der Sozialhilfe von Geflüchteten** (s. Kapitel Geflüchtete).



Canton du Tessin, TI

- **2003, Canton, Vaste réorganisation des prestations sociales** - Le canton du Tessin entreprend une vaste réorganisation des prestations financières et de conseil. La réforme vise à garantir à tous les ménages un revenu suffisant en recourant le moins possible à l'aide sociale, tout en facilitant l'accès aux prestations. Cette réforme est mise en œuvre par une nouvelle Loi sur l'harmonisation et la coordination des prestations sociales²⁸⁶ entrée en vigueur en 2003. Cette profonde réorganisation de l'Administration cantonale implique douze services de quatre départements qui allouent 8 prestations financières sous condition de ressources ainsi que des prestations de consultation dans 3 domaines différents (Beffa 2003).
- **2020, Kanton, Weiterhin 200 Fälle pro Sozialarbeiter:in** – Grossrat Raoul Ghisletta (SP) und Mitunterzeichnende fordern die Regierung auf, die Anzahl Sozialarbeiter:innen den gestiegenen Fallzahlen anzupassen. Gemäss den Motionären liegt die Anzahl Fälle bei 330 pro Sozialarbeiter:in im Tessin und bei 150 in Zürich²⁸⁷. Der Regierungsrat schlägt 200 Fälle pro Sozialarbeiter:in vor und erklärt, dass die Fallquote ohnehin unterdessen auf 214 gesunken sei (Bericht 20.11.2019). Die Sozialkommission betrachtet damit das Anliegen der Motion als erfüllt (Bericht 16.1.2020), dem stimmt der Grosse Rat am 17.2.2020 zu.
- **2015 bis 2021, Kanton, Einführung Mindestlohn** (s. Kapitel Mindestlohn).

²⁸⁶ Legge sull'armonizzazione e il coordinamento delle prestazioni sociali (LAPS) del 5 giugno 2000.

²⁸⁷ Abusi sociali, mettiamo fine a una situazione scandalosa!. Motion 610, eingereicht am 14.4.2008.

- **2020-2021, Mesures durant la crise du coronavirus** (cf. chapitre Coronakrise).
- **2021, Kanton, Erschwerte Einbürgerung** – (s. Kapitel Ausländer:innen).



Canton du Valais, VS

- **2011, Canton, Les jeunes adultes doivent rester chez leurs parents** - Les jeunes adultes à l'aide sociale (18-25 ans) doivent vivre dans le ménage d'un des parents, sauf exception – c'est ce que préconise l'art. 9 du Règlement d'exécution de la LIAS du 7 décembre 2011.
- **2013, Canton, Baisse de 10% des prestations d'aide sociale** - Les députés Egon Furrer et Aron Pfammatter (tous deux PDC) demandent de réduire de 10% les diverses prestations prévues par les normes CSIAS²⁸⁸. Le Conseil d'État propose de transformer la motion en postulat et de l'accepter (réponse du 24.4.2014). C'est ce que fait le Grand Conseil par 61 Oui, 48 Non et 7 Abstentions (septembre 2014).
- **2014, Canton, Non à un salaire minimum** (cf. chap. Mindestlohn).
- **2015, Canton, Réduction à 500 francs pour les jeunes adultes** - Les député:es Fournier (UDC), Bregy (PDC), Favre (PLR) et Maret (PDC) demandent, par motion urgente, une réduction de l'aide sociale au niveau de l'aide d'urgence, soit à 500 francs, pour les jeunes de 19-25 ans²⁸⁹. Le Grand Conseil accepte la motion le 11.9.2015.
- **2015, Canton, Expulser les étrangers qui demandent une aide sociale** (cf. chap. Ausländer:innen).
- **2015, Canton, Maintien des cartes prépayées pour étrangers** (cf. chap. Ausländer:innen).
- **2016, Canton, Durcir les conditions d'accès pour les ressortissants européens** (cf. chap. Ausländer:innen).
- **2017, Canton, Base légale pour observations** (cf. chap. Grundrechte).
- **2017, Canton, Délai de remboursement de l'aide sociale porté à 20 ans** - La prescription des prestations d'aide sociale doit être allongée de dix à vingt ans à compter du dernier versement. C'est ce que demandent, par motion urgente, les commissions de gestion et celle des finances par les député:es Bregy (PDC), Fournier (UDC), Maret (PDC) et Favre (PLR)²⁹⁰. Le Grand Conseil accepte la

²⁸⁸ Lorsque les travailleurs ont moins d'argent que les bénéficiaires de l'aide sociale/optimalisation des coûts de l'aide sociale. Motion 2.0029, déposée le 15.11.2013.

²⁸⁹ Prestations de l'aide sociale – appliquer les mesures proposées par les rapports de la COFI et de la COGEST. Motion 2.0104, déposée le 8.9.2015.

²⁹⁰ Aide sociale – augmenter le délai de prescription des créances en faveur des collectivités. Motion 2.0105, déposée le 8.9.2015.

proposition (11.9.2015) avec une modification de la Loi sur l'intégration et l'aide sociale (LIAS, art. 24) qui entre en vigueur le 16 février 2017.

- **2017, Canton, Abroger les programmes de qualification inutiles** - Le député Enzo Bregy (PDC) demande l'abrogation du programme de qualification systématique, trop cher pour les communes et généralement inutile selon lui²⁹¹. Il retire son postulat lors de la session de juin 2017.
- **2021, Canton, Révision totale de la loi sur l'aide sociale** - Le 24.6.2019, le Département met en consultation un avant-projet de modification de la loi sur l'intégration et l'aide sociale datant de 1996. Ce projet propose diverses réorganisations (réduction à 5 CMS, compétence décisionnelle au canton quant aux mesures d'insertion, meilleure visibilité du mandat de prévention, abandon de l'obligation de rembourser l'aide sociale suite à la reprise d'une activité lucrative, facilitation de la transmission des données²⁹². Dans leur réponse à la consultation, AvenirSocial Suisse et la Unabhängige Fachstelle für Sozialhilferecht estiment que ce projet contient de nombreux durcissements parfois manifestement anticonstitutionnels notamment en matière de protection des données et de droits de procédure, qu'il ne respecte pas les droits fondamentaux et ne garantit pas de sécurité juridique en ne précisant pas les bases de calcul de l'aide. Les deux organisations qualifient dès lors ce projet comme « complètement disproportionné »²⁹³. Le Grand Conseil accepte la loi révisée à l'unanimité en première lecture (séance du 10.9.2020), elle entre en vigueur au 1.7.2021.



Canton de Vaud, VD

- **1996, Canton, Régionalisation de l'action sociale (RAS)** - Suite à une révision de la Loi sur la prévoyance et l'aide sociales du 25.5.1977 (LPAS), les communes vaudoises, dès 1996, doivent se regrouper pour former des régions d'assistance et mettre en place des Centres sociaux régionaux (CSR).
- **1997, Canton, Revenu minimum de réinsertion (RMR)** - Au 1er juillet 1997, le système vaudois d'aide aux chômeurs en fin de droits, appelé « Bouton d'Or », du nom de la couleur du formulaire, est remplacé par le Revenu minimum de réinsertion (RMR)²⁹⁴. Il est octroyé pour une durée maximale de deux ans aux personnes sans emploi qui n'ont pas ou plus droit aux prestations LACI. Il est subordonné à l'engagement du bénéficiaire de participer à sa réinsertion professionnelle et/ou sociale, fixé dans un contrat (art. 39). Il est supérieur de 100 francs à l'aide sociale

²⁹¹ Il faut abolir le système selon lequel un bénéficiaire de l'aide sociale qui n'a pas exercé d'activité durant plus d'un an doit suivre un programme de qualification de 3 mois avant de pouvoir revenir sur le marché du travail! Postulat 2.0175, déposé le 16.2.2017.

²⁹² Rapport explicatif accompagnant l'avant-projet de révision de la loi sur l'intégration et l'aide sociale.

²⁹³ [avenirsocial.ch/fr/qui-sommes-nous/regions/bern-und-wallis/](https://www.avenirsocial.ch/fr/qui-sommes-nous/regions/bern-und-wallis/), 15.9.2019.

²⁹⁴ Loi sur l'emploi et l'aide aux chômeurs LEAC du 25 septembre 1996, art. 27 s.

vaudoise ; la limite de fortune est celle des PC fédérales. Il n'est pas remboursable (art. 41). Les personnes sans ressources qui ne répondent pas aux critères du RMR relèvent du régime d'aide sociale vaudoise (ASV) conformément à la Loi sur la prévoyance et l'aide sociales (LPAS) du 25 mai 1977.

Assez rapidement, la coexistence de deux régimes d'aide apparaît comme problématique. Deux motions, d'Yves Guisan (radical) et de Martial Gottraux (PS), demandent la fusion des deux régimes. Gottraux (motion du 4.5.1998) estime qu'un dispositif unique sera plus simple, plus efficace et plus équitable pour les bénéficiaires. Il faudra toutefois encore attendre quelques années avant qu'une fusion se réalise. Divers rapports sont établis. Celui de l'Université de Lausanne (Cunha et al. 1999) propose une fusion des deux régimes. Le rapport d'une seconde étude (Atag Ernst & Young 1999) sort publiquement suite à une fuite. Il propose également la fusion des deux régimes ainsi que de nombreuses réorganisations. Il pointe de sérieuses lacunes et critique, par exemple, qu'aujourd'hui, « Il n'y a donc pas de pression sur la personne suivie pour qu'elle s'améliore » (p.6). La fusion sera réalisée en 2006 (voir ci-dessous).

- **1997, Ville de Lausanne, cas Vincent et suites** - En 1997, à Lausanne, éclate un des premiers cas d'abus de prestations d'aide après la découverte d'un montant de 100'000 francs touchés indument. L'« affaire Vincent », montée en épingle par une partie de la presse, crée un choc dans le monde de l'aide sociale. Elle provoque un rapport du Contrôle cantonal des finances qui identifie divers autres « abus » dans plusieurs centres sociaux vaudois et propose une série de mesures de réorganisation. Le rapport dénonce des défaillances graves et estime que la sécurité financière est défaillante, qu'il manque des directives et que le service cantonal ne contrôle pas suffisamment le travail des CSR²⁹⁵. Un Comité de suivi dirigé par Bernard Ziegler, juriste, ancien conseiller d'État genevois, élabore diverses mesures: réorganisation (spécialisations) du service social lausannois, limitation de la charge de dossiers, formation des AS, instauration d'instances de contrôle, établissement de contrats de prestations entre les CSR et le canton, nouvel outil informatique.

Suivent d'autres « cas » traités notamment par un nouveau rapport du Contrôle cantonal des finances publié le 5.7.2002 suite à un courriel anonyme qui dénonce des dysfonctionnements au CSR de Lausanne, suivi d'un contre-rapport de la Ville et d'un débrayage du personnel.

- **1997 - 2004, Canton, Coordination des praticiens RAS et actions syndicales** - Sur initiative d'assistants et assistantes sociales du CSR Lausanne, des employé:es des CSR et d'autres organismes chargés de l'aide sociale forment, en 1997, une Coordination des praticiens RAS (ci-après: Coordination). Ils et elles organisent diverses actions pour dénoncer les baisses des prestations, critiquer divers projets cantonaux et défendre « le sens de notre travail ». La Coordination mène une analyse critique des dispositifs d'aide publique dans le contexte de la crise socio-économique²⁹⁶, publie quelques numéros d'un journal appelé « Le CSRvolant »

²⁹⁵ Service de prévoyance et d'aide sociale, Contrôle sur la sécurité financière liée à l'octroi de l'aide sociale vaudoise, avril 1998.

²⁹⁶ États généraux des services publics et des prestations sociales, bilan d'une décennie sous le signe de l'austérité. Bouton-d'Or, Aide sociale vaudoise, Revenu minimum de réinsertion. 1^{er} mai 1999.

(dès juillet 1999) et publie une fausse lettre du Conseil d'État proposant d'économiser 60 à 70 millions en déplaçant les RMRistes, ainsi que leurs familles, vers les pays de l'Est (1999). Elle critique la nouvelle gestion publique et les contrats de prestation (février 2001).

Au printemps 2002, des syndicats (SSP et Sud) organisent des États généraux du travail social (4 mai 2002) pour « s'opposer à la dégradation des conditions de travail et pour favoriser la reconquête d'une action sociale ambitieuse ».

Dans le cadre d'un programme de « redressement des finances » cantonales pour 2005, le gouvernement propose des économies dans l'aide sociale, soit la suppression du forfait II à l'ASV et du supplément d'intégration au RMR. Les oppositions sont vives : en novembre 2004, la Coordination lance une pétition intitulée « L'État doit-il régler ses comptes sur le dos des pauvres? ». Le Centre social protestant Vaud écrit aux députés en soutien à la pétition (6.9.2004).

- **2006, Canton, Revenu d'insertion (RI)** - Le RMR et l'ASV sont fusionnés en un nouveau dispositif, le Revenu d'insertion (RI)²⁹⁷. Le RI comprend l'exigence d'un projet d'insertion auquel le bénéficiaire doit activement participer (art. 50) et fixé dans un contrat (art. 55). Les mesures d'insertion sociale sont régies par la LASV et les mesures d'insertion professionnelle par la LEAC qui est modifiée. Le RMR entre en vigueur au 1.1.2006.
- **2007, Canton, Convention de tarif avec les dentistes** (cf. chap. Zahnbehandlungen).
- **2009, Canton, Séparation des tâches de suivi social et de prestations financières** - Fort de l'expérience pilote en cours à la Ville de Lausanne (cf. ci-dessous), le canton de Vaud réorganise à son tour les services d'aide sociale dans un contexte d'augmentation du nombre de dossiers afin d'accélérer « l'autonomisation des bénéficiaires ». Pour ce faire, la réforme « doit permettre de recentrer les assistants sociaux (AS) sur l'exercice de leur métier (appui social et soutien à l'insertion), [et] d'attribuer au personnel administratif (AD) la délivrance de la prestation financière du RI. L'idée est que, déchargé-e-s de la gestion financière des dossiers, les AS pourront se concentrer sur leurs tâches d'appui social et de soutien à l'insertion »²⁹⁸.

Après quelques années, la nouvelle organisation est évaluée. Elle montre une large adhésion des personnels. Le temps consacré par les AS aux tâches d'appui social et de soutien à l'insertion a été augmenté de façon importante (41% de leur temps avant la réforme contre 76% après)²⁹⁹.

- **2007 - 2010, Ville de Lausanne, Séparation des tâches de suivi social et de prestations financières** - Dans un contexte difficile fait d'augmentation des coûts, de pressions politiques, l'injonction au retour à l'emploi et d'exigences de contrôle, de surcharges et d'insatisfactions des personnels, le Service social de la Ville de Lausanne développe un projet pilote de réorganisation appelé « Projet RI métier »

²⁹⁷ Loi sur l'action sociale vaudoise (LASV) du 2 décembre 2003 entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

²⁹⁸ Service de prévoyance et d'aide sociales SPAS (27.1.2009). Principes directeurs de l'action sociale vaudoise PDASV. Actes du séminaire réunissant les autorités d'application du RI et le SPAS, 1-2 décembre 2008, Villars-sur-Ollon, V2.00.

²⁹⁹ Horber-Papazian, K. et al. (2012). Rapport d'évaluation de la mise en œuvre des Principes directeurs de l'action sociale vaudoise (PDASV) par les autorités d'application du RI. Lausanne : IDHEAP.

déployé dès fin août 2007. Le projet consiste notamment en une redéfinition des métiers par une séparation des tâches entre, d'un côté, les assistantes et assistants sociaux (AS) et, de l'autre, les collaboratrices administratives (AD). Un nouveau protocole de l'appui social est également introduit. Le projet est évalué ; les auteur-e-s proposent de le prolonger³⁰⁰.

En 2010, le projet pilote devient réorganisation. Dès le 1^{er} avril 2010, les AS se consacrent à l'« accompagnement » et à l'« insertion » des bénéficiaires, alors que des collaboratrices administratives se chargent du calcul des prestations financières et de toute la tenue administrative du dossier.

- **2011, Canton, Introduction de PC Familles et d'une Rente-pont** - (cf. les chapitres Ergänzungsleistungen für Familien et Ältere Arbeitslose).
- **2006 et 2013, Canton, FORJAD et FORMAD** - En 2006, le canton de Vaud lance un projet pilote FORJAD (Formation des jeunes adultes en difficulté) permettant aux jeunes adultes (18-25 ans) d'acquérir une formation professionnelle tout en étant aidés financièrement. Au début, les jeunes sont soutenus dans le cadre de l'aide sociale, car les bourses sont bien trop basses, et dès 2009 avec des bourses désormais harmonisées avec l'aide sociale. Le dispositif comprend une aide dans la recherche d'une place d'apprentissage et un coaching scolaire et personnel. Fin 2013, le programme Forjad est élargi aux adultes (26 à 40 ans, Formation pour adultes, FORMAD) pour un projet pilote de 5 ans. Il devra permettre d'acquérir une formation professionnelle certifiée au moyen d'un coaching. La loi sur les bourses a été adaptée en conséquence pour les adultes également.
- **2015-2017, Ville de Lausanne puis Canton, Intensifier le retour à l'emploi** - Entre février 2015 et janvier 2017, la Ville de Lausanne déploie un projet pilote visant à favoriser l'insertion professionnelle des bénéficiaires RI. Durant cette période, une partie des nouveaux bénéficiaires - ceux et celles avec un taux d'emploi inférieur ou égal à 50% et considérés comme capables de travailler - sont adressés à une « Unité commune » composée d'AS et de conseillers et conseillères ORP. Dans cette Unité, le taux d'encadrement est plus favorable: un conseiller ORP s'occupe de 65 demandeurs et demandeuses d'emploi, alors que dans la prise en charge RI ordinaire ce ratio est de l'ordre de 1/120 – 1/130. Une évaluation montre que dans l'Unité commune, davantage de dossiers peuvent être fermés, que les personnes sont plus nombreuses à avoir trouvé du travail (9 points de %), que la satisfaction est plus grande, que le coût supplémentaire (en personnel) est à peu près compensé par l'économie en prestations financières (11%)³⁰¹.

Le 21.6.2017, fort de l'expérience positive en Ville de Lausanne, le Conseil d'État décide d'étendre le dispositif d'Unités communes OPR-CSR à l'ensemble du canton. Le SPAS édicte des critères d'accès et de sortie des Unités communes, confidentiels.

- **2017, Canton, Baisse du barème pour jeunes adultes** - Le barème des jeunes adultes est réduit de 1110 à 986 francs et les sanctions sont renforcées pour ce

³⁰⁰ Horber-Papazian, K. et al. (février 2009). Évaluation du projet pilote « RI Métiers », CSR Lausanne. Lausanne: Idheap.

³⁰¹ Bonoli, G. et al. (2017). Évaluation de l'Unité commune ORP-CSR en Ville de Lausanne. Lausanne : Université de Lausanne, IDHEAP.

groupe. On note de petites améliorations pour les bourses et barèmes des loyers (*Surprise 423/18*).

- **2019, Canton, Base légale pour observations** (cf. chap. Grundrechte).
- **2021, Canton, Non à une assurance générale de revenu AGR** (cf. chap. Grundeinkommen).
- **2021, Université Lausanne et Canton, Promotion d'un Revenu de transition écologique RTE** (cf. chapitre Grundeinkommen).
- **2020-2021, Mesures durant la crise du coronavirus** (cf. chap. Coronakrise).
- **2011 et 2022, Canton, Non à un salaire minimum** (cf. chap. Mindestlohn).



Kanton Zug, ZG

- **2017, Kanton, Keine Deprofessionalisierung** - Die Auflage, dass die Sozialhilfe « fachliche Beratung durch für diese Aufgabe ausgebildetes Personal » gewähren muss, soll aus dem Sozialhilfegesetz (Art. 10) gestrichen werden. Dies wollen der Grossrat Manuel Brandenberg (SVP) und Konsorten³⁰². Entsprechend der Empfehlung des Regierungsrates sowie eines Briefs von AvenirSocial an die Grossrät:innen (28.9.2017) lehnt das Parlament die Motion ab (26.10.2017).
- **2022, Kanton Zug, Observationen in Diskussion** (s. Kapitel Grundrechte).



Kanton Zürich, ZH

- **1998, Stadt Zürich, Arbeit statt Fürsorge** - Ab 1998 reorganisiert die Stadt Zürich die Sozialhilfe nach dem Prinzip Arbeit statt Fürsorge. Die Stadt entwickelt Projekte im Rahmen eines sog. Zweiten Arbeitsmarktes. Im Jahr 2002 werden diese unter dem Namen Chancenmodell formalisiert. Im Frühling 2005 schafft die Stadt Arbeitsplätze für 1000 Franken, welche mit vollen Löhnen nicht rentabel wären (*Le Temps*, 26.5.2005). Der Vorschlag stösst auf Kritik, insbesondere seitens der Gewerkschaften (z.B. *Work*, 10.6.2005).

³⁰² Motion betreffend Änderung des Sozialhilfegesetzes - Liberalisierung des Anforderungsprofils für die beruflich mit der Sozialhilfe befassten Personen, Nr. 2472.1, eingereicht am 13.1.2015.

- **2001, Stadt Winterthur, Passagenmodell** - Im Jahr 2001 führt die Stadt Winterthur ein « Passagenmodell » ein. Personen, welche Sozialhilfe beantragen, müssen vorläufig ein Beschäftigungsprogramm absolvieren. In der Folge führen zahlreiche Städte ähnliche Programme ein (z.B. Zürich 2009, Bern 2010, Basel 2011, Genf 2011). Passagenmodelle werden von Sozialarbeitenden und Forschenden kritisiert, da sie teuer seien, nur einen Teil der Beziehenden betreffen und deshalb Ungleichheiten schaffen und in juristischer Hinsicht problematisch seien.
- **2009-2012, Kanton, Einbürgerung von Sozialhilfebeziehenden nicht eingeschränkt** (S. Kapitel Ausländer:innen).
- **2012, Kanton, Kein Datenschutz mehr für Sozialhilfebeziehende und Personen, die mit ihnen im Kontakt stehen** (s. Kapitel Grundrechte).
- **2014, Kanton Zürich, Direktzahlung von Krankenkassenprämien** (s. Kapitel Grundrechte ...).

- **2007 - 2015, Kanton, Autobesitz** - Während der üblichen Unruhen am 1. Mai in der Stadt Zürich fällt 2007 ein BMW den Flammen zum Opfer. Es zeigt sich, dass das Auto einer sozialhilfebeziehenden Frau gehöre. Ein Teil der Medien und die SVP skandalisieren einen Sozialhilfemissbrauch. Die städtische parlamentarische Untersuchungskommission stellt daraufhin fest, dass der BMW vom Freund der Frau auf deren Namen geleast war.

Die Grossräte Peter Preisig, Hansruedi Bär und Beat Stiefel (alle SVP) fordern, dass Sozialhilfeempfangende per Gesetz keine Fahrzeuge mieten, besitzen oder erwerben dürfen³⁰³. Der Grossrat überweist das Postulat knapp an den Regierungsrat (86 Ja, 84 Nein, 20.6.2011), welcher den Vorstoss zurückweist (Bericht vom 30.4.2013). Am 27.10.2014 wird der Vorstoss abgeschrieben.

Die gleiche Forderung stellen Claudio Schmid (SVP) und Linda Camenisch (FDP) parallel dazu mit einer parlamentarische Initiative³⁰⁴. Diese wird von der Kommission zurückgewiesen, hingegen im Grossen Rat mit 3 Stimmen Mehr angenommen, dann aber in der Schlussabstimmung mit 85 Nein gegen 81 Ja abgelehnt (19.1.2015).

- **2015, Kanton, Keine Senkung der Sozialhilfe** - Die Sozialhilfe soll auf maximal 90% der SKOS-Richtlinien gesenkt und das Anreizsystem gestärkt werden. Zahlreiche Sozialhilfebeziehende stünden besser da als Bürger mit bescheidenem Einkommen und die Ansätze seien zu hoch, was der Besitz eines Privatautos zeige. Dies fordern die Grossrätinnen Ruth Frei-Baumann und Barbara Steinemann (beide SVP)³⁰⁵. Der Regierungsrat empfiehlt Ablehnung. Der Grosse Rat lehnt die Motion mit 121 gegen 48 ab (22.6.2015).
- **2017, Kanton, Weitergabe von Informationen** (s. Kapitel Grundrechte).
- **2017, Stadt Winterthur, Unterstützung bei Mietzinssenkungen** - Ein externer Bericht zur Steuerung der Sozialkosten in Winterthur schätzt, dass eine Einsparung

³⁰³ Autos und Sozialhilfe. Postulat 84/2008, eingereicht am 3.3.2008.

³⁰⁴ Gesetzliche Grundlagen im Sozialhilfegesetz zur Benützung von Fahrzeugen. Parlamentarische Initiative 169/3013, eingereicht am 3.6.2013.

³⁰⁵ Kostenoptimierung und Flexibilität muss auch bei der Sozialhilfe möglich sein. Motion 286/2014, eingereicht am 3.11.2014.

zwischen 200'000 bis 500'000 Franken pro Jahr möglich ist, wenn die Mieten von Sozialhilfebeziehenden auf den geltenden Referenzzinssatz gesenkt würden. Da die Sozialen Dienste jetzt mehr Personalressourcen haben, überprüfen sie ab Juni 2017 die Mietzinse und unterstützen die Sozialhilfebeziehenden bei Senkungsbegehren, dies in enger Zusammenarbeit mit dem Mieterverband (Winterthurer Zeitung, 1.6.2017).

- **2017, Stadt Winterthur, Einsparungen durch Reduktion der Falllast.** Eine Studie im Auftrag der Sozialen Dienste Winterthur stellt fest, dass eine Senkung der Falllast pro Sozialarbeitende zu einem rascheren Beenden der Hilfe führt und damit deutliche Einsparungen der Sozialhilfekosten ermöglicht³⁰⁶. Die Resultate der Studie führen zu zwei Vorstössen (BL 2019; BS 2019, siehe dort) sowie einem Projekt der SKOS (2023 Caseload Converter, siehe Kapitel SKOS-Richtlinien).
- **2017, Stadt Zürich, Kein Pilotversuch Grundeinkommen** (s. Kapitel Grundeinkommen).
- **2018, Rheinau/ZH, Dorf testet Zukunft nicht** (s. Kapitel Grundeinkommen).
- **2018, Kanton, Keine Ferien und medizinischen Luxusbehandlungen** - Am 12.12.2016 reichen die Grossräte Hans Egli (EDU), Stefan Schmid (SVP) und Rico Brazerol (BDP) eine parlamentarische Initiative ein mit dem Titel « Keine Besserstellung von Sozialhilfebezügern gegenüber Arbeitenden » (406/2016). Die Initiative will keine Finanzierung von Ferien sowie keine medizinischen Luxusbehandlungen für Sozialhilfebeziehenden. Der Grosse Rat nimmt die Motion an (26.11.2018).
- **2019, Kanton, Direktzahlung von Mietkosten** (s. Kapitel Grundrechte).
- **2019, Kanton, Keine tertiären Ausbildungen** – Die Grossrät:innen Benedikt Hoffmann (SVP), Linda Camenisch (FDP) und Cyrill von Planta (GLP) verlangen, dass wirtschaftliche Hilfe während und für eine Ausbildung auf Tertiärstufe, namentlich während eines Studiums an einer Universität, nur in Ausnahmefällen gewährt wird³⁰⁷. Der Grosse Rat überweist an die Kommission, welche knapp zustimmt (7 zu 6 Stimmen). Der Regierungsrat folgt der Kommissionsminderheit und empfiehlt Ablehnung (Initiative unnötig). Der Grosse Rat nimmt die Initiative mit 103 Ja gegen 60 Nein an (21.1.2019).
- **2019, Kanton, Keine Senkung um 30%** - Der Grossrat Stefan Schmid (SVP) verlangt, dass die Richtlinien um 30% herabgesetzt werden und dass integrationswillige, motivierte und engagierte Personen stufenweise eine Motivationsentschädigung erhalten, welche zusammen mit dem Existenzminimum dem heutigen Grundbedarf entsprechen³⁰⁸. Der Regierungsrat lehnt die Motion ab, da deren Forderungen das soziale Existenzminimum massiv unterschritten und eine minimale Teilhabe am wirtschaftlichen und sozialen Leben verunmöglichten. Die Motion würde « in fundamentalen Bereichen ein unerwünschtes Ausscheren des

³⁰⁶ Eser Davolio, Miryam et al. (November 2017). Falllast in der Sozialhilfe und deren Auswirkung auf die Ablösequote und Fallkosten. Wissenschaftliche Begleitung eines Pilotprojekts in der Langzeitunterstützung der Sozialen Dienste der Stadt Winterthur (1.9.2015 – 28.2.2017). Schlussbericht. Zürich: ZHAW. <https://doi.org/10.5169/seals-855356>

³⁰⁷ Keine Finanzierung universitärer Ausbildung durch die Sozialhilfe. Parlamentarische Initiative 170/2016, eingereicht am 23.5.2016.

³⁰⁸ Sozialhilfe – Motivation statt Sanktion. Motion 366/2018, eingereicht am 3.12.2018.

Kantons Zürich aus dem gesamtschweizerischen System der SKOS-Richtlinien bedeuten ». Auch die Sozialkonferenz des Kantons Zürich stellt sich klar gegen die Vorschläge³⁰⁹. Der Grosse Rat lehnt die Motion deutlich ab (121 gegen 48 Stimmen, 24.6.2019).

- **2019, Kanton, Keine Senkung für Ausländer:innen** – (s. Kapitel Ausländer:innen)
- **2016 - 2019, Kanton, Anfechtungen erschwert** – Benedikt Hoffmann (SVP), Linda Camenisch (FDP) und Cyrill von Planta (GLP) fordern, dass Weisungen nur im Zusammenhang mit einer Sanktion oder Leistungseinstellungen bzw. -kürzung angefochten werden können und damit der Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 18. Juni 2009³¹⁰ rückgängig gemacht wird. Das vom Gericht geforderte Verfahren dauert ihrer Ansicht nach zu lange und ermögliche es den Sozialhilfebeziehenden, eine Sanktion hinauszuzögern³¹¹.

Im Januar 2019 nimmt der Grosse Rat die Initiative an (Änderung Art. 21 SHG). Gegen die Verschärfung reichen im Februar 2019 die UFS, AvenirSocial und weitere Organisationen beim Bundesgericht Beschwerde ein. In einer Zwischenverfügung (20.5.2019) gewährt das BGer der Beschwerde eine aufschiebende Wirkung. Am 14.1.2020 weist das BGer mit 3 gegen 2 Stimmen die Beschwerde ab (8C_152/2019, Medienmitteilung) mit dem Argument, der Rechtsweg bleibe garantiert. Daraufhin reicht die UFS beim Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte in Strassburg Beschwerde ein (25.6.2020). Diese wird nicht entgegengenommen (kommentarloser Entscheid Einzelrichter, 28. April 2021).

- **2019, Stadt Zürich, Bildungsstrategie für Geringqualifizierte** - Im Sinne der nationalen Weiterbildungsoffensive von SKOS und SVEB von 2018 (siehe Kapitel SKOS-Richtlinien) lanciert die Stadt Zürich ein Paket aus Präventions- und Sensibilisierungsmassnahmen für Sozialhilfebeziehende und weitere « Gefährdete » (Junge und Erwerbstätige in prekären Lagen) (Sozialdepartement Stadt Zürich, Medienmitteilung 28.10.2019).
- **2018-2020, Kanton, Keine Totalrevision des Sozialhilfegesetzes** - Am 13.4.2018 schickt der Regierungsrat den Vorschlag einer Totalrevision des Sozialhilfegesetzes von 1981 in die Vernehmlassung (RRB 323/2018). An den SKOS-Richtlinien wird festgehalten und die Observation von Sozialhilfebeziehenden soll nicht intensiviert werden. Grössere persönliche Hilfeleistungen (Beratungen) sollen kostenpflichtig werden (Art. 26). Der Kanton soll neu 25% der Kosten übernehmen (bisher 4%). Leistungen können neu auf Nothilfe gekürzt werden (Art. 44). Der Informationsaustausch wird erleichtert (Teil 9).

Die Region Zürich und Schaffhausen von AvenirSocial kritisiert den Vorschlag, da er zahlreiche Verschärfungen beinhalte ([AvenirSocial](#) > Region Zürich und Schaffhausen > Aktuell > 21.12.2018).

Nachdem die Vernehmlassung viele Kritikpunkte zu Tage gebracht habe und die Coronakrise ein Ansteigen der Fallzahlen vermuten lasse, beschliesst der RR, auf

³⁰⁹ Stellungnahme vom 5. Dezember 2018, Protokoll des RR, Sitzung vom 19. Dezember 2018, KR-Nr. 366/2018.

³¹⁰ Prozess-Nummern: VB.2009.00262, VB.2009.00268 und VB.2009.00269.

³¹¹ Keine selbständige Anfechtung von Auflagen und Weisungen in der Sozialhilfe. Parlamentarische Initiative 169/2016, eingereicht am 23.5.2016.

eine Totalrevision zu verzichten und bei Bedarf Teilrevisionen vorzunehmen (RRB 2020-0410, 22.4.2020).

- **2007 – 2021, Stadt Zürich, Sozialdetektive und Observationen** (s. Kapitel Grundrechte).
- **2017-2021, Kanton, Gesetzliche Grundlage für Observationen** (s. Kapitel Grundrechte).
- **2020-2021, Massnahmen während Coronakrise** (s. Kapitel Coronakrise).
- **2021, Städte Zürich, Kloten und Winterthur, Initiativen für einen Mindestlohn** (s. Kapitel Mindestlohn).
- **2021, Kanton, Qualifiziertes Fachpersonal in den Sozialdiensten** - Sozialdienste sollen sich regional zusammenschliessen können, über eine minimale Anzahl Stellenprozent für qualifiziertes Fachpersonal verfügen und die operative Fallführung wahrnehmen, während die politische Sozialbehörde strategisch tätig sein soll. Dies fordern die Mitglieder des Grossen Rates Esther Straub (SP) und Konsorten³¹². Der Grossrat nimmt den Vorstoss mit 84 Ja und 83 Nein bei 0 Enthaltungen an (6.12.2021) und überweist ihn an den **RR zur Ausarbeitung einer Vorlage**.
- **2022, Kanton, Kein Modellversuch Grundeinkommen** (s. Kapitel Grundeinkommen).
- **2022, Stadt Zürich, Kein Pilotversuch Grundeinkommen, Volksabstimmung** (s. Kapitel Grundeinkommen).

³¹² Grundlagen für eine fachgerechte Sozialhilfe. Motion 376/2020, eingereicht am 19.10.2020 von Esther Straub (SP), Ronald Alder (Grüne), Jeannette Büsser (Grüne), Mark Anthony Wisskirchen (EVP) und Kaspar Bütikofer (AL).

15 RÉFÉRENCES

- ATAG, Ernst & Young Consulting (1999). Rapport pour l'analyse des processus RMR et ASV des Centres sociaux régionaux. DSAS: document interne.
- Beffa, S. (2003, août). Le projet « Intervento sociale »: Comment le Tessin a réformé son système de prestations sociales. Dossier du mois, Artias. https://artias.ch/wp-content/uploads/2008/08/Dossier_aout_2003.pdf
- Beuchat, S. (2018). Armutsbekämpfung aus Sicht von AvenirSocial. SozialAktuell, 9, S.31-33.
- BFS (2015). SKOS-Grundbedarf. Aktualisierte Berechnungen des BFS. Bern: BFS. SKOS > Publikationen > Studien > 30.1.2015 SKOS-Grundbedarf.
- Coullery, P. (1995). Diskussionsentwurf. Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge, 39, 5, 1995, p. 336-363.
- Coullery, P. (2018). Der Anspruch auf existenzsichernde Leistungen und seine verfassungsrechtlichen Grundlagen. Rechtsgutachten zuhanden der Schweizerischen Konferenz für Sozialhilfe. Bern: Berner Fachhochschule Soziale Arbeit.
- Cunha Da A. et al. (1999). Évaluation du Revenu minimum de réinsertion, rapport final. Neuchâtel et Lausanne : IGN, IREC.
- Dubach, P. et al. (2015). Evaluation der Leistungen mit Anreizcharakter gemäss SKOS-Richtlinien. Schlussbericht. Bern: Bureau BASS. SKOS > Publikationen > Studien > 30.1.2015 Evaluation der Leistungen.
- Gerfin M., (2004). Schlussbericht Evaluation der Richtlinien der SKOS zuhanden der SKOS. Bern: Universität Bern.
- Goll, Ch. (2005). Den aufrechten Gang immer wieder üben. In: W. Schmid, U. Tecklenburg (Hg). Menschenwürdig leben? Fragen an die Schweizer Sozialhilfe: eine Publikation zum 100-jährigen Bestehen der Schweizer Konferenz für Sozialhilfe (SKOS). Vivre dignement ? L'aide sociale suisse en question. Une publication pour le 100e anniversaire de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS). Luzern: Caritas Verlag. S. 75-82.
- Gordzielik, T. (2020). Sozialhilfe im Asylbereich. Zwischen Migrationskontrolle und menschenwürdiger Existenzsicherung. Zürich: Schulthess.
- Guggisberg, J., Gerber, S. (2022). Nichtbezug von Sozialhilfe bei Ausländer/innen mit Aufenthalts- oder Niederlassungsbewilligung in der Schweiz. Bern: BASS. https://charta-sozialhilfe.ch/fileadmin/user_upload/charta-sozialhilfe/Publikationen_Studien_Vernehmlassungen/2022_Nichtbezug_Sozialhilfe_BASS_def.pdf
- Gurny, R., Ringger, B. (Denknetz) (2009). Die grosse Reform – die Schaffung einer Allgemeinen Erwerbsversicherung AEV. Zürich: editon 8.
- Gurny, R., Tecklenburg, U. (2016). Fallgruben und Sackgassen. Zur Entwicklung der schweiz. Sozialhilfe in den letzten Jahrzehnten. Zürich: Denknetz. denknetz.ch > Bibliothek > Soziale Sicherheit und Grundeinkommen > Sozialversicherungen und Sozialhilfe.

Gurny, R., Tecklenburg, U. (2020). Heraus aus der Sackgasse: Existenzsicherung statt Sozialhilfe. Sozialalmanach 2020, Eine Sozialhilfe für die Zukunft. Luzern: Caritas, S. 213 – 230.

Gurny, R., Ringger, B. (2022). Für alle und für alle Fälle. Zürich: Denknetz. <https://www.denknetz.ch/fuer-alle-und-fuer-alle-faelle/>

Gurny, R., Ringger, B. (2022). Reconstruire la protection sociale pour toutes et pour tous. Zurich : Denknetz - Réseau de réflexion. <https://www.denknetz.ch/wp-content/uploads/2022/08/Pour Toutes et Tous.pdf>

Hänzi, C. (2011). Die Richtlinien der schweizerischen Konferenz für Sozialhilfe. Entwicklung, Bedeutung und Umsetzung der Richtlinien in den deutschsprachigen Kantonen der Schweiz. Basel: Helbing Lichtenhahn.

HEKS Asyllexikon (2022). Die wichtigsten Begriffe kurz erklärt. Zürich: HEKS Hilfswerk evangelisch- reformierte Kirche Schweiz.

Kopf, Françoise (2010). L'éradication des requérants d'asile déboutés en Suisse. Vivre Ensemble 25^e, 129.

Mösch Payot, P. & Pärli, K. (2014). Datenschutz in der sozialen Arbeit. Eine Praxishilfe zum Umgang mit sensiblen Personendaten. Bern: AvenirSocial.

OECD (1999). Bekämpfung sozialer Ausgrenzung. Sozialhilfe in Kanada und in der Schweiz. Beiträge zur Sozialen Sicherheit Band 3. Bern, Bundesamt für Sozialversicherung BSV. BSV-Online > Publikationen & Service > Forschung und Evaluation > Forschungspublikationen

Oesch, D., Graf, R., Gaillard, S. (2005). Die SGB-Mindestlohnkampagne – eine Evaluation. Denknetz Jahrbuch 2005, S. 137-155.

Pelizzari, A. (2022). Protection de la santé et des revenus : hésitations et réussites syndicales. In Rosensteint et Mimouni (Dir.). Covid-19, Les politiques sociales à l'épreuve de la pandémie. Genève et Zurich : Seismo, pp.193-208.

Poledna, T. (2010). Stimm-und Wahlrecht. Historisches Lexikon der Schweiz (HLS), <https://hls-dhs-dss.ch/de/>

Rosenstein, E., Mimouni, S. (dir.) (2022). COVID-19, Les politiques sociales à l'épreuve de la pandémie. Genève et Zurich: Seismo.

SEM (2009). Bericht Monitoring Sozialhilfestopp. Berichtsperiode 2008. Bern: Bundesamt für Migration BFM (2020: Staatssekretariat für Migration SEM). <https://www.sem.admin.ch/dam/sem/de/data/asyl/sozialhilfe/ab-2008/ber-monitoring-2009-d.pdf.download.pdf/ber-monitoring-2009-d.pdf>

SEM Staatssekretariat für Migration (2022). *Faktenblatt Schutzstatus S*, 7.4.2022 <https://www.sem.admin.ch/dam/sem/de/data/asyl/faktenblatt-schutzstatus-s.pdf.download.pdf/faktenblatt-schutzstatus-s-d.pdf>

Schweizerische Flüchtlingshilfe https://www.fluechtlingshilfe.ch/fileadmin/user_upload/Themen/Asyl_in_der_Schweiz/Aufenthaltsstatus/220313_Statusrechte.pdf, abgerufen 18.12.2022

SKOS (2011, Juni). Ergänzungsleistungen für Familien – Modell SKOS. Ausführliche Diskussion der Eckwerte. Bern: Schweizerische Konferenz für Sozialhilfe SKOS.

SKOS (2011, Dezember). Stipendien statt Sozialhilfe. Für eine wirksame Unterstützung von Jugendlichen und jungen Erwachsenen. Bern: Schweizerische Konferenz für Sozialhilfe SKOS.

SKOS (2014). Ergänzungsleistungen für Familien. Gesamtübersicht über den Stand des politischen Prozesses in den Kantonen. Bern: SKOS. [www > SKOS > Publikationen > Grundlagendokumente > 2014.](#)

SKOS (2016). Richtlinien für die Ausgestaltung und Bemessung der Sozialhilfe. Bern: Schweizerische Konferenz für Sozialhilfe SKOS.

SKOS (2018). Monitoring Sozialhilfe 2018. Bern: Schweizerische Konferenz für Sozialhilfe SKOS.

SKOS (2018, Januar). Arbeit dank Bildung. Weiterbildungsoffensive für Bezügerinnen und Bezüger von Sozialhilfe. Bern: Schweizerische Konferenz für Sozialhilfe SKOS.

SKOS (2018, Februar). Alternativen zur Sozialhilfe für über 55-Jährige. Vorschläge der SKOS für eine nachhaltige Verbesserung der Lebenslagen von Erwerbslosen und Sozialhilfebeziehenden über 55. Bern: Schweizerische Konferenz für Sozialhilfe SKOS.

SKOS (2019). Sozialhilfe. Unterstützung von Personen des Asyl- und Flüchtlingsbereichs. Bern

[https://skos.ch/fileadmin/user_upload/skos_main/public/pdf/Recht und Beratung/Merkblaetter/2019_MB-Asylbereich.pdf](https://skos.ch/fileadmin/user_upload/skos_main/public/pdf/Recht_und_Beratung/Merkblaetter/2019_MB-Asylbereich.pdf)

SKOS (2020a). Corona-Epidemie. Aktuelle Lage und zukünftige Herausforderungen für die Sozialhilfe. Analysepapier. Bern: Schweizerische Konferenz für Sozialhilfe SKOS.

SKOS (2020b). Monitoring Fallzahlen COVID-19. Bern: Schweizerische Konferenz für Sozialhilfe SKOS.

SKOS (2021). Corona-Pandemie. Aktuelle Lage und zukünftige Herausforderungen für die Sozialhilfe. 3. Aktualisierte Version Oktober 2021. Bern: Schweizerische Konferenz für Sozialhilfe SKOS.

SKOS (2022, 31.3.2022, aktualisiert 26.9.2022). Monitoring Sozialhilfe 2021. Bern: Schweizerische Konferenz für Sozialhilfe SKOS. https://skos.ch/fileadmin/user_upload/skos_main/public/pdf/Publikationen/Monitoring/Monitoring-Bericht_2021_D.pdf

SKOS (2023, Januar). Fachliche Positionierung der SKOS: Der Grundbedarf für den Lebensunterhalt in der Asylsozialhilfe. Bern, Schweiz. Konferenz für Sozialhilfe SKOS.

SODK Konferenz der kantonalen Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren SODK (2021). *Unterstützungsleistungen im Asylbereich*. Abgerufen von https://ch-sodk.s3.amazonaws.com/media/files/e89f4550/5f09/4af1/aaa8/2e91bbc2352a/Tabelle_Unterst%C3%BCtzungsleistungen_im_Asylbereich.pdf

SODK Konferenz der kantonalen Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren, Generalsekretariat (29.11.2022). Anpassung des Grundbedarfs [...] und Weiterführung des Auftrags SODK an die SKOS zur Bearbeitung der aktuellen Fragen zur Asylsozialhilfe.

SP Schweiz (2015). Für eine moderne und gerechte Sozialhilfe. Lösungsvorschläge der SP. Grundlagendokument zur Sozialhilfe. Bern: SP Schweiz.

Stanic, P. (2020). Incidences de l'aide sociale sur les permis de séjour dans la LEI. Artias, Dossier du mois, février. https://artias.ch/artias_dossier/incidences-de-laide-sociale-sur-les-permis-de-sejour-dans-la-lei/

Stanic P. (2022). Synthèse des travaux législatifs fédéraux. Thème Aide sociale. Veille juridique. Artias, 22 décembre. https://artias.ch/wp-content/uploads/2022/12/Artias_Veille_Synthese_Travaux_legislatifs_federaux_Aide_sociale.pdf

Stutz, H., Stettler, P., & Dubach, Ph. (BASS), Gerfin M. (Universität Bern) (2018). Berechnung und Beurteilung des Grundbedarfs in den SKOS- Richtlinien. Schlussbericht im Auftrag der Schweizerischen Konferenz für Sozialhilfe (SKOS). Bern: Büro BASS. SKOS > Publikationen > Studien > 8.1.2019 Grundbedarf.

SVP (2015). Missbrauch und ausufernde Sozialindustrie stoppen. Zur Sicherung der Hilfe für die wirklich Bedürftigen. Positionspapier. Bern: SVP.

Swaton, S. (2022). Le revenu de transition écologique. Dossier du mois Artias janvier 2022. https://artias.ch/wp-content/uploads/2022/01/Artias_Dossier_Janvier2022_Revenu_transition_ecologique.pdf

Tabin, J.-P., Frauenfelder, A., Togni, C. & Keller, V. (2010). Temps d'assistance. Le gouvernement des pauvres en Suisse romande depuis la fin du XIXe siècle. Lausanne : Antipodes.

Tecklenburg U. (2012). Aide sociale : un parcours de combattant. www.reiso.org/spip.php?article2637, 6.12.2012.

Tecklenburg, U. (2014). Alliances contre la baisse de l'aide sociale, www.reiso.org/articles/themes/politiques/259-alliances-contre-la-baisse-de-l-aide-sociale, 26.3.2014.